

Claude Cheysson une force de conviction



**CLAUDE CHEYSSON,
UNE FORCE DE CONVICTION**

Photographie de couverture :
*Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures,
en mai 1981, devant le pont Alexandre III.*

© Bruno Bachelet / Paris Match / Scoop



RÉALISATION - COORDINATION ÉDITORIALE :
ISABELLE DE BREMOND D'ARS - IBACOM - [HTTP://WWW.IBACOM.FR](http://www.ibacom.fr)

À Claude,
pour sa mémoire,
afin que subsiste une trace de ses combats
menés sans relâche et avec passion, tout au long de sa vie.

À ses enfants, petits-enfants, arrières petits-enfants...
pour l'exemple,

Ce livre essaie de combler un vide, en mettant en place
les morceaux d'un puzzle qui donne une image forcément
incomplète d'un homme « à part ».

Apparaît, au travers des pages, le visionnaire lucide,
l'humaniste épris de justice, l'homme de courage et d'action,
capable d'aller jusqu'au bout de ses convictions, persuadé que
le changement et le progrès ne sont pas des utopies.

UN HOMME DEBOUT

JEAN LACOUTURE

Né à Paris, en 1920, dans un milieu où il faut, sauf à déchoir, faire ses preuves, tôt et avec éclat, Claude Cheysson sut ne pas décevoir les attentes : grandes écoles, grands concours, il conquiert les titres qui donnent accès au pouvoir avant de manifester son courage et sa lucidité au sein de la 2^e DB du général Leclerc.

Promis au service de l'État, il opte pour la diplomatie ce qui le mène en Indochine, puis à la conférence de Genève qui mit fin à la guerre. C'est là qu'il devint l'un des lieutenants de Pierre Mendès-France, préparant avec lui l'indépendance du Vietnam qui libéra la France du fardeau indochinois.

S'agissant de l'Algérie, son intervention fut moins directe. Mais c'est à son initiative qu'en 1957 un groupe de hauts fonctionnaires fit paraître un manifeste en faveur de la négociation, ouvrant la voie à l'émancipation par étapes des « départements » du sud de la Méditerranée.

Justement promu chef de la diplomatie française par François Mitterrand, avec le titre de « ministre des Relations extérieures » qu'il avait judicieusement substitué à « Affaires étrangères », il contribua, en bon accord avec ses collègues européens et américains, à dynamiser la politique occidentale et à équilibrer les rapports entre l'Est et l'Ouest.

On lui a reproché d'avoir répondu à un journaliste qui l'interrogeait sur la brutalité soviétique vis-à-vis de la Pologne qu'il ne voyait « rien à faire », ce qui n'était que la vérité...

Claude Cheysson, « animal d'action », sut faire de sa retraite le prolongement dynamique de sa carrière : conférences,

voyages, entretiens, lui donnèrent l'occasion de manifester sa lucidité et sa culture. J'eus la chance, pour ma part, de pouvoir confronter avec les siennes, toujours avec franchise, mes convictions souvent plus vacillantes. Nous nous rencontrions régulièrement dans un des cafés ou restaurants de Montparnasse. Mieux encore, j'avais très souvent accès à sa belle bibliothèque, particulièrement riche en ouvrages sur l'action des Jésuites en Chine. Et je crois bien que c'est lui qui m'a convaincu d'écrire l'histoire de la Compagnie de Jésus.

Oui, Claude était vraiment un homme universel.

CLAUDE CHEYSSON

STÉPHANE HESSEL

De tous les Français surdiplômés sortis jeunes de la Résistance, quelques-uns seulement ont saisi le sens de l'évolution de l'Histoire de France.

Elle devait prendre acte de la défaite brutale de juin 1940 pour engager une orientation différente. Si la victoire de 1945 lui assurait une place comme membre permanent du Conseil de sécurité, elle ne l'autorisait pas à poursuivre les fastes de l'empire colonial et l'obligeait à chercher sa place parmi les constructeurs de l'Europe.

Plus et mieux que quiconque Claude Cheysson a porté ce destin. Au Vietnam d'abord, où la connaissance approfondie que ses contacts personnels avec les dirigeants de ce pays ont fait de lui un des plus précieux collaborateurs de Pierre Mendès-France lors des négociations périlleuses de Genève en 1954.

En Afrique subsaharienne ensuite, dont il a compris les aspirations à un vrai développement lui donnant la maîtrise nécessaire des rapports de coopération entre l'Europe communautaire et les pays ayant obtenu leur indépendance.

J'ai eu la chance de l'avoir pour ministre lors de la venue au pouvoir en 1981 de François Mitterrand. À cette date, n'ayant eu de poste à me confier après la fin de mon mandat d'ambassadeur auprès des Nations unies à Genève, il m'a fait nommer Ambassadeur de France, une dignité que je conserverai jusqu'à ma mort. Mais il m'a aussi chargé d'une mission impossible : convaincre les responsables de l'île de Mayotte dans l'Océan indien qu'il était de leur intérêt d'accéder avec les autres îles des Comores à l'indépendance. Bien vite, je me suis rendu compte que l'hostilité entre eux et la Grande Comore était trop forte et

que l'attrait de rester dans l'orbite française l'emporterait.

Mais c'est à Alger, entre 1964 et 1969 que j'ai vraiment eu en Claude un guide et un camarade, je peux dire aussi un véritable ami. J'y étais chargé auprès de l'ambassadeur Georges Gorse, de la coopération administrative, économique et culturelle, alors que Cheysson avait accepté de partager avec le ministre algérien, Lamine Khene, la direction de l'OCI (l'office de Coopération industrielle) qui donna à la jeune république les moyens cruciaux de son développement.

Nous en parlions dans les excursions que Cheysson organisait au cœur du Sahara algérien, convaincu que le développement d'une vraie coopération allait donner un essor bienheureux aux deux rives de la Méditerranée.

Claude Cheysson nous a quittés à un moment où sa compétence nous eût été plus nécessaire que jamais. Ce grand ami me manquera.

- I -

L'ENGAGEMENT

RÉCIT DE GUERRE : D'UNE PRISON ESPAGNOLE À L'ALLEMAGNE

ENTRETIEN AVEC CLAUDE CHEYSSON ¹

Lorsque l'armistice est signé en juin 1940, Claude Cheysson a 20 ans. La mort de son frère, au début de ce mois de juin, le bouleverse profondément. Dans un récit enregistré en 1994 par Philippe Ragueneau, Compagnon de la Libération, il raconte ce moment décisif, puis son départ pour l'Angleterre, son retour en France avec la 2^e DB du général Leclerc, l'avancée vers l'Allemagne.

— *Claude Cheysson* : C'est pour moi un souvenir douloureux. J'étais en taup² et je préparais Polytechnique. Un jour mon père est arrivé en me disant « ton frère vient d'être tué ». Mon frère Jean avait 10 ans de plus que moi. Il avait été affecté dans une unité de l'aviation d'observation pendant la campagne de France. Il a été abattu le 2 juin 1940 en Champagne. Perdre un frère est dur, perdre un frère de 10 ans son aîné est un choc terrible. Cela réveillait tout ce que j'avais entendu pendant mon enfance : les trois frères de ma mère tués en 1917, son beau-frère tué de la même manière. Nous sommes allés à Romilly, où un service avait lieu en l'honneur de mon frère. Au retour, il a été impossible de regagner l'école. Nous sommes directement partis avec mon père vers le sud, vers Bordeaux. En chemin, j'ai entendu le discours de Pétain. J'en ai encore des frissons dans le dos, effrayant, effrayant... À Bordeaux, l'administration m'a rattrapé, car l'administration est toujours très efficace. C'est là où j'ai appris que j'étais admissible à l'X et j'ai donc passé mon

1. L'interview vidéo de Claude Cheysson figurera sur le site internet : <http://claude.cheysson.fr>

2. Classes préparatoires aux grandes écoles.

oral de l'X à Bordeaux dans ces circonstances : le choc terrible de la mort du frère et d'une défaite acceptée. Horrible !

J'écoutais les nouvelles... J'aurais voulu partir pour l'Angleterre mais ce n'était qu'une idée comme ça, qui ne s'est pas matérialisée et que mon père a d'ailleurs combattue. Je voulais surtout me battre, mais je ne savais pas ce que cela voulait dire.

Je ne suis pas très fier de la suite immédiate. J'étais à Polytechnique, je me trouvais dans un cocon, réfugié à Lyon. C'était une petite promotion où nous bouillonnions entre nous si je puis dire. Mais sans avoir l'idée d'aller porter notre bouillonnement à l'extérieur. Je me rappelle, une espèce de joie le jour où nous avons appris que l'Allemagne entrait en Union Soviétique, nous chantions dans les couloirs : « ils sont perdus, ils sont foutus ! ». Nous ne nous rendions pas bien compte de ce qui se passait, nous ne nous rendions pas compte des circonstances. J'avais l'impression qu'il se construisait en France même, un moyen de reprendre le combat. Nous étions victimes de cette illusion. Des excès des Allemands, nous n'avions pas non plus conscience.

Je vais vous raconter un épisode qui n'a rien de glorieux, mais qui illustre notre degré d'ignorance. J'étais en liaison avec l'OCM³, et un jour, j'allai à Paris en franchissant clandestinement la ligne de démarcation, ce qui était très facile. On m'avait chargé de porter des tracts, c'était en mars 1941. Et je me rappelle qu'un de ces tracts montrait une photo que l'on a beaucoup vue après la guerre : la photo d'un trou dans lequel des gens en uniforme rayé jetaient des corps décharnés. Je les ai portées à Paris, et je me disais « je trouve qu'on y va un peu fort avec la propagande ». Nous n'avions pas la moindre idée que ceci était vrai.

Au retour, bêtement, parce qu'on chantonnait en passant la ligne, on s'est fait arrêter par les Allemands. Et nous rigolions, nous trouvions ça très drôle. Nous avons été internés à la maison d'arrêt Saint Michel. Les Allemands, bien organisés de Paris, ont fait venir deux types de la Gestapo. Nous n'avions pas la moindre

3. Organisation civile et militaire

idée que nous courrions des risques. Les types de la Gestapo, bêtes à manger du foin, nous ont lu un questionnaire, séparément à chacun de nous. Je me rappelle que la deuxième question était : « aimez-vous le chancelier Hitler ? ». Nous avons répondu : « va te faire foutre ! » C'est dire à quel point nous étions ignorants ! Il n'y avait rien d'héroïque là-dedans ; nous ne savions absolument pas que des gars de la Gestapo pouvaient être dangereux. Ignorance ! Le général De Gaulle c'était très loin. Bien sûr, nous écoutions la radio mais ça n'en disait pas beaucoup plus.

— *Philippe Raguenau* : Est-ce par l'OCM que vous avez trouvé la filière qui vous a permis de fuir en Espagne ?

— *Claude Cheysson* : Oui. J'avais essayé une première fois par une autre filière et ça avait foiré : le passeur nous avait vendus sur la frontière des Pyrénées. Nous étions méfiants : on s'était planqués quand le passeur est venu, accompagné par une patrouille allemande. Après cet épisode, je m'étais retrouvé à Saint-Jean-Pied-de-Port, sans un sou, sans rien, le passeur nous avait tout pris. Nous étions tout simplement descendus jusqu'à la première gare où on a vu des cheminots, on leur a raconté, et les cheminots nous ont ramenés à Paris. Tout de suite !

La deuxième fois on est passé par l'OCM. Un passage bien organisé, un peu dur parce qu'il faisait très froid. On a été arrêtés en Espagne, je suis resté en prison au couvent des Capucines à Barbastro pendant huit mois, jusqu'à ce que je sois racheté, avec un autre paquet de français, et emmené au Maroc. [*C'est à partir du port de Malaga en décembre 1943 qu'il quitte l'Espagne dans un bateau battant pavillon américain.*]

Dès que nous avons passé le détroit de Gibraltar, le pavillon américain fut remplacé par un drapeau français au cours d'une cérémonie sobre et très émouvante pour nous, les évadés de la France occupée. Le commandant, à la proue du navire avec un porte-voix, a lancé d'une voix grave et solennelle, avec un fort accent anglais : « Camarades, la France libre vous accueille ». Nous pleurions tous.

— *Philippe Raguenau* : Au Maroc, la 2^e DB n'est pas encore constituée mais elle se rassemble déjà. Des éléments assez disparates qu'il faut réunir, dont il faut faire une unité coordonnée. Serez-vous tout de suite informé de cette naissance de la 2^e DB, ou bien allez-vous chercher également quel est le moyen de passer en Angleterre et de continuer la lutte ?

— *Claude Cheysson* : Non, j'ai tout de suite été affecté au 12^e régiment de Chasseurs d'Afrique, élément qui allait faire partie de la 2^e DB. J'ai été incorporé dans une unité qui avait une mauvaise réputation parmi les gaullistes parce qu'elle revenait de Dakar. L'État-Major du général Leclerc plaçait dans cette unité des gens sûrs. C'est ainsi que mon camarade Jean-Pierre Nouveau, qui arrivait d'Angleterre, a été incorporé dans le même escadron que moi, comme tous ceux qui venaient de France et qui avaient le désir de se battre ! On nous intégrait systématiquement dans ce régiment où nous étions accueillis avec beaucoup de réserves. Je me rappelle que Jean-Pierre Nouveau, aspirant lors de son arrivée, avait été fait sous-officier par un capitaine très réticent. Bien que polytechnicien, j'étais moi-même considéré avec beaucoup de soupçons. C'est d'ailleurs dans cette même unité que certains ont refusé la croix de Lorraine sur carte de France comme insigne de la division lorsqu'elle a été adoptée. Cela en dit long. Pour nous qui venions de France c'était assez pénible d'entendre les propos qui étaient tenus sur le général de Gaulle, sur les Gaullistes, sur les cryptocommunistes que nous devions tous être, pour avoir trahi le maréchal Pétain. Mais à partir du jour où on a été au combat, l'entente a été remarquable.

[*Le 7 avril, le général de Gaulle avait passé en revue au Maroc la division qui avait embarqué le 10 avril.*]

— *Philippe Raguenau* : De Témara, vous allez partir pour l'Angleterre, ce séjour en Angleterre vous a-t-il laissé un souvenir particulier ?

— *Claude Cheysson* : Oui. C'est avec une très grande émotion que je me rappelle l'accueil que nous avons reçu. Nous avions voyagé en LST, ces bateaux à fond plat, qui servirent

ensuite pour le débarquement. Douze jours de mer parce qu'on faisait un grand détour pour éviter les sous-marins. Nous sommes arrivés dans un port du pays de Galles, Swansea, où nous sommes restés dans les docks pendant plusieurs jours jusqu'à ce que tout le convoi soit rassemblé. On couchait par terre. Je me souviendrai toute ma vie de l'accueil que nous ont fait les dockers anglais. Cette ville avait été affreusement bombardée pendant la guerre, elle avait beaucoup souffert. Ces types étaient misérables mais ils ont tout fait pour que nous nous sentions bien ! Très impressionnant.

Ensuite cela a été le nord de l'Angleterre, juste au sud de l'Écosse, où nous avons attendu patiemment, sous la tente, que le débarquement ait lieu pour que nous puissions rejoindre le combat. Nous avons reçu l'essentiel du matériel au Maroc, peu de temps avant d'embarquer pour l'Angleterre, avec pour consignes de l'utiliser le moins possible, parce que nous irions au combat avec. Ainsi nous faisons beaucoup de manœuvres en camions en prétendant être dans un char !

— *Philippe Ragueneau* : Et puis vient enfin le jour du départ pour la France. Il y a quelques souvenirs je pense, le jour où on vous annonce « cette fois-ci, on y va ».

— *Claude Cheysson* : On nous a annoncé le débarquement. Le lendemain, rien. La semaine d'après, rien encore. Le général Leclerc venait calmer notre ardeur en nous disant : « on ira, on ira sûrement ». Nous avons appris par la suite que lui-même se demandait quand on irait. Nous étions sans doute déjà intégrés dans l'armée américaine, l'armée Patton ; mais nous ne le savions pas. Et puis vint enfin le jour où on nous a mis sur des trains pour aller embarquer sur des LST qui débarqueraient à UTAH Beach, à la base du Cotentin. [*Le départ vers Bournemouth et Wymouth a lieu le 21 juillet pour embarquer le 30 juillet et atteindre les plages françaises le 1^{er} août.*]

— *Philippe Ragueneau* : Et puis ça va être la traversée de la Normandie avec des combats sévères et des pertes sérieuses pour la 2^e DB.

— *Claude Cheysson*: Dès l'arrivée en Normandie, mon escadron a été engagé. Il y avait une tentative des Allemands de repousser à la mer les éléments d'UTAH Beach. Le général Leclerc était chargé de partir vers l'ouest, descendre vers le sud puis repartir vers l'est pour faire sa liaison avec la division blindée polonaise qui avait pour objectif Caen dans le cadre de l'armée Montgomery et qui devait nous rejoindre en bouclant sept divisions allemandes dans ce qu'on a appelé la poche de Falaise. C'était en terrain difficile pour les chars, comme lors de la bataille de la forêt d'Ecouves. Nous étions des *greens* comme disaient les Anglais, autrement dit des bleus. Certes, j'avais des camarades qui s'étaient déjà battus mais la plupart d'entre nous n'avions jamais connu le feu. Les unités étaient nouvelles alors que nous avions en face de nous certaines des meilleures divisions allemandes qui avaient combattu en Union Soviétique. [*Les pertes de la 2^e DB ont été de 60 tués et 550 blessés.*]

Nous n'avons compris le mouvement qu'après coup. À mon niveau, chef de peloton, on allait là où on nous disait, sans comprendre ce que nous faisions.

— *Philippe Ragueneau*: À quel moment avez-vous su que vous alliez marcher sur Paris?

— *Claude Cheysson*: Après la fin de la poche de Falaise, une décision très sage a été prise: ne pas tenter de faire la jonction avec des éléments britanniques (qui étaient polonais en fait pour nous) qui venaient du nord, laisser une brèche par laquelle s'échapperaient les divisions allemandes. C'est en effet ce qui s'est passé: elles ont été méchamment matraquées quand elles sont passées dans le couloir entre les Polonais et nous. Nous sommes restés sur place; dans les deux trois jours qui ont suivi, le bruit a couru, et puis l'ordre est arrivé: « on file vers l'est ». Immédiatement, nous avons pensé à Paris. Jusqu'aux environs de Paris: rien. Les Allemands étaient partis. Dans la banlieue immédiate, pour nous Jouy-en-Josas, un peu de résistance.

— *Philippe Ragueneau*: Vous êtes entrés à Paris par quelle porte?

— *Claude Cheysson* : Nous devions entrer par la Porte de Versailles. Là, on s'est heurté aux Allemands concentrés dans le parc des expositions. Puisque l'objectif était d'arriver le plus vite possible dans Paris, nous sommes revenus un peu en arrière. Nous sommes entrés par la Porte de Saint-Cloud. Place de la Porte de Saint-Cloud on a reçu quelques obus tirés par des Allemands qui étaient au bois de Boulogne. Il y a d'ailleurs encore là, un bistrot qui s'appelle « Les trois obus » car il avait été matraqué à ce moment-là. Mais à partir de la Porte de Saint-Cloud plus rien, ces trois obus ne comptent pas. Ensuite nous avons pris la rue Michel-Ange, l'avenue Mozart, l'avenue Victor Hugo.

— *Philippe Ragueneau* : Quelle impression cela fait d'entrer à Paris dans ces conditions-là ?

— *Claude Cheysson* : Dingue. Fou. Un camarade avait eu l'idée d'appeler au téléphone sa mère qu'il n'avait pas vue depuis trois ans ; il a pu lui parler ; il a été tué avant de la revoir. Absolument fou. Les parisiens étaient fous, il y en avait partout, partout. Ça dansait déjà, quand il y avait un coup de feu, tout le monde se mettait par terre. Je me rappellerai toujours en arrivant place de l'Étoile, où il y avait une foule dense, un char Panther embossé devant les Tuileries a tiré un coup de canon. Son obus est venu taper à la base de La Marseillaise de Rude, ce haut-relief de l'Arc de Triomphe. Et j'ai vu tous ces gens qui dansaient sur la place de l'Étoile se mettre par terre.

— *Philippe Ragueneau* : Alors à Paris c'est la fête, la liesse, l'enthousiasme, De Gaulle arrive le 25 août. Êtes-vous là au moment où De Gaulle arrive place de l'Hôtel de Ville, s'adresse à la foule et ensuite va descendre les Champs-Élysées ?

— *Claude Cheysson* : Non, je n'ai pas fait partie de ceux qui ont été convoqués à l'Hôtel de Ville. Nous avons fini sur les Champs-Élysées et nous sommes retournés place Victor Hugo. Le lendemain on apprenait que deux divisions allemandes arrivaient à pied et à bicyclette. Il fallait les arrêter dans la banlieue nord de Paris, ce qui a été fait très simplement. C'était une division qui n'était pas bien méchante.

Mais nous sommes restés là-bas. Puis un jour [*le 8 septembre*], on est parti vers l'est. Rien, pas de résistance...

— *Philippe Ragueneau* : Jusqu'en Lorraine ?

— *Claude Cheysson* : J'ai libéré Vittel, pratiquement sans un coup de feu...

— *Philippe Ragueneau* : Comment cela se passe la libération d'une ville comme Vittel ?

— *Claude Cheysson* : On arrivait, on n'avait presque personne en face de soi. Quelques pelés, trois tondu, trois coups de feu, tout le monde s'en allait. Tout d'un coup nous étions submergés par des gens qui nous embrassaient, qui vous traitaient en héros, alors que l'on n'avait rien fait du tout. Un peu plus loin, nous sommes tombés sur ce qui a été pour mon groupe et le bataillon Massu, qui combattait avec nous, un des moments les plus intéressants de notre guerre. On avait manqué de croiser une division blindée allemande, une très bonne division, qui venait en sens contraire. Nous étions sur deux routes parallèles. Tout d'un coup, on s'est rendu compte qu'il y avait au nord de nous cette division blindée. On a décidé de les enfermer dans Dompierre. Là, il y a eu une journée de combat de chars [*le 12 septembre*] comme on le raconte dans les livres. Il faisait très beau, on avait bouclé les Allemands. Mon peloton était sur la sortie est de cette petite ville; ils étaient attaqués par l'ouest par les Thunderbolt américains [*à l'initiative de Leclerc*]. Malgré des chars de très bonne qualité, supérieurs aux nôtres, cela a été une hécatombe. [*C'est lors de la bataille de Dompierre que Claude Cheysson a gagné sa première citation à l'ordre du corps d'armée.*]

— *Philippe Ragueneau* : En Alsace ça a été dur pour plusieurs raisons, d'abord les Allemands ont résisté, ensuite le climat était épouvantable.

— *Claude Cheysson* : Il y a eu plusieurs moments en Alsace. D'abord nous avons été arrêtés sur les contreforts ouest des Vosges. Les Américains avaient décidé d'attaquer Strasbourg par la route principale. C'est là que le général Leclerc, un vrai cavalier, a pris une décision tout à fait étonnante : nous envoyer sur

des routes de montagne où il n'y avait personne. Les Allemands n'auraient jamais pu supposer qu'une division blindée s'engageât sur une route si étroite. Quand un char était en panne on le poussait dans le ravin. Et, souvenir pittoresque, je suis arrivé en tête de notre groupement à Saverne, un matin vers 6 heures. J'ai arrêté un vieux bonhomme en lui disant « où est la *Kommandantur*? ». Il s'est mis à bégayer : « c'est pas possible », et il a éclaté en sanglots. Je n'ai pu lui tirer le moindre renseignement. On a trouvé la *Kommandantur* où on a piqué les Allemands qui étaient dans leur bain. Et nous sommes revenus en arrière, pour attaquer les positions allemandes du col de Saverne qui étaient toutes tournées vers l'ouest, et qui ont été ainsi prises à revers [*le 22 novembre*], tandis que le reste de notre groupement filait vers Strasbourg, sans résistance. Prise de Strasbourg sans difficulté. [*Claude Cheysson gagne le 28 novembre sa seconde citation à l'ordre du corps d'armée. Cinq jours plus tôt, il a été promu lieutenant.*]

De là, nous sommes repartis vers le sud et nous avons commencé à trouver du dur, vraiment du dur, de vrais combattants. Il y a eu cette poche de Colmar qui devait durer un certain temps [*du 20 janvier au 13 février*] et le froid que vous évoquez.

— *Philippe Ragueneau* : Vous passez le Rhin avec votre unité et vous entrez en Allemagne ?

— *Claude Cheysson* : Beaucoup plus tard. Auparavant, il y a eu un moment très dur pour nous. C'était le 1^{er} janvier 1944. La division avait été appelée en renfort au moment de la contre-offensive de Von Rundstedt dans les Ardennes. Les unités américaines avaient été bousculées et avaient abandonné des chars. Nous avons récupéré un char américain abandonné parfaitement intact. Il faisait -15 °C, on crevait de froid, on grelottait, on ne pouvait s'abriter et les combats étaient très durs. Après l'échec de l'offensive de Von Rundstedt, les Allemands ont essayé de redescendre vers le sud et nous avons été ramenés sur Strasbourg.

J'ai été engagé à douze kilomètres au nord de Strasbourg et nous avons arrêté les Allemands. Nous sommes ensuite repartis

vers le sud pour faire la liaison avec la 1^{re} armée qui a marqué la fin de l'occupation allemande de la France.

[*Claude Cheysson est à nouveau cité pour fait d'armes à l'ordre de l'armée lors des combats à Neuf-Brisach le 1^{er} février et dans le village de Balgau le lendemain.*]

C'est beaucoup plus tard en effet que nous sommes entrés en Allemagne. Nous n'avions pas participé aux premières opérations sur l'Allemagne, car entre-temps nous avons été envoyés au repos en Lorraine et on nous avait ensuite demandé de partir pour Châteauroux [*le 28 février*] pour liquider la poche de Royan [*14 au 17 avril*].

Quand nous avons rejoint la phase finale, nous n'avions relativement rien devant nous. Je me rappelle qu'une unité voisine a même capturé deux avions Messerschmitt, qui s'étaient posés sur l'autoroute en panne de carburant. Une division blindée prenant des avions, cela en dit long sur la débâcle. Nous avons continué vers l'est comme ça jusqu'à l'armistice le 7 mai où mon unité s'est arrêtée non loin de Dachau.

— *Philippe Ragueneau*: La guerre se termine, la victoire est acquise et après pour vous ?

— *Claude Cheysson*: D'abord nous avons eu le grand honneur d'être invité à la célébration du 18 juin suivant. Nous avons défilé dans Paris. Imaginez ce que c'était pour des jeunes de notre âge ; nous avons connu des moments plutôt difficiles. C'était fantastique, l'euphorie merveilleuse. Et après chacun s'est retrouvé face à lui-même. Qu'est-ce qu'on va faire ? Moi je reprendrais les études. Je voulais faire l'ENA pour intégrer le Quai d'Orsay. Ce fut le cas. D'autres n'arriveront pas à oublier ces jours fantastiques qu'ont été les jours de la guerre et ils continueront dans l'armée ; ceux-là généralement partiront pour l'Indochine, avec le général Leclerc.

Une des caractéristiques des Français libres, et de tous ceux qui se sont impliqués dans ce combat, est qu'il s'agissait d'un engagement personnel. C'est tout à fait extraordinaire, c'est un cas presque unique dans la vie de la France. Alors

après chacun se retrouve avec soi-même.

Je vais dire quelque chose de très personnel : j'ai ressenti, et je ressens encore, l'humiliation que j'ai éprouvée comme français, l'humiliation de voir mon milieu, les bourgeois, accepter si volontiers Pétain. Ils avaient été de bons combattants en 1914, ils l'auraient encore été dans un combat classique. Mais là, ils ont accepté la discrimination raciale du régime, le régime policier, la collaboration. Quelle humiliation !

- II -

**LE DROIT DES PEUPLES
À DISPOSER D'EUX-MÊMES**

LE PEUPLE VIETNAMIEN : UNE PASSION

JAMES BURNET

En cette journée du printemps 1983 à Hanoï, la capitale vietnamienne sort doucement de l'hiver froid et humide du Tonkin, quasiment au rythme des dizaines de milliers de cyclistes qui sillonnent les avenues ou les rues étroites bordées, pour certaines, des traces de l'architecture coloniale française. Presque trente ans après la défaite française à Dien Bien Phu face au Vietminh d'Ho Chi Minh, la conférence de Genève et le retrait de la France coloniale, Claude Cheysson, ministre des Relations Extérieures, est en visite – dite de travail – au Vietnam. Il est le premier chef de la diplomatie française à se rendre dans ce pays depuis la défaite des États-Unis en 1975.

En fait, on pourrait dire que l'histoire respecte la simple histoire d'un homme. Sans faire injure à ses prédécesseurs, il était presque normal que Claude Cheysson soit le premier ministre français, en charge de la diplomatie, à se rendre dans ce pays. Ce séjour de quelques heures dans la capitale vietnamienne prend une tournure émotionnelle à laquelle il ne s'attendait pas. Trente ans auparavant, il était à Saïgon, en tant que conseiller auprès du Gouvernement sud-vietnamien, puis au nord dans un contexte totalement différent.

Avant son départ pour Hanoï, Claude Cheysson sait que ce voyage n'est pas une simple visite comme tant d'autres dans la fonction qu'il occupe. Il sait qu'il va être confronté, malgré lui, à un passé qui l'a profondément marqué comme jeune diplomate. Il a des liens quasi affectifs avec ce pays car il a été séduit par cette civilisation, ces paysages mais, surtout, il a aimé, et même a-t-il été subjugué, par ce peuple. C'est son homologue vietnamien Nguyen Co Tach – un homme affable, souriant mais intraitable

dans les négociations – qui rappelle à son invité un chapitre de ce passé dans son allocution lors du dîner officiel. Il fait une discrète allusion à l'opération militaire « Mouette » de 1953, lorsque l'un et l'autre se combattaient non loin de Hanoï, dans le delta du fleuve Rouge. Claude Cheysson est à la fois surpris et ébranlé par les quelques mots prononcés par son hôte. Les deux responsables se retrouvent peu après pour évoquer, comme dans une discussion entre deux amis, ce passé commun. Nguyen Co Tach lui révèle qu'il était à l'époque le colonel d'une division vietminh qui affrontait l'unité dans laquelle combattait alors le capitaine Claude Cheysson.

Ce fut l'une des rares situations où Claude Cheysson, en tant que ministre des Relations extérieures, refusa tout contact, toute discussion en aparté avec les journalistes lors d'un voyage à l'étranger. Il n'était pas disponible. Il y eut bien une conférence de presse, mais d'une brièveté peu commune, au cours de laquelle il appela ses « amis vietnamiens » à régler le problème cambodgien qui était alors l'un des dossiers brûlants de la guerre froide Est-Ouest. Quelle frustration pour moi et un autre confrère parisien qui avions fait le voyage à Hanoï dans le contexte particulier de cette visite. Plus tard, il me confiera à demi-mot qu'il ne cessait de penser à ce rappel du passé, presque trop brutal par l'émotion.

SAÏGON

En avril 1952, Claude Cheysson, qui a alors 32 ans, quitte l'Allemagne pour Saïgon. Ce changement soudain de continent est dû à la nomination du général Jean de Lattre de Tassigny, haut-commissaire et commandant en chef en Indochine, qui fait appel à une nouvelle génération de fonctionnaires.

La situation au Vietnam n'est guère favorable à la France qui subit les coups de boutoir des troupes vietminh du général Vo Nguyen Giap soutenues par la Chine communiste de Mao Zedong au pouvoir depuis 1949. Si de Lattre a réussi à contenir l'avancée des partisans de Ho Chi Minh, leader de la révolution vietnamienne, le rapport de force, tel qu'il est perçu dans

la population, est de plus en plus favorable à cette opposition. Le régime de l'empereur Bao Daï est discrédité par des maux endémiques : corruption, guerre des clans.

Le coup de foudre pour ce pays n'anesthésie pas pour autant l'acuité du jeune fonctionnaire qui comprend que l'heure de la fin de l'ère coloniale française, commencée en 1858, va bientôt sonner. En quelques mois, il devient l'un des défenseurs de la souveraineté du Vietnam et préconise un changement radical de la politique française dans la région. Immanquablement, il se fait des inimitiés et demande en octobre 1952 son détachement comme conseiller auprès de Nguyen Van Tam, Premier ministre vietnamien et ancien résistant à l'occupation japonaise.

Cette affectation auprès du Gouvernement vietnamien lui donne une entière liberté qu'il met à profit pour rédiger de nombreuses notes dans lesquelles il fait passer ses réflexions sur la fin d'une époque et la nécessité de penser une autre politique. Elle consacrerait l'indépendance du Vietnam et de nouvelles relations entre les deux pays, à propos de la coopération technique et économique renforcée par des accords militaires, pour en garantir la sécurité face à la Chine communiste. « *A posteriori*, dira-t-il plus tard, je trouve une continuité tout à fait remarquable entre mon refus de la collaboration avec Vichy, ma participation, bien modeste, à l'affirmation de l'indépendance du Vietnam. »

« J'étais très heureux » me dit Claude Cheysson, son visage éclairé par un immense sourire, alors que nous évoquions ce passé. Dans sa nouvelle fonction auprès du Premier ministre Tam, il donne libre cours à son côté visionnaire et cette envie farouche d'aller à la rencontre de ce peuple, y compris aux opposants. Les deux filles du chef du Gouvernement vietnamien lui en donnent l'occasion. La fille aînée est mariée avec le chef du service santé du Vietminh ; mais ceci ne sera connu que plus tard. C'est surtout la fille cadette, avec laquelle « je fus très lié », précise-t-il. Elle lui fait souvent rencontrer des jeunes qui sont des « Viêts » lors de nombreux déplacements dans le sud du pays. Cette expérience lui sera extrêmement précieuse deux ans plus

tard. « Quand je me retrouverai à Genève comme membre de la délégation française, ma facilité de contact avec la délégation Vietminh, qui est en face de nous, sera extraordinaire. »

Ses positions se font de plus en plus précises sur l'avenir de ce pays. Dans une note en date du 19 février 1953, adressée à une mission parlementaire, il évoque un « Vietnam fort et séduisant ». « La conjoncture internationale exige une politique d'indépendance des États arrivés à maturité » ajoute-t-il. Dans ce même document, il n'hésite pas à renvoyer les parlementaires, et au-delà l'ensemble de la classe politique française, à une leçon d'histoire lorsqu'il évoque « l'indépendance et l'unité » du Vietnam ; « ce sont les deux points fondamentaux que Ho-Chi-Minh mettait en avant en 1946, sûr de gagner ainsi l'appui de toute la population » précise-t-il.

Dans chacune de ses notes revient le leitmotiv de repenser la présence française au Vietnam afin d'engager une rupture avec le passé et d'agir autrement et rapidement. Il enfonce le clou dans un document daté du 20 juin 1953 destiné à Paul Reynaud qui lui demande conseil ; c'est une vision prémonitoire qu'il expose : « que nous soyons obligés de continuer le combat, ou qu'il soit possible, un jour, de traiter avec le Vietminh, il convient tout d'abord de donner au Vietnam une indépendance éclatante » écrit Claude Cheysson. Le mot tabou – indépendance – a été prononcé. Il précise qu'il faut « mener cette politique avec audace et énergie ». Cette dernière phrase reviendra, telle une loi d'airain de son action dans les fonctions qu'il occupera plus tard.

L'OPÉRATION « MOUETTE »

Les critiques à son égard deviennent particulièrement acerbes, surtout des milieux coloniaux tout occupés à leurs trafics en tout genre, lorsqu'il soutient la dévaluation de la piastre et l'établissement du contrôle des transferts de monnaie décidés par le Gouvernement de Nguyen Van Tam qui se trouve obligé, au final, de se séparer du jeune fonctionnaire. Pour couper court aux insultes, Claude Cheysson prend une décision incroyable qu'il qualifiera de « très épidermique ». Un coup de tête : « Je

veux manifester mon désaccord, me raconte-t-il, et je le fais de manière absurde en me faisant rappeler en activité. Je profite du fait qu'ayant été dans la division Leclerc, j'ai des relations auprès de l'état-major et, que par conséquent, on peut faire cette chose tout à fait surprenante qui est de rappeler un fonctionnaire français qui se trouve en activité à l'autre bout du monde. Je suis affecté à un groupe mobile et la chance veut que je sois envoyé dans une région particulièrement agitée. » À l'automne 1953, il participe à l'opération « Mouette » dans la région de Phu Nho Quam au sud du delta du fleuve Rouge, en plein territoire ennemi, afin de neutraliser les divisions Vietminh 304 et 320. C'est lors de ces combats que le capitaine Claude Cheysson se trouve en face du colonel Nguyen Co Thach, futur ministre des Affaires étrangères de la République socialiste du Vietnam. Trente ans plus tard, ceux, qui se combattaient se retrouvent à Hanoi, soit à quelques dizaines de kilomètres de leur champ de bataille, pour évoquer avec une réelle émotion ce passé et ainsi établir de véritables relations de confiance, et même une relation d'amitié. À la fin de sa vie, Claude Cheysson revenait souvent sur cet engagement. Il l'abordait aussi d'un autre point de vue. Nombre de ses camarades de la 2^e DB avaient rempli dans les guerres coloniales. Lui, y était farouchement opposé. Mais en même temps, il tenait en haute estime certains d'entre eux, et il ne voulait pas qu'ils pensent que ses prises de position sur l'indépendance du Vietnam fussent, en soi, une forme de lâcheté face à cette guerre. Il a donc repris du service brièvement pour apporter la preuve de sa fidélité. En fait les deux versions de ce retour vers les armes ne sont pas contradictoires.⁴

Quelques mois après cette expérience militaire qui met un point final à ces deux ans et demi d'une vie au Vietnam qu'il a mis à profit pour rompre avec la politique coloniale française obsolète et inhumaine, c'est alors presque naturellement que Claude Cheysson rejoint l'équipe de Pierre Mendès-France lorsqu'il est

4. Le journal de campagne pendant cette opération militaire sera accessible sur le site internet: <http://www.Claude.Cheysson.fr>

nommé président du Conseil en juin 1954. L'objectif du nouveau chef du Gouvernement est de signer la paix en Indochine dans un délai très court.

PIERRE MENDÈS-FRANCE ET LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

Avant de rejoindre l'équipe Mendès-France, Claude Cheysson s'est retrouvé dans un premier temps sans affectation. Il en profite pour exposer au fil de conférences – et ainsi défendre avec obstination ses positions – les « problèmes intérieurs vietnamiens » que la France coloniale est incapable de résoudre. Puis, il reprend du service au ministère des Affaires étrangères comme simple rédacteur sous la direction de Jean Chauvel, l'un des négociateurs de la conférence de Genève qui s'ouvre le 26 avril 1954. Ainsi peut-il assister à de nombreux travaux de commissions et côtoyer les militaires français qui engagent des tractations secrètes avec des représentants du Vietminh sur l'éventualité d'un partage du Vietnam. Il rédige même un projet de « déclaration générale du Gouvernement français sur sa politique indochinoise ». Il reprend quelques idées qui lui sont chères sur l'unité de ce pays, ainsi que la garantie de non-immixtion dans les affaires vietnamiennes, cambodgiennes et laotiennes.

Mais la reddition, le 7 mai, du camp retranché dans la cuvette de Dien Bien Phu, face aux déferlantes destructrices des combattants vietminh du général Giap, précipite la conférence dans un tout autre contexte. Mendès-France obtient, le 18 juin, la confiance de la Chambre des députés avec un mandat impératif qu'il s'est donné : régler définitivement le dossier indochinois d'ici un mois.

Tout va très vite. Par l'intermédiaire de Jean-Jacques Servan-Schreiber, jeune fondateur de *l'Express*, Claude Cheysson rencontre le nouveau président du Conseil, qui intègre le jeune diplomate dans son équipe pour ses connaissances du terrain au Vietnam et son approche pour résoudre le conflit. « Je suis impressionné par Mendès. Il n'a pas la réputation d'être un homme facile. Je suis tout de suite frappé par sa capacité d'écoute. Et c'est un homme très sensible, on ne le sait pas assez. »

Dès la formation du nouveau Gouvernement, le 20 juin, Claude Cheysson est nommé auprès de Pierre Mendès-France en tant que chef-adjoint puis chef du cabinet du ministre. Cette nomination ne passe pas inaperçue. Le journaliste Pierre Rouanet écrit : « Il faut signaler la présence d'un jeune diplomate hors série qui a suivi une trajectoire exceptionnelle en venant de Polytechnique à la diplomatie : Claude Cheysson, trente-trois ans lui aussi, lourd d'une expérience pratique en Allemagne et plus encore de sa connaissance précieuse du Vietnam où il était conseiller technique du chef du Gouvernement vietnamien. Peut-être doit-il à sa double formation de ne pas se borner aux entremises de la diplomatie et de se passionner pour l'action concrète, quotidienne : un réalisateur. »

Dans une note personnelle manuscrite datée de 1992, Claude Cheysson raconte Genève. Il commence ainsi : « Versoix, à quelques kilomètres de Genève, juin 1954. Une grande limousine Zil s'arrête. Un homme blême en descend. Il vient du fond des temps ; il arrive des cavernes du Tonkin. C'est Pham Van Dong, le chef de la délégation du Vietminh. Il serre la main du nouveau président du Conseil français. Les gorges sont serrées. La guerre entre Français et Vietnamiens va cesser, enfin, après tant de morts, de destructions, de souffrances. Pour Pierre Mendès-France, c'est le début d'une négociation, dure, difficile, poursuit-il. Il est décidé à la mener au pas de charge. Car il faut en finir avec cette guerre qui décime l'armée française, qui épuise notre économie, qui nous rend dépendant des Américains, qui bouche tous les horizons. »

Il raconte la fin de la conférence : « Au petit matin du 21 juillet, en présence d'un Pham Van Dong plus blême que jamais, l'accord est conclu. Plus exactement, il est convenu qu'il n'y a pas de traité de paix, d'accord en forme. Des protocoles sont signés par les autorités militaires concernées pour arrêter les hostilités. » Il note enfin avec satisfaction que « les deux autres pays indochinois [*le Cambodge et le Laos*] ne seront pas partagés », que la République démocratique du Vietnam « n'aura donc pas

de frontière commune » avec le Cambodge. « Aucune contrainte ne sera imposée à Norodom Sihanouk », ajoute-t-il.

« La dernière nuit de la conférence fut tout à fait extraordinaire », précise Claude Cheysson. Elle est présidée par Viatcheslav Molotov, ministre soviétique des Affaires étrangères, qui ne laisse aucune marge de manœuvre à la délégation vietminh, raconte-t-il. Dans une atmosphère particulièrement tendue autour de la table de la conférence, Molotov déclare qu'ainsi tout est réglé. C'est alors que survient ce moment cocasse lorsque Sam Sary, le négociateur de la délégation cambodgienne, déclare tout de go : « Non, pas pour nous. » Molotov interloqué demande : « Quels sont vos problèmes ? » « Nous avons encore quelques problèmes à traiter », rétorque le diplomate cambodgien. « Vous en avez combien ? » interroge Molotov. « Trente-deux » réplique Sam Sary. Et Molotov, qui n'a jamais reconnu qu'il parlait français, précise Claude Cheysson, répond en français : « Ça suffit. Ce n'est pas possible. » En une demi-heure, le problème cambodgien a été réglé. « C'est l'une des manœuvres plus extraordinaires que l'on puisse imaginer », souligne Claude Cheysson admiratif. Ainsi le Cambodge a échappé au règlement, donc à toute ingérence dans ses affaires intérieures.

Si le Vietnam obtient son indépendance, comme le souhaitait Claude Cheysson, il connaît en revanche une terrible désillusion lorsqu'il comprend que la France va lâcher ce pays, « en finir avec cette affaire » selon l'expression de Pierre Mendès-France. Il effectue un dernier voyage au Vietnam, pour lequel il a une véritable affection, dix jours après la fin de la conférence de Genève.

A son retour, il rédige un rapport sans illusion sur la situation et pose brutalement la question : « Si le Vietminh a les plus grandes chances d'obtenir en 1956 [*des élections étaient alors prévues à cette date et qui n'auront jamais lieu*] le rétablissement à son profit de l'unité du Vietnam, pourquoi ne pas essayer dès maintenant de rechercher un rapprochement avec lui ? »

UN PARI ICONOCLASTE

Ce passé lui colle à la peau pour son plus grand bonheur. Ministre des Relations extérieures en 1981 dès le premier Gouvernement Pierre Mauroy du premier septennat de François Mitterrand, Claude Cheysson défend une politique iconoclaste dans le « troisième conflit indochinois », après les guerres française et américaine. Il réfute le ralliement en rase campagne du monde occidental à la position chinoise après la chute du régime génocidaire khmer rouge – deux millions de morts sur une population de sept millions d’habitants – lors de l’offensive militaire au Cambodge de l’armée nord-vietnamienne. La Chine a apporté son total soutien au régime de Pol Pot du 17 avril 1975 au 7 janvier 1979 qu’elle poursuit inexorablement. Le choix de Claude Cheysson de s’opposer à la Chine à propos du Cambodge provoque des grincements de dents au sein de son administration dont il n’a cure.

Le Cambodge, dont le Gouvernement a été mis en place par Hanoï, est l’un des enjeux de la guerre froide Est-Ouest d’alors. Claude Cheysson ne supporte pas que les rescapés de la politique d’« élimination » des Khmers rouges soient les otages de cette situation géopolitique, quitte à agacer au plus haut point la Chine. Il faut « percer le mur qui enferme hermétiquement le Cambodge » selon sa propre formule.

Claude Cheysson est donc décidé à renverser ce jeu géopolitique cynique. Très vite, l’idée d’une rencontre entre le prince Norodom Sihanouk à la tête d’une coalition hétéroclite, dont les Khmers rouges, et un membre du Gouvernement cambodgien de Phnom Penh, fait son chemin. Il rencontre, consulte, discute avec les spécialistes de la région. Son choix se porte sur un inconnu, Hun Sen, tout jeune ministre des Affaires étrangères, un ancien capitaine de l’armée khmère rouge qui s’est réfugié au Vietnam dès 1977.

Ceux qui ont eu l’occasion de rencontrer Hun Sen à Phnom Penh sont étonnés par son sens politique. Qui l’a convaincu de son choix ? Est-ce son homologue vietnamien Nguyen Co Tach qu’il vient de rencontrer à Hanoï ?

Le prince Sihanouk vit alors à nouveau en exil à Pékin, où il avait déjà séjourné de mars 1970 après le coup d'État du général Lon Nol, jusqu'à son retour au Cambodge sous les Khmers rouges à l'automne 1975. Il quitte à nouveau Phnom Penh début janvier 1979, soit quelques jours avant la chute de Pol Pot, pour retrouver la capitale chinoise.

Claude Cheysson cite le nom de Hun Sen en public pour la première fois, fin avril 1983, lors d'un dîner au Quai d'Orsay en l'honneur du prince Sihanouk, auquel j'ai eu la chance d'assister. À l'issue du dîner, l'ancien chef d'État cambodgien et le ministre poursuivent leur discussion dans un des salons du ministère. Claude Cheysson invite l'ensemble de ses invités à ne pas rester à l'écart comme s'il désirait qu'ils soient témoins d'un événement. Il fait part de ses réflexions sur la situation dramatique du peuple cambodgien, lesquelles sont ponctuées de « Oui, Excellence. » de Sihanouk. Et au détour d'une phrase, il avance le nom de Hun Sen qu'il présente comme un possible homme d'avenir pour le Cambodge. Sihanouk reste impassible puis de sa voix si particulière, la tête légèrement penchée sur le côté comme à son habitude, répond : « Excellence, vous savez le Cambodge est un petit pays mais oh, combien complexe. » Claude Cheysson sait que la marge de manœuvre du prince est étroite. Visionnaire, il a exposé en quelques mots, tout en tournant et retournant sa pipe dans sa main, la première étape essentielle à une solution au conflit cambodgien : une rencontre entre Norodom Sihanouk et Hun Sen.

Malgré le propos de Sihanouk, Claude Cheysson ne renonce pas pour autant. Il veut aller jusqu'au bout du processus. Il échafaude un plan diplomatique qui nécessite de longues tractations dont le but est d'organiser à Paris cette rencontre dans la plus grande discrétion. Le calendrier idéal selon le responsable de la diplomatie française est l'automne 1984 lorsque Sihanouk sera à New York pour l'assemblée générale des Nations unies. Le prince donne son accord de principe. Quant à Hun Sen, il fera une courte escale à Paris sur le chemin de retour vers Phnom Penh en provenance de Stockholm où des rencontres sont

prévues pour l'octroi d'une aide humanitaire au Cambodge. À Paris, les deux responsables politiques cambodgiens devraient se retrouver secrètement pour un dîner au château de La Celle-Saint-Cloud, dépendance du Quai d'Orsay.

Au dernier moment, Sihanouk, qui est bien à New York pour l'Assemblée générale de l'ONU, fait faux bond. Claude Cheysson me rapporte ainsi le propos téléphonique de Sihanouk : « Si je viens à Paris pour rencontrer Hun Sen, les Khmers rouges me trancheront la gorge ! » Dans une lettre adressée à « mon cher ami » Nguyen Co Tach datée de Bruxelles le 27 novembre 1987, il écrit « sous la pression chinoise, Sihanouk avait fait échouer le projet ».

Hun Sen, qui était bien à Paris, tiendra une conférence de presse. Malgré les questions réitérées des nombreux journalistes français et étrangers concernant une possible rencontre avec Sihanouk, il apporte un « démenti formel ». Ce qui en soi n'était pas faux après la volte-face de Sihanouk. Un dîner au Château de la Celle Saint-Cloud entre Claude Cheysson et Hun Sen a bien lieu en présence de My Samedy, doyen de la faculté de Médecine de Phnom Penh.

De retour à Bruxelles en 1985, où il occupe ensuite le poste de commissaire Européen, Claude Cheysson continue de suivre avec une attention toute particulière l'aboutissement de ce projet, qui se concrétisera trois ans plus tard, alors que certains le qualifiaient d'insensé. Immédiatement après un « long entretien » avec Sihanouk et la princesse Monique à Bruxelles le 27 novembre 1987, il adresse des messages au président François Mitterrand, à Vorontsov, ministre soviétique des Affaires étrangères et à Nguyen Co Tach pour évoquer l'imminence de la rencontre entre Norodom Sihanouk et Hun Sen [*nommé Premier ministre du Gouvernement cambodgien en 1985*], qui a lieu une semaine plus tard en France, à Fère-en-Tardenois. Quatre ans se sont écoulés depuis le dîner au Quai d'Orsay lorsque Claude Cheysson évoqua pour la première fois le nom de Hun Sen en présence du prince Norodom Sihanouk.

L'été 2003, je suis invité par Claude et son épouse Danièle pour quelques jours dans la propriété de Bargemon. À la fin du dîner, le jour de mon arrivée, sur la terrasse bordée de platanes centenaires, j'avais posé une question à Claude sur la conférence de Genève. Quelle ne fut ma surprise, et celle de la quinzaine de convives, dont leurs enfants, autour de la table, de l'entendre rappeler avec passion ce passé indochinois, entrer dans les détails au fur et à mesure de notre conversation. Et ce fut tard dans la nuit que l'on décida de suspendre cet échange. En quittant la table, je surpris le visage rayonnant de Claude Cheysson, un instant fugace particulièrement émouvant. Étonnée par la discussion de la veille, Danièle me suggéra, m'encouragea à écrire un livre avec Claude. Et, chaque soir, après le dîner, nous reprenions notre conversation. Et le dernier soir, ce fut la promesse de nous retrouver à Paris pour commencer ce travail. Si Claude Cheysson débattait avec passion de l'Histoire, de son histoire, en revanche, il ne voyait pas au bout du compte la nécessité d'en écrire un livre.

CONFÉRENCE DE GENÈVE : MENDÈS ET L'INDOCHINE

CLAUDE CHEYSSON

Voici l'intégralité du texte que Claude Cheysson a écrit en juillet 1992 sur la conférence de Genève qu'il a suivie en tant que chef de cabinet du président du Conseil, Pierre Mendès-France.

Versoix, à quelques kilomètres de Genève, juin 1954. Une grande limousine Zil s'arrête. Un homme blême en descend. Il vient du fond des temps : il arrive des cavernes du Tonkin. C'est Pham Van Dong, le chef de la délégation du Vietminh. Il serre la main du nouveau président du Conseil français. Les gorges sont serrées. La guerre entre Français et Vietnamiens va cesser, enfin, après tant de morts, de destructions, de souffrances.

Pour Pierre Mendès-France, c'est le début d'une négociation, dure, difficile. Il est décidé à la mener au pas de charge. Car il faut en finir avec une guerre que les Français ne gagneront pas, une guerre qui décime l'armée française, qui épuise notre économie, qui nous rend dépendants des Américains, qui bouche tous les horizons. Cela, Mendès l'a dit solennellement au Palais Bourbon dès novembre 1950, puis lorsqu'il s'est présenté à l'investiture en 1953, enfin récemment à sa deuxième investiture le 18 juin 1954. Il faut pouvoir « préparer l'avenir », pour reprendre une expression qui lui est chère, l'avenir immédiat : traiter des autres priorités, en Afrique du Nord, face à l'Allemagne et au reste de l'Europe de l'Ouest, le plus long terme aussi : assurer le renouveau économique de la France, et également retrouver une chance de coopération privilégiée avec les futures anciennes colonies.

Mendès y a beaucoup réfléchi, avec la lucidité, la capacité de décantation, la rigueur que tout le monde lui reconnaît. Il est prêt à agir vite. Le temps lui est compté au Parlement, il le sait. Les généraux lui ont recommandé aussi d'éviter que des défaites locales (Dien Bien Phu, le grave échec de l'opération Atlante de la jeune armée nationaliste en Annam) déclenchent une débâcle générale; on parle d'une attaque frontale sur Hanoï. Il faut retirer aux visionnaires toute occasion d'action aérienne massive américaine, telle que, l'ont, dit-on, souhaitée Joseph Laniel et Georges Bidault – certains ont même parlé d'une bombe atomique.

D'ailleurs pourquoi traîner ? Si les Soviétiques et les Chinois sont décidés à la paix pour éviter le drame et l'intervention américaine, pourquoi attendre et prolonger la négociation ? Il faut obliger l'adversaire à conclure. Et c'est ainsi que, comme l'a écrit Alain Siegfried, « pour la première fois dans l'histoire du monde, on a vu un vaincu adresser un ultimatum à un vainqueur ». Si la paix n'est pas conclue le 20 juillet, déclare le 20 juin Pierre Mendès-France, j'enverrai le contingent en Indochine et mon successeur relancera la guerre avec l'appui actif de nos alliés.

Comment se présente alors la scène à Genève ?

John-Foster Dulles, fort irrité, est entré à la maison. Avant de partir, il a demandé à G. Bidault de garder, quoiqu'il arrive, toutes les positions d'où pourrait, un jour, partir une croisade anticommuniste. Ceci est connu de la délégation soviétique, ou deviné par elle. Molotov, coprésident de la conférence, est donc bien décidé à conclure à l'expiration de l'ultimatum français. Les Chinois prennent également cet éventuel développement au sérieux, Chou en Lai l'a dit à Mendès quelques jours avant à Berne. Les Chinois conjugueront avec les Soviétiques une forte pression sur le Vietminh. La nouvelle République démocratique du Vietnam (RDVN) devra se contenter d'une carte moins satisfaisante que celle gagnée dans les combats. Les deux autres pays indochinois ne seront pas partagés. La ligne de démarcation entre le Nord et le Sud Vietnam sera, dans d'après marchandages, remontée du 13^e au 17^e parallèle; il n'y aura donc pas de

frontière commune entre la RDVN et le Cambodge. Aucune contrainte ne sera imposée à Norodom Sihanouk.

Anthony Eden, l'autre coprésident, est décidé à arrêter la guerre. Les intentions de G. Bidault et la détermination belliqueuse de J.F. Dulles l'ont inquiété ainsi que son Premier ministre Winston Churchill. La perspective d'une intervention de l'aviation américaine, pire encore, d'un recours à un tir nucléaire, leur semble insensée. Les intérêts britanniques en Asie, face à Pékin et à Delhi, seraient affectés par une relance de la guerre. Les Anglais sont attentifs aux réactions de L'Inde et du reste du Commonwealth; Lord Mounbatten n'a-t-il pas abandonné gracieusement l'Inde? Pourquoi les Français n'agiraient-ils pas de même? Aussi à Londres est-on prêt à apporter un fort appui à Mendès – qui jouit d'un grand crédit à *Downing Street*. Effectivement on multiplie les initiatives. On réussira à convaincre le Canada et l'Inde de participer – avec la Pologne – au contrôle sur le terrain de l'application de l'accord final; à l'avance, on sait que ce ne sera pas chose facile – les observateurs canadiens qui ont passé des mois sur le terrain ne sont, en effet, pas près de l'oublier. Le Gouvernement britannique réussira à renvoyer les velléités américaines d'intervention à l'examen d'une organisation régionale de défense – le Seato – à créer ultérieurement entre les pays du Sud-Est asiatique et l'Angleterre, les États-Unis, la France.

Mendès a ainsi des alliés dans la conférence. Il a des atouts. On le sait sincère et décidé. Il a le soutien de son opinion publique. C'est un négociateur tenace, rapide, redoutable. Au petit matin du 21 juillet (la pendule a été arrêtée le 20 à minuit), en présence de Pham Van Dong, plus blême que jamais, l'accord est conclu. Plus exactement, il est convenu qu'il n'y a pas de traité de paix, d'accord en forme. Des protocoles sont signés par les autorités militaires concernées pour arrêter les hostilités, prévoir au Vietnam les regroupements de troupes, fixer l'implantation de part et d'autre des lignes de séparation entre le Nord et le Sud, préciser les conditions du contrôle sur le terrain par une com-

mission présidée par l'Inde et comprenant des Canadiens et des Polonais. Enfin chaque membre de la conférence, à l'exception de l'Américain, lira le 21 juillet une « déclaration finale » unilatérale dont la plupart des termes – mais non sa totalité – sera compatible avec ceux des autres déclarations.

La première guerre d'Indochine est terminée. La France respire d'aise. On va passer à autre chose.

Comme cela a déjà été noté, Mendès n'entend pas en rester là en Indochine. La France a une certaine responsabilité dans le respect des dispositions arrêtées à Genève. Elle entend protéger les peuples d'Indochine, plus particulièrement les Vietnamiens, contre de probables excès totalitaires. Pierre Mendès-France est désireux de montrer qu'au-delà de l'indépendance, il y a place pour des « liens étroits entre les anciennes colonies et la France », même s'ils sont difficiles « à définir à l'avance ». En 1974, il dira à un journaliste de la *Vie Catholique*, Jean Bothorel : « Nous devons donc préparer une sorte de fédération, une association, une communauté dont il importait peu de définir à l'avance le statut légal ». Que telle ait été, alors, son intention ne fait pas de doute et cela est particulièrement important alors que le président du Conseil va en toute hâte en Tunisie ; il sera à Tunis 10 jours après la séance de clôture de la conférence de Genève. À Jean Bothorel, il ajoute : « Tandis que je vivais la fin du drame franco-indochinois, je m'étais juré de tout faire pour empêcher d'autres drames semblables dans d'autres colonies. D'ailleurs il fallait sauver tout ce qui pouvait l'être de notre rôle dans le monde, de nos rapports et même de la fraternité qui nous avaient unis à une partie de ces populations lointaines que nous avions dirigées... Il fallait coûte que coûte empêcher de nouveaux divorces, de nouveaux massacres ».

C'est dire que, contrairement à ce qui a été parfois écrit, il ne se désintéresse pas de l'Indochine, du Vietnam principalement. Jean Sainteny est donc chargé de représenter la France à Hanoï auprès de la RDVN. On ne peut faire meilleur choix.

L'homme est connu des Vietnamiens pour son courage, sa sincérité, son audace. N'a-t-il pas été parachuté au Tonkin avant même le retour des troupes françaises ? Il a entretenu une relation confiante avec Hô Chi Minh au Vietnam puis en France pendant la conférence de Fontainebleau. Sa nomination est accueillie avec grande faveur dans la capitale du Nord, avec inquiétude à Saïgon, avec grande irritation à Washington.

Bien des efforts seront déployés aussi pour maintenir les courants économiques qui existaient avec le Vietnam du Sud, pour en établir avec le Vietnam du Nord. De tous les rapports économiques et financiers, celui de décembre 1954 par Pierre Lefaucheur, président de la Régie Renault est particulièrement intéressant. Estimant que l'indépendance des pays d'Indochine était un fait acquis, il énumère les « atouts maîtres » qui donnent encore aux industriels français dans les États associés d'Indochine une position meilleure que dans les autres pays d'Asie où les Français réussissent pourtant à faire de bonnes affaires.

On sait cependant ce qu'il en a été de nos relations avec les deux Vietnam au-delà de février 1955. Citons de nouveau Pierre Mendès-France dans son dialogue de 1974 avec J. Bothorel : « Arrivent les deux délégations ennemies, celle du Nord comme celle du Sud, s'accordant l'aveu des arrière-pensées contradictoires, sur le principe d'une patrie commune. Dans l'accord du 21 juillet, l'unification fut proclamée comme le but commun. L'Histoire a tourné autrement. Le Nord a connu d'immenses difficultés internes, surtout agricoles et n'a pu poursuivre la conquête du Sud. Quant aux gens de Diem, y compris pour les Américains, faute de pouvoir dominer la RDVN, ils ont préféré maintenir la coupure du pays. Les Américains, fidèles à leur manichéisme politique, soutenaient Diem... La politique que je souhaitais faire prévaloir en 1954 et 1955, les Américains n'y croyaient pas... »

Revenons au lendemain de Genève. L'effort consenti par la France est-il alors approprié et suffisant ? Avant de critiquer, il faut rappeler l'état d'esprit des Français après Dien Bien Phu et Genève. La France a perdu des dizaines de milliers d'hommes

en Indochine dans une guerre sans gloire et sans espoir. Le sentiment d'humiliation est cependant – et heureusement – faible, contrairement à la frustration haineuse aux États-Unis après leur déroute au Vietnam. En revanche, en France, après Genève, le soulagement est grand. Et l'on souhaite oublier, oublier. Bien sûr, ce n'est pas la volonté du président du Conseil. Mais, par nécessité dès le 22 juillet sa priorité est ailleurs ; et on sait que Pierre Mendès-France traite lui-même la priorité du moment, qu'il s'y donne totalement. Toute autre affaire cessante, il veut en finir au plus vite, passer alors à l'urgence suivante dans l'espoir qu'un jour la France aura épuisé la liste des drames imminents prévisibles et qu'elle pourra enfin « préparer l'avenir » et, d'abord, planifier le développement économique et social du peuple français, dans le cadre national puis dans le cadre européen.

RAPPORT DE MISSION AU VIETNAM POST ACCORDS DE GENÈVE POUR PIERRE MENDÈS-FRANCE

CLAUDE CHEYSSON

Une dizaine de jours après la fin de la conférence de Genève, Claude Cheysson effectue une mission d'évaluation au Vietnam à la demande du président du Conseil Pierre Mendès-France. Voici l'intégralité de son rapport écrit à l'issue de son voyage qui, par certains points abordés sur la situation dans ce pays, a un caractère prémonitoire sur ce qui se passera vingt ans plus tard avec la victoire militaire du Nord communiste sur le Sud pro américain.

Au Vietnam, la situation s'est profondément détériorée au cours des derniers mois.

La longue crise qui a opposé Nguyen van Tam à Bao Dai, les absences répétées de Buu Loc et de ses ministres, l'incapacité de Ngo Dinh Diem et de son équipe, ont amené un effritement progressif du pouvoir exécutif. À l'heure actuelle, l'autorité du Gouvernement de Saïgon sur le pays est à peu près nulle; l'administration locale, faute de directives et de chefs valables, s'est assoupie et n'assume plus ses fonctions. Le régime, et en premier lieu Bao Dai, sont totalement discrédités.

L'armée nationale, hâtivement mise sur pied au cours des trois dernières années, exagérément gonflée depuis le milieu de 1953, n'a pas résisté aux épreuves des derniers mois; les cadres se sont de plus en plus éloignés de la troupe; la baisse du moral a rendu les hommes plus sensibles à la propagande adverse. Au Tonkin, la majorité des soldats (de 60 à 80 %) quittent leurs bataillons pour regagner leurs villages. En Cochinchine, on peut espérer que l'armée conservera ses effectifs, mais la discipline

et la foi ont disparu. La propagande et l'action politique du Vietminh se sont, pendant le même temps, développées. Devant la carence des autorités vietnamiennes, elles commencent à avoir une influence profonde sur les habitants. L'abandon français, la certitude de la victoire prochaine du Vietminh sont des idées qui se répandent rapidement et incitent les Vietnamiens du Sud à la prudence, sinon au ralliement.

Dans tous les domaines, la situation est donc plus mauvaise qu'elle ne l'a jamais été dans les dernières années. Il existe cependant encore dans le Sud des éléments de consolidation du nationalisme en face du Vietminh. La masse de la population reste opposée au système dictatorial du Vietminh, fondé sur une armée, appuyé par la Chine et profondément opposé à la plupart des traditions anciennes. Le départ vers le Sud de 200 000 paysans du Nord prouve que la crainte du Vietminh est forte dans les milieux ruraux. Le paysan du Sud, d'autre part, craint que son bien-être soit menacé par un Gouvernement à majorité tonkinoise; l'arrivée des réfugiés misérables du Nord dans les campagnes de Cochinchine et d'Annam rendra plus vive l'antipathie du Sud vers le Nord. Enfin, la Cochinchine est riche; la fin de la guerre, l'arrêt des subventions versées par le Sud au Nord, doivent assurer aux habitants du Vietnam Sud un niveau de vie très supérieur à celui de leurs compatriotes du Nord.

L'armée nationale peut, d'après les experts, être reprise en mains et devenir, après une réduction importante de ses effectifs, un corps homogène et solide. Les sectes confessionnelles ont une organisation militaire et politique puissante; par les mêmes méthodes que le Vietminh, elles peuvent s'opposer à lui avec efficacité. Parmi les hommes qui sont passés au pouvoir depuis cinq ans, quelques personnalités ont manifesté de l'énergie et certaines qualités; aucun chef ne s'est imposé, mais il existe des exécutants.

Une consolidation du nationalisme peut être tentée. Elle exige une réorganisation complète du système vietnamien. Un gouvernement efficace doit être constitué; les hommes capables

doivent être mis en place, même s'ils ont des défauts ou des vices ; si cela est possible, une personnalité indiscutable prendra la tête du gouvernement, son rôle dût-il être réduit à celui d'un symbole. Le lourd discrédit qui pèse sur Bao Dai et son entourage ne doit pas tomber sur le Gouvernement ; en attendant que l'empereur soit définitivement écarté, son retour au Vietnam doit être évité. L'action politique sera, dans une large mesure, confiée aux sectes, dont le contrôle pourra être étendu à l'ensemble de la Cochinchine, leur autorité à l'échelon central étant aussi limitée que possible. L'armée nationale, réduite et durcie, constituera un contrepoids utile dans les mains du Gouvernement, qui devra faire sentir son autorité par la désignation d'administrateurs valables, l'adoption de réformes générales, la mise en œuvre d'un programme efficace de propagande portant notamment sur les syndicats et les mouvements de jeunesse, la reprise en mains des grandes agglomérations et tout d'abord de Saïgon-Cholon.

La première manifestation de la réussite du Gouvernement nationaliste devrait être la tenue dans l'ensemble des provinces contrôlées d'élections communales dans un délai inférieur à un an. Nguyen Van Tam avait obtenu une large majorité dans de telles élections en janvier 1953 ; la même opération peut être tentée à nouveau deux ans plus tard. Si les nationalistes ont, d'ici un an, acquis un poids suffisant, ils seront en mesure d'orienter les élections générales en 1956. L'unité, si elle est effectivement rétablie au lendemain des élections, a toutes chances de se faire au profit vietminh. L'intérêt du gouvernement de Saïgon pourra donc être, soit de demander l'ajournement du scrutin, soit de procéder, sous contrôle international, aux élections dans sa zone, afin de démontrer que la grande majorité de la population du Sud-est anticommuniste ; il apparaîtra alors impossible de placer cette population sous la tutelle d'une minorité Vietminh imposée aux habitants du Nord au mépris des libertés fondamentales proclamées par la déclaration de Genève.

Placée devant des perspectives aussi peu encourageantes pour l'avenir du Vietnam libre, nous pourrions être tentés de

mener dès maintenant une politique d'entente étroite avec le Vietminh. Si celui-ci a les plus grandes chances d'obtenir en 1956 le rétablissement à son profit de l'unité du Vietnam, pourquoi ne pas essayer dès maintenant de rechercher un rapprochement avec lui ?

Une telle politique ne saurait être actuellement envisagée. Les États-Unis déjà fort amers des accords de Genève, le considéreraient comme une trahison de la France. Il en résulterait – surtout dans la période qui précède les élections américaines de novembre – une crise sérieuse qui doit être évitée. L'opinion française ne comprendrait pas, d'ailleurs, une transformation aussi brusque de notre attitude envers nos ennemis d'hier ; au moment où le retour de nos prisonniers peut, s'ils sont en mauvais état de santé, amener de vives réactions dans la presse, l'annonce d'une telle politique aurait des effets désastreux. Enfin, nous sommes tenus par les promesses que nous avons faites à ceux qui, au Vietnam, nous ont été fidèles, aux 200 000 habitants qui quittent leur pays pour chercher refuge au Sud, aux tribus entières qui abandonnent leurs villages en Haute Région pour rester sous notre protection.

À l'égard du Vietminh, la France doit donc, actuellement, se contenter de réserver les possibilités d'avenir et de défendre les intérêts économiques et culturels qui pourront être maintenus au Nord Vietnam ; elle doit mener ce que M. Chauvel appelle une « politique consulaire ». Les entreprises françaises installées au Nord ont été invitées à étudier les possibilités de poursuivre leurs activités – il est souhaitable toutefois que les « petits Français », artisans ou boutiquiers, quittent le Tonkin. Aucune décision n'est nécessaire avant plusieurs mois ; pendant ce temps, des conversations seront engagées avec le Vietminh pour obtenir les garanties souhaitables. La délégation générale française à Hanoï, dirigée par M. Sainteny, mènera ces négociations ; elle assurera la défense de nos intérêts, elle supervisera les établissements culturels français, elle étudiera les perspectives d'avenir. Mais il ne saurait être question de lui confier, actuellement, une mission politique plus poussée, ni à plus forte raison,

de la charger de mener au Nord la « politique symétrique » de celle que le Commissariat général poursuit au Sud.

Dans le Vietnam Sud, en effet, comme le président du Conseil l'a déclaré à l'Assemblée et fait connaître aux Gouvernements intéressés, la France, en liaison avec ses alliés, donnera aux autorités nationalistes les meilleures chances de réussir dans leur œuvre de consolidation. Le système de sécurité du Sud-Est asiatique garantira le Vietnam Sud contre une agression militaire vietminh. Le maintien du corps expéditionnaire français à son niveau actuel jusqu'à la fin de l'année, sa réduction progressive par la suite, donneront aux Vietnamiens l'assurance qu'ils ne sont pas directement menacés par les communistes. Un programme étendu d'assistance sera élaboré afin d'aider le Gouvernement de Saïgon à procéder aux réformes nécessaires et à assumer ses tâches les plus lourdes, notamment le transport des réfugiés du Nord et leur réimplantation au Sud. Ce programme unira, selon les instructions du Gouvernement, Français et Américains, les crédits de ces derniers renforceront ainsi notre action, tandis que nous serons assurés de ne pas voir nos alliés mener, sous couvert d'aide, une politique profondément différente de la nôtre.

La conjugaison de nos actions nous rendra d'autre part solidaires dans la réussite comme dans l'échec; si le Vietnam devait échouer, les Américains seraient moins tentés de nous en faire grief. La démarche faite par l'ambassadeur des États-Unis à Saïgon auprès du général Ely, pour lui demander de confier à M. Bordaz la présidence d'un comité franco-vietnamien chargé de l'élaboration des plans d'assistance au Vietnam Sud est particulièrement satisfaisante. L'association des Britanniques à la conception des plans d'assistance sera également utile, dans la mesure où leurs vues sont proches des nôtres et où, par leur canal, nous pouvons espérer maintenir un lien avec les puissances du groupe de Colombo.

La France devra enfin aider le Vietnam Sud à mener résolument une politique d'indépendance. Les transferts des derniers services sont en cours; le palais Norodom sera rendu

au Gouvernement vietnamien, même s'il le faut, contre le gré de Bao Dai. Le corps expéditionnaire, dont le maintien est nécessaire, sera retiré des grands centres, afin que sa présence soit de moins en moins visible. L'armée nationale, pendant ce temps, prendra les pouvoirs opérationnels et les responsabilités territoriales. Nous mettrons à sa disposition les instructeurs de qualité, afin de lui permettre de devenir rapidement une force efficace, sans que les Américains soient tentés d'intervenir directement dans sa formation.

Un tel programme – dont seules les grandes lignes ont été esquissées ici – donnerait au Gouvernement de Saïgon toutes ses chances. Si, dans ces conditions, la consolidation recherchée ne se produisait pas dans les prochains mois, tout espoir devrait être abandonné. Les consultations entre autorités vietnamiennes du Nord et du Sud commenceront, d'après les accords de Genève, en juillet 1955. Si, à ce moment, le Gouvernement nationaliste n'est pas en mesure de s'opposer au Vietminh et d'orienter les futures élections générales, il est certain que l'unité sera rétablie au profit du Vietminh un an plus tard. La France devrait s'y préparer en retirant progressivement, et dans l'ordre, avant le mois de juillet 1956, les divers éléments qui n'ont pas leur place dans un État communiste : troupes, stocks, petits commerçants, planteurs, etc.

La France doit, en toute loyauté, soutenir dans les prochains mois le Vietnam Sud. Si cependant celui-ci n'était pas en état de s'imposer quand commencera la confrontation avec le Nord, il serait du devoir du Gouvernement français de reconnaître l'échec et d'en tirer les conséquences.

Au Cambodge et au Laos, la situation se présente différemment. Au lendemain de la conférence de Genève, la situation internationale des deux pays est claire, la légitimité des Gouvernements royaux n'est pas contestée, aucune échéance précise ne leur est imposée, aucune menace directe ne pèse sur eux dans l'immédiat. L'œuvre de consolidation est donc plus aisée.

Le rétablissement du contrôle du gouvernement dans l'ensemble des deux territoires est néanmoins une tâche difficile qui exigera des deux gouvernements un effort prolongé mené par des hommes valables. Le problème est tout particulièrement ardu au Laos, où les deux provinces de Phong Saly et Sam Neua sont restées, pendant plus d'un an, sous la domination du Vietminh. Le Gouvernement français a promis aux deux Gouvernements de Phnom Penh et de Vientiane de leur donner toute l'aide possible. L'édification des armées nationales sera poursuivie avec l'aide des instructeurs français. Le système de sécurité du Sud-Est asiatique garantira les deux États contre les agressions extérieures. Le maintien de deux bases françaises au Laos (l'emplacement de la deuxième base n'est pas encore fixé), contribuera à créer un sentiment de sécurité. Enfin, l'assistance économique et technique sera poussée dans le cadre de deux programmes conjoints franco-américains-britanniques. L'œuvre déjà accomplie dans ce domaine est satisfaisante; elle doit être développée. Enfin, les conseillers et experts français demandés par les deux Gouvernements leur seront envoyés d'urgence.

Une mention spéciale doit être faite pour l'action française dans le domaine de l'enseignement. Nous disposons, dans les deux pays, d'une position privilégiée. Nous la maintiendrons si nous envoyons des professeurs de qualité en nombre suffisant, si nous tenons les promesses déjà faites dans le domaine de la construction d'écoles, de la fourniture de matériel scolaire, si nous accordons des bourses d'enseignement supérieur (aucune bourse n'est actuellement donnée au Laos), etc.

Dans ces deux pays, par conséquent, et surtout au Cambodge, l'impression d'ensemble est réconfortante. La fin de la guerre doit seulement nous amener à étendre l'action que nous avons entreprise depuis quelques années.

QUELQUES DONNÉES DU PROBLÈME ALGÉRIEN

CLAUDE CHEYSSON

Poursuivant sa réflexion sur l'avenir des peuples colonisés, Claude Cheysson, alors conseiller pour les affaires marocaines et tunisiennes au cabinet Savary, rédige un dossier⁵ avec deux autres hauts fonctionnaires où ils exposent les raisons pour lesquelles la politique française en Algérie ne peut mener qu'à un échec inéluctable.

En 2000, il rédige cette introduction au dossier :

Vers la fin de 1956, Charles Frappart, André Valls et moi – qui nous étions liés au Vietnam en 1954-1955 – avons décidé de diffuser un « dossier » marquant objectivement que « l'intérêt bien compris de la France » ne comportait pas le « maintien à tout prix de la souveraineté de la France sur l'Algérie ». Ce dossier, « Quelques données du problème algérien », est daté de juin 1957. Nous l'avons envoyé sous pli personnel à un certain nombre de personnalités, dont le général de Gaulle. *Le Monde* en a eu une copie par je ne sais quelle voie et en a fait état un peu plus tard [*dans son édition datée du 22 octobre 1957*], ce qui a ajouté au scandale et m'a valu une sanction immédiate.

À une date dont je ne me rappelle pas, vers la fin 1958, donc quelques mois après son retour au pouvoir, le général de Gaulle a fait venir à l'Élysée un des auteurs, Frappart ou Valls (j'étais en exil au fond de l'Afrique noire) et lui a dit très simplement : « Bien sûr, vous avez raison. »

5. Les annexes de ce rapport et l'article publié dans *Le Monde* figureront sur le site internet : <http://claudcheysson.fr>

QUELQUES DONNÉES DU PROBLÈME ALGÉRIEN

Ce dossier tente un examen sans passion ni préjugés de la réalité algérienne. Il ne prétend pas être exhaustif : il ne vise pas à analyser les origines de la rébellion, à rappeler les occasions perdues, à mettre en cause les responsabilités de qui que ce soit. Il prétend fournir quelques éléments de réflexion sur ce que peut être le devenir de l'Algérie. Il ne défend pas une thèse, il tire les conclusions des faits.

Ses auteurs, de philosophies et d'orientations politiques différentes, ont tenté de répondre pour eux-mêmes à un certain nombre de questions fondamentales. Quel peut être l'avenir à long terme de l'Algérie ? L'intérêt bien compris de la France exige-t-il que soit maintenue à tout prix la souveraineté française sur l'Algérie ? Ils sont parvenus à cette conviction que la poursuite d'une politique fondée, qu'on le reconnaisse ou non, sur la vertu des armes et écartant d'emblée toute vocation de l'Algérie à l'indépendance, est une entreprise désespérée.

Si les auteurs de ce dossier se sont décidés à lui donner une certaine diffusion, c'est parce qu'ils ont eu le sentiment qu'en présentant une étude du problème algérien fondée sur des faits, et non pas un manifeste inspiré par des préférences idéologiques, ils pouvaient contribuer à réduire les conflits qui divisent les Français à propos de l'Algérie. Qu'ils soient de gauche ou de droite, chrétiens ou libres-penseurs, tous ceux que n'obnubile pas une passion individuelle ou collective doivent pouvoir se rencontrer sur l'analyse des faits et les conclusions qu'elle comporte.

Au cas où ce premier dossier susciterait quelque intérêt une étude des formules qui pourraient être envisagées pour tenter de résoudre le problème algérien viendrait prochainement le compléter.

Quiconque tente de prendre une vue lucide du problème algérien ne peut manquer d'éprouver un sentiment d'effroi devant sa gravité et devant l'ampleur des moyens que devrait engager la France pour tenter de maintenir sa souveraineté sur l'Algérie.

L'Algérie est un pays pauvre dont la croissance démographique est hallucinante. Les dures réalités algériennes excluent toute possibilité sérieuse d'ôter au nationalisme son principal aliment qui est la misère musulmane.

La souveraineté française sur l'Algérie ne peut plus se fonder sur l'adhésion ou la passivité des masses musulmanes. La France ne pourra maintenir sa souveraineté qu'en tenant en respect les forces d'une rébellion toujours prête à renaître, c'est-à-dire au prix d'un effort militaire et financier qui exigera une quasi-mobilisation permanente de la Nation.

L'AVENIR ÉCONOMIQUE ET DÉMOGRAPHIQUE DE L'ALGÉRIE

La population actuelle de l'Algérie est de l'ordre de 10 millions d'habitants dont un peu plus de 1 million d'Européens (Israélites compris). En 1980, la population musulmane comptera environ 18 millions d'habitants, en l'an 2000 elle atteindra 28 millions d'habitants dans l'hypothèse d'une baisse sensible de la fécondité et, dans l'hypothèse où cette baisse serait légère: 35 millions d'individus. Ce sera une population jeune. Actuellement, on peut estimer de 700 000 à 800 000 le nombre de musulmans en âge de travailler qui restent en dehors de la vie économique, qu'ils soient totalement dépourvus d'emploi (350 000) ou qu'ils ne soient employés que de manière tout à fait épisodique (350 à 450 000). Or, la population musulmane en quête d'emploi va passer de 2 400 000 à 4 800 000 entre 1956 et 1980.

L'Algérie ne peut faire vivre une telle population.

L'Algérie est largement exploitée au point de vue agricole. Au prix de grands travaux extrêmement coûteux, 100 000 hectares de plus de terres nouvelles pourraient être mis en culture, ce qui ne représente que 1/60^e des terres actuellement cultivées. Contrairement à une idée assez courante, la transformation des vignes en cultures céréalières réduirait sensiblement le niveau de vie musulman en diminuant notablement le nombre des emplois offerts. L'agriculture algérienne est donc hors d'état, quels que soient les investissements envisagés, d'offrir un nombre d'emplois

nouveaux qui vaille d'être retenu comme élément de solution du problème. L'industrialisation de l'Algérie est un mythe. Le développement industriel se heurte à des obstacles majeurs tenant aux faibles aptitudes naturelles de ce territoire à l'industrie. Les créations d'entreprises que l'on pourrait envisager ne sont en rien à la mesure des besoins sociaux reconnus. Ces créations limitées ne peuvent d'ailleurs se réaliser qu'à l'abri de la concurrence des pays évolués et notamment de l'industrie métropolitaine; l'autonomie douanière en est la condition nécessaire.

L'Algérie n'est donc pas un pays neuf, ni sous-développé, mais un pays pauvre dont le surpeuplement impose une sévère politique de restriction des naissances que seule une autorité musulmane pourrait mettre en œuvre. L'immense écart, qui est encore appelé à grandir, entre le niveau de vie métropolitain et le niveau de vie musulman, entraînera une immigration croissante des Algériens musulmans en métropole. Cet afflux peut rapidement poser des problèmes graves et peut être tragique. De 60 000 en 1945, le nombre de travailleurs musulmans algériens en métropole est passé à 200 000 en 1955 et à 330 000 en 1956. L'expansion démographique algérienne entraînera inévitablement la poursuite de cette progression à un rythme croissant. La France ne pourra pas, sur son territoire, donner de l'emploi aux immigrants algériens en même temps qu'aux générations nombreuses nées à la fin de la guerre et qui vont arriver à l'âge adulte. Nous risquons d'importer d'Algérie chômage et insécurité.

L'existence de la rébellion algérienne modifie entièrement les conditions dans lesquelles peut être maintenue la souveraineté française. À la différence de ce qui existait avant ces deux dernières années, la France ne peut plus prétendre aujourd'hui exercer en Algérie sa souveraineté sans y maintenir en permanence un appareil militaire et administratif considérable et sans promouvoir une amélioration rapide du niveau de vie des populations. Elle doit désormais lutter contre une rébellion organisée capable d'exercer son pouvoir sur les masses, et lutter contre la misère qui fournit à la rébellion sa meilleure justification.

Des notes documentaires ci-jointes fournissent le détail des calculs qui permettent d'évaluer le coût de cette politique. Le maintien en Algérie de 400 000 hommes représente une charge supplémentaire de 350 milliards de francs. Le montant des investissements annuels nécessaire pour améliorer de 4 % chaque année le niveau de vie d'une population, dont la fécondité risque de s'élever devrait être porté à 800 milliards en 1980. L'Algérie est d'ailleurs hors d'état d'absorber des investissements aussi massifs en raison de l'exiguïté de ses ressources naturelles.

Telles sont les réalités qu'il convient de considérer lorsqu'on essaie de prendre une vision cohérente du problème algérien. Une amélioration appréciable du niveau de vie des populations musulmanes, qui ne suffit d'ailleurs pas à garantir le déclin du nationalisme algérien, implique en tout cas une diminution considérable du niveau de vie métropolitain. Si la France n'est pas prête à ces sacrifices et aux risques politiques qu'ils comportent, la prétention de maintenir la souveraineté française sur l'Algérie sans un effort militaire permanent est une rêverie sans objet.

Si l'exercice de notre souveraineté en Algérie est une fin en soi, si les sacrifices qu'elle exigera de la France sont dictés par une certaine conception de sa mission (refus de céder devant la rébellion, prise en charge du destin de populations misérables, volonté de maintenir intact un héritage), une telle politique échappe par définition même à toute critique et aucun argument de caractère rationnel ne peut prévaloir contre elle. En revanche, si l'on assigne à cette politique des objectifs précis, notamment l'exploitation des pétroles du Sahara et le maintien en Algérie des Français qui y sont installés, il est indispensable de rechercher si la mise en œuvre des moyens nécessaires au maintien de la souveraineté française permettra d'atteindre ces objectifs et si les fins poursuivies justifient l'effort entrepris.

En ce qui concerne les pétroles du Sahara, une note jointe tente de faire le point des perspectives qu'offrirait à l'économie française la mise en exploitation des ressources récemment décou-

vertes. Ces découvertes ont suscité un immense espoir. Mais l'on ne peut apprécier judicieusement la rentabilité des pétroles sahariens sans faire entrer en ligne de compte les charges indirectes qu'imposerait aux finances françaises l'exploitation du Sahara si elle se faisait dans un milieu politique hostile, tenu en respect par un appareil militaire considérable, que l'on s'efforcerait de gagner par une politique coûteuse d'amélioration du niveau de vie. Mieux vaudrait pour la France renoncer au pétrole saharien que de supporter les charges d'une telle politique.

Mais telles ne sont pas les vraies données du problème. La souveraineté française en Algérie n'est pas la condition *sine qua non* d'une exploitation du Sahara. Celle-ci est moins liée au maintien de cette souveraineté qu'à la non-hostilité des populations musulmanes et à l'établissement de relations confiantes avec la Tunisie.

Le maintien de la souveraineté française ne garantit pas la rentabilité de l'exploitation du Sahara ; il ne garantit pas non plus d'une manière durable l'établissement des Français d'Algérie. L'avenir à long terme des Français d'Algérie ne dépend pas seulement du maintien ou de l'abandon d'une structure politique qui réserve à la France les attributs de la souveraineté. Il est conditionné par l'évolution générale du milieu économique-social dans lequel ils se trouvent. La population musulmane croît infiniment plus vite que la population européenne ; elle prend conscience de ses besoins et de ses droits. Il sera impossible de lui faire admettre que les habitants d'origine européenne, qui représentent une fraction de plus en plus faible de la population, conservent dans leurs mains la plus grande part du revenu national algérien, et disposent des institutions capables de sauvegarder leurs privilèges. Même si la souveraineté française continuait à s'exercer en Algérie, ni le collège unique, ni l'égalisation progressive des revenus, ni la concurrence sur les emplois publics, ni la réforme agraire, ne pourraient être évités aux Français d'Algérie qui devraient, en tout état de cause, renoncer à toute prépondérance. Les Français d'Algérie ne doivent pas vivre dans

l'illusion que leur établissement, qui a pu se faire dans le cadre de la souveraineté française, pourra se maintenir dans les mêmes conditions que celles dont ils ont bénéficié en un temps où la souveraineté française n'était pas contestée dans son principe même. Dénoncer cette illusion ne conduit pas à méconnaître les droits des Français d'Algérie. La Nation leur doit des garanties pour préserver l'avenir de leurs enfants. Mais ces garanties ne sont aucunement liées au maintien de la souveraineté française; elles sont d'un autre ordre: les Français d'Algérie n'ont pas le droit d'imposer à la France la poursuite d'une politique visant au maintien de la souveraineté française; ils ont le droit de voir sauvegarder efficacement leurs intérêts matériels. Dans les régions sous-développées de France, dans notre agriculture, dans notre industrie, leur remarquable esprit d'entreprise peut amener un regain de prospérité. Les garanties financières qui leur sont dues ne seront pas perdues pour la France.

L'entreprise engagée par la France pour tenter de maintenir sa souveraineté en Algérie paraît inéluctablement vouée à l'échec. La fin de notre politique doit être, non pas de maintenir à tout prix la souveraineté française en Algérie, ni de reconnaître à n'importe quel prix l'indépendance algérienne, mais de sauvegarder, au moindre prix, ce qui est indispensable à la Nation. Ou la Nation prendra conscience de ces réalités, ou une politique algérienne engagée dans la démesure sera abandonnée dans le désespoir.

UN PIONNIER DE LA COOPÉRATION AVEC L'ALGÉRIE INDÉPENDANTE

MAURICE ALLÈGRE

À propos de sa nomination en tant que directeur général de l'Organisme Saharien en Algérie, Claude Cheysson écrit en 2000 :

En avril 1962, j'ai été convoqué par le général de Gaulle, qui m'a reçu en tête-à-tête – seule fois de ma vie où je l'ai ainsi rencontré. Cela a été bref: « Après ce que vous avez écrit sur l'Algérie, vous devez être bien avec ces gars-là ! Alors, je vais vous nommer à la succession de Guichard, l'OCRS devant devenir, en application des accords d'Évian, un organisme franco-algérien, chargé de toutes les responsabilités pour le pétrole et les autres ressources du sous-sol saharien. » C'est ainsi que je suis devenu directeur général de l'Organisme Saharien qui, pendant plus de 4 ans, a sauvé une position française privilégiée dans ce domaine, tout en permettant aux Algériens d'apprendre le pétrole. Et notre action a été suivie directement, attentivement par l'Élysée.

L'intérêt porté personnellement par le Général à ce secteur, plus généralement à la mise en valeur des concessions arrachées aux Algériens au Sahara est illustré par une démarche très étrange dont j'ai été chargé auprès de Ben Bella, démarche qui n'a jamais été publiée: peu avant mon départ pour Alger, en juillet 1962, Guichard à l'Élysée m'a donné pour instruction de voir Ben Bella sans témoin et de lui dire, de la part du Général personnellement, que « le jour où il estimerait que les dispositions des accords d'Évian sur le pétrole deviendraient insupportables, il devrait le faire savoir directement et discrète-

ment au Général » et que « celui-ci s'engageait personnellement à en proposer l'abrogation dans les trois mois ». Cette communication au chef de l'Exécutif algérien devait, m'a dit et répété Guichard, rester strictement confidentielle, personne n'étant informé ni à Paris, ni à Alger. Étrange, mais bien intelligente manœuvre. Je suis convaincu qu'elle explique en partie le fait que les Algériens aient retardé de plusieurs années le rétablissement de leur pleine souveraineté sur leur principale ressource, les hydrocarbures. Manœuvre bien caractéristique, en tout cas, du Général et qui a bien servi les intérêts français en donnant quelques années à l'industrie pétrolière française pour se placer aussi ailleurs dans le monde.

Maurice Allègre raconte :

Par un beau jour de septembre 1962, Claude Cheysson et moi débarquons à Alger à un moment, tout de suite après l'indépendance, où l'atmosphère est lourde et les enlèvements de ressortissants français encore relativement fréquents. Pour tout viatique, notre nomination par le Gouvernement français aux postes respectifs de directeur général et de directeur des Mines d'une nouvelle entité encore entièrement à naître, affublée de l'impossible nom d'« Organisme technique de mise en valeur des ressources du sous-sol saharien », que Claude rebaptisera vite « Organisme Saharien » ou plus brièvement l'OS. Cet organisme bizarroïde venait d'être créé *sui generis* par les accords d'Évian, qui reconnaissent l'indépendance de l'Algérie, Sahara compris. L'OS était un instrument paritaire de coopération chargé d'assurer une transition calme et en bon ordre pour ce vaste territoire auquel la France venait de donner une impulsion considérable en y mettant en évidence des hydrocarbures dont elle avait commencé l'exploitation avec efficacité. L'OS, largement financé par la France, n'existait que sur le papier, sans statut ni moyens, et il nous appartenait en premier lieu de lui donner une existence réelle.

Pour exister, une seule recette : il fallait montrer que l'OS

pouvait être utile pendant cette transition, dont le terme n'était pas défini. Utile aux Sahariens en contribuant à leur développement et à la création d'infrastructures. Utile aux Algériens en leur enseignant progressivement comment une administration pouvait gérer une industrie pétrolière tout en évitant des décisions trop brutales et contre-productives prises au nom d'une idéologie simplificatrice. Utile aux sociétés pétrolières, principalement françaises, qui pourraient continuer à investir pour mettre en exploitation leurs découvertes et en recueillir les fruits en partage avec le pays hôte. Opposés en apparence, les intérêts des deux parties – française et algérienne – étaient en fait convergents car tous deux ne retireraient que des avantages d'un développement harmonieux et rapide des ressources sahariennes, dont le juste partage allait faire l'objet d'une négociation quasi permanente. La navigation entre ces deux positions n'allait pas être de tout repos... d'où la nomination de Claude Cheysson – diplomate à l'expérience affirmée – comme directeur général opérationnel de l'OS. Claude ne connaissant pas du tout le pétrole, il lui fallait un adjoint présumé compétent et c'est ainsi que je fus le « volontaire désigné d'office » par mon administration d'origine, la puissante direction des Carburants (DICA) pour occuper le poste de directeur des Mines, en réalité directeur du pétrole de l'OS. Je venais pendant cinq ans à la DICA de vivre l'exaltante aventure du pétrole saharien mais, à 29 ans, bien mince était encore mon expérience.

Nous fîmes connaissance, au cours d'un mémorable « dîner avec épouses », auquel Claude me convia fin août dans un restaurant situé tout près de Notre-Dame. Claude y recevait également quelques amis proches et tout, ce soir-là, fut pour moi déroutant. Claude était sans aucun doute un diplomate, mais d'une espèce bien particulière, si différent des diplomates qu'il m'avait été donné de fréquenter jusque-là, plus abrupt qu'accommodant, aux opinions bien tranchées, semblant peu ouvert aux opinions contraires aux siennes, sans pitié pour les faiblesses des autres, lié par une complicité appuyée à des amis qui avaient partagé

avec lui de formidables aventures : la guerre, l'Indochine... Mon inexpérience et mon parcours très classique qui s'était achevé cinq ans auparavant avec la formation dispensée par le Corps des Mines ne me condamneraient-ils pas à jouer le rôle du Huron incapable de s'intégrer à ce nouveau contexte dans lequel j'allais maintenant devoir évoluer ? La suite devait fort heureusement faire vite naître entre Claude et moi une véritable amitié basée sur la confiance et l'estime réciproque. À travers moi, il allait découvrir l'esprit pionnier du monde du pétrole, composé d'exploitants et pas seulement d'exploiteurs. À lui, diplomate atypique, pionnier d'un nouveau type de relations avec le Tiers-Monde, cette mentalité des pétroliers, perpétuellement tournés vers de nouvelles découvertes, ne pouvait que plaire. De mon côté, je devais pleinement profiter des enseignements de cet homme hors du commun. Les discussions – parfois rudes – avec lui m'ouvriraient les yeux sur des problèmes que je soupçonnais à peine, m'obligeant à défricher des terrains encore vierges. Ce fut la période la plus formatrice de ma carrière et c'est à Claude que je le dois. Certains de ses amis devinrent aussi mes amis. Je pense tout particulièrement à André Feuché dont l'attention et l'amitié bienveillante se révéleront toujours précieuses.

Nous voici donc à pied d'œuvre à Alger. Premiers contacts avec l'ambassade et avec le Gouvernement algérien. Nous découvrons le président de l'OS nommé par les Algériens en la personne de Lamine Khene, à la longue carrière de maquisard, homme affable et ouvert avec lequel les relations furent toujours excellentes et devinrent même amicales. Lui aussi, bien qu'en position souvent inconfortable, fit toujours le maximum pour contourner les obstacles et Claude et lui entretiendront jusqu'à la fin de sa vie des relations amicales.

Premier objectif : trouver des locaux – ce ne fut pas trop difficile car il suffisait de lever la tête et les bâtiments vides, dont certains flambant neuf ne manquaient pas – et des appartements de fonction pour le personnel à venir. C'est là que Claude, dont l'une des qualités était d'avoir de l'autorité, fit preuve d'autori-

tarisme et s'en excusa auprès de moi: il préempta le séduisant appartement que je m'étais trouvé, en m'expliquant qu'il avait besoin d'un cadre adéquat pour y recevoir ses invités et que je m'en trouverais facilement un autre presque aussi bien... ce qui arriva très vite car les Pieds noirs rapatriés en France ne demandaient pas mieux que de nous louer leurs appartements pour éviter toute vacance. Je ne lui en ai voulu que pendant quelques jours.

Deuxième objectif: constituer les équipes, mixtes de préférence. Claude fit merveille en rameutant autour de lui d'anciens collaborateurs aux compétences diverses propres à bien gérer l'OS. Je pus constituer à la direction des Mines une bonne équipe française grâce en particulier aux conditions attractives offertes aux expatriés; mais trouver pour les postes de nature technique des Algériens compétents était une mission quasi impossible: un seul géologue était disponible. J'avais en revanche un adjoint de qualité en la personne d'Aït-Lahoussine, qui avait travaillé pour des compagnies pétrolières américaines et fit par la suite une belle carrière de consultant.

Troisième objectif: mettre l'ensemble en état de fonctionner au plus vite. Au tout début, Claude voulait absolument que l'OS eût un statut diplomatique et il commença à écrire des notes verbales commençant dans la plus pure tradition diplomatique par la formule: « L'Organisme Saharien présente ses compliments... » Devant l'incompréhension (ce fut mon cas) et l'opposition générales suscitées par cette attitude, il dut faire machine arrière et nous fûmes un simple organisme de coopération qui écrivait des lettres normales. Pour le développement des infrastructures sahariennes, il suffisait de récupérer les services mis en place par la défunte OCSR (Organisation commune des régions sahariennes), ce qui fut fort bien fait par un ingénieur des Ponts et Chaussées très compétent portant le nom prédestiné de Ponton. Pour le pétrole, il fallait inventer cette nouvelle forme d'administration pétrolière mixte et la mettre en route en s'inspirant du modèle français de la DICA qui avait le mérite d'avoir fait ses preuves.

Le conseil d'administration était, de fait, le rouage essentiel, puisque la principale raison d'être de l'OS était de prendre des décisions en matière technique et juridique concernant les hydrocarbures sahariens, et que ces décisions se prenaient en conseil. Dès lors, la direction des Mines vécut au rythme des réunions du conseil auquel nous présentions de volumineux rapports et des propositions de décisions. Le conseil était paritaire, ce qui condamnait Français et Algériens à trouver à chaque fois un accord coûte que coûte. Il était heureusement constitué de personnalités de premier plan possédant un grand sens des responsabilités : côté français de grands commis de l'État tels qu'Yves Roland-Billecart et Renaud de la Génière, côté algérien : Sid Ahmed Ghozali et d'autres interlocuteurs de niveau ministériel. Les réunions du conseil s'étaient souvent sur deux jours et les discussions, interminables, étaient émaillées de pauses permettant les concertations intradélégations et les palabres collatéraux destinés à faire avancer les sujets les plus délicats. Et finalement, de par la qualité des individualités en présence, poussés par la force de conviction de Claude, on arrivait à trouver une issue.

Afin d'entretenir une bonne ambiance et de faire découvrir le Sahara aux membres du conseil, Claude s'ingéniait, une fois sur deux, à tenir les réunions du conseil dans des endroits tous plus attachants les uns que les autres : Timimoun, la plus séduisante oasis saharienne, Djanet au pied du sauvage Tassili des Ajjers, etc. Curieusement, alors que les Français étaient enthousiasmés par le Sud et s'égaillaient dans les dunes pour avoir l'immense plaisir de bivouaquer sous une merveilleuse voûte étoilée, les Algériens du Nord n'avaient qu'une idée, trouver un toit pour les abriter pendant la nuit.

Ces réunions de conseil d'administration ont incontestablement permis à l'OS de jouer le rôle pour lequel il avait été créé, assurer une transition sans trop de heurts tout en poursuivant la mise en valeur du Sahara et contribuer à la réflexion des élites algériennes qui prenaient progressivement en main le destin pétrolier de leur pays. Mais le principal « formateur » de ces élites fut

incontestablement Claude Cheysson au cours des innombrables conversations *off the record* qu'il eut avec les Algériens.

Une des caractéristiques essentielles de Claude, à laquelle son épouse devait inéluctablement se plier, était son incroyable aptitude à inviter impromptu à déjeuner chez lui (toujours à 13 h 15) des personnalités de passage qu'il jugeait intéressantes – et qui l'étaient souvent – ou des Algériens, en y conviant souvent ses proches collaborateurs. Combien il était passionnant, sous la houlette de Claude, de refaire ainsi le monde, en tout ou en partie, inlassablement. C'est lui qui, le premier, expliqua aux Algériens que le gaz, dont le sous-sol du Sahara contenait des réserves considérables mais très éloignées des zones de consommation, représentait une richesse considérable qu'il fallait exploiter en grand. On étudiait alors le franchissement de la Méditerranée par pipelines et j'expliquais à Claude à quel point on était aux limites de la technologie ; il faudrait plusieurs dizaines d'années avant d'y parvenir. Mais il n'avait cure de mes mises en garde et son tempérament de visionnaire le projetait irrésistiblement vers cet avenir. Cinquante années plus tard, le troisième tuyau transportant en Europe le gaz algérien vient d'être inauguré et les deux gisements géants découverts avant l'indépendance, Hassi R'mel pour le gaz et Hassi Messaoud pour le pétrole, sont toujours en exploitation.

Mon grand regret fut de ne pas avoir été capable de catalyser, comme ce fut le cas entre Claude et moi, la naissance d'un climat de confiance semblable entre lui et les grands caciques du corps des Mines qui tenaient alors les leviers de l'énergie en France. Ils étaient désorientés par son profil atypique, ses opinions d'avant-garde et, craignant la propension de Claude à mettre toutes les idées sur la table quel que soit son interlocuteur, se sont toujours méfiés de lui. Six années plus tard, les Algériens ont repris le contrôle total de leurs ressources pétrolières et gazières, ce qui était inévitable tant la vague des nationalisations pétrolières était puissante dans le monde au cours des années soixante. Les présumés écarts de langage de Claude ont-ils hâté ce processus ?

Personnellement, je ne le pense pas. Au contraire, les négociateurs français ont eu intérêt à trouver en face d'eux des interlocuteurs avertis de tous les aspects de l'industrie et de l'économie pétrolière. Au demeurant, les Algériens étaient suffisamment fins pour avoir par eux-mêmes certaines idées hétérodoxes qui m'étonnèrent fort car ce n'était pas ce que j'avais appris à l'École du pétrole. Je m'évertuais un jour à leur expliquer les délices de l'actualisation économique montrant qu'on avait toujours intérêt à produire le plus vite possible un gisement reconnu. À ma grande surprise ils me rétorquèrent « ne vaudrait-il pas mieux le laisser dans le sol pour nos petits enfants ? ». À l'époque, je ne compris pas ce raisonnement mais n'est-ce pas celui que tient en partie aujourd'hui un pays fort bien doté par la nature tel que l'Arabie Saoudite ? Et au fond, tant que l'Algérie n'a pas trouvé le bon moyen de se dégager complètement de la « malédiction du pétrole » et d'utiliser efficacement la manne pétrolière pour son développement économique, n'est-il pas préférable qu'elle fasse un peu de même ?

Agaçant, Claude savait l'être lorsqu'il vous bombardait de petits papiers de trois lignes manuscrites signées CC, exigeant des réponses qui, pour ce bourreau de travail ne pouvaient être qu'immédiates ou lorsqu'il me renvoyait mes projets de documents pour le conseil, raturés et emplis de corrections, dont un bon nombre concernait le style. Aujourd'hui, je lui rends grâce d'avoir appris à rédiger des papiers non exclusivement techniques à l'ingénieur que j'étais, comme je remercie mon professeur de mathématiques spéciales d'avoir jadis été plus exigeant avec moi parce que j'étais bon élève.

Et puis Claude, c'était aussi son côté aventurier, organisateur, meneur d'hommes. Nous partagions un goût commun pour une certaine dose d'adrénaline. Nos missions sur le terrain s'effectuaient à bord d'un bimoteur *Beechcraft Queen Air* et nous avions repéré que notre pilote habituel, ancien pilote de chasse, était du genre casse-cou. Alors, au lieu de le modérer, quand

nous étions seuls avec lui, nous le poussions dans ses retranchements : suivre les pistes à 10 m d'altitude, repérer en rase-mottes les peintures rupestres au pied des falaises, nous poser en pleine nature à côté d'une sonde car le terrain était trop éloigné... Ce n'était peut-être pas très malin, mais ces moments grisants représentaient pour nous une compensation au dur et délicat travail quotidien, week-ends souvent inclus. Claude n'avait pas son pareil pour organiser aussi pendant les vacances de Noël d'inoubliables virées en Land-Rover jusqu'à Tamanrasset, Djanet et même le désert du Ténéré et Agadès au Niger.

Les souvenirs reviennent en foule de cette période hyperactive, difficile à bien des égards mais en tout point passionnante et pour moi, irremplaçable à cause de l'expérience acquise, largement grâce à Claude. Lorsque je suis reparti en France pour prendre un poste au cabinet des Finances, Claude m'a fait des adieux touchants. Je le revois encore, prenant sur la table basse de son salon, où je les avais toujours vues, deux adorables petites grenouilles d'origine africaine en laiton et me les donnant en disant « il faut donner en cadeau souvenir à ceux qu'on aime un objet qu'on aime beaucoup soi-même, peu importe sa valeur ». Ces grenouilles sont toujours restées sur la table basse de mon salon. Merci, Claude.

IMAGES DE L'ERG OCCIDENTAL

ENTRETIEN AVEC CLAUDE CHEYSSON

Dans un numéro spécial de la revue « Autrement » de novembre 1983 consacré à la « Traversée du Sahara », Claude Cheysson s'entretient avec Joseph Barrat et décrit sa fascination pour le désert.

— *Joseph Barrat*: Quelle partie de votre vie est reliée au désert ?

— *Claude Cheysson*: C'est la période qui suit immédiatement l'indépendance de l'Algérie. J'avais été recruté par les Algériens pour diriger l'organisme saharien devenu algérien aux accords d'Évian. Et nous avions, dans ce million de kilomètres carrés, une responsabilité complète sur tous les problèmes: eau, routes, enseignement et ensemble de questions pétrolières. L'organisme avait des postes un peu partout dans le désert, dans le vrai désert, jusqu'aux frontières sud du Sahara. À travers le désert, et même au-delà de l'Algérie, au Niger, au Mali, j'ai donc fait de très grandes randonnées en voiture, hors piste, sur des itinéraires inconnus ou jamais empruntés. Par curiosité, j'ai aussi fait trois méharées. J'étais dans une caravane, avec des Chaamba (une des quatre populations nomades du Sahara avec les R'guibat, les Touaregs et les Toubous). Ils ne parlaient qu'arabe. Moi, je ne parle pas arabe mais j'ai vécu trois semaines extraordinaires de marche, en naviguant à travers l'Erg.

— *Joseph Barrat*: Vous disiez, à propos du désert, que vous aviez là l'impression d'être hors de l'espace et hors du temps. Mais peut-on découvrir une dimension spatiale ou temporelle propre au désert ?

— *Claude Cheysson*: J'ai le souvenir d'avoir été hors de toute vie habituelle. On ne sait combien de kilomètres on parcourt. On

ne sait combien de temps on mettra jusqu'à ce que la nuit vienne. On a des réactions physiologiques, des sensations physiques qui n'ont rien à voir avec celles que l'on connaît. On est hors du temps et de l'espace. Il y a un retour en soi... Celui qui traverse l'océan doit avoir des impressions semblables.

Le corps est toujours là puisqu'il y a un effort physique. Mais en même temps, on est plongé dans un autre monde.

— *Joseph Barrat* : Est-ce davantage une sensation physique précise ou bien une image culturelle fascinante, mystérieuse ?

— *Claude Cheysson* : C'est un ensemble d'images fascinantes. Dans le désert – cela peut surprendre – le ciel est beaucoup plus vaste qu'ailleurs. L'air est plus transparent. Et quand vous couchez dehors, vous n'avez rien autour de vous mais un ciel fantastique qui occupe tout votre horizon. Ici, je suis borné par les murs, là, il n'y a plus que le ciel. Et puis, soi-même, on est là, on a le temps – ou plutôt, le temps n'a pas de sens – on marche, on pense. Une pensée qui divague, qui par moments se fixe. Un ami auquel j'avais raconté cela en rentrant à Alger, m'a rapporté un propos que j'avais complètement oublié et qui me semble très juste. Il paraît qu'au retour d'une de ces virées, j'ai dit que j'avais envie d'écrire une histoire des religions. Pourquoi le désert fait-il penser à Dieu.

— *Joseph Barrat* : Et pourquoi à un seul Dieu ?

— *Claude Cheysson* : Oui, et pourquoi provoque-t-il à chercher une explication du monde, une dimension métaphysique. Les religions monothéistes sont des religions pour des hommes qui ont un besoin métaphysique, elles sont toutes nées dans le désert, ce n'est donc pas un hasard. Les religions ou les morales nées ailleurs ne comportent pas cette curiosité ou cette angoisse métaphysique. Le confucianisme, le bouddhisme ne cherchent pas l'explication « ailleurs ». Alors que les trois religions monothéistes la cherchent. Elles véhiculent cette angoisse.

— *Joseph Barrat* : Faut-il distinguer l'imagerie saharienne du Sahara tel qu'il est ? Quelles sont les choses banales du désert ?

— *Claude Cheysson* : Il faut certainement nuancer l'imagerie du désert telle que les enfants se la représentent. Les parties de

sable, de dune sont très peu nombreuses dans le désert... le banal dans le désert, c'est le *reg*, c'est celui du caillou à perte de vue. Généralement, c'est un caillou noir, un grès qui s'est oxydé. C'est un spectacle sans fin de cailloux. Ce n'est donc pas l'imagerie.

— *Joseph Barrat*: Qui sont les hommes du désert pour vous? Le désert n'est pas un lieu vide toute vie...

— *Claude Cheysson*: La partie du désert qui m'a le plus impressionné comporte très peu de vie. Il y a un peu de vie dans l'Erg car là l'eau s'infiltré tout de suite et peut être trouvée quand elle se heurte à une couche de sel... mais la partie principale du désert, celle du *reg*, celle du caillou, est tout à fait dénuée de vie. Si vous traversez le Tanezrouft ou le Ténéré, il n'y a aucune vie. Il n'y a même pas d'éléments destructeurs des cadavres. Ce sont des oiseaux qui sont tombés au cours des grandes migrations vers le lac Tchad et qui ne décomposent pas.

Lorsque j'étais responsable du Sahara, un groupe a retrouvé un avion tombé trente-deux ans plus tôt. Le pilote était « intact » dans sa cabine... Non, les parties du désert qui m'ont impressionné ne comportent aucune vie.

Les populations ont un mode de vie particulier. Le régime patrimonial, l'organisation de la vie familiale, le matriarcat puisque les hommes sont en déplacement (autrefois en *rezzous*), tout cela forme une société très riche. Ses danses et ses poèmes le montrent. Mais c'est une société qui, elle aussi, est en dehors de notre monde.

C'est d'ailleurs là une question que l'on se pose parfois : y a-t-il une continuité possible entre leur mode de vie et celui des sédentaires? Parfois, le développement mène à de véritables catastrophes. J'ai été lié tout à fait par hasard à une grande campagne qui permit de diminuer considérablement les pertes de jeunes bovins. Résultat : les troupeaux des Touaregs, dans le Sahel, ont augmenté. On a donc été obligé d'organiser des points d'eau en conséquence. Dans le même temps, un effort était fait pour les stabiliser. On ouvrait des écoles pour les enfants, on offrait des facilités d'habitat. En statistiques, cela a été très brillant.

Et puis est arrivée une de ces périodes de sécheresse que ces régions semi-désertiques ont toujours connues. Devant la sécheresse, autrefois, les nomades fuyaient. Comme les pêcheurs fuient devant la tempête. Là, ils n'ont pu fuir. Leurs écoles, leurs maisons, leurs points d'eau étaient là. Alors un grand nombre d'hommes et de femmes sont morts sur place, ainsi que la moitié des troupeaux...

— *Joseph Barrat* : Comment concevoir l'avenir de ces peuples du Sahara puisqu'il y a forcément rupture ?

— *Claude Cheysson* : la réponse est là. Leur avenir est dans la rupture... Il y a des cas intermédiaires. Ces nomades faisaient d'excellents conducteurs de gros routiers à travers le Sahara. C'est une vie que les nomades adoptaient volontiers, une vie libre. Mais les stabiliser, les sédentariser, les soumettre à toutes les misères, à toutes les menaces qui existent dans une vie sédentaire, microbes, sécheresse, crise économique, maladies... Nulle part on a résolu ce problème. On a sédentarisé les nomades dans un monde différent du leur. D'ailleurs, quand on repense à ce qu'ont été les grandes oasis au Sahara dans le passé, on rêve ! Aïn Salah doit maintenant comporter à peine mille habitants. Elle a fondu, les nomades sont partis, le désert redevient un désert.

— *Joseph Barrat* : Vous êtes vous fait des amis dans le désert ?

— *Claude Cheysson* : Oui... Je pense avec émotion à quelques hommes que j'ai connus là-bas...

Quand j'ai fait cette méharée à travers l'Erg occidental, j'étais guidé par un personnage extraordinaire. C'était un sous-officier de méharistes français qui avait déserté au début de la guerre d'Algérie. Il connaissait son Erg, de Beni Abbès à El Goléa, à la perfection. Je savais donc quel était son passé, qu'il avait participé à la guerre d'indépendance et que les Français avaient essayé de la capturer. Je crois même que Bigeard, à la tête d'une troupe installée à Timimoun, voulait l'avoir. Il n'y a pas réussi.

Pendant notre traversée, nous avons rencontré une tempête de sable. Le *chbir* (il s'appelait comme cela) nous a dit de

presser la marche. On a avancé pratiquement dans l'obscurité, en traînant les chameaux. Lui avait retiré ses chaussures, ses *nails*, des semelles avec un lacet. Ainsi, en marchant pieds nus, il sentait mieux la direction des dunes. Par endroits, on passe dans un sable plus doux et même dans du gypse. Il savait que lorsqu'on arrivait dans un certain creux, s'il y avait du gypse, cela voulait dire que l'on était à côté du puits.

On est donc tombé sur le puits après plusieurs heures de marche. On s'est arrêté trois jours. Un puits dans l'Erg, cela ne se voit pas, car il n'y a pas de végétation. À la fin de cette tempête de sable, des amis qui étaient à Béchar se sont inquiétés de penser que j'étais pris là-dedans. Une patrouille d'aviation est venue tourner deux jours de suite pour essayer de nous repérer. Et deux jours de suite, ces avions sont passés au-dessus de nous. Sans nous voir.

Un matin, les avions sont venus tôt. Nous étions pris dans l'ombre. Le lendemain ils sont passés à midi. Mais à midi, dans l'Erg, l'air est tellement chaud que l'on ne voit rien. Nous avions beau nous agiter, ils ne nous ont jamais vus. Le *chbir* m'expliquait, par gestes, que c'est ce qui lui était arrivé pendant la guerre. Je pense souvent au *chbir*... Une autre fois, et cela, je ne l'ai compris qu'à l'arrivée, il fait de grands gestes, je le vois partir. Et il ne nous rejoint que deux jours plus tard. Il avait vu dans l'Erg les traces d'une caravane, d'autres chameaux. Un homme comme lui est capable de reconnaître un chameau à la trace : il avait vu qu'un des chameaux était celui de son neveu.

Il était donc parti tout seul pour rattraper cette caravane, voir son neveu, prendre le thé avec lui. Deux jours plus tard, en ayant calculé à peu près où nous serions, il est revenu ! C'est un personnage qui m'a marqué...

D'autre part, j'ai eu la chance d'emmenner quelques amis dans des randonnées en Land-Rover et je garde avec eux un rapport un peu particulier. Dans la virée en Land-Rover, le paysage compte plus que dans les méharées. Ces paysages, ces grandes montagnes de grès, noires là où il n'y a pas eu d'éboulement

depuis longtemps, roses là où il y a eu un éboulement récent, et érodés par les vents de sable, sont extraordinaires.

Et puis, tant que l'on n'a pas eu cette chance d'une nuit en plein air, comment l'imaginer ? Le soir, nous dormions chacun dans notre monde, on partait comme ça, on se répartissait sur un kilomètre, pour être seul. En vous parlant, j'en ressens encore le contact physique...

L'ENGAGEMENT POUR LA PALESTINE

CONVERSATION AVEC LEÏLA SHAHID ⁶

La dernière fois que j'ai vu Claude, c'était le 11 novembre 2004. Ensemble, nous avons suivi le cercueil de Yasser Arafat qui devait rejoindre la Palestine dans l'avion militaire que le président Chirac avait mis à sa disposition après onze jours passés à l'hôpital à Paris. Je tenais beaucoup à ce que Claude soit là, parce que je savais combien le président Arafat l'aimait, l'estimait et lui était reconnaissant. Moi aussi, pour ce qu'il avait fait comme ministre des Relations extérieures et comme commissaire européen. Je sais que c'était sa dernière sortie publique et cela m'émeut d'y repenser.

J'ai rencontré Claude en 1993, lorsque j'ai été nommée par le président Arafat représentante de la Palestine en France et à l'Unesco. J'aimais beaucoup le voir ; pour moi, c'était une chance inouïe de pouvoir parler à un acteur politique français de cette importance. Il avait déjà pris sa retraite. Je m'entendais particulièrement bien avec lui ; c'est important dans la vie aussi

Aujourd'hui, il n'est plus là. Le président Arafat n'est plus là non plus. Nous sommes entrés dans une autre phase de la politique palestinienne et de la politique française. Leurs témoignages nous manquent puisque cette histoire n'a pas encore été écrite. Il est nécessaire de rendre hommage à Claude, pour rappeler aux jeunes Français et aux jeunes Palestiniens qui s'intéressent aux relations franco palestiniennes et europalestiniennes, des moments importants qui ont compté dans l'itinéraire palestinien, et qui vont continuer à compter car malheureusement le combat des Palestiniens n'est pas terminé. C'est important qu'ils

6. L'interview audio de Leila Shahid figurera sur le site internet : <http://claude.cheysson.fr>

sachent. Il n'y a pas d'avenir sans mémoire. Elle est toujours très riche de leçons.

Lorsque je suis arrivée en France en 1993, je suis allée chercher dans la mémoire des relations franco palestinienne quels avait été les moments importants. J'ai fait la même chose lorsque je suis arrivée à Bruxelles. Un diplomate palestinien se doit d'être très pragmatique et autonome car il n'a malheureusement pas la chance d'avoir le soutien d'institutions diplomatiques, politiques, parlementaires comme un diplomate français ou européen qui a des archives diplomatiques à sa disposition. La contribution de Claude Cheysson a été très importante. Elle est l'exemple de ce qu'il est possible de faire. Je suis aujourd'hui représentante de la Palestine auprès de l'Union européenne et on me répète sans cesse qu'on ne peut rien faire, surtout en Europe. Et toujours, je prends le contre-exemple de Claude Cheysson ; malheureusement il n'y en a pas beaucoup d'autres. La carrière de Claude Cheysson et son regard sur la Palestine ont été guidés par une position fondamentale très importante : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et sa traduction concrète après la guerre, la décolonisation. Claude a été un acteur de la décolonisation. Il a compris que la Palestine était peut-être la dernière question de décolonisation dans le monde moderne.

Il y avait toujours une réflexion intellectuelle derrière les choix que faisait Claude Cheysson. Il parlait peu de lui-même et de sa contribution, faisait peu état de ses services, parce qu'il était d'une élégance princière. Il agissait simplement selon ses convictions ; il considérait qu'il n'avait pas à être remercié pour cela. C'était un homme de conviction, ce qui nous manque aujourd'hui beaucoup en politique. Or, la Palestine est un sujet qui brûle les doigts. Il brûle les doigts de celui qui ose y toucher. Claude Cheysson appartient à ces hommes courageux qui ont bravé ce tabou de la Palestine qui brûle les doigts et ceci très tôt dans l'histoire du conflit.

Comme ministre des Relations extérieures, Claude a été un précurseur. Son action était prémonitoire, il voyait avant les

autres. Il avait du flair et une intelligence historique. Très vite il a compris que le plus important était que les Palestiniens aient une organisation qui les représente. Il était impossible que les Arabes représentent les Palestiniens ; cela ne pouvait être ni Nasser, ni Hafez el-Assad, ni le Roi de Jordanie. Il pensait que l'OLP devait avoir une existence diplomatique, devait être reconnue, devait survivre à toutes les tentatives arabes de la marginaliser et affirmer l'autonomie de ses décisions politiques.

L'OLP devait devenir l'étendard de la Palestine. Claude en a convaincu François Mitterrand. C'est à lui qu'on le doit, à personne d'autre. François Mitterrand était un ami d'Israël et Claude l'a convaincu qu'Israël avait besoin d'un interlocuteur, que si elle voulait faire la paix ce n'était sûrement pas avec les Égyptiens ni avec les Jordaniens ni avec les Syriens. Elle devait avant tout faire la paix avec les Palestiniens.

C'est ainsi que, lors de sa première visite à la Knesset israélienne, François Mitterrand a dit aux Israéliens : « Vous devrez reconnaître un état palestinien un jour, parce qu'il sera votre meilleur interlocuteur. » La seule nation qui peut réellement légitimer la nation israélienne et reconnaître un état israélien, c'est sa victime, la Palestine.

Claude a compris que l'OLP était un instrument très important pour les Palestiniens parce qu'il les unissait, qu'ils viennent de la diaspora (qui représente jusqu'à aujourd'hui à peu près 60 % des dix millions de Palestiniens) ou qu'ils viennent des territoires occupés. Il savait aussi qu'Israël, si elle veut vivre en paix dans cette région, aurait besoin, un jour, de parler avec un représentant qui soit légitime aux yeux de la population palestinienne.

Toute l'action de Claude, de 1981 à 1983, a donc consisté à sauver physiquement Yasser Arafat, ses aides de camp, ses troupes mais surtout son droit à exister dans la dignité comme représentant d'une nation.

En 1981, Claude Cheysson constatait, comme tous ceux qui s'intéressaient au Moyen-Orient, que les Israéliens souhaitaient faire du Liban une base pour leurs ambitions et pensaient

qu'il y avait là une chance de se débarrasser de l'OLP. Claude s'est donc rendu au Liban pour parler à Yasser Arafat. Il n'est pas arrivé à le rencontrer ; les combats l'en ont empêché. Mais c'était une tentative de reconnaissance diplomatique : le ministre des Relations extérieures de la France souhaitait parler à Yasser Arafat. C'était une reconnaissance officielle : on ne rencontre pas des fantômes, on rencontre le chef d'un mouvement de libération nationale.

En 1982, lors du siège de Beyrouth qui a duré trois mois et de l'offensive des phalangistes téléguidée par Israël à Sabra et Chatila, Yasser Arafat et ses combattants étaient confrontés à un choix difficile : laisser Sharon détruire la ville et ses habitants ou quitter Beyrouth dans le cadre d'un accord international (le Plan Philip Habib – du nom du secrétaire d'État américain). Claude Cheysson fut le seul à comprendre qu'il ne fallait pas laisser tomber Yasser Arafat et ses troupes. Il fallait au contraire lui offrir une porte de sortie honorable, parce qu'il était nécessaire qu'il survive en tant qu'interlocuteur légitime et représentant les Palestiniens. Claude fit tout pour que le départ des combattants palestiniens se fasse avec les signes du respect de la dignité nationale palestinienne. Il envoya des bateaux et une force militaire française pour accompagner la sortie du Président Arafat et de tous ses combattants, avec leurs armes et leurs habits militaires ; ils quittaient le pays la mort dans l'âme d'avoir à laisser leurs familles derrière eux, mais dignes et reconnaissants aux Libanais qui les avaient soutenus.

Claude Cheysson savait l'importance de ces symboles nationaux pour un peuple qui se bat pour la reconnaissance. Claude connaissait la Palestine dans sa réalité. Il l'avait rencontrée en 1948 comme stagiaire en mission pour les Nations Unies. C'était le seul de tous les hommes politiques français à avoir été sur le terrain. Il m'a beaucoup parlé du choc qu'avait été pour lui la prise de conscience de la réalité de la Palestine, de ce que signifie être Palestinien, de la place de la communauté juive, de ce qu'elle voulait à l'époque (la communauté juive palestinienne

était très anti-sioniste), de la place des Arabes, de la Jordanie construite sur les restes d'une Palestine dépecée. Claude était un des rares hommes politiques à pouvoir témoigner de tout ça personnellement.

Claude avait donc cette conscience de l'importance de sauver l'OLP, de sauver la dignité du peuple palestinien à travers son représentant Yasser Arafat. La France a joué un rôle très important pour rendre cette sortie honorable possible. Mais ça ne s'arrête pas là. Les tentatives d'hégémonie arabe sur l'OLP perduraient. La Syrie de Hafez el-Assad était très fâchée que Yasser Arafat, au lieu d'aller vers Damas pour trouver refuge après l'offensive israélienne, soit plutôt allé vers Tunis grâce à la marine française qui l'avait amené vers la Grèce puis vers la Tunisie. La Syrie essayait de punir Yasser Arafat en soutenant une tentative de scission au sein de l'OLP. À Tripoli, au Liban, résidait une communauté palestinienne importante de réfugiés de 1948, dont le numéro deux de l'OLP, son chef militaire, Khalil al-Wazir, qui s'est retrouvé encerclé par tous les combattants que la Syrie soutenait. Le Président Arafat, qui était parti en Tunisie, s'infiltra clandestinement pour rejoindre Khalil al-Wazir à Tripoli. Ce fut une de ces batailles très longue où il ne pouvait y avoir ni vaincu ni vainqueur. À nouveau, Claude Cheysson, la France, la marine française, ont évacué Yasser Arafat, alors que toutes les eaux territoriales libanaises étaient totalement sous l'emprise de l'armée israélienne.

Ce sont deux moments où la diplomatie française dirigée par Claude Cheysson a mis en œuvre tous les moyens pour sauver l'OLP. Les diplomates étaient totalement investis et quelques fois risquaient leur vie. Il ne faut pas oublier Louis Delamare qui a payé de sa vie le courage de la politique étrangère française de l'époque : une punition de Hafez el-Assad contre la France pour avoir osé traiter avec l'OLP et pour l'avoir à deux reprises sauvée.

Sans ces deux interventions, l'OLP n'aurait pas été là pour signer les accords d'Oslo dix ans plus tard, qui, malgré tous leurs échecs, nous ont permis de revenir en Palestine.

Le deuxième grand moment de la contribution de Claude à la cause palestinienne, bien sûr, c'est à Bruxelles. Après son départ du Quai d'Orsay, Claude Cheysson devint commissaire européen en charge des relations méditerranéennes. En 1985, l'Europe commençait à émerger vraiment comme une puissance régionale. Le mur de Berlin n'était pas encore tombé. Le monde bipolaire ne s'était pas encore transformé en un monde multipolaire. Mais l'Europe était déjà très importante pour tous les partenaires de la Méditerranée et en particulier pour le peuple palestinien. L'URSS était déjà sur le déclin. Les États-Unis faisaient tout pour décrire l'Europe comme un nain politique et un géant économique ; ce n'était pas tout à fait la réalité. Certes, l'Union européenne avait beaucoup de mal à unir sa position en matière de politique étrangère. Il y avait beaucoup de réticences : la France ne voulait pas renoncer à son domaine réservé de souveraineté, l'Allemagne restait neutre, l'Angleterre suivait les positions américaines. Comme aujourd'hui.

Mais il y avait, à la tête de la Commission, des gens courageux. Claude Cheysson a compris très tôt, peut-être pendant la guerre, peut-être pendant la lutte du peuple algérien pour son indépendance, que la volonté des peuples ne peut pas être remise en cause, et qu'il faut savoir choisir son camp dans l'Histoire.

Il savait qu'il pouvait contribuer, modestement, à ce mouvement de l'Histoire. Pas parce qu'il aime les Algériens ou les Palestiniens, mais parce que l'histoire est quelque chose de cumulatif au niveau du droit, au-delà des différences nationales. Ce que les Vietnamiens ont fait, ce que les Cambodgiens ont fait, ce que les Algériens ont fait, ce que les Palestiniens font, ce que les Sud-Africains ont fait, tout cela est cumulatif. Parce qu'au-delà de leur différence c'est le même principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et c'est la dignité des hommes et des femmes du monde ; et ça, c'est universel, ce n'est pas national.

Claude a choisi ce camp-là, parce qu'il n'était pas seulement un homme politique, mais aussi un intellectuel et un homme d'éthique. Je suis certaine qu'en allant se coucher tous les soirs,

et en se réveillant le matin, il se demandait quel était son rôle. À toutes les étapes de sa vie, depuis ses 18 ans jusqu'à son décès, il se demandait: « que puis-je faire pour mon pays? quelle est ma contribution à la diplomatie française? ». C'est cela qu'ont respecté tous les gens qui ont travaillé avec lui.

Lorsqu'il est revenu à Bruxelles en 1985, il se demandait chaque seconde,: « Qu'est-ce que je fais avec l'Afrique? », « Qu'est-ce que je fais avec les partenaires de la Méditerranée? Qu'est-ce que l'Europe, où va-t-elle, qu'est-ce qu'elle veut? » Ce n'était pas du tout un eurocrate, c'était avant tout un homme politique profondément convaincu de ce que l'Europe pouvait faire. Son raisonnement était le suivant: « Puisque personne ne remet en cause l'existence d'une nation palestinienne, cette existence doit être traduite dans la réalité. »

Toutes les résolutions de l'Union européenne condamnaient l'occupation des territoires palestiniens par Israël, et pourtant, l'Europe était le premier partenaire économique, commercial et diplomatique d'Israël. Israël est indéniablement le pays qui tirait le meilleur profit de ce partenariat euroméditerranéen. C'est toujours le cas. Et pourtant, les dirigeants européens ne cessent de clamer, aujourd'hui comme à l'époque, qu'ils ne peuvent rien faire.

La politique pratiquée par le commissaire Claude Cheysson a catégoriquement démenti cette attitude, qui est une attitude de lâcheté. Il a eu le courage de faire des choix, dans le respect des positions européennes. Il a décidé d'être totalement légitimiste, imposant à la Commission la cohérence et le respect des positions européennes. Que disaient ces positions? Que l'Union européenne reconnaisse la Cisjordanie, Gaza, Jérusalem comme territoires occupés. Que l'Union entretienne des relations avec la société civile palestinienne, des relations économiques, des relations commerciales. Que les résolutions de l'ONU 181, 194, 232 et 338 sont les termes de référence de la solution du conflit.

À l'époque, les exportateurs palestiniens étaient obligés de vendre leur production à Agrexco, un organisme israélien,

qui centralise les exportations dans le secteur fleurs, légumes et fruits. Agrexco considérait les productions palestiniennes comme israéliennes, pour les exporter ensuite. Claude Cheysson décida que ça allait changer, que les producteurs palestiniens devaient avoir accès directement au marché européen. Il a convaincu ses collègues de la commission qu'il n'y avait aucune raison d'assujettir les exportateurs palestiniens à la puissance occupante. Bien sûr, au début, les Israéliens n'ont rien voulu entendre. Face à ce refus, Claude décida de suspendre des accords de coopération avec Israël. Il s'en tenait au droit: Gaza et la Cisjordanie ne sont pas des territoires israéliens, l'Europe ne peut donc pas importer de ces territoires des produits désignés comme israéliens. Les Israéliens ont les pieds sur terre, ils ont immédiatement compris qu'ils perdaient plus dans la suspension des accords avec l'Union européenne que ce qu'ils gagnaient avec Agrexco. La Palestine a donc commencé, contrairement à ce que beaucoup de gens pensent, à exporter vers l'Union européenne en 1986!

En 1987, débuta la première intifada. Le monde découvrait que le mouvement national palestinien, ce n'était pas seulement des Fedayin avec des kalachnikovs, mais aussi une population civile qui ne pouvait plus supporter l'occupation militaire. On voyait des femmes et des enfants dans les manifestations, et les Palestiniens crevaient l'écran sur tous les écrans de télévision du monde. La répression était féroce du côté Israélien. Ils fermèrent les universités sous prétexte qu'elles étaient subversives.

À nouveau, le commissaire Cheysson a réagi avec fermeté et courage. Il considérait que les universités étaient des lieux de formation académique. Il rappela que la population palestinienne avait le taux le plus élevé d'alphabétisme (98 %) et le plus haut taux de diplômés universitaires parmi les états arabes. Il refusait cette politique d'imposition de l'ignorance. Il informa Israël que l'Union européenne ne pouvait accepter ces fermetures qui décapitaient l'élite palestinienne universitaire; l'Union considérait que c'était une violation du droit à l'éducation des Palestiniens. Bien sûr, la puissance occupante n'a pas écouté. Claude décida

alors la suspension des accords éducatifs, culturels et scientifiques avec le gouvernement israélien. Comme précédemment, Claude Cheysson s'en tenait à la règle : il ne demandait pas la libération de la Palestine, il demandait qu'on rouvre les universités. Quelques semaines après la suspension des accords, Israël rouvrait les universités. C'est dire combien il y a des outils efficaces pour donner une vraie crédibilité à la politique européenne. L'Union n'est pas obligée de rester un nain politique. Il suffit à un haut fonctionnaire européen d'avoir l'honnêteté intellectuelle, le courage politique, et le sens moral d'une éthique, pour être efficace. Je pense réellement que Claude Cheysson a contribué au projet palestinien à ces deux moments de sa carrière. Le projet palestinien, c'est quoi ? C'est deux États – un, israélien et un, palestinien – qui sont le fondement de la paix en Méditerranée. Comment allons-nous construire une Méditerranée, pacifiée, prospère, démocratique, laïque, si ce conflit qui mine la région depuis soixante-cinq ans n'est pas résolu ? Et quel pourrait être le plus beau message que celui d'une Palestine souveraine et indépendante qui coexiste à côté de l'état d'Israël ? La diplomatie française pourrait être le moteur d'une politique européenne qui avance vers cet objectif, elle mériterait sa place de grande nation qui a son rôle à jouer. Je pense que Claude Cheysson a été un des piliers les plus honorables et les plus efficaces de cette grande nation. Parce qu'il ne s'agit pas seulement d'aspiration à la grandeur, il s'agit de savoir la traduire les intentions par des actes sur le plan diplomatique, économique et commercial. Le monde arabe et la Palestine en particulier, ont besoin de cette diplomatie française et européenne active, courageuse et honorable ; ils ne peuvent pas survivre sans elle. L'Europe et la France ne peuvent pas être des puissances méditerranéennes et mondiales sans le monde arabe et la Palestine. Il y a là une convergence objective d'intérêts et de visions de l'avenir.

**DISCOURS DE CLAUDE CHEYSSON,
MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES
BERLIN, 2 DÉCEMBRE 1982**

*Pressekonferenz
(extraits)*

Monsieur le président de la presse de Berlin,
Monsieur le maire gouverneur,
Excellences,

Berlin. Mon premier souvenir date de Frohnau, aussitôt après la fin de la guerre. L'homme très jeune que j'étais encore, celui que, comme tant de vos compatriotes, le conflit et l'occupation avaient meurtri, blessé, précipité dans la bataille, constatait avec stupéfaction les destructions infligées à la fière capitale du Reich, apprenait avec horreur les souffrances connues par les Berlinoises.

Et, cependant, déjà dans ce début d'hiver de 1946, on sentait renaître la vie et l'espérance. Dès ce moment, était revenu à ma mémoire un beau poème écrit par Paul Éluard dans de sinistres circonstances. Et ce poème, que j'ai toujours associé à votre ville, commençait ainsi :

*Sur mes cahiers d'écolier,
Sur mon pupitre et les arbres,
Sur le sable, sur la neige
J'écris ton nom,
Sur toutes les pages lues,
Sur toutes les pages blanches,
Pierre, sang, papier, ou cendre,
J'écris ton nom,
Liberté*

Est-il au monde un lieu qui, mieux que Berlin, fasse penser à la liberté ? Des philosophes y ont réfléchi dès le XVIII^e siècle, des étudiants y ont manifesté, l'esprit en tout temps s'y est exprimé dans l'humour et la raillerie. Des mouvements passionnés de liberté y sont nés et en sont partis vers d'autres défis. Mais une structure monstrueuse de négation des valeurs humaines fondamentales y a aussi crû et régné ; quatre puissances étrangères ont dû joindre leurs forces et pénétrer dans la cité pour y écraser la dictature. Dans les ruines, la volonté des hommes libres a aussitôt rejailli comme la flamme d'un feu que l'on n'éteint pas ; un étrange et merveilleux combat s'est engagé dans le ciel et sur le sol de Berlin, unissant le peuple de cette ville et trois des adversaires de la veille contre l'étouffement du blocus. La liberté a triomphé, le siège a été levé et, depuis, chaque homme libre du monde est tenté de dire comme John Kennedy :

*« Ich bin ein Berliner. » « Ja, wir sind alle Berliner, weil wir frei sind und frei bleiben wollen. »*⁷

Mais cette liberté que signifie-t-elle ? Et comment en assurer le triomphe complet dans tous ses aspects ?

Voilà une question importante pour mon Gouvernement qui, partout dans le monde, fonde sa politique étrangère sur les grands principes qui servent l'homme. L'homme, qui est pour nous, Français, l'alpha et l'oméga, le point de départ et le point d'aboutissement de toute action politique significative, l'homme dans sa liberté, les hommes dans leur égalité, les peuples dans leur fraternité. Ainsi, et ainsi seulement, peut être assurée l'adhésion des citoyens ; or y a-t-il une politique réellement créatrice de progrès là où il n'y a pas de soutien populaire ? Alors, ici, à Berlin, parlons de la liberté.

Les dimensions de la liberté sont innombrables. Certaines, les premières évidemment, affectent la vie, la survie de l'individu dans son intégrité physique et morale. D'autres placent l'être humain dans les structures élémentaires, familiales et commu-

7. « Je suis un berlinois. » « Oui, nous sommes tous des berlinois, parce que nous sommes libres et que libres nous voulons rester »

nautaires où il est né et où il mourra, dans la collectivité qu'il doit pouvoir choisir librement. Et l'homme veut aussi pouvoir s'y exprimer à sa manière, y être entendu, y communiquer avec ses semblables. L'affirmation de son identité, élément essentiel de son développement et donc du progrès de la société, exige la liberté d'expression et de communication, dans un monde où elle ne soit, ni contrainte par le pouvoir, ni dégradée par la banalisation des modes de vie. Ce n'est pas par erreur que ce principe figure au centre des accords d'Helsinki. Et ce n'est pas non plus par erreur que mon collègue Jack Lang appelait récemment à Mexico l'attention sur les dangers pour la personnalité et l'identité de chacun de la standardisation de l'expression culturelle. De Berlin, rappelons-le solennellement, en nous tournant d'abord évidemment vers les peuples si proches de nous à l'Est, où ce droit élémentaire est trop souvent contesté, parce que ceux qui y contrôlent la société savent que l'homme perd sa capacité d'exister en tant que tel et donc de dominer les appareils et les systèmes lorsqu'il ne peut s'exprimer, entendre, en bref, communiquer avec le reste de la société.

Le cadre de vie des hommes est déterminé par la structure politique; celle-ci n'assure pas la liberté, mais elle doit donner le droit à la liberté. Ceci est vrai au niveau de chaque État et Berlin est un mémorial de la démocratie dans cette terre avancée des hommes libres. Ceci est vrai, de même, au niveau des peuples, qui ont droit à leur liberté, c'est-à-dire à l'autodétermination. Qui, de Berlin, peut contester l'appel des citoyens de tous nos pays à l'autodétermination et à l'épanouissement des peuples namibien, cambodgien, israélien, afghan, libanais, salvadorien, palestinien ?

Comment des hommes et des peuples qui ont souffert et lutté pour créer ou libérer leurs États, souvent aussi pour créer ou rétablir la démocratie, peuvent-ils être aujourd'hui les agents ou les soutiens de ce qu'ils ont haï, de ce pourquoi leurs frères et leurs camarades sont morts ? De Berlin, j'en appelle à vous, Arabes des luttes pour l'indépendance, Sud-africains des armées de la Libération, Juifs des camps de concentration, Vietnamiens

de la longue résistance à toutes les présences étrangères, G.I. à qui nous Français devons tant, et à vous, héros de la clandestinité et du combat polonais, à vous, soldats de l'Armée rouge qui avez tant souffert pour écraser l'hydre du nazisme : à vous tous, combattants et résistants d'hier, je dis que les raisons sacrées de vos combats passés ne doivent pas être oubliées lorsqu'elles animent ceux qu'aujourd'hui vous traitez de terroristes, accablez de votre mépris et écrasez de vos bombes.

Occupation honnie par les peuples opprimés, oppression rejetée par les peuples contraints, Berlin n'est-il pas le lieu pour les dénoncer et renouveler notre engagement de les condamner partout et de les combattre partout ?

[...]

Droit des hommes, liberté des peuples, libération de la peur participent d'un ordre international nouveau et meilleur. Celui-ci, évidemment, doit assurer aussi l'affranchissement du besoin. C'est une affirmation essentielle face aux troubles économiques et sociaux du monde moderne. Cela vaut pour l'Europe, où un effort de solidarité s'impose pour surmonter la crise économique et offrir aux jeunes la perspective d'un avenir où ils puissent maîtriser leur destin, et poursuivre le développement d'une civilisation fondée sur la démocratie et le respect de l'homme.

Cela vaut pour le Tiers-Monde, où il serait vain de prêcher dans l'abstrait le pluralisme des partis et la séparation des pouvoirs à des populations privées de tout espoir de progrès et parfois dépourvues du minimum pour survivre. Dans de nombreux pays, l'absence de développement est dissimulée par un régime autoritaire, dont souvent d'ailleurs celui-ci est né. Il n'y aura pas de réponse, affirmons-le sans ambages, sans mobilisation de très importants moyens financiers et sans stabilisation et prévisibilité des grands facteurs constitutifs de l'ordre économique : parités monétaires, taux d'intérêt, prix des matières premières... Le monde industrialisé souffre de la crise et des drames du Tiers-Monde ; ceux-ci ajoutent un élément de contraction grave

à l'économie du monde. Ils empêchent la croissance des mieux dotés et précipitent la récession de la plupart.

Oui, la montée insupportable du chômage chez nous est accentuée par le manque de développement et parfois la chute économique dans le Sud. Et, cependant, des pays parmi les plus puissants, des champions de l'ordre libéral contribuent à l'aggravation de la situation économique mondiale en limitant les moyens mis à la disposition du développement et de la survie dans le Tiers-Monde, en acceptant sans émotion et sans réaction les pires errements des monnaies, des budgets publics, des balances commerciales, des marchés de matières premières.

[...]

Heine écrivait : « *Was ist die grosse Aufgabe der Zeit ? es ist die Emanzipation* »⁸

Il n'y a rien à changer à cette exhortation. À ceci près qu'aujourd'hui, ce rêve peut se transformer en réalités appuyées sur des solidarités plus larges. Heine pouvait-il imaginer la fraternité qui existe maintenant entre Français ou Allemands engagés au service d'idéaux communs ? Pourquoi ne pas rêver encore qu'un jour, d'autres solidarités s'étendent à travers l'Europe entière ?

Et je finirai comme j'ai commencé en me tournant vers Paul Éluard, dont le poème s'achève ainsi :

*Sur la santé revenue,
Sur le risque disparu, Sur l'espoir sans souvenir,
J'écris ton nom :
Et, par le pouvoir d'un mot,
Je recommence ma vie.
Je suis né pour te connaître,
Pour te nommer,
Liberté*

8. «Quel est le plus grand cadeau du temps ? C'est l'émancipation.»

**AUDITION DE CLAUDE CHEYSSON,
MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES
PAR LE COMITÉ SPÉCIAL CONTRE
L'APARTHEID DE L'ONU
NEW YORK, 9 OCTOBRE 1984**

J'ai conscience de l'honneur exceptionnel qui est fait aujourd'hui au ministre des Relations extérieures de la France. C'est, en effet, à ma connaissance, la première fois que votre Comité invite à sa tribune le chef de la diplomatie d'un pays qui n'en est pas membre (vous connaissez les raisons qui ont amené mon pays à ne pas solliciter ce privilège, elles sont d'ordre purement juridique, en raison de la rédaction de certains passages de votre charte).

Je vous en remercie, Monsieur le président, Messieurs les membres du Comité, et vous tous qui assistez à cette séance. Je suis revenu de Paris pour cette séance, si importante à mes yeux et aux yeux des dirigeants français. Je vous remercie et vous apporte le salut et le soutien de mon peuple, dans votre rôle que nous estimons remarquable, irremplaçable, puisqu'au sein des Nations unies – l'organisation internationale chargée de promouvoir et d'assurer la paix entre les peuples du monde –, vous avez l'éminente mission d'étudier, d'informer, de rapporter, de proposer, de dénoncer, pour tout ce qui touche à la politique d'apartheid menée dans un pays membre de notre organisation, et en conséquence de conforter, d'assister ceux qui sont les victimes, les opprimés en Afrique australe.

Monsieur le président, nous vous rendons hommage personnellement, ainsi qu'à ceux qui vous entourent et à ceux qui vous ont précédé – parmi lesquels je compte aussi bien des

amis – pour le service éminent que vous rendez ainsi à notre organisation, et par conséquent à l'humanité.

Avant de vous présenter quelques réflexions personnelles, je parlerai au nom de mon pays. Dans le domaine qui est le vôtre, je le ferai avec une certaine fierté. Car la France a joué un rôle historique dans la lutte contre le racisme. Nous sommes les héritiers d'une longue tradition. La Révolution française, à travers la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui, dès 1789, affirmait dans son article premier que « tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit » rejetait ainsi toute tentative de justification à toute discrimination, qu'elle fût fondée sur la race, le sexe, la religion, ou sur toute autre cause. Et vous savez quel écho a eu, à travers l'Europe, à travers le monde, cet appel de notre Révolution renouvelé de celui qui peu avant avait été lancé à Philadelphie.

Aussi mon pays dénonce-t-il catégoriquement, sans ambages et sans réserve, le racisme institutionnalisé et les pratiques qui en découlent. À notre connaissance, la seule forme de racisme légal existant encore dans le monde se trouve en Afrique du Sud : c'est le régime d'apartheid. Nous le condamnons.

Qu'on ne vienne pas, alors, me dire qu'ainsi la civilisation est sauvegardée, que le sort matériel des populations est amélioré. C'est exactement ce qu'affirmait déjà un texte qui, allant jusqu'au bout de cette conception, présentait ainsi une telle thèse.

Permettez-moi de vous en donner lecture :

« Le chemin que devait suivre l'homme blanc était nettement tracé. Il conquit et soumit les peuples inférieurs et régla leur activité pratique sous son autorité ; leur imposant sa volonté et les obligeant à poursuivre ses fins. Mais, en les contraignant à une activité utile, quoique pénible, il n'épargna pas seulement la vie de ses sujets ; il leur fit peut-être même un sort plus enviable que celui qui était le leur lorsqu'ils jouissaient de ce qu'on appelle leur « liberté » première. Tant qu'il maintint avec rigueur sa situation morale de maître, non seulement l'homme blanc resta le maître, mais encore il conserva et développa la civilisation. En effet, elle

avait pour unique source ses capacités et la pureté de sa race. Au moment où les sujets commencèrent à s'élever et, comme il était inévitable, à s'assimiler en partie la langue du conquérant, la barrière qui séparait maître et valet disparut. L'homme blanc renonça à la pureté de son sang et perdit alors le droit de vivre dans le paradis qu'il avait créé. Il s'avilit par le mélange des races, perdit ses facultés civilisatrices, finalement, non seulement par son intelligence, mais aussi par son physique, il devint semblable à ses sujets et aux autochtones, perdant ainsi la supériorité qui avait fait la force de ses aïeux. Quelque temps encore, il vécut sur les réserves accumulées par la civilisation, puis la pétrification s'accomplit et la civilisation tomba dans l'oubli ».

Caricature, certes, de ce qui est maintenant dit et avancé officiellement par certains; mais vous reconnaîtrez avec moi que le danger du glissement vers un tel excès existe et qu'il est donc bon de mettre en garde ceux qui prônent, prêchent, imposent l'apartheid, afin que ne soit jamais oublié le souvenir des événements abominables qu'une telle vision de l'humanité a déclenchés, dans la partie du monde à laquelle précisément j'appartiens. Car, l'aurez-vous reconnu? Le texte que je viens de lire est un extrait de *Mein Kampf* (j'ai seulement, en le lisant, substitué « homme blanc » à « Aryen ») et l'auteur est Adolf Hitler, le responsable de la plus atroce guerre de tous les siècles. Le racisme, la croyance à la supériorité et à la mission particulière d'une race élue ont coûté au monde 38 millions de morts.

Éveillons-nous de ce cauchemar! Celui-ci explique peut-être l'acuité avec laquelle mon peuple ressent les souffrances de ceux, en Afrique du Sud, que la politique raciale discrimine, bannit, prive de leurs droits.

Cette situation est plus que jamais d'actualité. Malgré la condamnation unanime – voici enfin un sujet d'unanimité aux Nations unies –, l'apartheid s'obstine à jeter un défi à la conscience universelle. Enfoncé dans ses certitudes, aveuglé par

de fausses vérités, le régime sud-africain s'entête dans la mise en œuvre d'un système qui doit permettre bientôt à 15 % de la population de déchoir de la nationalité, de bannir 74 % de leurs concitoyens (au sens propre du terme), la justification avouée, proclamée étant que la pigmentation est différente. L'étoile jaune n'est pas nécessaire, la peau est noire et ceci suffit à désigner l'espèce humaine particulière. Oui, fait sans précédent dans l'Histoire : 4 700 000 hommes décident d'affecter 23 millions de leurs compatriotes à dix zones réservées, dix parcs naturels, dix « bantoustans ».

Le système même est vicié. Les assouplissements des dernières années n'affectent pas la politique dite de « développement séparé ». Ils entraînent une banalisation de l'apartheid, qui perd son côté choquant dans la vie quotidienne pour mieux prendre sa signification profonde, et qui aggrave ainsi l'offense à la dignité de ces millions d'hommes, de femmes et d'enfants, déchus des droits fondamentaux dont ailleurs jouissent les hommes libres. La récente « réforme constitutionnelle », dont le seul objet était de diviser ceux qui n'ont pas l'honneur d'être blancs, s'inscrit dans le raisonnement. Elle est, tout simplement, inacceptable ; elle a été, tout simplement, rejetée par la communauté internationale et bien sûr, la France a approuvé la résolution 544⁹. Les Sud-Africains, que cette brillante invention devait appâter, Indiens et métis, ont montré ensuite ce que des hommes conscients pensaient ; aucun commentaire ne s'impose.

Évidemment, le système ne peut survivre que sous la contrainte. Trois millions et demi de personnes auraient déjà fait l'objet de déplacements forcés vers les bantoustans ; de nouveaux transferts de population par la force seraient imminents. Ainsi va dans notre univers un pays industrialisé, avancé, démocratique pour partie, où la grande majorité vit sous la domination d'une minorité assurée de son pouvoir arbitraire et de l'efficacité de ses méthodes.

9. Le texte de la résolution 544 sera publié sur le site internet : <http://claude.cheysson.fr>

Le refus de l'immense majorité est clair (j'ai déjà évoqué la réponse remarquablement digne de ceux que l'on qualifie officiellement de « métis » et « indiens » lorsqu'on les a appelés aux urnes). La révolte est inévitable aussi et la répression se doit donc d'être, cette fois encore efficace : spectaculaire dans sa brutalité, comme il y a un quart de siècle à Langa et Sharpeville, ou il y a 8 ans à Soweto ; ordinaire, comme chaque jour ou chaque nuit, à coups d'assignation à résidence, d'internement arbitraire, de lourdes peines de prison, parfois même de condamnation à mort. Les images de Steve Biko, de Nelson Mandela viennent à notre esprit, mais combien d'autres pauvres hères anonymes devraient-ils être évoqués dans ce triste cortège des victimes noires exemplaires.

La logique veut, évidemment, que les conséquences soient tirées à l'extérieur des frontières : la nécessité commande que les voisins soient contraints à l'acceptation des exigences internes à la société sud-africaine. Mozambique, Angola, d'autres demain le sont par la guerre, l'envoi d'un corps expéditionnaire, l'appui aux éléments dissidents qui paralysent et font parfois capituler les Gouvernements représentatifs issus de la guerre de libération. Les mêmes, mais aussi le Botswana, le Lesotho et d'autres le sont et le seront par la contrainte, la menace, l'embargo, la négociation pour l'ouverture contrôlée du marché sud-africain – le plus grand, le plus riche de l'Afrique –, ou pour l'utilisation de facilités de transit à travers l'Afrique du Sud sans lesquelles l'asphyxie est certaine. Je pense avec émotion à ceux qui ont lutté pour renverser les régimes coloniaux anciens, qui ont gagné leur indépendance dans le sang et qui se trouvent maintenant obligés de céder aux pressions sud-africaines et doivent donc, en dépit de leurs propres sentiments, accepter la « *pax sud-africana* » en Afrique australe.

En Namibie – c'est également l'évidence –, l'Afrique du Sud est amenée à poursuivre une occupation illégale et à maintenir une administration coloniale énergique et musclée. Le plan de règlement adopté, unanimement, de manière précise et réaliste

– une autre remarquable démonstration de notre organisation – est donc nécessairement contesté puis dénoncé à Pretoria; le « groupe de contact » de 5 pays ayant une certaine expérience internationale doit être paralysé, ou pire encore détourné de sa mission vers des discussions qui ne relèvent pas de la 435¹⁰ (et c'est bien pourquoi la France s'en est mise en congé).

Des tentatives de séduction sont alors engagées vis-à-vis de ceux dont on espère que l'appétit économique brouillera la vision politique. La récente tournée en Europe du Premier ministre sud-africain a été une d'entre elles. Il était naturel que la France ne s'y laissât point prendre et que nous ne puissions donc envisager un contact officiel, de quelque nature que ce fût. Car, si nous ne contestons d'aucune manière la légalité des autorités de l'Afrique du Sud reconnues par la Communauté internationale, nous ne pouvons pas admettre qu'elles aient un droit légitime à s'exprimer au nom d'un peuple dont elles excluent elles-mêmes la grande majorité.

Analyser, apprécier, condamner ne suffit pas. Quels sont alors les moyens de l'action? Avant d'en venir au plus important, je rappellerai d'abord ce qui est dit, fait, en cours ou projeté :

L'action de la France se place d'abord dans le cadre international, celui que définissent les Nations unies. Mon pays veut participer activement à la création d'un ordre juridique en la matière; il a donc adhéré :

– à la convention internationale de 1965 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et à la déclaration permettant le recours individuel,

– à la convention de l'O.I.T. de 1958 portant sur la discrimination en matière d'emploi et de profession,

– à la convention de l'Unesco de 1960 concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement et au protocole additionnel de 1962 portant sur le règlement des différends qui pourraient en résulter.

10. Le texte de la résolution 435 sera publié sur le site internet : <http://claude.cheysson.fr>

Il participe activement à la mise en œuvre de ces conventions et aux travaux préparatoires aux conventions plus précises et contraignantes en cours de discussion en matière de droit de l'homme, notamment à la convention contre la torture dont l'achèvement est imminent.

On connaît l'engagement de la France, sa participation active au groupe de contact, puis son absence délibérée des travaux de ce groupe dans l'exigence d'une mise en œuvre aussi rapide que possible de la résolution 435, sans préalable d'aucune sorte.

Au titre de la Namibie et en dehors de l'action politique, mon pays contribue grandement à l'aide apportée par la Commission européenne à l'Institut de Lusaka pour la Namibie (7 millions de francs), et au programme de formation de l'OIT pour la formation de secrétaires originaires de Namibie (1 million de francs), ainsi qu'à l'octroi de bourses de la CEE au profit des Namibiens. Directement et en outre, la France soutient le Fonds des Nations unies pour la Namibie à concurrence de 1 150 000 francs par an (dont 70 % pour l'Institut de Lusaka).

Mon pays est d'autre part, associé par contribution directe :

- au programme d'enseignement et de formation des Nations unies pour l'Afrique australe,
- et au fonds d'affectation spéciale des Nations unies pour les victimes de l'apartheid.

J'ai le plaisir d'indiquer au comité que la subvention de 1 132 750 francs inscrite au budget de 1984 de mon département au profit de ces deux activités est augmentée de 23,5 % dans le projet de budget de 1985 et ainsi portée à 1 400 000 francs. En outre, à la suite de nos discussions avec le secrétaire général de l'ONU, nous avons décidé de participer au fonds des Nations unies pour la publicité contre l'apartheid ; notre contribution en 1985 sera de 150 000 francs.

D'autre part, dans la mesure où elles sont discriminées, nous sommes anxieux de marquer aux communautés non blanches

d'Afrique du Sud notre intérêt pour leurs identités, leurs personnalités, leurs cultures. Aussi avons-nous créé deux Alliances françaises, à Soweto et à Mitchell's plain près du Cap. Un programme de bourses d'études en France et de bourses locales a été mis en œuvre à leur profit; il a permis de toucher 112 noirs et métis en 1983; il sera développé. Quelques autres bourses ont été réservées à des exilés noirs d'Afrique du Sud; leur nombre sera doublé en 1985.

Sur le plan de la relation humaine, je rappellerai encore qu'il a été demandé aux Fédérations sportives françaises, qui bénéficient de l'appui gouvernemental, d'interdire aux équipes relevant de leur autorité de participer à des rencontres sportives en Afrique du Sud; cela, comme vous le savez, a entraîné l'annulation d'une tournée de l'équipe française de rugby en 1983.

Car, il faut en revenir au problème fondamental du respect de l'homme, de sa vie, de sa dignité. C'est ce que rappelait récemment avec force le premier secrétaire du plus grand parti de France, Lionel Jospin, à la conférence d'Aruscha sur l'apartheid.

À cet égard, je n'énumérerai pas toutes les actions entreprises par mon pays. Seule et en liaison avec ses partenaires de la Communauté européenne, la France intervient de la manière qui lui semble la plus efficace (la libération de Breyton Breytenbach est encore dans toutes les mémoires) chaque fois que les droits de l'homme sont bafoués, que des excès sont commis; chaque fois aussi que des peines très graves – allant jusqu'à la condamnation à mort – sont prononcées. La discrétion ou une large publicité est recherchée selon le cas. L'objectif reste le même: tenter d'alléger des souffrances; il arrive que nous y parvenions.

À ce sujet, et à quelques autres, nous entretenons, et j'entretiens personnellement les contacts appropriés avec les dirigeants de la Swapo depuis des années; Sam Nujoma est un habitué de ces rencontres; plus récemment j'ai reçu Toivo Ja Toivo à sa sortie de prison; également avec d'autres militants noirs et blancs de cette organisation que l'ONU a reconnu comme représentative; enfin, nous avons eu d'intéressantes conversations avec le principal diri-

geant de l'ANC venu d'Afrique du Sud à Paris à cet effet.

Tout ceci a évidemment un effet direct sur notre relation commerciale et économique avec l'Afrique du Sud. Le volume de nos échanges a donc baissé de 27 % au cours des années 1982 et 1983. La tendance se confirme, d'autant plus que – je le rappelle, bien que ce soit parfaitement connu nous appliquons avec la plus grande rigueur la décision prise par le conseil de Sécurité – dans le cadre des compétences que lui reconnaît la Charte –, plaçant un embargo total sur les armes à destination de l'Afrique du Sud: plus une arme, plus une pièce détachée, plus un élément de rechange n'a été livré par la France depuis 1981. Comme cela a été annoncé de plusieurs sources également, nous n'avons pas non plus l'intention d'aller, dans le domaine de la fourniture de centrales électriques utilisant l'énergie nucléaire, au-delà des contrats conclus avant 1981.

On sera alors tenté de me rappeler le désir manifesté par certains d'entre vous de couper économiquement la République sud-africaine du reste du monde. Je mets en garde contre cette attitude, alors qu'il faut au contraire parler aux Sud-Africains, leur montrer que leur attitude est inacceptable moralement, dangereuse politiquement, scandaleuse spirituellement; je vais y revenir. Mais je dois aussi souligner qu'une telle disposition n'aurait guère d'efficacité, qu'elle pourrait même être contre-productive: Qui, aujourd'hui, doute que l'embargo général décrété à l'encontre de la Rhodésie du sud ait permis à Jan Smith d'accroître sa pression sur les masses laborieuses du futur Zimbabwe, sans le gêner vraiment dans le maintien et le développement de son effort pour réduire la résistance nationale? L'Histoire montre qu'aucun embargo n'a jamais réussi à l'encontre des pays dotés d'importantes ressources, alors que les voisins faibles qui en sont affectés souffrent de manière redoutable.

Voilà, Mesdames et Messieurs, quelle est la position de la France. Mon Gouvernement n'entend pas se poser en modèle. Il agit conformément aux convictions profondes de notre peuple.

Monsieur le président, l'invitation du Comité spécial contre l'apartheid était destinée au ministre de la République française, mais elle m'était aussi, écriviez-vous personnellement adressée. Vous me permettrez alors d'adopter un ton plus personnel, de parler comme un homme qui a le privilège de s'exprimer devant une instance des Nations unies tout entière consacrée à la lutte contre des atteintes intolérables aux droits de l'homme.

Parlons sur ce ton de l'Afrique du Sud d'abord.

C'est un grand pays; son potentiel est considérable. Ceux qui y sont venus il y a quelques siècles étaient eux-mêmes des exilés, souvent des proscrits, des persécutés. Leur foi les a guidés maintes fois à travers bien des risques et des difficultés. Les grands-pères, les pères, les frères mêmes de ceux qui gouvernent aujourd'hui sont accourus à notre secours en Europe quand notre civilisation a été menacée par l'impérialisme, puis un quart de siècle plus tard par le nazisme. J'ai connu des Sud-Africains, de vrais descendants des pionniers, lorsque j'avais une fonction technique en Afrique au sud du Sahara il y a des années; j'ai apprécié la sincérité de ces professeurs, savants et experts; j'ai aussi pu constater que leur conscience était déjà inquiète alors. Les dirigeants sud-africains actuels affirment hautement leur attachement à la démocratie, leur croyance dans les valeurs fondamentales du christianisme, une des trois religions fondées sur l'humanisme.

Me tournant vers eux, je leur demande comment ils peuvent ignorer les enseignements mêmes de cette religion, les exigences de la démocratie; leur conscience est-elle en paix? Et je demande à tous ceux dans le monde qui ont une autorité morale et spirituelle de leur poser la même question, d'entrer avec eux dans ce dialogue. Que les Églises, les syndicats, les partis politiques, les associations qui défendent les droits de l'homme ne se résignent pas, qu'ils remettent inlassablement en cause les données fondamentales de la politique d'apartheid; à partir des États-Unis où les rapports entre Américains de races et de confessions

différentes sont un élément essentiel de l'avenir ; à partir des Pays-Bas d'où sont venus un très grand nombre des apôtres de l'apartheid ; de l'Angleterre qui a eu et a encore tant de liens avec son ancienne colonie, son ancien associé du Commonwealth ; à partir de l'Inde d'où sont partis les premiers appels pathétiques à ce sujet, ceux du Mahatma Gandhi lorsqu'il affirmait fièrement : « Tous les hommes sont frères » ; à partir de la France, mon pays, qui garde dans le monde une grande réputation dans l'affirmation des droits de la Déclaration universelle. Il faut que ceux qui ont peur en Afrique du Sud dominant leur angoisse en sachant qu'elle peut entraîner à des attitudes dangereuses, voire suicidaires. Il faut que les femmes et les hommes blancs d'Afrique du Sud comprennent qu'ils sont enfermés dans une voie sans issue. Grâce au ciel, le temps n'est plus où un peuple pouvait être rayé de la carte du monde. La volonté de conquérir l'égalité, la justice, la dignité finira par l'emporter. Comment des chrétiens, comme les descendants de nos propres peuples d'Europe, peuvent-ils accepter de ne pas être du côté de ceux qui veulent cette dignité, cette justice, cette égalité ?

Monsieur le président, quelques heures après mon entrée au Gouvernement, j'ai, le 25 mai 1981, prononcé mon premier discours à l'Unesco pour l'ouverture de la « Journée de la libération de l'Afrique ». Après avoir condamné toutes les discriminations, j'ai alors solennellement rappelé – je cite : « que chaque homme est respectable en soi, que l'homme est et doit être la finalité de tous les efforts que font les sociétés et qu'entreprennent les Gouvernements ».

Oui, l'homme est au centre de tout progrès de la civilisation. Par les noms mêmes qu'ils se sont choisis, les partis politiques le proclament : libéral, socialiste, chrétien-démocrate, chacun de ces qualificatifs marque, à sa manière, l'engagement d'organiser la société pour qu'elle serve l'homme. Dans les religions révélées monothéistes on affirme que l'homme est fait à l'image de Dieu et on célèbre ou on attend le moment le plus important de l'histoire de Dieu, celui où Dieu envoie ou enverra son Fils sur

la terre, le moment où Dieu se fera Homme. Les agnostiques et les sceptiques diront que l'on a inventé Dieu à l'image de l'homme. Mais, quel que soit le raisonnement métaphysique, la symbolique, le mode d'explication du monde, l'homme est au centre. Il est le point de départ et le point d'aboutissement de toute construction, morale, spirituelle et politique.

Comment alors accepter que sa dignité soit bafouée, que son corps soit meurtri, torturé, anéanti, que sa famille soit menacée? Comme tolérer que cela puisse devenir pratique courante, voire règle légale, au simple vu d'un signe extérieur : la couleur de la peau, la frisure du cheveu, le son émis par les cordes vocales, le style du vêtement; ou que cela puisse être provoqué par le choix que cet homme ou avant lui ses parents auront fait d'une religion, d'une langue, d'un lieu de refuge?

Si de telles discriminations sont acceptées quelque part, à quelque moment que ce soit, comment éviter qu'elles se répandent, qu'elles servent ensuite de prétexte, de justification à d'autres groupes qui eux aussi voudront pouvoir prétendre qu'une caractéristique justifie leur domination?

Si, hier, nous avons accepté que le Juif fût persécuté et éliminé totalement d'Europe, si aujourd'hui nous tolérons que le Bantou soit banni et privé de ses droits en Afrique du Sud, si demain nous laissons l'Arabe être pourchassé dans les pays occidentaux où il travaille, c'est notre propre avenir, celui de nos enfants que nous condamnons. Car croyez-moi, chacun de nous, ou de nos filles et fils, peut demain être le Bantou ou le Juif de quelque groupe avide de conquérir ou de conserver le pouvoir. Et ceci peut être vrai demain pour les arrière-petits-enfants des Boers comme pour les nôtres, car le démon du racisme se déchaînera volontiers contre ceux-là même qui avaient d'abord cru le domestiquer.

J'ai voulu que mon fils Thomas soit aujourd'hui parmi nous, alors que ce n'est – je le sais – guère la place d'un garçon de 14 ans à peine, je vous remercie de l'avoir accepté. J'y vois un

symbole. En condamnant l'apartheid, en dénonçant le racisme, en attaquant chaque mode de discrimination, c'est Thomas mon fils, ce sont vos enfants et les enfants de vos enfants que nous défendons, c'est leur dignité demain, leur droit d'être eux-mêmes, leur vocation à la liberté que nous affirmons.

Et il faut que ce soit dit, ici, dans cette maison des Nations unies, et que ce soit dit à travers le monde.

Car nous n'acceptons pas la résignation à l'inacceptable au nom de je ne sais quel réalisme. La lutte contre le racisme est un devoir commun à tous les hommes, ces hommes qui naissent libres et égaux et qui doivent pouvoir le demeurer.

HOMMAGE À CLAUDE CHEYSSON EN LA CATHÉDRALE SAINT-LOUIS DES INVALIDES,

LE 27 OCTOBRE 2012

SID AHMED GHOZALI

En pleurant un ami, comment ne pas m'attacher surtout à dire le privilège que j'ai eu à connaître un être d'exception, en qui le Créateur a associé, au plus haut degré, tant d'énergie et d'intelligence, de pensée et d'action, de courage et d'humilité ?

Il n'aura pas été ingrat envers la Nature, cet homme qui n'aura cultivé de tels dons à leur hauteur, que pour les mettre au même moment au service des autres, sa vie durant, à l'intérieur de sa patrie, bien sûr, mais aussi au-delà, au service de l'humanité.

À une semaine près, Claude Cheysson s'est éteint cinquante-six ans après l'arraisonnement aérien du 26 octobre 1956 qui a conduit à l'arrestation de quatre chefs historiques de la Révolution algérienne. Le lendemain il y eut, à la stupéfaction de la classe politique, ce haut fonctionnaire français de trente-six ans qui, au préjudice certain de toute sa carrière, dénonçait publiquement l'opération.

Le souvenir d'une telle audace était encore dans les mémoires quand, le jour du recouvrement de l'indépendance de l'Algérie, nous fûmes une petite poignée de compatriotes à découvrir la personne Claude Cheysson, je pense notamment à Belaid Abdesselam et Lamine Khène.

Choisi en 1962 par Charles de Gaulle, comme chef de file de la partie française dans la mise en œuvre du volet énergétique des accords d'Évian, Claude Cheysson mit les pieds en Algérie, précédé ainsi par l'image d'un courageux défenseur des peuples

colonisés. C'est dire qu'il n'allait pas tarder à gagner auprès de ses vis-à-vis algériens, estime et amitié.

Nous nous étions mutuellement donné la main, lui mon aîné de 17 ans, moi sorti frais émoulu de l'école des Ponts, mais impliqué dans le secteur de l'énergie. J'ai donc beaucoup appris auprès de lui. Notre amitié date de cette tranche de quatre années de sa vie qu'il a consacrée entièrement à l'Algérie.

Nous fûmes ensuite séparés par nos fonctions respectives, sans pour autant cesser de correspondre. C'est hors du service public que j'ai observé de loin le ministre des Relations extérieures de 1981 à 1984 : son talent et son dévouement aux causes justes n'ont pas été pour rien dans le rôle spécifique de la France en Méditerranée durant cette période : résolution du contentieux gazier algéro-français, invasion du Liban par Israël, dégagement de Yasser Arafat de Beyrouth bombardée, migration de l'OLP sur Tunis, etc.

Par ailleurs, et parce qu'elle est significative de la constance et de la pugnacité de Claude Cheysson dans son soutien aux causes justes, une mention particulière doit être réservée à l'accueil accordé par la France aux résistants iraniens, notamment à son leader Massoud Rajavi en 1981.

Par un chanceux avatar du service public, nous nous sommes retrouvés de 1984 à 1988 : il était vice-président de la commission Jacques Delors en charge de la coopération euro-méditerranéenne, j'étais ambassadeur d'Algérie à Bruxelles, notamment auprès de la CEE de l'époque.

En même temps que tous mes collègues, ambassadeurs arabes, nous étions témoins de ce qu'il donnait quotidiennement de sa personne au profit de la coopération économique euroméditerranéenne, du dialogue euroarabe et, *last but not least*, de la question palestinienne.

De 1988 à 1994, il entre au Parlement européen et prend la présidence de la fondation de l'Arche de la fraternité, moi-même retourné successivement aux Finances, aux Affaires étrangères, à la tête du Gouvernement et enfin ambassadeur à Paris, nous

nous revîmes sur les mêmes chemins, dans les mêmes combats en faveur du développement, des droits de l'homme, contre les guerres du Golfe successives, y compris celle de 2003.

Durant la décennie 90, ils n'étaient pas pléthore, dans la société dominante en France, ceux qui à l'instar de Claude Cheysson ou André Mandouze ou encore Joseph Rovan, vivaient douloureusement le fait de voir l'Algérie isolée par l'Occident, faisant face seule à l'épreuve terroriste et exprimaient sans cesse le rejet du terrorisme et leur solidarité avec le peuple algérien. Ils incarnaient, chacun à leur façon, l'intellectuel et l'homme d'action, qui s'impliquaient, parfois au grand dam des appareils, voire au grand courroux des *establishments*, dans tous les combats en faveur des causes justes, que ce fût contre le nazisme et contre tous les fascismes, ou contre les racismes sous toutes leurs formes ou contre le colonialisme ou le néocolonialisme ou contre les intégrismes de tous bords.

À mes yeux, ils portaient une lumière réconfortante qui préservait l'honneur des terres qui se revendiquent des droits de l'homme, en ce qu'elle se projetait sur des passés glorieux que l'histoire nous avait transmis dans un présent défigurant.

Chère Danièle,

Cela fait près de trente ans que nos deux familles partagent leurs joies et leurs peines. Claude vous quitte, nous quitte, c'est la loi de la vie. Nous sommes tous appelés à rejoindre un à un nos disparus. Il ne faut pas oublier que Claude a eu une vie pleine à craquer, pleine de réflexion, d'action, d'amour et de fraternité, voilà qui vous aidera sûrement à vous préserver pour vous-même, pour vos enfants à vous deux, des plus grands aux plus petits.

Et aussi pour les nombreux amis et frères du cher disparu, Paix à son âme.

- III -

**UN ENGAGEMENT AU SERVICE
DU DÉVELOPPEMENT
ET DE LA COOPÉRATION**

UN EUROPÉEN ET TIERS-MONDISTE CONVAINCU

ABDOU DIOUF

Ministre dans le Gouvernement de Pierre Mauroy de 1981 à 1984, Claude Cheysson était, de l'avis de tous ceux qui l'ont connu, un diplomate hors-norme. Il ne pratiquait pas les rondeurs de la diplomatie. C'est sans doute en raison de son courage et de son franc-parler légendaire qu'en 1985, en le promouvant au grade de commandeur de la Légion d'honneur, François Mitterrand nota, en souriant: « Il est extraordinaire de voir un spécialiste de la diplomatie aussi peu diplomate... »

Il a initié et porté le renouvellement de la diplomatie française après l'élection de François Mitterrand, et la politique de la France en direction des pays en développement. C'est encore lui qui a fait renommer le ministère des Affaires étrangères en « ministère des Relations extérieures » car, expliquait-il, « il n'y a pas d'affaires étrangères, la politique extérieure fait intégralement partie de la politique nationale ». Entré dans la carrière diplomatique en 1948, après de brillantes études à Polytechnique, il s'est également évadé de France pour rejoindre les forces françaises combattantes, au sein de la 2^e DB du général Leclerc. Claude Cheysson fut l'un des proches collaborateurs de Pierre Mendès-France à la présidence du Conseil et ne renonça jamais aux idéaux de sa jeunesse. Il sera, pour les nations dites alors du Tiers-Monde en général et pour l'Afrique en particulier, l'homme du dialogue et de la fraternité, celui qui aura lutté pour un nouvel ordre mondial dans lequel le développement du Tiers-Monde et la lutte contre la pauvreté occupaient une place centrale. Au Gouvernement comme à la Commission européenne, Claude

Cheysson s'est fait le promoteur du tiers-mondisme et du non-alignement. L'Afrique retiendra de lui que la principale menace pour la paix du monde ne résidait pas alors dans la rivalité Est-Ouest mais dans les inégalités Nord-Sud.

Je garde de ce brillant tiers-mondiste l'image d'un homme de conviction, doté d'un sens de vision élevé, un grand humaniste, fervent défenseur des droits et un véritable militant de la dignité humaine. Un homme politique rare, énergique, lucide et intègre, forgé dans sa lutte pour l'indépendance de son pays. Sensible à la cause palestinienne, il a contribué en 1982, puis en 1983, au départ de Yasser Arafat du Liban et facilité le plus important échange de prisonniers entre Israéliens et Palestiniens. À la Commission européenne où il s'occupa de la Méditerranée et des relations Nord-Sud, son engagement tiers-mondiste est resté constant. Acteur important de la reconstruction européenne, Claude Cheysson a été l'un des premiers à promouvoir une politique extérieure pour l'Europe et particulièrement une politique d'aide au développement ambitieuse et généreuse qui faisait l'admiration de tous. Je me souviens personnellement de son esprit de souplesse et de sa générosité envers le Sénégal, dans des dossiers cruciaux pour notre développement. Il fit preuve de rapidité et de pragmatisme, sans sacrifier l'efficacité dans la rigueur.

Il me laisse le souvenir d'un homme qui ne mâchait pas ses mots, courageux, brillant, parfois caustique, un diplomate singulier. Le contraire d'un Talleyrand, diplomate de la vieille école auquel n'échappait aucune subtilité de langage. Sociable, gai, souvent railleur, il était un compagnon dont Pierre Mendès-France goûtait particulièrement le commerce. Il faisait preuve d'une grande compréhension vis-à-vis de l'Afrique.

L'Histoire lui fera-t-elle la place que devraient lui valoir ses contributions aux recherches de la paix au Proche-Orient et dans l'Europe Centrale notamment? Je suis pour ma part convaincu que son œuvre restera une référence pour les générations futures...

PREMIERS CONTACTS AVEC L'AFRIQUE

DANIÈLE JOSSELIN-DROUET

En novembre 1957, Claude Cheysson est nommé secrétaire général de la commission de Coopération technique en Afrique au sud du Sahara – CCTA. Cette nomination *a priori* surprenante est la conséquence de son franc-parler. Il avait signé en juin 1957 avec deux autres fonctionnaires un dossier « Quelques données du problème algérien » mettant en cause la politique du Gouvernement à l'égard de l'Algérie. Le journal *Le Monde* en avait publié l'essentiel. Fortement critiqué pour ce manque de devoir de réserve, il est convoqué par Louis Joxe, secrétaire général du Gouvernement, qui lui conseille de s'éloigner. L'administration lui offre un billet circulaire en Afrique noire pour qu'il se trouve un point de chute. Au cours de son voyage, il retrouve un de ses camarades de l'ENA, également diplomate Paul-Marc Henry, qui est à la tête du CCTA. Cet organisme, créé en 1954, avait pour objectif d'assurer la coopération technique entre tous les territoires situés au sud du Sahara, anciennes colonies de pays européens. La France, le Royaume-Uni, la Belgique, le Portugal en faisaient partie, ainsi que l'Afrique du Sud et la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland. Le siège était à Londres et des instances techniques avaient été créées dans des domaines variés tels que : économie rurale, santé, géologie, mines... Claude Cheysson va rencontrer les différents responsables africains et parmi ceux-ci N'Krumah, héros pour tous les Africains, suite à l'indépendance du Ghana, Celui-ci accepte d'adhérer à la condition que les réunions techniques réunissent experts européens et africains.

Claude Cheysson va assurer la décolonisation progressive de la CCTA; en 1959, le siège de celle-ci est transféré de Londres

à Lagos et le secrétariat général commence à s'africaniser. Au fur et à mesure de leur indépendance, les pays africains adhèrent : en 1957 le Liberia et le Ghana, en 1958 la Guinée, en 1960 le Cameroun et tous les États de l'Afrique francophone y compris le Congo, en 1961-1962, ce sont les pays d'Afrique orientale. Le fonctionnement montre que les États africains peuvent travailler ensemble. Les délégués africains se rendent librement en Afrique du Sud et en Angola. Ils participent à des réunions techniques entre francophones et des anglophones et en dépit de leur différence communiquent facilement. Mais le Gouvernement sud-africain considère que ces délégués noirs de qualité sont un danger pour la politique d'apartheid et annonce son retrait de l'organisation en 1960. Le Ghana se retire provisoirement de la CCTA pour protester contre la présence du Portugal et la politique menée par celui-ci en Angola. Il retrouvera son siège en 1963 à Dar-es-Salaam, lors de la conférence annuelle qui décide :

- de l'exclusion du Portugal,
- la commission n'est plus limitée au Sud du Sahara
- les puissances coloniales : France, Royaume-Uni, Belgique, deviennent membres associés.

Pour Claude Cheysson, si Londres manifestait un grand intérêt à l'égard des actions de la CCTA, ce n'était pas le cas de « la France qui traînait les pieds, mais qui laissait faire. » Le plus remarquable dans l'expérience de la CCTA et qui a inspiré plus tard la politique de Claude Cheysson dans la négociation de Lomé, a été de constater que francophones et anglophones, Africains modérés et révolutionnaires, pouvaient s'entendre pour travailler ensemble. Chaque peuple a droit à son identité, il ne faut donc pas imposer des critères européens et essayer d'uniformiser. À l'échelon scientifique et technique, la CCTA a réalisé cette unité si chère aux yeux des Africains. Claude Cheysson quitte Lagos, pour se retrouver en novembre 1962 à Alger, directeur de « l'Organisme saharien ».

RENCONTRE AVEC LE PRÉSIDENT JOHN FITZGERALD KENNEDY

CLAUDE CHEYSSON

Le journaliste américain Ben Bradlee, correspondant de Newsweek à Paris, est obligé de quitter la France en 1958 pour sa couverture de la guerre en Algérie. De retour à Washington, il fait la connaissance du Sénateur John Fitzgerald Kennedy et devient un ami intime du futur président. Les notes prises par Ben Bradlee des conversations que les deux hommes ont eues pendant cinq ans font l'objet d'un ouvrage intitulé « Conversations with Kennedy » publié en 1975.

Pour ce livre, l'auteur sollicite Claude Cheysson, devenu un ami, afin qu'il relate un entretien avec le président Kennedy en 1962.

Ben Bradlee rapporte les termes dans lesquels il proposa au président Kennedy de recevoir Claude Cheysson.

Ce texte est suivi du témoignage de Claude Cheysson.

« We next talked about my friend Claude Cheysson, and I asked the president if he would see this extraordinary Frenchman, who had been my friend in Paris. Cheysson was then a young French foreign service officer, about to be named director general of the Sahara Authority. No matter how extraneous to his own experience or unknown to the general public, Kennedy liked to meet friends of his friends, provided they were involved in vital fields- « out there on the cutting edge », he once called it. The president did in fact see Cheysson for one hour-instead of the scheduled fifteen minutes-two days later.

Cheysson has since given me his written impressions of that conversation. »

CONVERSATION WITH KENNEDY
WASHINGTON, 1962

There was some excitement in the voice of the porter of the small hotel where I was staying in Washington in the fall of 1962 when he told me “the president will receive you tomorrow at the White House at 6 P.M.” But there was much more surprise when I heard the news. I had come to the States for interviews with the AID and the National Science Foundation; nothing justified a call by such an important person.

One hour later, my friend Ben Bradlee gave me the clue. He had told the president that some unknown French friend of his had very close contact with the nationalist movements in North Africa and was now in a unique position to travel throughout black Africa and therefore to know something of the little-known continent where some thirty countries were engaged in a process of independence. The president felt that some important changes were to be expected in Africa. He was anxious to express the American sympathy for these newborn or almost-born countries.

That Friday afternoon I was introduced in the oval room, and two minutes later we were in the thick of it. No time had been wasted in useless words of courtesy. “I am interested in Africa” JFK said. “I know little about it. Our people have little direct experience. I want you to tell me how you see things, in the countries themselves and in relation with the European interests, misgiving, and ambitions.”

There were just the two of us. The president was swinging slowly in his familiar arm chair. He was listening intensely, speaking very little, just to ask an additional question, or to be sure that he had understood well what I meant. We spent almost one hour together, no one interrupted, the telephone never rang.

The questions were sometimes surprising to a foreigner, a man with limited responsibility. As soon as the president knew

how I felt, he passed to another point. The simplicity of the style was amazing: “Do you think communism is going to progress fast when the countries become independent? JFK asked me.

“Mr President, what do you call communism in a developing country which has no political structure to be compared with ours...? I had no time to end my sentence, the president interrupted: “It is a stupid question. I withdraw it. Tell me if you feel that the Russians are really interested and how you think they will play their game.” And we discussed Soviet policies in Africa, most objectively, coming to the conclusion for instance that the United States should next to the USSR be very active in a country like Guinea, because the trauma of the break with France was serious, the country was potentially wealthy and had a very impressive leader.

When we considered North Africa (Morocco and Tunisia had just become independent, Algeria was in the thick of war), we wasted no time discussing whether Algeria would become independent, but discussed how it could be helped immediately afterwards, and how relations, friendly relations, could be promoted with France after independence. The president was obviously impressed by the personality of the General de Gaulle, but also wanted Algeria to be successful; therefore he wondered what could be done, then and later, what kind of a first American ambassador should be appointed.

Many problems were discussed under such a personal approach. The president felt that his representative in an emerging country should give the proper image of the American people, should do much more than report facts, should be natural intermediary between the two parties. One point illustrated this approach: “I have been advised to send Negro Americans as diplomats to black Africa. How do you feel? Embarrassing question for a young and modest visitor. Still I spoke against the idea, stressing that a foreign country expects to receive an envoy who really represents the state and that some Africans might

feel slighted if they did not have the same type of American ambassadors as the Italians, Swedes or Indians. The president immediately agreed.

The purpose of the interview was not for JFK to tell me about the American policy; he was not anxious to speak, to convince; he wanted to listen, to hear, and that he did most remarkably. Very seldom in my life have I been listened to so well.

At the end of the meeting, the president called his secretary and dictated a summary of our conversation. He checked that I agreed; I corrected one word. He ordered that the note be sent to various people in the White House and the Department of State; he also instructed his secretary to tell Mc George Bundy to arrange a meeting the next day to clarify one point, go deeper into two subjects. Then, most kindly but very briefly he bade me farewell. He had been listening; he had heard enough. His mind was already elsewhere, even if his kind attention was still with me.

I left the place under his charm, of course. But I was very impressed also that the most powerful man in the world had managed to take one hour in his time on a Friday afternoon to hear – from someone unknown and insignificant – news and impressions about a problem that was not urgent, but a problem which bore on the independence, on the liberty, and the progress of countries and people.

LE COMMISSAIRE EUROPÉEN DU TIERS-MONDE

PHILIPPE SOUBESTRE

Claude Cheysson a été à la fois l'architecte et le promoteur de la politique de coopération au développement de l'Europe. Désigné quatre fois comme membre de la Commission européenne (appelée Commission des Communautés européennes lors de ses premiers mandats), Claude Cheysson a obtenu chaque fois d'être titulaire du portefeuille du développement. Il l'obtint, une première fois, en mai 1973, lorsqu'il remplaça Jean-François Deniau au sein de la commission Ortolí, en détenant également les portefeuilles du Budget et du Contrôle financier.

Il conserva ce portefeuille du développement en 1977 (commission Jenkins) et en 1981 (commission Thorn) avant de quitter la Commission pour les fonctions de ministre des Relations extérieures au sein du Gouvernement français. Mais il retrouva ce portefeuille lors de son retour à la Commission en 1985 (1^{re} commission Delors) sans toutefois, cette fois-là et à sa grande déception, garder la responsabilité des relations avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

Cette passion pour le Tiers-Monde, Claude Cheysson l'a construite tout au long de sa vie, du Vietnam (1952) au cabinet de Pierre Mendès-France (1954-1955), des Affaires marocaines et tunisiennes avec Alain Savary (1956) aux fonctions de secrétaire général de la commission de Coopération technique africaine (CCTA) entre 1957 et 1962, puis à la tête de l'Organisme saharien en Algérie (1962-1966) et, enfin, comme Ambassadeur de France en Indonésie (1966-1970).

Ce lien avec le Tiers-Monde, il le conserva même durant les années où il exerça les fonctions de président du directoire de l'Entreprise Minière et Chimique (1970-1973) en assurant en même temps celles de PDG de la Compagnie des Potasses du Congo.

La plupart de ces responsabilités, Claude Cheysson les a exercées au moment de l'indépendance ou immédiatement après l'indépendance des pays qu'il a servis. Ceci est particulièrement vrai pour les années passées à la direction de la CCTA et explique très largement la connaissance intime qu'il avait des problèmes que ces nouveaux États devaient affronter, des situations politiques y prévalant et des hommes et des forces qui luttaient pour le pouvoir.

C'est aussi au cours de cette période que s'est forgée chez lui une conviction profonde : celle du danger que faisaient courir à ces nouveaux pays les tensions nées de la guerre froide et, dès lors, du rôle que la France, et plus encore l'Europe pouvaient jouer pour promouvoir ou faciliter leur non-alignement, par des politiques de coopération intelligentes et respectueuses des options choisies par les nouveaux États auxquels elles s'adressaient.

Cet engagement, ces convictions, Claude Cheysson va, dès sa nomination à la Commission, trouver un terrain où il pourra les incarner : devaient débiter, en effet, les négociations qui conduiront à la signature des accords de Lomé. Lors de ces négociations, il lui faudra concilier :

– Les inquiétudes des États africains, malgache et mauricien (EAMMA), membres de la convention de Yaoundé, qui redoutent, du fait de l'élargissement de la convention aux pays anglophones voisins, un affaiblissement de leurs relations avec l'Europe.

– Les positionnements très critiques des pays du Commonwealth concernés (liste résultant du traité d'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté européenne) qui ne voient, dans ces accords qui leur sont proposés, qu'une transmutation de l'héritage colonial.

– Et, enfin, les divisions des États membres aux approches très contrastées, notamment du fait des oppositions franco-britanniques.

Claude Cheysson est convaincu que, en dépit de ces difficultés, ces négociations sont l'occasion de réunir tous les pays indépendants d'Afrique subsaharienne dans un seul cadre (avec les pays des Caraïbes et du Pacifique). Il réussira même à convaincre d'autres pays, qui n'étaient pas concernés au départ, à se joindre aux négociations, tels l'Éthiopie et le Libéria, et complètera plus tard cette ambition avec l'adhésion de la Guinée Conakry et des pays lusophones devenus indépendants ainsi que de la Namibie, si bien que toute l'Afrique subsaharienne, hormis l'Afrique du Sud, sera réunie dans le groupe ACP.

Pour parvenir à ce résultat, c'est un nouveau partenariat Europe/Afrique (Europe/ACP en réalité) qui a été construit durant les négociations, faisant de la convention de Lomé un traité novateur et toujours unique dans les relations entre pays développés et pays en voie de développement :

– C'est un accord qui organise les relations et la coopération de région à région.

– Il ouvre le marché communautaire aux exportations des pays ACP en franchise pour la quasi-totalité de leurs exportations, et ce, sans réciprocité, après la longue négociation (y compris avec les USA) sur les préférences dites « inverses ».

– Il comporte des dispositions novatrices en matière d'échanges de matières premières agricoles avec la création d'un mécanisme de stabilisation des recettes d'exportation des pays partenaires (Stabex) ou la signature d'un protocole « Sucre » qui établit un lien entre les prix garantis aux producteurs ACP et ceux dont bénéficient les producteurs communautaires ; avec la convention Lomé 2, un nouveau dispositif (Sysmin) sera convenu pour répondre aux problèmes des industries minières de nos partenaires.

– Dans le cadre des moyens de financement importants

prévus au profit des États ACP, des fonds sont réservés à l'accompagnement de projets de coopération régionale entre pays ACP pour favoriser leurs relations de voisinage ou des projets communs.

– Enfin, des institutions paritaires sont mises en place qui organisent un dialogue permanent et un processus de décision partagée entre les deux parties aux niveaux des experts, des ambassadeurs et des ministres, mais également des représentations parlementaires.

Ainsi, l'Europe offre-t-elle à chaque pays ACP, indépendamment de ses choix politiques ou idéologiques, des moyens de développement dont chacun d'eux fixe librement les priorités, et contribue-t-elle à effacer progressivement, entre pays africains, les barrières existant du fait des héritages coloniaux.

Ce partenariat UE/ACP, dont Claude Cheysson a été le promoteur, continue à progresser de nos jours avec l'accord de Cotonou, quelque 40 ans après ses débuts et concerne aujourd'hui 79 États ACP, alors qu'ils n'étaient que 46 en 1975... et ce, sans qu'aucun pays ne se soit retiré ! Mais, dans son engagement pour le développement, Claude Cheysson n'était pas l'homme d'un seul combat ! Aussi, durant ses mandats à la Commission, parviendra-t-il à construire ou développer progressivement une politique de développement très ambitieuse et très diverse :

– Relance des relations de l'Europe avec les pays méditerranéens (Maghreb et Machrek).

– Création d'une facilité de financement « permanente » au profit des pays les plus pauvres d'Asie et d'Amérique latine, après une première initiative, dès 1974, au profit des pays en voie de développement les plus affectés par la crise du pétrole (fonds Cheysson).

– Renforcement et structuration de l'aide alimentaire et des actions d'aide d'urgence de la Communauté.

– Enfin, il a souhaité associer, à cette politique de développement européenne, la société civile en proposant, dès 1978,

que soient inscrites dans le budget des facilités de financement importantes au profit des organisations non gouvernementales (ONG), permettant ainsi un remarquable développement et une organisation structurée de cette forme de coopération dans tous les pays européens.

Claude Cheysson aura donc été le véritable bâtisseur de la politique de coopération européenne. Mais, au-delà, au travers de l'ensemble de ses initiatives, il aura contribué à une forte évolution de l'Europe. Elle s'était rassemblée pour traiter essentiellement de ses problèmes domestiques; avec la politique de développement, elle a acquis un supplément d'âme en s'ouvrant progressivement à l'ensemble du monde et en devenant, avec ses États membres, de très loin le premier donateur d'aide publique au développement.

SOUVENIRS D'UN JEUNE IDÉALISTE À BRUXELLES

FRANCO NICORA

J'ai eu le privilège et la chance, au début de ma vie professionnelle, de travailler auprès de Claude Cheysson pendant cinq ans, dans son cabinet, de mars 1976 à mai 1981, lors de son premier mandat de commissaire au Développement et au Budget, au sein de la Commission européenne, à Bruxelles. J'ai donc pu l'observer au quotidien pendant une assez longue période. Les observations et impressions qui suivent ne sont pas basées sur la relecture de documents ou de notes précises de cette époque, remontant à près de quarante ans, mais tout simplement sur les nombreuses et profondes empreintes qu'a inscrit dans ma mémoire ce moment particulièrement marquant de mon parcours professionnel et personnel.

SON RAPPORT AVEC SES INTERLOCUTEURS

Je pense à ses relations à la fois avec ses collègues de la Commission, avec ses autres partenaires institutionnels (du Conseil des ministres, du Parlement européen, de la Cour des comptes, etc.), avec ses collaborateurs, avec les bénéficiaires ou les adversaires de ses projets ou de ses interventions. Je pense également à la nature des questions qui étaient discutées, qu'elles soient d'ordre politique, aussi bien que de type plus proprement technique. Le rapport du commissaire avec ses interlocuteurs pouvait être parfois brusque, voire tranchant. Les anecdotes ne manquent pas à cet égard, en particulier de la part de celles et de ceux qui, l'accompagnant lors d'une rencontre, d'une réunion

ou d'un voyage, avaient à charge de constituer ou de vérifier le contenu du dossier préparé spécialement à son intention. Mais c'était, en l'espèce, le rapport de quelqu'un de toujours très attentif, intéressé, jamais indifférent : Claude Cheysson était un homme d'écoute, un lecteur d'une rapidité et d'une acuité tout à fait exceptionnelles, un interlocuteur vif, saisissant très vite le sens et les conséquences de ce qu'il entendait ou de ce qu'il lisait. Rien d'étonnant dès lors qu'il y réagisse tout aussi rapidement, que ce soit dans l'adhésion, le doute ou le rejet. Homme d'action, avide de progrès, désireux avant tout de changer ce qui n'allait pas, du moins à ses yeux, rien d'étonnant non plus à ce qu'il fasse montre d'impatience face aux lenteurs et à la lenteur des procédures à suivre, ou pire à mettre en place, pour réaliser les réformes préconisées.

Les témoignages ne manquent pas non plus, en sens inverse cette fois, pour souligner combien le commissaire pouvait être prêt, avec la même rapidité, à revenir sur un jugement manifestement hâtif, dès lors que son interlocuteur avait eu l'occasion – et, pour certains, le courage – de faire valoir les arguments contraires qui s'imposaient.

SA FAÇON DE TRAVAILLER

Pour ma part, j'ai été frappé de voir comment sa manière de travailler pouvait fonctionner en quelque sorte à trois cent soixante degrés. Elle avait beau procéder en effet d'une approche des plus méthodique et cartésienne qui soient, dans la plus pure tradition des élites intellectuelles françaises – c'est un Italien qui écrit ce témoignage – celle-ci n'excluait pas pour autant le souci constant de faire également appel à l'imagination, aux idées nouvelles, créatrices, voire iconoclastes.

Claude Cheysson avait beau pousser le souci de l'analyse jusqu'au détail le plus infime, il n'en privilégiait pas moins un souci tout aussi intense de la synthèse, à la recherche comme il l'était toujours des conclusions principales à partir desquelles formuler un diagnostic précis et des propositions concrètes de solution.

UN ATOUT MAJEUR : UNE GRANDE CLARTÉ D'ESPRIT

On manquerait certainement un point essentiel en oubliant de mentionner que cette manière de travailler était servie par une exceptionnelle clarté d'esprit. C'était évident dans la façon méthodique avec laquelle il abordait chaque question nouvelle qui venait à se poser, dans le souci qu'il avait de chercher chaque fois à aller à l'essentiel, à mettre le doigt sur le nœud du problème. Cela l'était également dans la façon qu'il avait d'exprimer, d'expliquer, de présenter les conclusions et les propositions auxquelles il était parvenu. Bref, de faire œuvre de conviction, de persuasion.

Que de fois, au retour d'une ou l'autre de la cinquantaine de visites officielles dans des capitales européennes ou africaines, au cours desquelles je l'ai accompagné, ne l'ai-je vu ou entendu dicter à son assistante, sans prendre la peine de rentrer et prendre commodément place à son bureau (avant de repartir pour un autre voyage ou une autre réunion), une note intitulée « Impressions de ma visite à... de ma rencontre avec... ».

Cette note, destinée à l'un ou plusieurs de ses collègues de la Commission ou au directeur général de son administration, pouvait être presque aussitôt signée, sans pratiquement n'y apporter aucun changement de forme ou de présentation. Cette note me dispensait naturellement de rédiger les conclusions de synthèse de la mission accomplie – il suffisait que je me réfère tout simplement à la note diffusée avant même le début de rédaction de mon propre rapport – et me permettait de limiter le contenu de ce dernier à la reprise d'un certain nombre de détails d'ordre plus technique ou événementiel, ainsi qu'à une liste des principaux points à suivre de plus près à l'issue de la visite ou de la rencontre concernée.

UNE VISION ET UNE AMBITION D'ENSEMBLE DANS LESQUELLES INSCRIRE TOUT COMBAT ET TOUTE PROPOSITION

C'est aux changements profonds, structurels et à long terme de son siècle que le commissaire voulait consacrer son attention, son temps, son engagement, non à des aménagements conjonc-

turels ou de façade, encore moins à son ambition personnelle.

C'était sur les grandes causes qu'il y avait lieu à ses yeux de concentrer son attention, même lorsqu'on voulait délibérément se limiter à n'apporter que des premières bribes de solutions, que des contributions partielles. Elles pourraient servir toutes un jour, avec d'autres, apportées par d'autres, à la construction d'un monde meilleur, plus juste et plus solidaire. On connaît ces causes : la décolonisation – comme auparavant la libération de son pays de l'occupant nazi –, la lutte contre le franquisme, la lutte contre l'apartheid. Mais aussi les autres grandes mutations économiques et géopolitiques en cours dans les relations internationales, ses graves déséquilibres et ses dysfonctionnements.

Quelles réponses apporter aux demandes d'un nouvel ordre économique international ? À la hausse redoutable du coût de certaines matières premières pour les pays les plus démunis ? À la baisse ou à l'instabilité des prix de certaines autres, tout aussi vitales pour cette même catégorie de pays ? Comment aider les pays africains à se syndicaliser, à unir leur force pour faire entendre leur voix dans ce débat tout à fait vital pour leur avenir ? Quels autres moyens pour aider et favoriser le développement des pays du reste du Tiers-Monde ? Quel rôle extérieur, dans ce contexte, pour une Europe jusque-là centrée pour l'essentiel sur ses seules préoccupations concernant le maintien de la paix, sous protection américaine, et la poursuite de sa reconstruction et de l'accroissement du bien-être de ses populations ? Le changement est possible, l'immobilisme n'est pas une fatalité. J'aurais l'impression de n'avoir pas tout dit et, surtout, d'avoir manqué à mon devoir de gratitude, si je ne complétais ce témoignage par une note de nature plus personnelle. J'évoquerai le sentiment de soulagement, d'espoir, la bouffée d'oxygène qu'a pu apporter la rencontre avec un homme d'exception comme Claude Cheysson à un jeune fonctionnaire comme moi, âgé d'à peine une trentaine d'années, mais déjà déçu et frustré, après seulement six, sept années d'une expérience professionnelle pourtant

riche et passionnante à ses débuts, confronté qu'il était aux obstacles de plus en plus difficiles à supporter d'un environnement bureaucratique et politique pesant, immobile, perçu comme fondamentalement incapable de s'autocorriger et de progresser. Ce sentiment de frustration et de déception était d'autant plus grand que j'avais eu la chance de pouvoir commencer très jeune, 23 ans (en 1965), à exercer mes activités professionnelles et à pouvoir le faire précisément là où je le souhaitais, en raison de ma sensibilité politique socialiste : dans une institution publique – et non une entreprise privée, vers laquelle me prédestinaient plutôt les études que je venais de terminer à HEC – et, qui plus est, dans un secteur d'activité lié à un objectif des plus gratifiants : l'aide aux populations du Tiers-Monde afin de réussir le rattrapage de leur développement et non pas contribuer, au sein d'une multinationale privée, à maximiser, par tous les moyens, un profit à répartir entre quelques hauts dirigeants et quelques grands actionnaires.

C'est au fort de ce sentiment de frustration, au tout début de 1974, qu'a lieu ma première rencontre avec Claude Cheysson. Elle est « virtuelle », dans le sens où elle se fait non pas personnellement, mais au travers d'un rapport préparé par mes soins et porté à son attention à l'occasion d'un séminaire qu'il avait souhaité organiser avec le management de son administration pour faire le point, quelques mois après son entrée effective en fonction, sur les grands dossiers du moment, et notamment sur celui des conséquences de la hausse soudaine et brutale du prix du pétrole sur les négociations en cours, en particulier celle avec les pays d'Afrique. Il se trouve que des études et des statistiques relativement poussées avaient été lancées sur ce sujet, très tôt après le déclenchement de la crise, à l'initiative de Dieter Friche qui m'en avait confié l'élaboration. Présentée par ce dernier à cette réunion, cette première évaluation intéressa d'emblée le commissaire, qui demanda de la développer. Ce fut chose faite très rapidement par le biais d'une note sur l'« Évaluation des effets de certains mouvements des prix internationaux sur les

principaux PVD, importateurs nets de produits pétroliers ». Cette note se transforma tout aussi vite en mai de la même année en une communication à la Commission, destinée à proposer la discussion de la question au Conseil européen des ministres, en vue du lancement d'une initiative européenne en faveur des pays les plus démunis. C'est cette démarche, présentée et discutée au niveau international et avec les autres principaux donateurs, comme la Banque Mondiale, qui aboutit à la mise en place, dès 1975, de ce que l'on a appelé plus tard, le « fonds Cheysson », fonds constitué d'apports financiers additionnels importants destinés à compenser, chacun selon ses mérites propres, les États les plus démunis frappés par la crise.

J'observe à cette occasion, et avec grand soulagement, que certaines décisions, et non des moindres, peuvent se prendre relativement vite ; que même si elles apparaissent *a priori* difficiles, par exemple obtenir des moyens financiers additionnels en période de crise, de telles décisions ne sont pas vouées à l'échec, mais qu'elles relèvent bel et bien du champ du possible, pour autant, bien entendu, qu'elles aient été préparées avec soin et présentées de façon déterminée et convaincante. Cette expérience m'apprendra aussi que les « chercheurs » les « penseurs » ne sont pas condamnés à rester emprisonnés dans leurs cellules, à la vaine poursuite d'objectifs abstraits et théoriques, mais qu'il existe des « décideurs » curieux et intéressés, tout à fait disposés à transformer leurs recherches en nouvelles opportunités d'action des plus concrètes.

Il y a bien une lumière au bout du tunnel. C'est la perception de cette lumière qui me donnera le goût de poursuivre l'aventure débutée dans l'enthousiasme dix ans plus tôt. C'est sur cette note d'encouragement et d'espoir que je voulais terminer mon témoignage sur cette personnalité hors du commun qu'a été pour moi, et pour beaucoup d'autres collègues de ma génération, le commissaire Claude Cheysson.



Claude Cheysson
École Polytechnique, 1940



¹ 1 : Claude Cheysson dans son char *Ile de France*, en face de la Madeleine, août 1944.

² 2 : *Ile de France* au coin de la rue Saint-Didier et de l'avenue Victor Hugo, 25 août 1944.



- 1 1 : Duttlenheim, de g. à dr. : Arène - Bort - Guichard - Montal-Cheysson, février 1945.
2 2 : Remise de décoration par le Général de Langlade, commandant le GTL Saint-Genou (Indre), à l'occasion d'une 3^e citation - derrière Claude Cheysson : Picquet, mars 1945.



- $\frac{112}{13}$ 1 : Konrad Adenauer et Claude Cheysson, 24 mai 1949.
2 : Le Président Tham (Sud Vietnam) et Claude Cheysson, 1952.
3 : Opération «Mouette » près de Phu Nho Quan, novembre 1953, autour du Colonel de Maison Rouge commandant le GMI





VIETNAM

1er rang, au milieu : Pham Van Dong



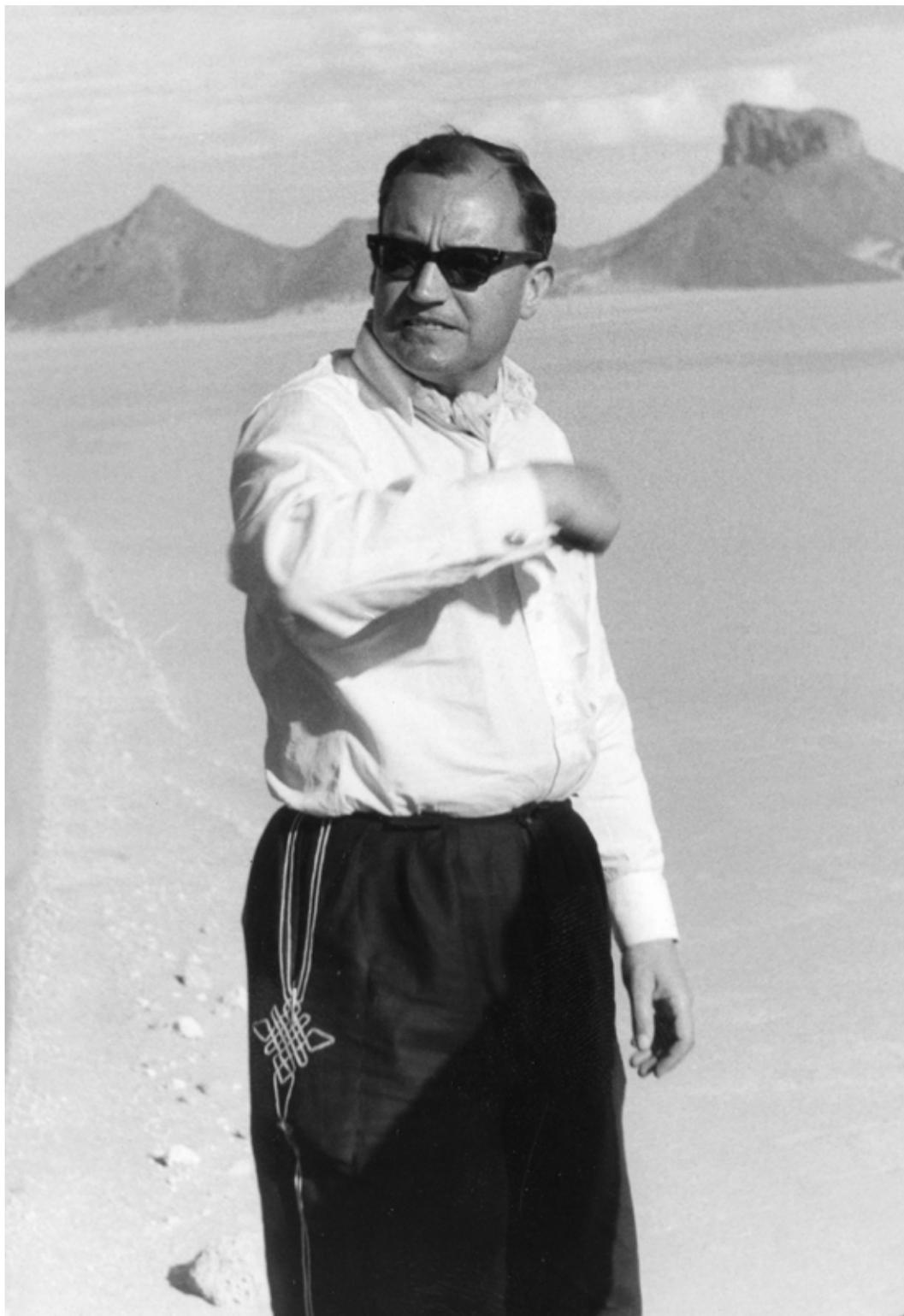
LAOS
Souvanna Phouma

FRANCE

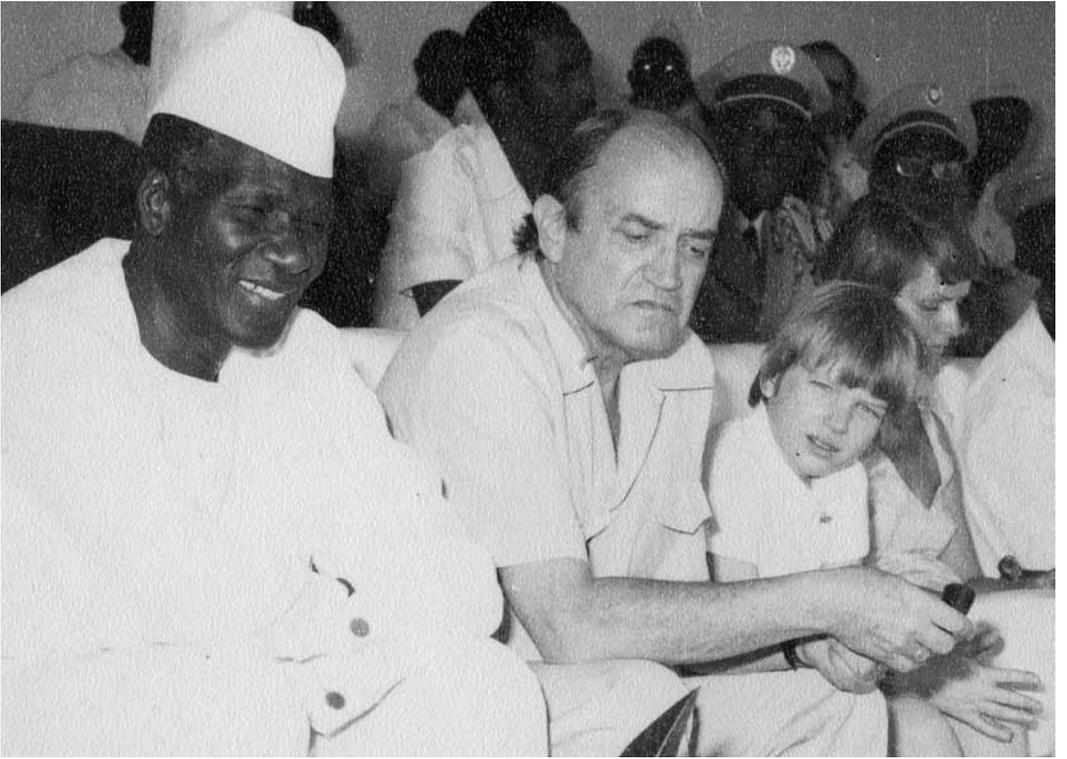
1^{er} rang, de g. à dr. : Jacquet - Bidault - Chauvel,
2^e rang : X..., R. de Margerie, J. Roux
3^e rang : Brébison, X..., Claude Cheysson, Laloy



Kwame Nkrumah et Claude Cheysson lors de l'ouverture de la session CCTA, Accra, Ghana, février 1958.



Claude Cheysson au pied du Tassili, en Algérie, janvier 1965.





- $\frac{1}{2}$ ³
- 1 : Mission en Guinée en tant que Commissaire européen au développement, janvier 1980 : Ahmed Sékou Touré, Claude Cheysson et Thomas Cheysson.
 - 2 : Claude Cheysson, Shimon Perez, Jean Durieux : visite en Israël.
 - 3 : François Mitterrand et Claude Cheysson au Sommet d'Athènes, 6 décembre 1984.



1 : Claude Cheysson en voyage officiel à Hanoï, Vietnam, printemps 1983 :
Thomas Cheysson, Pham Van Dong, Danièle Cheysson, Claude Cheysson.

$\frac{112}{13}$ 2 : François Scheer, Claude Cheysson, en réunion avec Charles Hernu
au ministère de la Défense, fin 1981.

3 : Jacques Delors, Claude Cheysson, à Strasbourg, au Parlement européen, janvier 1991.





- 1/2 1 : Yasser Arafat et Claude Cheysson, 9 octobre 2005.
2 : Nelson Mandela, Claude Cheysson , Danielle Josselin-Drouet (à gauche),
devant l'Arche de la fraternité, 9 juin 1990.









UN INFATIGABLE BÂTISSEUR DE L'EUROPE

DANIEL VINCENT

Mon témoignage sur Claude Cheysson n'est pas celui de quelqu'un ayant appartenu au cercle rapproché de ses collaborateurs. Je n'étais pas membre de son cabinet, mais seulement un fonctionnaire travaillant dans les services de la Commission placés sous son autorité dans sa première période bruxelloise, entre 1973 et 1981.

Je dirai d'emblée que ce fut la période la plus enrichissante de ma carrière professionnelle et que cela, je le dois sans conteste à celui qui était alors le « grand patron ». Un patron exigeant, tyrannique souvent, difficile parfois. D'autres le diront mieux que moi. Mais l'essentiel pour moi, pour l'ingénieur que je suis, est que nous bénéficions toujours d'instructions claires et précises. Travailler sous les ordres de Claude Cheysson, pour le dire simplement, était un plaisir.

Sa personnalité était complexe, mais, pour l'évoquer, je me limiterai à deux aspects. Sous des dehors rugueux, c'était un homme particulièrement chaleureux. Peut-être parce qu'il y avait entre nous une camaraderie liée à l'École qui nous avait formés l'un et l'autre, j'éprouvais pour lui une profonde sympathie.

Le second aspect porte sur l'admiration que je lui portais. Son intelligence était lumineuse et sa connaissance du monde encyclopédique. Le peu que je connaisse de géopolitique, c'est de lui que je le tiens. Je me souviens comme si c'était hier d'une mission au Congo en janvier 1976. De passage pour quelques heures à Pointe-Noire, il a exigé que soient convoqués les représentants dans cette ville des États membres, la plupart de braves forestiers exerçant les fonctions de consul mais ayant peu d'idées de ce qu'était la Communauté européenne. Là, comme nous

étions serrés dans une chambre d'hôtel, j'ai assisté à un cours de géopolitique de très haute volée qui dépassait clairement les capacités de compréhension de l'auditoire. Ce n'est qu'un exemple, mais bien d'autres me reviennent en mémoire.

La veille au soir, nous étions à Brazzaville. Cheysson avait décliné l'invitation à dîner de l'Ambassadeur de France, se disant fatigué. Fatigué, Claude Cheysson ? C'était bien mal le connaître que de croire à une telle excuse. Toujours est-il que nous sommes allés dîner, en copains, dans un petit bistrot. C'est là que je reçus un conseil d'ex-ambassadeur : « Quand vous êtes reçu, au cours d'une mission, par un ambassadeur, fournissez-lui une information, n'importe laquelle, mais quelque chose qui lui permette de meubler son télégramme du soir au ministère. Il vous en sera infiniment reconnaissant. » C'est également au cours de ce dîner que Claude Cheysson me fit un cours magistral sur le système financier international et sur les milliards circulant sans contrôle dans le monde. J'y pense souvent dans la période surréaliste que nous vivons.

Claude Cheysson a rejoint début 1973 une Commission encore sous le coup de l'émotion qu'avait créée la publication, en février 1972, de la lettre de Sicco Mansholt critiquant la poursuite de la croissance et la réponse cinglante de Raymond Barre. Le rapport Meadows « Halte à la croissance » venait d'être publié par le Club de Rome. Le premier choc pétrolier se profilait à l'horizon : en octobre 1973, la décision d'embargo intervenait. Ces questions me passionnaient. Je consacrai mon été à rédiger un document sur l'effet que pouvait avoir cette évolution sur les pays africains. Je prenais en compte les prévisions très pessimistes de l'époque sur un épuisement des ressources pétrolières, je prévoyais un baril de pétrole à 100 dollars (le cours d'aujourd'hui !) et je préconisais un développement rapide, avec le support du FED, des énergies renouvelables (photovoltaïque, géothermie ou autres) en Afrique. Ce papier me valut les sarcasmes de mon directeur général. J'en fis parvenir un exemplaire à Claude Cheysson qui nous convoqua dans son bureau. L'ambiance était glaciale. Je bredouillai mes arguments, le directeur général rica-

nait et le commissaire restait de marbre. Silence pesant à la fin de mon exposé. Puis Cheysson : « Excellent papier, faites-en une communication à la Commission. » Tête du Directeur général qui m'en a durablement voulu.

Pour l'accompagner en mission, il fallait une forme physique impeccable. Philippe Soubestre et Sipke Brouwer se souviennent sûrement de ce périple aux Caraïbes où, en huit jours, nous avons visité huit îles ou pays. Levés à 5 heures, secoués dans des petits porteurs, meetings toute la journée, repas officiels, discours, cocktails. À l'escale du retour, à New York, épuisés, nous discussions dans un coin du salon VIP avec Pierre Malvé, représentant de la Commission à New York. Claude Cheysson, lui, imperturbable, étudiait ses dossiers. À l'arrivée, au petit matin, à Bruxelles, surprise de ma vie. Cheysson me dit : « Daniel, je dois partir à Strasbourg, portez, s'il vous plaît, ma valise à ma femme et dites-lui que je serai de retour demain ». Vous souvenez-vous encore, Danièle, de m'avoir, malgré tout, si aimablement reçu ?

On disait alors dans les services de la Commission : « Quelle est la différence entre Dieu et Cheysson ? Dieu est partout. Cheysson est partout, sauf à Bruxelles ».

Dernier souvenir de cette époque. Le 10 mai 1981, j'avais, au lycée français de Belgique, la responsabilité d'un bureau de vote et je voyais défiler les bulletins « Giscard ». Résultat : 75 % de Giscard, 25 % de Mitterrand. Je prends ma voiture, j'arrive chez les Soubestre. À la porte, je trouve Claude et Danièle Cheysson arrivant de leur côté. Je leur dis : « Victoire écrasante de Giscard ». Claude Cheysson : « Comme toujours, vous vous trompez, Daniel. Mitterrand l'emporte largement ». Le lendemain nous apprenions qu'il était nommé ministre des Relations extérieures.

Dix-sept années plus tard, en décembre 1998, Claude Cheysson était l'invité d'une petite association que je présidais et donnait une conférence à Bruxelles. Le succès fut considérable. L'amphithéâtre de la banque Bruxelles-Lambert, où se tenait la conférence, était bourré.

J'avais proposé à Claude Cheysson, comme thème de la conférence, « L'Union européenne face à l'élargissement: une chance ou un défi ? ». Il m'avait répondu: « Ce n'est pas assez provocant », ce qui m'avait fait redouter le pire. Finalement, il avait décidé: « L'élargissement et l'euro, deux défis pour l'Europe: sont-ils compatibles ? ». Sa réponse était claire et sans appel: il fallait consolider l'Europe de l'euro avant d'envisager l'élargissement de l'Union. Je rappelle qu'à l'époque, l'Union européenne comptait quinze États membres et que des négociations d'adhésion étaient entamées avec six pays candidats (bientôt douze). Onze États membres devaient, le 1^{er} janvier suivant, adopter l'euro.

Il est remarquable de constater à quel point les observations faites ce soir-là par Claude Cheysson restent d'actualité. Je n'en rappellerai qu'une seule: « L'Europe élargie va nécessairement être moins profonde. Je vous propose un théorème très simple: profondeur et largeur sont inversement proportionnelles ».

Une seconde citation quand même, que j'utilise quand je dois faire une conférence sur les Institutions européennes: « Les auteurs du traité de Rome ont été géniaux en inventant la Commission ».

Tel était pour moi Claude Cheysson. Un homme d'action toujours, un provocateur parfois; mais aussi une intelligence exceptionnelle comprenant mieux que quiconque comment fonctionne le monde.

VOYAGE AU CŒUR DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE L'EUROPE

MARC PIERINI

Marc Pierini raconte, dans son livre Télégrammes diplomatiques ¹¹ publié chez Actes Sud en 2010, sa première rencontre, haute en couleurs, avec Claude Cheysson alors commissaire européen aux relations Nord-Sud et son intégration moins d'un an plus tard, en septembre 1979, dans son équipe. Il évoque le fou rire de son patron provoqué par des situations comiques lors d'une visite en Guinée de Sékou Touré. Il témoigne d'une escale à Paris, entre Londres et Bruxelles, où Claude Cheysson apprend qu'il sera ministre deux jours après l'élection de François Mitterrand en mai 1981.

Mon travail n'allait pas sans ses épisodes imprévus. Un jour de novembre 1978, je suis désigné pour accompagner le commissaire aux relations Nord-Sud, Claude Cheysson, à Stockholm, où il doit rencontrer le Premier ministre suédois, Olof Palme, qu'il connaît depuis longtemps, et qui est très actif dans les questions Nord-Sud. Un membre du cabinet, Danièle Josselin, qui remplace le titulaire habituel du dossier, et le porte-parole, Klaus von Helldorf, nous accompagnent également. J'ai préparé le dossier avec le soin de celui qui prend part pour la première fois à une visite officielle de son commissaire.

Nous nous installons à l'arrière d'un Boeing de la Sabena à destination de Copenhague, où nous changerons pour Stockholm. Je suis à côté de von Helldorf ; Cheysson et Josselin sont derrière nous. Silence total. J'apprends une technique essentielle pour qui voyage avec un responsable politique : avoir le dossier ouvert et être prêt à répondre à la moindre demande de précision. J'ai 31

11. *Télégrammes diplomatiques*, Marc Pierini © Actes Sud 2010

ans et notre commissaire a une réputation redoutable : il pense avoir toujours raison et s'emporte facilement. « Je suis dans mes petits souliers », comme on dit chez moi, à Marseille.

Las, c'est une tempête soudaine qui se déclenche dans mon dos ! Le « patron » hurle : « C'est toujours la même chose, ce cabinet me cache tout. Voilà que les Suédois font en mai une proposition majeure sur la dette, nous sommes en novembre et personne ne m'a rien dit ! » Il ne décolère pas, tout l'avion s'est tourné vers nous, quel embarras !

Aucun doute, il vient de lire ma note de dossier datée de mai dernier. Je crains le pire. Mes deux collègues, plus expérimentés, tentent vainement de calmer le patron, mais rien n'y fait et la colère se prolonge pendant un gros quart d'heure avant que le commissaire ne se replonge dans une lecture assidue du dossier. Silence de plomb.

Au bout d'un moment long comme un siècle, il tapote mon épaule et me chuchote : « Très bien, votre dossier ! » Je l'ai échappé belle, me dis-je, même si je n'avais en principe rien à craindre, n'ayant aucune responsabilité dans l'information du commissaire, puisque la hiérarchie s'en chargeait.

Pendant l'escale, Cheysson me bombarde de questions, avide de tout savoir, tel qu'on me l'avait décrit. Il insiste sur un élément de mon dossier, la question de l'augmentation du capital de la Banque mondiale, sujet vedette des discussions du moment. J'avais indiqué dans le dossier que cette proposition était l'une des plus attrayantes de la conférence Nord-Sud car elle ne « consommait », en argent frais, que dix pour cent de l'augmentation prévue, le reste étant « callable » en cas de besoin. De nouveau, je manque de chance : Cheysson n'est pas d'accord sur ma version des faits. Une seconde colère est-elle à craindre ?

Ma première discussion personnelle avec mon commissaire sur un sujet de fond m'oppose donc frontalement à lui ! Ma hiérarchie n'est pas du voyage, aucun recours donc possible ! Mais, sûr de mon dossier, je tiens tête. Et je découvre, quelques heures

plus tard, dans le bureau d'Olof Palme, l'un des grands talents des hommes politiques: vendre comme leur initiative personnelle une idée dont ils ignoraient tout la veille! Cette querelle sur le capital de la Banque mondiale me vaudra de rejoindre le cabinet de Claude Cheysson neuf mois plus tard. Le « patron » n'avait pas oublié le voyage à Stockholm.

Les années 1978-1979 sont marquées par l'importance accordée au dialogue Nord-Sud. Les conférences se succèdent et marquent d'un ton nouveau les relations internationales. Le choc pétrolier de 1973, qui avait secoué le monde développé, avait fait prendre conscience de l'importance politique de ce que l'on appelait à l'époque « le Tiers-Monde ». Désormais, un dialogue se noue et les pays en développement deviennent de véritables interlocuteurs. Claude Cheysson s'est fait le champion de cette forme nouvelle de relations internationales et la Commission européenne est maintenant à la pointe sur ce dossier.

Au printemps 1979, prêt à partir pour une longue mission aux Philippines où se tient la cinquième session ministérielle de la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, j'ai une angoisse: un poste se libère au cabinet du commissaire, disent les bruits de couloir. Comment se manifester, comment décrocher cette nomination convoitée? Je n'en ai pas la moindre idée, sauf à me rassurer d'avoir déjà eu l'occasion de côtoyer le commissaire deux ou trois fois. Et puis, 32 ans tout juste et moins de trois ans de maison, c'est peut-être un peu jeune pour un cabinet.

Prenant mon courage à deux mains, la veille de mon départ, je passe une tête chez mon collègue et ami Franco Nicora, qui est désormais conseiller au cabinet du commissaire. Alors que je parviens à peine à formuler une déclaration d'intérêt auprès de mon collègue, sa réponse tombe, désarmante: « Je ne suis pas tout à fait au courant, mais à mon avis, c'est déjà fait, tu es nommé! »

Et, de fait, je commence au cabinet Cheysson le 1^{er} septembre 1979, totalement destabilisé par la perte de mon ami

Gareth Jones, chez qui j'ai passé quelques jours de vacances au Maroc fin juillet, et qui s'est tué près de Larache au volant de sa Range Rover, en rentrant dans le Midi de la France. Il est le premier de mes collègues du service extérieur dont j'apprendrai la mort en poste à l'étranger.

Au cabinet, mon portefeuille couvre les institutions internationales et le dialogue Nord-Sud. Mes voyages avec le commissaire me conduisent ainsi à New York, à Washington, à Genève et dans diverses capitales européennes.

Telle une éponge, j'absorbe les méthodes et les raisonnements de quelques-uns des grands de ce monde. Je rencontre ainsi Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, Pierre Trudeau, Premier ministre du Canada, José López Portillo, président du Mexique, Robert McNamara, président de la Banque mondiale, ainsi que Henry Kissinger et Lawrence Eagleburger, respectivement anciens secrétaire d'État et secrétaire d'État adjoint des États-Unis. Kissinger et Eagleburger se sont alors réinstallés comme consultants au sein de la société Kissinger Associates. Le jour où Claude Cheysson le rencontre pour la première fois dans cette nouvelle fonction à New York, il demande à Eagleburger quelle est désormais sa spécialité. Réponse brutale : « *Here, we are into global bullshit!* »

Un jour où nous partons pour un voyage officiel, Claude Cheysson quitte son bureau et s'arrête aux toilettes, me conseillant d'en faire autant. Devant mon air quelque peu surpris, il déclare solennellement : « Marc, apprenez que le problème principal du voyage officiel, c'est de pisser. Donc, dès que vous trouvez le temps, n'hésitez pas ! » Je n'oublierai jamais ce précieux conseil fondé sur une constatation tout à fait judicieuse !

Un voyage mémorable, en janvier 1980, me fait découvrir Claude Cheysson en action en Afrique, sa principale zone de responsabilité. Personne au cabinet n'ayant voulu partir en Guinée Conakry un 2 janvier, le « petit dernier » est donc de service. Conakry, Labé, Mali, Kankan, nous parcourons le pays dans tous

les sens. La Guinée est alors une dictature sous la férule d'Ahmed Sékou Touré, que Cheysson connaît depuis l'indépendance précoce du pays en 1958.

Pourquoi aller en visite officielle en Guinée Conakry, dont le régime est critiqué de toutes parts? Pour Claude Cheysson, l'essentiel est de garder le dialogue ouvert et d'appuyer les coopérations en tout genre, entre l'Europe et la Guinée, entre la Guinée et ses voisins.

La visite est un festival de gestes protocolaires spectaculaires: avions gouvernementaux, tapis rouges et troupes alignées au pied de l'avion, repas interminables, spectacles, défilés de jeunes, tout y passe. Et la Guinée de Sékou Touré sait faire ces choses-là avec panache!

Je découvre alors ce qu'est un régime autoritaire vu de près, un jour que nous décollons dans un antique avion soviétique pour Labé, repas à l'aéroport et poursuite du voyage en hélicoptère. Dans un Puma, le président guinéen, son Premier ministre, Claude Cheysson et moi sommes installés dans le salon avant, tandis que le reste de la délégation se trouve à l'arrière et dans un autre hélicoptère. Nous effectuons une traversée spectaculaire de la brousse des hauts plateaux guinéens, une immensité à perte de vue: pas de routes, des pistes ou des sentiers, presque personne, mais, au milieu de nulle part, toujours quelqu'un qui marche vers une invisible destination. Fascinante Afrique!

Ahmed Sékou Touré est incontestablement un maître en rhétorique de la révolution africaine. Usant de sa voix métallique et de son regard perçant, il discourt sans interruption sur ses théories politiques, laissant un Claude Cheysson, pourtant prolix à l'ordinaire, sans voix. Il y a un fossé immense entre la cohérence apparente du discours et la désorganisation patente du pays.

Après une petite heure, nous arrivons au-dessus de la ville de Mali, aux confins du Sénégal et du Mali. Depuis le hublot, la ville semble déserte. C'est bien ce qui inquiète le chef de l'État, qui explose dans une colère majeure: « L'idiot de gouverneur, je

sais ce qu'il a fait, il a déplacé toute la population à la Dame de Mali au lieu de montrer la Guinée révolutionnaire au travail! » La Dame de Mali est en effet un lieu spectaculaire où une falaise évoquant le profil d'une femme domine de quelques centaines de mètres le fleuve Sénégal et le parc du Niokolo Koba. Superbe, mais peu symbolique de la révolution en marche, semble-t-il...

De fait, quelques minutes après, nous survolons ce lieu touristique où la population est rassemblée, les hommes alignés d'un côté du chemin, les femmes de l'autre, tous sont venus à pied. Banderoles, fanfare, miliciens au garde-à-vous, gouverneur en bordure de la clairière hâtivement dégagée à la machette pour les hélicoptères, tout semble parfait. Ceux d'en bas ne savent pas encore dans quelle humeur guerrière se trouve le chef de l'État...

Arrivé à environ vingt mètres au-dessus de la clairière, l'hélicoptère reste mystérieusement en vol stationnaire, projetant branchages et autres débris sur la joyeuse foule rassemblée là. Il s'agit d'éviter d'absorber tous ces débris végétaux dans les turbines de l'appareil, et donc de l'immobiliser. Vu de mon hublot, le spectacle au sol est du plus haut comique : les miliciens s'aplatissent sous les arbustes, le public s'éloigne de la clairière, le gouverneur maintient tant bien que mal son bonnet de laine en place, le président guinéen continue de tonner, Claude Cheysson maîtrise son fou rire, et j'apprends à faire de même.

À peine l'échelle-porte déployée, le gouverneur subit un assaut foudroyant de la part du chef de l'État, puis le cérémonial revient à la normale. Bien qu'il n'y ait guère que deux cents mètres à parcourir jusqu'au lieu des discours – à toute visite officielle son discours –, nous sommes priés de monter en voiture. Le président Sékou Touré et Claude Cheysson embarquent donc dans une berline soviétique, le gouverneur sur le siège passager avant. Puis le Premier ministre et moi-même prenons place dans une antique Renault 12, et notre ambassadeur, André Vanhaeverbeke, dans une Land-Rover

La séquence suivante relève d'un film comique. Vu de

ma Renault, la berline soviétique pile. La Renault n'ayant pas de freins, nous emboutissons bruyamment la voiture du chef de l'État par l'arrière! Nous continuons à pied, forcément. Claude Cheysson, cette fois, maîtrise difficilement son fou rire. Je le presse de me raconter, alors que nous marchons entre deux haies de citoyens joyeux, le président Sékou Touré en boubou blanc agitant son traditionnel mouchoir également blanc qui permet de le reconnaître au milieu d'une foule de dignitaires tous vêtus de manière identique.

Fou rire calmé, j'apprends que le chef de l'État a voulu abaisser la vitre de sa portière pour saluer la foule. Mais, pour le malheur du gouverneur, il n'y a pas de manivelle à cette porte. Recherche fébrile du gouverneur à l'avant: point de manivelle! Ordre sans appel du chef suprême au chauffeur: « arrête-toi ». Exécution impeccable et immédiate. C'était sans compter sur l'état de délabrement des freins de la voiture suivante...

Arrivé à la Dame de Mali, Claude Cheysson délivre un discours sur la coopération régionale entre pays d'Afrique de l'Ouest en un lieu hautement symbolique aux confins de trois pays. Il a un talent pour choisir les thèmes en concordance avec les lieux et faire ainsi d'une visite au milieu de nulle part un événement politique. Magie de l'Afrique, l'instituteur local interprète la totalité du discours dans l'idiome local, le peul, après qu'il soit terminé. Magie bien plus troublante, au repas, lorsque mon voisin me raconte l'histoire de l'enfant-singe du massif du Fouta-Djalon.

Mon temps passé au cabinet Cheysson coïncide avec un développement majeur, qui marque un tournant dans la politique extérieure de la Communauté européenne. Le 13 juin 1980, à Venise, réunis en Conseil européen, les « Neuf » prennent pour la première fois une position commune forte sur la question du conflit israélo-arabe en se prononçant pour la reconnaissance du droit à l'autodétermination des Palestiniens, la fin de l'occupation israélienne, l'illégalité des colonies juives et des actes de lois modifiant le statut de Jérusalem, et la nécessaire implication de

l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) dans les négociations de paix. Ils ne vont certes pas jusqu'à reconnaître le droit des Palestiniens à disposer d'un État, puisqu'il faudra attendre le 26 mars 1999 pour cela. Néanmoins, c'est là une première affirmation de la présence des « Neuf » sur la scène internationale.

En 1981, les « Neuf » deviennent les « Dix », suite à l'adhésion de la Grèce.

La campagne présidentielle française de 1981 ne concerne pas directement le cabinet d'un commissaire français, fut-il socialiste lui-même. Mais, au sein du Parti Socialiste de l'époque, bien peu de responsables ont l'expérience internationale d'un Claude Cheysson. C'est pourquoi les demandes de notes et d'analyses de la part du « patron » se font plus fréquentes. Sa connaissance active de la plupart des grands dossiers européens et internationaux est très utile à la campagne de François Mitterrand.

François Mitterrand est élu à la Présidence le dimanche 10 mai 1981. Le lundi 11, je me trouve avec Claude Cheysson à Londres, où il donne un discours à l'issue d'un dîner de gala. Il est prévu de passer par Paris au lieu de rentrer directement à Bruxelles. Je n'ai pas posé de question. Au cours du voyage, l'habituel petit carnet de notes qui ne quitte jamais Claude Cheysson est gribouillé plus fébrilement qu'à l'ordinaire. Ses questions se font également plus fréquentes sur tous les sujets de politique étrangère imaginables, non pas qu'il ait besoin d'informations, mais simplement pour tester son raisonnement.

Arrivés à Roissy, le chauffeur nous conduit à Paris. La Citroën CX s'arrête quai de la Tournelle, à proximité de la rue de Bièvre, où se trouve le domicile de François Mitterrand et où, si je comprends bien, il est en train de mener ses consultations en vue de former le nouveau Gouvernement. La rue est fermée par une barrière de police. Claude Cheysson s'y engouffre, non sans s'être auparavant excusé de ne pouvoir m'emmener. Je n'en attendais pas tant...

Il revient au bout de presque deux heures, rayonnant.

Typiquement, alors même que je ne demande rien, il s'exclame : « Marc, vous comprendrez que je ne peux rien vous dire ! » Et il reprend ses gribouillages sur le minuscule carnet, tout en posant d'autres questions. Nous déjeunons à trois, avec le chauffeur – c'était de tradition –, dans une brasserie de la place Péreire, dans le 17^e arrondissement, avant de reprendre la route vers Bruxelles.

Entre le dessert et le café, Claude Cheysson lance la question à laquelle j'aurais dû me préparer : « Si jamais, je dis bien si jamais, il arrivait que je me retrouve au Gouvernement, je me demande lequel d'entre les conseillers du cabinet souhaiterait me suivre... » Je bredouille, ne réponds rien de précis, manquant peut-être ainsi la meilleure opportunité de ma carrière !

Je réalise aussi quelle est la situation du Parti Socialiste qui arrive au pouvoir : absent du Gouvernement depuis quelque vingt-quatre ans, il manque cruellement d'hommes et de femmes actifs dans les circuits internationaux. Il y a bien quelques hauts fonctionnaires d'obédience socialiste, y compris au Quai d'Orsay, mais les cadres politiques du parti, ceux susceptibles de figurer au Gouvernement, sont majoritairement dépourvus d'une expérience active des relations internationales. Dès lors, en mai 1981, Claude Cheysson est pratiquement le seul responsable socialiste français réellement impliqué dans les relations internationales.

Quelques semaines après sa nomination, Claude Cheysson invite l'ensemble de son ancien cabinet à la Commission à un dîner au Quai d'Orsay. Il loge alors dans l'appartement de fonction situé au sommet du bâtiment. Après le dîner, nous faisons la visite du prestigieux bureau du ministre qui, par tradition, utilise la table de travail de Talleyrand, lui-même plusieurs fois ministre des Affaires étrangères. Après une longue conversation, Claude Cheysson nous fait ses adieux, se dirige étonnamment vers un mur, et disparaît par une porte dérobée menant directement à ses appartements privés ! Spectaculaire conclusion à une soirée par ailleurs fort joyeuse...

Au cours des six mois suivants, je reçus de nombreux

appels à l'aide de conseillers du cabinet du nouveau ministre des Relations extérieures de la France, surpris de s'entendre demander pour chaque voyage à l'étranger, outre l'habituel dossier sur les relations bilatérales, un dossier sur les relations du pays visité avec la Communauté européenne. Visiblement, l'ex-commissaire avait gardé ses réflexes européens et la machine du Quai d'Orsay n'était pas préparée à cette double perspective, française et européenne, sur les relations extérieures. Claude Cheysson était l'un des rares politiciens européens à avoir compris que « l'un » et « le multiple », la double identité, n'étaient pas incompatibles, mais complémentaires.

Claude Cheysson a marqué la politique extérieure européenne, non pas parce que les États membres s'accordaient à la développer, ni parce qu'un nouveau traité le prévoyait. Il a simplement utilisé son aura personnelle, sa capacité d'imagination pour produire au bon moment les bonnes solutions, pour démontrer – toujours au cas par cas – que « plus d'Europe », c'est-à-dire une solution européenne plutôt que plusieurs solutions bilatérales mises bout à bout, servait les intérêts de tous et de la Communauté européenne. Le développement des relations avec l'Afrique subsaharienne et le dialogue Nord-Sud ont été les deux principaux points d'application de la « méthode Cheysson ».

Nous l'avons oublié aujourd'hui, mais la technique du « plus d'Europe », qui impliquait une présence systématique et un rôle accru de la Commission, n'allait pas de soi dans les années 1980. Il y avait même des réticences fortes de certains États membres. Aujourd'hui, le champ d'intervention de la Commission s'est considérablement élargi et sa présence est devenue routinière.

UNION EUROPÉENNE - MÉDITERRANÉE : UN MODÈLE D'ACCORD

CLAUDE CHEYSSON

Dans un entretien accordé à Hichem Ben Yaïche de la Revue du Club financier méditerranéen, publié dans le numéro paru le 16 juillet 1995, Claude Cheysson évoque sa démarche pour la construction des relations entre le Nord et le Sud de la Méditerranée dans le cadre de l'Union européenne. (Extraits)

En 1973, j'arrive à la Commission européenne, où je suis chargé du dossier qu'on n'appelait pas encore « Nord-Sud ». Tout de suite, nous étions complètement pris par la négociation, qui deviendra, plus tard, la convention de Lomé. Celle-ci comporte des caractéristiques très particulières : nous nous adressons aux pays d'Afrique noire collectivement. Ce qui veut dire que nous concluons avec l'ensemble de ces pays. Cet accord aborde la coopération sous toutes ses formes : facilité commerciales et techniques, aides financières, relations politiques...

Compte tenu de ma connaissance du sud de la Méditerranée, je suis convaincu qu'il faut faire la même chose pour cette région. Dès le départ, il apparaît une difficulté : il n'y a pas moyen de faire parler ces pays ensemble. Autrement dit, il n'y a pas d'organe qui puisse les représenter dans une négociation sur des sujets concrets. Certes, la Ligue arabe existe, mais elle n'a pas qualité à négocier. Au cours des négociations entre la Communauté et des pays – pas tous – du sud de la Méditerranée, les rencontres se font séparément avec nous. Cela dit, elles se font avec tous les membres méditerranéens de la Ligue arabe. Quand nous voudrions avoir en face de nous l'ensemble de ces pays, nous serons obligés de repasser à un plan purement politique. C'est-à-dire traiter avec la Ligue arabe.

Revenons à la négociation de ces accords, qui se fait parallèlement avec l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, mais aussi l'Égypte, la Jordanie, la Turquie et Israël. On parvient à des accords de coopération assez classiques, allant loin cependant avec quelques pays, en particulier la Tunisie, le Maroc et la Turquie, puisque nous fonctionnons – comme cela a été le cas dans la convention de Lomé –, dans la logique d'un accord contractuel, qui signifie: obligation de droit international. Il permet l'accès à notre marché, à certains montants d'aide financière – qui ne sont pas énormes, mais pas négligeables – à des facilités de crédits, accordées par la Banque européenne d'investissement (BEI), à l'établissement d'une relation politique, des conseils conjoints devant se réunir périodiquement, etc. Et nous y ajoutons, pour certains, des dispositions particulières garantissant une certaine recette d'exportation...

En résumé, dans cette affaire, tout se construit avec l'un et avec l'autre: il n'y a pas de possibilité de négociation globale.

— Vous voulez dire qu'il n'y avait pas de vision politique?

— Ah, si! la vision politique est incontestable, sinon on ne serait jamais arrivé à des accords aussi étonnants! Ce modèle d'accord n'existe pas ailleurs dans le monde.

— Alors qu'est-ce qui péchait dans cette démarche?

— C'est que nous n'avons jamais eu en face de nous un seul interlocuteur. Il n'y avait aucune possibilité d'en avoir un seul. Mais, ceci dit, des accords ont une grande importance, et certains d'entre eux – il faut le reconnaître – ont été conclus grâce à l'obstination de quelques personnes – j'en étais – contre le gré des États membres... Au fond, il y a une volonté politique, mais qui se traduit souvent par des mesures souvent impopulaires. Cependant, la réussite de ces accords est très variable...

VOYAGES AVEC CLAUDE CHEYSSON
AUTOUR DE LA MÉDITERRANÉE
(1973-1979)

JEAN-CLAUDE EUDE

Ma première rencontre avec Claude Cheysson, qui venait d'être nommé par le président Georges Pompidou, commissaire au développement à la Commission européenne, fut pour moi comme un coup de foudre intellectuel. Candidat à l'équipe qu'il constituait avant de prendre ses fonctions à Bruxelles, je me présentai à l'Entreprise Minière et Chimique, groupe industriel dont il était encore le patron pour quelques jours.

L'interview évolua assez vite vers un exposé magistral dans lequel Claude Cheysson, précis, enthousiaste, esquissait avec brio devant moi les grandes lignes de la politique qu'il entendait mener dans le cadre de sa nouvelle mission.

Séduit et impressionné – j'imagine que je réussis tout de même à faire valoir quelques qualités – j'appris quelques jours plus tard que le poste de conseiller financier au sein du cabinet m'était offert. Je n'hésitai guère et, après avoir démissionné du groupe Paribas, je rejoignis Bruxelles au cours de l'été 1973, pleinement conscient de l'opportunité qui m'était offerte.

Claude Cheysson, parmi ses attributions, avait la charge de mettre en œuvre la politique méditerranéenne globale formulée en 1972 par les États membres de la Communauté.

Il me confia le suivi de cet important dossier qui comportait une dimension bancaire et financière importante, mon domaine de compétence. L'aventure méditerranéenne allait pour moi commencer, guidé et inspiré par un Claude Cheysson connais-

sant bien les rivages sud de la Méditerranée et convaincu des enjeux que ces pays représentaient pour l'Europe.

Je découvris bien vite chez Claude Cheysson une sensibilité exceptionnelle bâtie sur de solides connaissances pratiques des hommes et des problèmes dans cette vaste région recouvrant le Maghreb et le Machrek, sans oublier Israël. Aucune improvisation chez cet homme d'analyse, les connaissances étant étayées par des années d'action à des postes clé dans divers pays du Tiers-Monde, notamment Saïgon, Lagos, Alger, Djakarta.

Les négociations à Bruxelles avec ces pays du sud portaient sur des dossiers sensibles : accès au marché européen, quotas et tarifs douaniers pour les produits agricoles, problèmes d'immigration et de main-d'œuvre. C'est dire que les négociations connaissaient de fréquents blocages. Dès lors, il convenait d'aller plaider le compromis possible auprès des capitales de ces pays. C'est là que Claude Cheysson donnait le meilleur de lui-même, excellant dans les tête-à-tête avec les chefs d'État ou de Gouvernement ainsi qu'avec les ministres directement concernés. Pas la moindre hésitation pour sauter dans un avion et filer à Tunis, Rabat ou Damas où de solides liens d'amitié et un langage de vérité ouvraient les portes des dirigeants en place.

Pour mon plus grand bonheur, Claude Cheysson était toujours accompagné de ses collaborateurs qu'il questionnait sans retenue. Puis il utilisait la quintessence des dossiers dépouillés dans l'avion pour en faire, avec ses propres mots, et sur une courte fiche aide-mémoire, un plaidoyer politique convaincant et sans failles.

Au cours d'un voyage à Tunis, je connus un moment particulièrement riche et émouvant pour le jeune collaborateur que j'étais alors. Nous nous trouvions au palais présidentiel où Claude Cheysson était reçu en audience par Habib Bourguiba, le « Combattant suprême », père de la Tunisie indépendante, chef d'État respecté et admiré de son peuple.

Comment ne pas être impressionné, en présence de cet

homme tout de passion et de lumière qui, sous le ciel de Carthage aussi bleu que ses yeux, évoquait avec fougue son combat des années cinquante pour l'indépendance et une Tunisie moderne, époque à laquelle Claude Cheysson avait participé, du côté français, aux négociations qui mirent fin au Protectorat.

Nous étions en 1974-1975. Allaient alors se succéder, pendant une décennie, des Gouvernements, tous dirigés par Hedi Nouira, homme d'État brillant et distingué, entouré de ministres tout aussi éminents : Chedly Ayari au Plan, Abdelaziz Lasram à l'Économie, tous interlocuteurs privilégiés de Claude Cheysson et attentifs à ses idées et ses analyses.

Au Maroc, les contacts de Claude Cheysson se situaient plutôt au niveau des milieux économiques et d'affaires. Patron de l'Entreprise Minière et Chimique, il avait négocié des contrats avec l'Office Chérifien des Phosphates et nous retrouvions à Rabat son président, Karim Lamrani, plusieurs fois Premier ministre du Roi Hassan II.

À l'évidence, était née entre les deux hommes une relation très personnelle et profonde.

Celle-ci se manifesta sous mes yeux lors d'un café matinal que nous prîmes dans le bureau du président Lamrani. Ce dernier décida d'organiser spontanément, et le jour même, un déjeuner en l'honneur de son ami Claude : deux heures plus tard, à sa table, nous retrouvions la moitié des membres du Gouvernement chérifien. Les négociations reprenaient alors à Bruxelles, l'aller-retour à Rabat n'avait pas été inutile.

Pendant cinq années, pour mettre en place cette coopération euroméditerranéenne, les voyages se succédèrent à un rythme soutenu chaque fois que pour avancer s'imposaient pour Claude Cheysson un geste au niveau politique ou une visite sur place, le dialogue et l'amitié ayant une dimension particulière dans cette partie du monde.

Au fond de la Méditerranée, au Proche-Orient, les négociations qui suivirent n'étaient pas moins délicates, tandis que les

liens amicaux et culturels étaient moins affirmés qu'en Afrique du Nord. Nous avions en face de nous des pays à identité forte – l'Égypte, la Syrie, la Jordanie et le Liban – très soucieux de leur indépendance et sur lesquels pesait leur rapport à Israël. L'habileté du diplomate de carrière prenait là encore toute sa dimension. Mais en outre, il aimait être sur le terrain, dans l'action, au contact des personnalités les plus diverses, sans jamais oublier « les oubliés », les Palestiniens des camps de réfugiés.

En 1975, la Commission européenne signa, dans la région Méditerranée, le premier accord de coopération avec Israël, au grand dam du Proche-Orient arabe où nos partenaires réagirent de manière véhémement. Claude Cheysson donna immédiatement à son cabinet une directive précise : « organiser en quelques jours une visite éclair auprès des quatre pays arabes et en Israël. »

Dans l'avion qui nous emmenait à Damas prirent forme les arguments qui permettraient de calmer les réactions qui s'étaient manifestées dans les différentes capitales.

Autour d'un de ces incontournables cafés moyen-orientaux que nous offrit le ministre syrien du Commerce extérieur, Claude Cheysson s'efforça de justifier les raisons qui avaient amené à signer ce premier accord commercial avec Israël.

La colère exprimée, puis retombée, l'hospitalité traditionnelle réaffirmée, le ministre nous fit, en substance, la remarque suivante : « Vous êtes venus à Damas, je vous en remercie, vous voilà à moitié pardonnés. » Cette remarque illustre bien l'importance d'un dialogue constant et respectueux, que Claude Cheysson s'efforçait d'entretenir avec ces pays.

Au Caire, berceau du monde arabe, nous nous rendîmes à plusieurs reprises à l'époque du président Anouar El Sadate, le raïs égyptien qui eut l'audace de lancer la guerre du Kippour en 1973 et, quelques années plus tard, en 1978, le courage de signer un traité de paix avec Israël. Nos interlocuteurs, ministres ou techniciens, changeaient souvent. Ce n'est qu'à partir de 1977 qu'un véritable interlocuteur politique s'imposa en la personne

de Boutros Boutros-Ghali, ministre des Affaires étrangères, défenseur du Tiers-Monde, francophone, homme de culture et futur secrétaire général des Nations unies.

Il avait toutes les qualités nécessaires pour s'entendre avec Claude Cheysson.

Le Caire me fascina, j'y appris beaucoup sur l'histoire et la richesse du monde arabe. Quelques années plus tard, en résidence au Caire, je participai à la mise en place de la délégation de la Commission européenne en Égypte.

Une autre capitale, Amman, où dans la petite Jordanie encerclée de voisins souvent menaçants, la personnalité du Roi Hussein dominait.

Il était brillamment secondé par son frère, le prince héritier Hassan, qui était notre interlocuteur privilégié. Souvenir fort de cette époque, Le prince Hassan proposa un jour à Claude Cheysson, après une longue session d'entretiens, de sauter dans l'hélicoptère qu'il pilotait lui-même pour aller survoler le Wadi Rum, ce spectaculaire paysage désertique fait de canyons, d'arches naturelles, de falaises et de grottes.

Sûr en apparence de ses compétences de pilote, le prince fit évoluer sa machine en slalom au milieu de ce décor féérique, et ce, jusqu'au port d'Aqaba, sur la Mer rouge. Quelques émotions fortes, mais la magie des lieux resta gravée dans nos mémoires.

Le Liban d'alors, en 1975, était entré dans une longue période de guerre civile nourrie par de fréquentes interférences de la part des voisins syriens et israéliens. Période sombre de l'histoire de ce pays, qui atteindra son paroxysme avec les massacres de Sabra et Chatila. C'est dire que la relation avec la Communauté européenne n'était pas alors, pour ce pays en guerre, un enjeu primordial quand bien même un accord commercial fut signé en 1977, parallèlement aux autres partenaires arabes de la région. Encore plus complexe et délicate était la situation en Israël où Claude Cheysson était perçu, non sans quelque fondement, comme privilégiant la cause du monde arabe.

Là encore la décennie des années soixante-dix fut lourde d'événements politiques et militaires de portée historique : guerre du Kippour, accords de Camp David, paix avec l'Égypte.

Les rapports avec la Commission de Bruxelles étaient denses, et la mission diplomatique à Bruxelles particulièrement active.

Nous fîmes plusieurs séjours à Jérusalem où Claude Cheysson fut notamment reçu par le général Moshe Dayan, devenu ministre des Affaires étrangères, tandis qu'à Tel Aviv, siège des ambassades, il retrouvait l'Ambassadeur de France, Jean Herly, qu'il avait connu et apprécié à Alger aux heures de l'indépendance.

À cet égard, je me souviens de l'accueil que plusieurs ambassadeurs de France talentueux et bien informés, réservaient au commissaire Cheysson, je pense à Jean-Marie Soutou à Alger, Hubert Argod à Beyrouth ou Guy Georgy en Libye.

La Libye du colonel Mouammar Kadhafi ne souhaitait pas alors nouer de relations commerciales avec la CEE.

Claude Cheysson fut néanmoins d'avis qu'une visite de courtoisie se justifiait et nous débarquâmes à Tripoli, prêts à affronter le verbe haut des hommes au pouvoir. Nous ne fûmes pas déçus lors de l'audience avec le Premier ministre, numéro 2 du régime, le commandant Abdessalam Jalloud. Celui-ci nous offrit une longue diatribe enflammée contre l'Occident impérialiste qui ne cessa que sous l'effet de son propre essoufflement.

Avec patience et une touche de flegme anglo-saxonne, Claude Cheysson fit face à ce déluge d'agressions verbales, tout en marquant son intérêt à coopérer avec ce pays, malgré son idéologie agressive.

L'Algérie tenait une place particulière dans le cœur et l'action de Claude Cheysson.

Dix ans plus tôt, il avait su gagner à Alger estime et amitié. Néanmoins je n'ai pas souvenir de visite de travail à Alger durant cette période. Peut-être faut-il y voir le rôle prépondérant joué alors par l'ambassadeur à Bruxelles, Messaoud Aït Chaalal, à

l'évidence investi de larges pouvoirs par son ministre des Affaires étrangères de l'époque, Abdelaziz Bouteflika.

Le dernier épisode marquant de mes « aventures méditerranéennes », fut la signature, en 1976, au cours d'un même voyage et à la suite, des accords de coopération avec la Tunisie, l'Algérie et le Maroc.

L'idée, qui se voulait être un signe politique envers l'unité du Maghreb dont on parlait déjà, avait vu le jour à Bruxelles et Claude Cheysson n'y était pas étranger.

Le niveau de la délégation européenne, embarquée sur le même avion spécial, reflétait cette volonté. À sa tête le président en exercice du Conseil européen, Gaston Thorn, Claude Cheysson représentait la Commission, Jean François-Poncet, la France et plusieurs ministres représentant les autres États membres.

Situation alors exceptionnelle, l'avion fut autorisé, au départ de Tunis, à se rendre en Algérie avant de se poser à Rabat.

Évoquer et rapporter ces souvenirs m'ont fait revivre de belles pages gravées à Bruxelles et surtout autour de la Méditerranée, dans le sillage de Claude, intelligence brillante, homme de conviction et d'engagement comme le rappelle son exceptionnel chemin de vie.

Il y a encore quelques années, j'aimais, lors de mes vacances en Provence, aller passer un moment avec Claude et Danièle sous les platanes de la bastide familiale.

Claude avait gardé toute sa liberté de parole, sa capacité d'analyse et l'attachement aux causes justes qui ont caractérisé sa vie.

ESCAPADE AU PORTUGAL

ANNE-MARIE LIZIN

Nommé à la Commission européenne pour conduire la négociation avec les pays ACP, Claude Cheysson ne se désintéressait pas du reste du monde, suivait attentivement les mouvements qui conduisaient à l'instauration de régimes démocratiques en Europe. C'est pourquoi, dès le lendemain de la révolution portugaise le 26 avril 1974, il commence à imaginer ce que pourront être les futures étapes de l'entrée de ce nouveau Portugal dans une Europe trop restreinte. La « révolution des Oeillets » vient de commencer à Lisbonne et se poursuit dans toutes les villes du Portugal, épuisé par ses guerres coloniales. Elle se fait sans effusion de sang et le 25 avril, le pouvoir est déjà dans les mains des Forces armées (MFA).

Passionné par ce qui se passe à Lisbonne, Claude Cheysson veut à tout prix que les nouveaux dirigeants portugais rencontrent en tout premier lieu une mission européenne, donc de la Commission européenne. Pour réaliser cette mission, Il fait appel à son collègue belge, le commissaire Henri Simonet, le harcèle quelque peu pour le décider, car Simonet avait pour compétence la fiscalité et l'énergie que venaient de raboter drastiquement les nouveaux membres britanniques. Mais les deux hommes avaient la même conviction politique quant à l'avenir de cette région d'Europe. L'un comme l'autre avaient déjà commencé à prendre des contacts informels de l'autre côté de la frontière portugaise avec Felipe Gonzalez, espoir démocrate de la jeunesse espagnole, qui attendait la disparition de Franco et du franquisme. L'Espagne était un enjeu important, mais le Portugal fut le premier à secouer courageusement la dictature en fin de vie. Dès le 27 avril, l'avion fut prêt pour un décollage

le 28, en pleine période agitée dans la capitale portugaise. Les rendez-vous étaient encore approximatifs, mais les commissaires étaient déjà dans l'avion accompagnés de Danièle Josselin membre du cabinet de Claude Cheysson et de moi-même, membre du cabinet d'Henri Simonet. Les ambassades de France et de Belgique à Lisbonne avaient été prévenues, car sans service diplomatique propre à l'Union européenne, le programme des deux commissaires reposait sur la bonne volonté manifeste de leurs compatriotes diplomates. Lorsque l'avion atterrit, les ambassadeurs durent attendre deux heures au pied de celui-ci l'escalier mobile, car aucun travailleur portugais n'était au travail; tout l'aéroport fêtait déjà le « 1^{er} mai des Oeillets » qui allait se dérouler dans la capitale deux jours plus tard dans une ambiance extraordinaire. C'est ainsi que Claude Cheysson fut le premier européen à apporter avec Henri Simonet ce contact humain très chaleureux de l'Europe. Au moment de la première grande révolution en Europe, il donnait une véritable forme humaine à l'Europe

La délégation sous la conduite de Claude Cheysson rencontra Othelo de Carvalho qui donnait une impression de force et de volonté politique claire alors qu'en tant que militaire, il n'était pas préparé à jouer un tel rôle. Puis ce fut une réunion avec Antonio de Spínola qui venait juste de prendre la présidence de la junte de salut national. La délégation rencontra ensuite l'ami de toujours, connu dans les conditions difficiles de l'exil, Mario Soarès. Il était jeune, rayonnant et conscient de la période qui s'ouvrait pour lui et pour son pays. Elle rencontra aussi son ennemi juré, Alvaro Cunhal, président du Parti Communiste qui terminait ainsi en beauté une période cruelle d'opposition.

Claude Cheysson avait l'Europe au cœur. C'est au cours de cette mission brève de deux jours mais intense, jamais vécue depuis la création des institutions européennes, qu'il ouvrit au Portugal une porte qui ne se refermera plus jamais pour ce pays.

DE GRANDES AFFINITÉS DE PENSÉE

BOUTROS BOUTROS-GHALI

J'ai rencontré Claude Cheysson pour la première fois en février 1979 lors d'une visite officielle que j'effectuais en qualité de ministre des Affaires étrangères, en Belgique. Il était alors membre de la commission des Communautés européennes, et responsable de la coopération avec les pays en voie de développement. J'ai très vite eu l'impression qu'il y avait de grandes affinités de pensée entre nous. J'ai découvert aussi que nous avions des amis communs au Liban, dans les pays arabes et en France.

Homme de grande culture, il était particulièrement au fait des problèmes du Tiers-Monde. Il me dit toute l'admiration que lui avait inspirée la démarche audacieuse de Sadate et me parla de la visite du Président à Jérusalem comme d'un événement sans équivalent dans l'Histoire. Il était prêt à fournir à l'Égypte toute l'assistance dans le cadre des compétences et des programmes d'aide au développement de la Communauté européenne.

Je l'ai revu en 1981.

J'avais entrepris une tournée en Amérique centrale afin d'obtenir, hors du cadre des Nations unies, la participation de contingents latino-américains à une force multinationale, laquelle serait déployée le long de la frontière égypto-israélienne dans le Sinaï. Le hasard a voulu que je sois logé dans le même hôtel que Claude Cheysson à Tegucigalpa, capitale du Honduras. Nous étions convenus de nous rencontrer après minuit, une fois que nous aurions satisfait à nos obligations respectives.

— J'ai trois demandes à formuler à la France, lui dis-je ce soir-là : que la France puisse participer même symboliquement à la force multinationale au Sinaï, que l'Égypte prenne part aux

sommets France Afrique, que l'Égypte devienne membre de la Francophonie.

Ces requêtes formulées à brûle-pourpoint à plus de minuit à Tegucigalpa, désarçonnèrent l'espace d'un instant mon interlocuteur. Pourtant Claude Cheysson n'est pas un homme à se laisser déstabiliser facilement. Il était volontiers agressif, caustique et il avait la répartie facile. En tout état de cause, il maniait mieux le langage du politique que celui du diplomate.

— Je dois soumettre vos suggestions au président François Mitterrand, répondit-il dans un premier temps. Puis après quelques secondes de réflexion, il ajouta :

— Mais l'Égypte n'est plus francophone. On parle aujourd'hui anglais au Caire. Quelles sont les véritables raisons de l'Égypte à vouloir rejoindre la Francophonie ?

— J'en vois au moins quatre, répondis-je. La première est que l'Égypte veut s'ouvrir au monde occidental et particulièrement à l'Europe, la seconde est de parer au repli identitaire qui fait le jeu des fondamentalistes, la troisième est que la participation de l'Égypte aux institutions francophones viendra appuyer notre politique africaine, la quatrième est que le renforcement des liens franco-égyptiens nous permettra de contrebalancer un peu l'influence américaine en Égypte.

Claude Cheysson a répondu à toutes mes demandes. La France a participé à la force multinationale dans le Sinaï ; l'Égypte a participé aux sommets France-Afrique et fait son entrée au sein de la Francophonie en 1986.

Par la suite, nous avons encore été amenés à coopérer sur divers sujets.

Je pense notamment au projet d'une résolution franco-égyptienne concernant la Palestine que nous devions présenter au Conseil de sécurité. Malheureusement, ce projet n'a pas obtenu l'accord de nos présidents respectifs. Il nous est arrivé, parfois, mais rarement, de ne pas partager le même point de vue. Je me

rappelle, en particulier, une lettre qu'il m'avait adressée après que j'eusse désigné Akachi comme représentant du secrétaire général des Nations unies au Cambodge.

Il désapprouvait mon choix mais ces petits différends n'ont jamais entamé notre amitié, ni l'admiration que j'ai toujours portée à sa diplomatie.

HOMMAGE À CLAUDE CHEYSSON EN LA CATHÉDRALE SAINT-LOUIS DES INVALIDES,

LE 27 OCTOBRE 2012

PIERRE DEFRAIGNE

Oserais-je ouvrir cet éloge de Claude Cheysson, un homme que tous ici nous avons profondément respecté et aimé, par l'évocation, incongrue en cette circonstance, d'une colère mémorable du nouveau, frais émoulu, commissaire européen au Développement à son arrivée à Bruxelles en mai 1973, à la veille de son premier Conseil des ministres de la Communauté européenne ?

Je nous revois réunis, hauts fonctionnaires et collaborateurs du cabinet dans le grand bureau de verre que Claude Cheysson venait d'investir au 13^e étage du Berlaymont. Notre nouveau patron était tendu, irritable, difficile. Nous avions pensé le briefer, mais c'est lui qui nous mettait sur le gril, l'un après l'autre sur chaque point de l'agenda, avec ses questions brèves, précises, implacables. La tension montait. Quelqu'un lui remit son dossier pour le lendemain. Il regarda abasourdi le volumineux classeur cartonné aux arceaux de métal. Quoi ! C'était cela son dossier ? Trop gros, trop compliqué, trop touffu, bref absurde. Soudain il s'en saisit et le lança à l'autre bout de la pièce immense. Le dossier litigieux décrivit une courbe, explosa en plein vol, des centaines de pages s'envolèrent et couvrirent le parquet. Nous étions interdits, consternés, navrés. Le lendemain nous l'accompagnâmes au Conseil devant lequel il planchait pour la première fois avec ses nouveaux pairs, les ministres des Affaires étrangères des Neuf et leurs délégations. Nous étions pleins d'appréhension. Mais sitôt la séance ouverte, Claude Cheysson se livra pendant trois heures à un numéro éblouissant de défense et illus-

tration du mémorandum Deniau préparé par Dieter Frisch et Jean-Louis Lacroix pour sortir du conflit entre tenants du *statu quo* postcolonial et ceux de l'ouverture à une approche nouvelle des rapports entre l'Europe élargie et l'Afrique, dont Claude Cheysson s'était d'emblée fait le champion. Il plaida sa cause avec un brio, une élégance, une autorité, qui allaient devenir sa marque. La légende Cheysson était née. Il restait à en faire un chapitre de l'histoire de L'Europe.

Comment se fait-il que des hommes qui ont quitté les affaires depuis des décennies restent tellement vivants dans l'esprit et le cœur de ceux qui leur survivent, alors que tant de Commissaires européens retournent à l'anonymat dans les mois qui suivent leur départ de la Commission ?

Trois raisons en rendent compte dans le cas de Claude Cheysson : l'œuvre accomplie, l'homme européen, la personnalité de Claude Cheysson.

D'abord, peu diplomate à l'occasion peut-être, mais grand politique sûrement, Claude Cheysson a imposé, par son énergie, sa force de conviction, son opiniâtreté sans pareil, une vision vaste, profonde et claire du rôle à jouer en Afrique et dans le monde par l'Europe rassemblée, non plus pour coaliser des intérêts nationaux mais pour les transcender et faire advenir de nouveaux rapports Nord-Sud, à l'initiative de notre vieux continent. Trois avancées résumant son action à Bruxelles.

Premièrement, derrière la vision ample et profonde de l'architecte, il y avait chez Claude Cheysson l'énergie, la résolution et le savoir-faire du bâtisseur. Il a arrimé l'Afrique à l'Union européenne en transformant la convention de Yaoundé, confinée à l'Afrique francophone, en une convention de Lomé étendue à toute l'Afrique, avec ses trois piliers – commercial, financier et institutionnel – véritable partenariat d'égal à égal étendu rapidement aux Caraïbes et au Pacifique. Claude Cheysson soutenait avec force qu'obliger l'Afrique à négocier de bloc à bloc avec l'Europe d'un côté, consolidait l'unité de l'Afrique en prévenant

les disputes sur les frontières arbitraires tracées par le colonisateur, et de l'autre préparait l'intégration régionale en Afrique. Quel formidable dessein ! Quelle réussite magistrale !

Deuxièmement, ce fut son affirmation prophétique du rôle à venir pour l'hémisphère Sud, dans la correction de ce qu'il appelait dès 1980, « le grand désordre économique international » alors qu'il négociait à l'ONU, à la CNUCED et avec les Institutions financières de Bretton Woods, préférences commerciales, stratégie de la dette, programmes pilotes démographiques, d'égalité des chances et de partenariat public/privé en matière d'investissement. À un moment où Kissinger « cherchait le numéro de téléphone de l'Europe », Claude Cheysson lui avait donné un visage en Afrique, dans les Caraïbes, le Pacifique et tout l'hémisphère Sud qu'il parcourait inlassablement. Ceux qui ont eu le privilège de voyager beaucoup avec lui – je pense à Jean Durieux, Philippe Soubestre, Jacques Alain de Sédouy, Franco Nicora, Serge Abou, Danièle Josselin, Bernard Petit, Monique Vignal – se rappellent la minutie de ses préparatifs, des dossiers bien ficelés qu'il maîtrisait jusqu'au dernier tableau statistique, sa curiosité insatiable, son ouverture, sa passion de comprendre et son talent à convaincre chefs d'États, ministres, dirigeants des grandes institutions internationales. Son esprit ne s'est jamais figé toutefois dans une posture tiers-mondiste. Il n'a eu de cesse jusqu'au bout de guetter les nouveaux courants, d'identifier les nouveaux défis, d'expérimenter des nouveaux modes de faire, témoins le Stabex, la facilité Cheysson, les programmes pilotes pour l'égalité des femmes et le planning familial.

Troisièmement, Claude Cheysson, au-delà de son engagement évident pour la Méditerranée, a poursuivi à Bruxelles une politique d'appui à la paix en Amérique Centrale et au retour de démocratie en Amérique latine avec laquelle il avait tardivement développé des liens très vivants et qui l'avait séduit.

L'homme européen ensuite. Chez Claude Cheysson, la rigueur sèche et toute mathématique du raisonnement se dou-

blait d'un lyrisme inspiré par les valeurs fortes qui renvoyaient à la civilisation de l'Europe et à l'Universel. Tout français qu'il fût au départ par la tradition familiale du service de l'État et par sa formation dans les plus grandes écoles de la République, Claude Cheysson s'était transformé dans le creuset de la guerre et par son expérience vécue du tragique de l'Histoire, en un « esprit européen ». Fort de ses liens profonds avec la Grande-Bretagne noués dans la fraternité des armes et avec l'Allemagne de l'après-guerre par son rôle dans la reconstruction, Claude Cheysson ne pensait pas d'abord France, mais Europe. Il voyait l'Europe dans le regard et les attentes du Tiers-Monde. Oser une réponse européenne et dépasser les intérêts particuliers des États membres, étaient pour lui une exigence éthique d'une modernité inouïe. L'Européen Cheysson était aussi un homme du Monde, avec un M, majuscule bien entendu.

Enfin il y avait l'homme Cheysson justement. Comment l'évoquer sans trahir une personnalité complexe, pudique et d'une dignité ombrageuse ? Claude Cheysson avait un sens profond de l'équipe, peut-être acquis au long de son écolage, de son passage dans les camps d'internement, de l'expérience du Débarquement en Normandie et des combats pour la Libération de Paris, de Strasbourg, jusqu'en Allemagne même. Il avait gardé quelque chose du chef d'escadron de chars de la 2^e DB, un style martial, décidé, abrupt. Impatient devant les clichés et les manières pompeuses, il pouvait se montrer cassant, mais jamais son allant ne se relâchait et la cordialité restait très proche de la surface.

Comment cet homme exigeant et impérieux a-t-il suscité des loyautés aussi nombreuses, aussi profondes, aussi durables dans un milieu européen parfois blasé, sinon sceptique ? Cheysson lui, éveillait la ferveur, l'enthousiasme, l'engagement. Son intelligence fulgurante, le brio de son verbe et de sa plume, tout cela séduisait. Mais c'était le courage, l'audace, l'intégrité morale, la hauteur de vues qui en imposaient et enlevaient l'adhésion et la conviction de ses collaborateurs, de ses fonctionnaires et des

journalistes, qui expliquaient son autorité et son rayonnement auprès des ministres, au Parlement européen ainsi que parmi les diplomates des pays tiers.

Mais derrière le commissaire et le ministre, il y avait l'homme privé que Danièle, que ses enfants pour lesquels il éprouvait tant de tendresse, que Monique Touplain, sa collaboratrice la plus proche étaient probablement les seuls à connaître vraiment.

Quant à nous, nous nous souvenons d'un Cheysson amical, attentif, drôle. Bonne fourchette, causeur brillant – à table il orchestrait la conversation. Foin de propos oiseux et convenus, rien que des discussions substantielles ! Il se créait autour de lui cette atmosphère de camaraderie des bivouacs, parfois fraternelle, toujours vive et animée par son entrain, son humour, son ironie. Car il aimait rire aussi. Ses facéties surprenaient. Je me souviens d'un retour du Parlement européen vers le Berlaymont dans ma Fiat 500 couleur moutarde, avec Philippe Soubestre et Claus Ehlermann, encaqués à l'arrière et Claude Cheysson debout sur le siège avant, la tête passée par le toit ouvert comme surgissant d'une coupole de tank qui saluait et hélait les passants en se tordant de rire. C'était le temps du bonheur.

Aujourd'hui, nous prenons congé de Claude Cheysson. Il s'en va rejoindre le Panthéon de ces grandes figures de commissaires européens disparus, issus de la Résistance et de la Guerre : Mansholt, Spinelli, Marjolin, Jean Rey, Deniau, qui ont laissé une pensée et une action. Nous lui disons au revoir ici dans une Église, Saint-Louis des Invalides qui n'est pas seulement un lieu chargé d'Histoire, mais un lieu habité par une Présence qui transcende l'Homme. Claude Cheysson, en familier du désert, était un homme profond, ouvert au spirituel, au sacré, au mystère, ami de tant de prêtres de terrain, d'hommes d'Église engagés comme lui, de dirigeants spirituels juifs, musulmans, bouddhistes. Nous le confions à la Providence. Son esprit reste parmi nous, vivant, généreux, fraternel.

- IV -

UN SERVITEUR DE L'ÉTAT

1948, DE LA GUERRE À LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

*Extrait de l'entretien - récit de guerre de Claude Cheysson avec Philippe Ragueneau, Compagnon de la Libération, enregistré en 1994*¹²

Très curieusement, c'est parce que nous avons subi cette humiliation de la collaboration, cette occupation, la fierté de la Libération, que nous nous sommes trouvés très proches des Allemands, immédiatement après la guerre.

Le hasard de la vie a fait que j'ai été envoyé, dès ma sortie de l'ENA, par Robert Schuman en Allemagne où les Allemands venaient d'être autorisés à réunir une Assemblée constituante. J'avais en face de moi des Allemands de mon âge qui avaient connu des guerres très dures, plus dures que la mienne, mais qui éprouvaient les mêmes sentiments que moi. En particulier, l'humiliation que tout leur peuple ait été pour Hitler, comme pratiquement tout le peuple de France avait été pour Pétain. Cela nous a rapprochés à un point que l'on ne souligne pas suffisamment. C'est de là qu'est partie la construction européenne. Exercice politique, je n'ose pas dire exercice sentimental car cela comporterait une nuance d'optimisme qui n'était pas là au départ, mais exercice affectif: « ce n'est pas possible, nous n'allons pas continuer comme ça ».

C'est une affaire des peuples qui se sont occupés, libérés, haïs et qui, chez eux, se sont sentis humiliés. C'est la raison pour laquelle l'approche anglaise a été totalement différente de la nôtre. Ce qu'ils ont fait pendant la guerre est fantastique et

12. Ce récit figure en page 13.

sans eux il n'y aurait probablement plus de France, mais ils n'ont pas connu cela, et il n'y a pas eu pour eux cette nécessité d'une construction entre les peuples, avec le peuple d'Allemagne à côté du peuple de France. Pour moi ceci est très important.

Cette honte de ce qu'avait été leurs pays, leurs parents, parents au sens large, cela a été l'élément déterminant j'en suis convaincu. Ce n'est d'ailleurs pas tout à fait par hasard que la construction européenne a été déclenchée par trois frontaliers, chrétiens-démocrates, de formations allemandes: le Français Robert Schuman, l'Allemand Konrad Adenauer et l'Italien Alcide de Gasperi.

Mon cas personnel est un peu particulier dans la mesure où une grande partie de ma famille a disparu dans les guerres. Dans la mesure aussi où, du côté de ma mère, mon arrière-grand-père était allemand mais il détestait les Prussiens comme beaucoup de Rhénans, et il a rejoint l'armée française en 1870. Il a été grièvement blessé, et Gambetta lui a accordé la grande naturalisation. C'est quand même assez surprenant comme parcours, pas surprenant qu'un Rhénan se batte contre les Prussiens, mais que ce soit au point qu'il devienne français! Du coup toute sa famille sera très active en France. Son fils, Frantz Funck Brentano est devenu un historien assez connu. Ses trois petits-enfants (et un quatrième par alliance) seront tués pendant la guerre de 14. L'un de ses deux arrière-petits-fils (mon frère Jean) sera tué pendant la guerre de 40. Vous reconnaissez qu'il y a quelque chose qui est assez intéressant.

UN STAGE EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE SOUS LA DIRECTION DE CLAUDE CHEYSSON

SERGE BOIDEVAIX

À l'ENA, à cette époque du moins, la première année était prise par un stage qui marquait l'entrée dans l'administration. Je fus envoyé en Allemagne, petit provincial, passé par Paris, dont on voulait sans doute élargir le champ de vision. J'eus comme directeur, « patron de stage », disait-on, Claude Cheysson. Un souvenir inoubliable qui changerait tout en moi.

Claude Cheysson, officier de char dans la division Leclerc, avait fait une guerre brillante qui l'avait mené en Allemagne jusqu'au nid d'aigle de Berchtesgaden, « une Allemagne en décomposition » dira-t-il dans ses souvenirs.

Démobilisé, il était entré à l'ENA, et avait fait son stage à Berlin auprès de Tarbé de Saint Hardouin. Il avait pu assister aux réunions du Conseil de contrôle, instance suprême où siégeaient les généraux vainqueurs, Clay, Koenig, Montgomery, Sokolovski. Une chance exceptionnelle pour un homme qui aimait l'action. La France, qui avait sa place aux côtés des vainqueurs, grâce à l'action du général de Gaulle, avait alors une attitude dure, négative (dira un témoin comme Joseph Rovin) en matière d'occupation. Elle ne se joignit que tardivement à la bi-zone anglo-américaine, au début de 1948, et veillait jalousement sur sa zone d'occupation qui témoignait de son rang de grande puissance. Elle considérait avec méfiance les idées nouvelles venues de Washington après la rupture avec Moscou en 1947. Ces idées aboutissaient à reconstituer une forme de gouvernement en Allemagne occidentale avec le plan Marshall, la création du *Deutsche Mark* en 1948

et la mise en place, à Bonn, d'un conseil parlementaire chargé d'élaborer une loi fondamentale, c'est-à-dire une Constitution, par des Allemands et pour des Allemands. La France se tenait à l'écart. Le général Koenig, qui commandait les Forces françaises d'Occupation, était peu enclin à faire une place à des délibérations de civils sur l'avenir de l'Allemagne. La France n'avait pas de représentant direct auprès du conseil parlementaire. Pouvait-elle y avoir un observateur ? Et le miracle se produisit, courant 1948. On décida d'envoyer un « jeune », titulaire de la Croix de guerre, ce qui, pour le général Koenig avait sa valeur, et au surplus allié à la grande famille allemande des Brentano. Claude Cheysson devint ainsi le « Français de Bonn ».

Claude Cheysson avait une connaissance approfondie de l'anglais qu'il parlait avec une rare distinction. Mais il n'avait pas étudié l'allemand. Il se mit à apprendre cette langue avec cette énergie sans limite qui était son caractère. En 1951 encore, lors de mon stage, je le voyais, à chaque moment perdu, s'imprégner d'ouvrages allemands. Très rapidement, il acquit une maîtrise qui lui permit de remplir le rôle qu'il s'était fixé : être un intermédiaire, l'intermédiaire entre la nouvelle Allemagne et la France et préparer un autre avenir.

Bien vite, il connut Konrad Adenauer, président de ce conseil parlementaire, et devint un de ses confidents dans la maison de Roëndorf où habitait le futur Chancelier. Les conversations qu'il rapporte dans des souvenirs conservés aux archives du Quai d'Orsay, éclairent des points d'histoire essentiels. Konrad Adenauer, homme de la frontière franco-allemande – il avait été longtemps maire de Cologne – pensait que le « destin des deux pays était « interdépendant » et que cette réalité profonde était d'une importance capitale. Les catholiques Rhénans, disait-il, devaient reprendre du poids face aux Prussiens et aux Saxons et empêcher ces derniers de dominer un jour l'Allemagne lorsqu'elle aurait retrouvé son unité. Claude Cheysson laisse entendre qu'en évoquant ces Allemands de l'Est, Adenauer pen-

sait « les Protestants ». Il rappelle les propos que lui ont tenus ensuite Lamers, Schauble et même Genscher. Pour faire simple : pour bien se comprendre c'était un avantage d'être frontalier, d'appartenir au même monde, thème bien délicat à évoquer alors qu'aujourd'hui la famille de la Chancelière est venue de Hambourg en Saxe Anhalt. Pourtant Genscher, aussi, était venu de Halle.

Claude Cheysson s'était lancé avec enthousiasme dans ces échanges avec ses interlocuteurs allemands. Conversations faciles, assure-t-il, surtout entre des anciens soldats qui avaient subi des épreuves analogues et connu parfois les mêmes doutes. Conversations productives qui lui permirent de mettre en contact Maurice Schuman, alors ministre des Affaires étrangères, Konrad Adenauer et A. de Gasperi né au Tyrol. Tous trois parlaient allemand, racontaient leurs guerres, bien qu'Adenauer dût avouer son embarras, lui qui était « trop vieux pour avoir été mobilisé en 1940 ». Le plan Schuman sur la mise en commun du charbon et de l'acier, dans une vision européenne conçue par Jean Monnet en 1950, est né de ces contacts. La vision de l'intégration de l'Allemagne en Europe que l'on attribue à tort, estime Claude Cheysson, à une conception stratégique des tensions Est-Ouest, est en réalité née d'un rapprochement entre amis qui se retrouvaient après le temps des épreuves.

Claude Cheysson, qui avait commencé son apprentissage de l'Allemagne à Berlin, m'envoya, dès janvier 1951, auprès de Bruno de Leusse, conseiller du général qui commandait les Forces françaises du secteur français de Berlin. L'Allemagne était déjà divisée entre la RFA et la RDA, toutes deux créées en 1949. Mais Berlin, bien qu'émergeant à peine du Blocus de 1949-1950, n'était pas divisé. On pouvait, par la *Stadtbahn*, aller à l'Est jusqu'à la station *Friedrichstrasse* et voir ce spectacle, aujourd'hui sorti d'un autre monde, des grandes manifestations de jeunesse que les communistes organisaient à profusion ; parcourir aussi le *Kubdamm* où la France avait ouvert son grand centre cultu-

rel, aujourd'hui abandonné et rentrer le soir dans la quiétude de Tegel, vers Fronau où la division politique avait établi son bureau dans une ancienne *Flakschule* (école de DCA).

Trois mois plus tard, ce fut le retour à Bad Godesberg (donc à Bonn). Claude Cheysson, toujours soucieux de former au mieux son stagiaire, me fit entrer à la direction de l'Information, dans cette organisation du Haut-commissariat qui me paraissait immense. Au sommet, le Haut-commissaire, avec à ses côtés, un Haut-commissaire adjoint, Armand Bérard. André François-Poncet, qui avait déjà été ambassadeur à Berlin avant la guerre, avait une connaissance et une expérience sans égale dans tout ce qui était « allemand ». À la demande de notre mentor, il avait reçu les stagiaires, fort intimidés, en sa résidence d'Ernich, château choisi en raison de sa position dominante sur une courbe du Rhin, alors en secteur français. Après nous avoir posé quelques questions sur le ton débonnaire d'un père de famille, il s'enquit : « Ces jeunes gens ont-ils une voiture ? » Sur notre réponse négative, il se tourna vers son intendant et lui dit : « Qu'on leur donne un car Volkswagen. » Véhicule que les 13 stagiaires utilisèrent abondamment. Nous apercevions parfois le Haut-commissaire, conduit dans sa limousine précédée de trois motards en grand uniforme et gants blancs.

Les grandes directions étaient installées à l'Hôtel Dreesen, où Hitler avait reçu Neville Chamberlain avant les accords de Munich, le 22 septembre 1938, et que les Français avaient réquisitionné ostensiblement. De là, nous montions, après avoir traversé le Rhin, au Petersberg, grand bâtiment qui dominait la région et autre lieu historique du temps du nazisme.

Les trois Hauts-commissaires y rencontraient le Chancelier et ses ministres selon un protocole rigoureux, établi pour marquer les distances et montrer qui gouvernait l'Allemagne : Adenauer s'avancait sur un tapis qu'il ne franchissait pas face aux grands responsables de l'Occupation. Les discussions avaient lieu dans une très vaste salle où se décidait le quotidien des mesures

à prendre. La direction de l'Information n'avait pas le prestige de la direction Politique, confiée à M. de Guiringaud, ou des Affaires économiques, M. Leroy-Beaulieu. Mais elle avait son moment de gloire, au-delà de l'analyse quotidienne de la presse, c'était la dépêche mensuelle qui recensait tous les événements du mois et les exposait en les interprétant. André François-Poncet y veillait personnellement. Le texte devait être précis et élégant; je relisais Saint-Simon et j'apportais une contribution. Mon directeur, M. Vanthier, universitaire de formation, qui avait une « plume », faisait la synthèse, et le Haut-commissaire mettait le sceau final. Claude Cheysson ne participait pas à cet exercice. Son domaine de compétence était déjà jugé trop étendu et trop autonome par Louis de Guiringaud. Depuis octobre 1948, chef du service de liaison auprès des autorités fédérales, il avait la responsabilité des relations avec le personnel politique allemand, qu'il recevait largement dans sa villa juchée sur un piton dominant une courbe du Rhin à Rolandseck et ne rendait compte de ces contacts, particulièrement importants, qu'au Haut-commissaire.

Claude Cheysson avait immédiatement compris la portée du projet de création d'une autorité dans un cadre européen du charbon et de l'acier: c'était une révolution dans la pensée. La France avait, dès le début de l'Occupation, proposé de mettre en place une autorité de la Ruhr. Elle souhaitait que l'Allemagne produise plus de charbon, dont la France avait besoin (de là l'importance de la Sarre) et moins d'acier, symbole de la puissance allemande. Le plan Schuman-Monet, du 9 mai 1950, ouvrait une perspective d'avenir efficace. Il y avait à l'époque des groupes de contrôle du charbon et de l'acier, dirigés à Essen et Düsseldorf, par deux éminents polytechniciens, MM. Parisot et Bureau qui faisaient la politique française dans la Ruhr.

Claude Cheysson m'envoya en stage dans ces organismes et j'eus le plaisir de travailler dans la magnificence de la Villa Krupp à Essen. J'en tirai un mémoire de stage sur la déconcentration verticale dans l'industrie du charbon et de l'acier en Allemagne,

texte technique et indigeste qui passait à côté du grand événement qu'était le plan Schuman. J'y ai repensé souvent avec remords, en particulier, bien plus tard lorsque, parvenu à la retraite, je suis entré au conseil d'administration de la société Usinor. J'étais trop jeune, trop nouveau dans ces affaires et je percevais mal la dimension européenne de la coopération franco-allemande.

À la fin du stage, nous avions droit à deux semaines de congé et nous nous en ouvrîmes à Claude Cheysson en vue d'un voyage à Paris. Mais il nous prit de court. « J'ai tout prévu, dit-il. Trois d'entre vous n'ont pas encore fait leur service militaire (on devait le faire à la sortie de l'école). Je vous ai organisé une participation, comme simples soldats, aux manœuvres des forces de l'OTAN, qui se mettent en place, près de Coblenz. » Nous partîmes résignés. La chance ne fut pas avec nous : nous étions du parti bleu contre un parti rouge dont les soldats nous firent prisonniers un soir où nous fumions une cigarette dans les forêts derrière la citadelle de Coblenz. Le temps d'être relâchés et l'espoir d'un simple week-end à Paris s'évanouit à jamais. Je racontai l'histoire à Claude Cheysson. Il était ravi. Rien de tel que l'armée pour former le caractère, c'est-à-dire l'essentiel d'un homme. C'est ce qu'il appréciait par-dessus tout.

Bien des années plus tard, alors qu'il était ministre des Relations extérieures et que j'étais un de ses directeurs, il me demanda mon avis à la veille d'un voyage à l'étranger, à la mort de Sadate. Que devait-il répondre aux questions de la presse ? Je m'exprimai avec prudence pour m'entendre dire : « Vous m'aviez habitué à des opinions plus tranchées. » Mis au défi, je parlai carrément. Claude Cheysson utilisa largement mes propos et ce fut un beau tollé, ce dont je fus consterné. De retour à Paris, le Ministre me raconta l'incident avec un sourire désabusé, qui appelait mon respect et faisait mon admiration. Claude Cheysson était vraiment un caractère exceptionnel.

UN AMBASSADEUR ATYPIQUE

JACQUES BERNIÈRE

Claude Cheysson en Indonésie ! On hésite sur le sous-titre : « Harold en Italie » ou « La veillée de Wagram » tant il apparaît ébloui par la beauté du pays où il fait figure de héros romantique, isolé et incompris, tant il apporte aussi une vision stratégique puissante sur les possibilités qu'offrait cette partie du monde et une conception toute nouvelle du rôle de l'Ambassadeur qui fera école. Je peux en témoigner ayant été son collaborateur de 1967 à 1969.

L'Indonésie de cette époque frappe par l'importance de sa position géographique : sa carte projetée sur celle de l'Europe met la pointe nord de Sumatra à hauteur de l'Irlande et la Nouvelle Guinée Papouasie à hauteur du Caucase. Elle ne compte pas moins de 14 000 îles contrôlant les détroits de la Sonde, d'une importance vitale pour le monde. Elle a déjà une population de 180 millions d'habitants dont le niveau de vie est l'un des plus bas de la planète, mais elle dispose d'immenses ressources agricoles, minérales, maritimes. Elle vient de subir, le 30 septembre 1965, une tentative de coup d'état communiste que seule la présence d'esprit du général Suharto, oublié dans le massacre des généraux, a fait échouer. La crainte suscitée en province par cette tentative conduit la population, et non l'armée, comme l'ont reconnu les pays de l'Est et comme l'avait prétendu à tort le journal *Le Monde*, à exécuter environ 500 000 communistes. Le général Suharto rétablit l'ordre, arrête les tueries et appelle au pouvoir économique les quelques diplômés indonésiens des universités américaines, lesquels appliquent les *text-books* de l'économie de marché.

L'économie, qui avait sombré dans le chaos de la gestion socialiste, repart aussitôt¹³. Claude Cheysson voit l'importance du tournant. Il comprend vite, en visitant la base de Surabaya dans l'Est de Java, où les Soviétiques avaient entreposé massivement des flottes aérienne et navale de combat, que Moscou avait sans doute eu une stratégie des îles, comparable à celle de la Grande Bretagne au XIX^e siècle. En leur promettant de contrôler les détroits de la Sonde, elle leur donnerait un avantage considérable dans leur lutte contre l'Occident mais aussi contre la Chine. Dans l'esprit de Claude Cheysson, l'Indonésie pouvait prendre part à une stratégie des îles inverse de la précédente, qui serait de nature à contenir l'expansion du communisme qu'il soit dirigé de Moscou ou de Pékin, à un moment où la guerre du Vietnam commençait à mettre les États-Unis dans l'embarras. Claude Cheysson avait aussi tiré de Pierre Mendès-France l'exigence, rare à gauche, d'un strict respect de l'orthodoxie financière et de l'économie de marché. Il accueillait donc très favorablement la nouvelle orientation de la politique économique indonésienne.

Sur ces entrefaites, s'est produite à Djakarta la première visite à l'étranger de Mac-Namara comme nouveau président de la Banque Mondiale. J'assistais à sa conférence de presse, d'un extrême intérêt, qui enflamma Claude Cheysson au point d'obtenir immédiatement une entrevue qui confirma, en tous points, les intuitions stratégiques que jusque-là il était bien le seul à porter. Le nouveau président de la Banque Mondiale reconnaissait l'échec de ses prévisions au Vietnam, s'inquiétait de l'expansion du communisme en Asie du Sud-Est. Il importait donc aux États-Unis de définir une nouvelle stratégie, reposant, elle aussi, sur les îles mais en assurant leur développement économique grâce à l'économie de marché et à l'aide de la Banque Mondiale ainsi que de l'Occident. Il s'agissait de partir des exemples réussis du Japon, de la Corée du Sud, de Taïwan et de les étendre aux Philippines,

13. N.D.L.R. : cette présentation de la situation politique indonésienne de l'époque n'engage que son auteur. Il y a aujourd'hui débat sur le sujet.

à la Thaïlande, à la Malaisie, à Singapour et à l'Indonésie. Claude Cheysson, enthousiaste, y trouva la parfaite similitude d'analyse qu'il recherchait et qui donnait une assise solide à la politique française à suivre dans ce pays. Celle-ci pouvait déjà bénéficier de l'écho que rencontrait la politique d'indépendance du général de Gaulle, laquelle avait suscité beaucoup d'espoir dans une Indonésie encore marquée par la conférence de Bandung de 1955. Claude Cheysson sut admirablement jouer alors de ces orientations pour développer la présence française dans le pays, où jusque-là elle était presque inexistante.

C'est ici qu'intervient sa conception nouvelle du rôle des ambassadeurs qui, dans son esprit, ne doivent plus se borner à être des observateurs passifs de la politique de leur pays de résidence, mais devenir des acteurs entreprenants, assurant, en prenant appui sur les relations politiques qu'ils développent, la défense, l'illustration et la promotion des intérêts du pays qu'ils représentent. Claude Cheysson en a fait, en Indonésie, « la démonstration » comme il aimait à le dire, qui a profondément influencé une génération comme la mienne. Les ambassadeurs contemporains ont largement repris ces orientations qui, dans les années 1960, étaient encore l'exception.

Certes il ne s'agissait pas de cesser d'informer son Gouvernement. Claude Cheysson envoyait les télégrammes qu'il fallait, sans excès d'ailleurs, mais en entendant bien conserver sa liberté. Une anecdote le montrera : Yves Haberer, jeune inspecteur des Finances et directeur du cabinet de Michel Debré, avait institué un comité de lecture destiné à morigéner les ambassadeurs dont la correspondance télégraphique était jugée trop longue car dépassant les quatre pages devant constituer la norme. Claude Cheysson se fit épingle. Il répondit par un télégramme de 12 pages qu'il avait eu parfaitement raison de faire ce qu'il avait fait. Nous n'entendîmes plus parler du comité de lecture mais, bien après, du même Yves Haberer poursuivant jusqu'au Crédit Lyonnais l'exercice de ses compétences universelles.

Claude Cheysson était aussi un des premiers à procéder à des études de fond qui manquent souvent et pour lesquelles l'ambassade est toute désignée. Il fit ainsi étudier l'Islam indonésien par le conseiller, Michel Cadol, et par Vincent Monteil qu'il avait réussi à faire venir comme conseiller Culturel. Il me fit faire une longue étude sur les Chinois d'Indonésie dont le rôle économique était essentiel.

Encore fallait-il que les informations données soient puisées à la meilleure source et celles que l'on pouvait trouver dans le contact direct avec le pays étaient les meilleures. C'est pourquoi Claude Cheysson voyageait continuellement et invitait ses collaborateurs à en faire autant. Pratiquement aucune des 22 provinces indonésiennes d'alors n'échappa à nos visites. Il m'envoya ainsi avec une mission de l'ONU au centre de la Nouvelle Guinée Papouasie où les Papous vivent à l'âge de la pierre polie, avec des chercheurs d'uranium à Bornéo où les Dayaks, réducteurs de têtes, sont les frères des Peaux-rouges d'Amérique, avec des pétroliers à Sumatra où nous échappâmes aux tigres de justesse. Nous visitâmes ensemble une plantation de l'ancien temps, à Java, où l'on voyait que les cabanes des employés n'étaient pas assez hautes pour qu'ils puissent s'y tenir debout. En allant voir le président de la compagnie pétrolière nationale, dans le centre de Java, je me souviens encore que nous regardions sous les lits des modestes auberges où nous descendions pour voir s'il n'y avait pas de serpents !

De même, fréquentions-nous tous les milieux, y compris celui des toutes puissantes épouses des Ministres, regroupées dans une association redoutable, ou encore celui des Missions dont celle des Jésuites qui connaissaient tout sur le pays et avaient à leur actif d'avoir renversé Soekarno ! Nos rapports avec les militaires, les économistes, la classe naissante des entrepreneurs étaient constants. Autrement dit, selon le principe de Claude Cheysson, il n'était pas question « de rester à l'ambassade sous prétexte qu'il y avait du travail à faire ».

L'information et la réflexion servaient à l'établissement d'excellentes relations politiques mais encore fallait-il que celles-ci soient utilisées pour développer les autres relations économiques, culturelles, militaires, en partant du principe qu'elles se fécondent les unes les autres à partir du moment où elles sont animées, de façon dynamique, par le chef de mission. Ainsi se trouvait résolu le problème de l'autonomie que s'accordent volontiers les attachés spécialisés en raison d'un défaut d'organisation dans l'administration des relations extérieures de la France. Ces attachés étaient en effet tous absorbés par l'action conduite par Claude Cheysson qui avait, au plus haut point, la capacité de mobiliser les imaginations en inscrivant l'action de chacun dans un projet d'ensemble.

Les succès concrets, ne manquèrent pas.

Le plus important est d'avoir obtenu du Gouvernement indonésien d'immenses concessions pétrolières qui ont sauvé Total, laquelle avait perdu son patrimoine pétrolier en Algérie et n'avait pratiquement plus rien. Pour parvenir à ses fins, Claude Cheysson avait imaginé un modèle que j'ai d'ailleurs reproduit à Brunei avec le même succès, qui consistait à apporter, sans qu'il en coûte d'ailleurs un sou au contribuable français, une assistance à la formation des ingénieurs et techniciens pétroliers locaux par l'Institut Français du Pétrole. C'était là une innovation complète.

La présence au pouvoir du Général de Gaulle avait aussi joué son rôle: « Ah! Enfin du pétrole qui n'est pas arabe! » avait-il dit à Claude Cheysson en le félicitant.

Pourtant, ce dernier n'était pas complètement satisfait car il aurait bien voulu que la France ait aussi le nickel des Célèbes qui avait fait l'objet d'un appel d'offres international. Mais il avait dû faire face à la légèreté des dirigeants de la société Le Nickel dans leur réponse, bien qu'associés à Kaiser Aluminium, ainsi qu'aux redoutables méthodes de la société américaine International Nickel, qui l'avait finalement emporté: les documents sur la position française avaient été mystérieusement dérobés. Mais

comme je l'ai écrit à Claude Cheysson peu de temps avant sa mort, la société française Eramet vient finalement d'hériter du gisement, ce qui constitue une lointaine revanche.

Dans bien d'autres domaines Claude Cheysson réussit : il met fort bien en valeur la construction, avec l'aide de la France, du barrage de Djatiluhur qui doublait la production d'électricité et les récoltes de riz de l'Ouest Java ; il obtient une concession forestière de 100 000 hectares au centre de Sumatra (dont l'exploitant français s'appelait M. Forêt, ce qui ne s'invente pas, et avait dû grimper dans les arbres ayant levé un tigre à 200 m de sa base de vie !); bien d'autres contrats et investissements sont à porter à son actif.

L'action culturelle avait pour lui le plus grand intérêt : il avait fait traduire en indonésien le célèbre poème d'Eluard « Liberté, Liberté chérie ». Il convainquit les autorités indonésiennes de faire appel au Pr. Bernard-Philippe Groslier, qui avait restauré les temples d'Angkor, pour sauver le magnifique stupa bouddhique de Borobudur d'un champignon destructeur de ses pierres. Surtout, en faisant venir le Grand Ballet de France il obtint un immense succès, les deux peuples se retrouvant dans l'harmonie, la valeur suprême des Asiatiques, et surtout des Javanais, dont la danse est l'expression la plus pure.

Bref, partout passait, grâce à Claude Cheysson, un souffle extraordinaire où l'imagination et l'esprit d'entreprise fournissaient un appui fort bienvenu au nouvel ordre indonésien, même si notre aide financière demeurait très modeste comparée à celle qu'apportaient les Américains, les Japonais, les Allemands. Les bonnes relations qui s'établissaient servaient alors au développement, dans l'intérêt mutuel, d'une présence française très significative et fort utile, menée en même temps dans toutes les directions. On peut dire que le choix qu'a alors fait Claude Cheysson était d'une remarquable pertinence puisque non seulement la stratégie des îles menée par Mac-Namara a réussi à endiguer le communisme, mais le développement économique

des pays d'Asie du Sud-Est qui en est résulté a, à son tour, servi de modèle à la Chine continentale dont on connaît l'essor contemporain. Soekarno avait parlé des *new emerging forces*, anticipant les pays émergents d'aujourd'hui, mais d'une façon bien invraisemblable à son époque en raison du désastre économique qu'apportait le socialisme à son pays. Suharto, Mac-Namara et Claude Cheysson avaient vu beaucoup plus juste et beaucoup plus loin.

Claude Cheysson lui-même a toujours gardé un grand souvenir de sa période indonésienne, la seule diplomatique qu'il ait vécue, aimait-il à dire. Aussi le pavé lui brûlait-il de sorte qu'il tournait les yeux vers la Chine mais il avait vite compris en recevant L. Paye, notre ambassadeur d'alors à Pékin, qu'il avait encore beaucoup à apprendre sur ce pays immense et mystérieux. C'est pourquoi il se tournait aussi vers l'Inde dont il me parlait en termes étincelants comme ceux qu'avait dû employer Alexandre avec ses soldats. Mais finalement, c'est surtout comme commissaire chargé de l'aide au développement, à l'Union Européenne, qu'il devait faire à nouveau ses preuves, tâche à laquelle il avait été merveilleusement préparé par sa mission en Indonésie.

Sa démonstration n'avait pas tout de suite convaincu un Quai d'Orsay, encore très attaché aux pratiques anciennes. Je me souviens qu'il avait eu l'imprudence de demander au directeur du Moyen-Orient, en visite, ce que pensait de lui le Ministre, à l'époque M. Couve de Murville: la réponse du directeur, qui n'en savait d'ailleurs rien, avait été cinglante et non dénuée d'humour: « le Ministre pense qu'il est très bien d'avoir un Cheysson au département mais qu'il est bon qu'il n'y en ait pas deux ». Claude Cheysson, prostré, avait accusé le coup en ne paraissant plus au bureau pendant 48 heures. Je compris enfin le retrait d'Achille sous sa tente!

Il restera cependant pour les diplomates de ma génération le modèle de l'ambassadeur passionné d'action, et pas seulement observateur, assurant par son intelligence et son

dynamisme l'essor extérieur des intérêts français. Bien sûr, des esprits chagrins critiqueront ses emportements, ses sautes d'humeur aussi volcaniques que la terre de Java, ses maladresses avec la presse, parfois ses erreurs de jugement. À l'aune du seul critère qui compte, celui des services rendus à la France, rien qu'à s'en tenir à sa mission en Indonésie, il figure parmi les plus grands, même s'il n'a pas été aussi honoré que d'autres qui ne lui arrivaient pas à la cheville.

Un grand bonhomme nous a quittés.

UNE EXPÉRIENCE INDUSTRIELLE

PIERRE-LOUIS BOUTONNAT

En janvier 1970, Claude Cheysson est nommé président de l'Entreprise Minière et Chimique (EMC). Il dirige ce groupe industriel public jusqu'en avril 1973, date à laquelle il est appelé à la Commission européenne de Bruxelles pour remplacer Jean-François Deniau. Créé deux ans auparavant par le regroupement de deux établissements publics, les Mines Domaniales de Potasse d'Alsace (MDPA) et l'Office National Industriel de l'Azote (ONIA), ce nouvel ensemble est géré en réalité par ses autorités de tutelle. Il n'existe pas en tant que groupe, associant des entreprises fortement marquées par leur implantation locale (Mulhouse et Toulouse) avec des équipes très attachées à leur région. Sa situation économique et financière est très dégradée, en raison de l'effondrement des prix de la potasse et de l'azote et de la crise du marché des engrais. La tâche s'avère donc particulièrement ardue pour le nouveau président.

Claude Cheysson s'attache à constituer un véritable groupe, avec sa propre identité et sa cohérence, lui insufflant un nouvel état d'esprit et le dotant de structures et d'outils de gestion modernes et adaptés. Par une vision très prospective, son autorité personnelle, sa rapidité de décision et son dynamisme, il se révèle d'emblée un grand chef d'entreprise. Dès son arrivée, il fait le tour des principales implantations, en France et à l'étranger (Belgique), pour rencontrer les hommes, connaître les installations et les produits et s'informer des problèmes. Il poursuivra ces déplacements pendant tout son mandat, maintenant les contacts et réglant sur le terrain les questions difficiles. Il s'entoure d'un secrétariat général de trois personnes qu'il choisit à l'intérieur et à l'extérieur du groupe, formant un véritable

cabinet, chacun étant chargé de suivre un secteur industriel particulier. Il crée un « directoire privé », devenu ensuite comité de direction, pour assurer la collégialité des décisions.

Ce dispositif est complété par la création d'une direction du plan et du développement capable de proposer des axes stratégiques pour les différentes sociétés et de préparer un plan à trois ans décliné pour chacune d'elles. Enfin il rassemble les différentes implantations parisiennes en un lieu unique (dans le 13^e arrondissement). Cette opération, finalement réalisée début janvier 1973, permet de faire des économies de gestion et d'investir le produit de la vente des immeubles, propriétés du groupe.

Pour mettre en œuvre les réformes indispensables, Claude Cheysson fait appel à des hommes nouveaux, plus jeunes et habitués à la gestion d'entreprise, en remplacement des présidents des deux principales entités (MDPA et APC¹⁴). Dans cette opération humainement difficile, il fait preuve d'un rare courage et d'un sens aigu de ses responsabilités, face aux intéressés et devant les ingénieurs et cadres qu'il réunit pour exposer les grandes lignes de sa politique. Les structures des différentes entreprises sont simplifiées, rendues plus efficaces et mieux adaptées aux méthodes modernes de gestion, avec l'institution de contrôle de gestion et gestion par objectifs. Dans le même esprit, il rassemble les activités d'ingénierie en France dans une entité autonome, Pec-Engineering, rattachée directement à l'Entreprise Minière et Chimique. Chargé par le Gouvernement, dans sa lettre de nomination, d'une mission d'étude et de remise en ordre du marché des engrais alors en pleine crise, Claude Cheysson réussit, en concertation avec les autres producteurs français, à réorganiser ce marché, à stopper la détérioration des prix ainsi que les importations à prix de dumping. À l'APC, il favorise un nouvel investissement, construction d'un atelier d'acide phosphorique à l'usine de Grand Couronne, à la fois pour redynamiser l'entreprise et ranimer son secteur engrais, mais en vue de sa diversification.

Au Saskatchewan (Canada), avec ses talents de diplomate et sa connaissance des problèmes économiques, il parvient à persuader le gouvernement de la province de prendre les mesures qu'il préconise pour mettre fin à la chute des cours de la potasse, permettant ainsi de redresser la situation désastreuse de la mine d'Alwingsal (filiale de l'Entreprise Minière et Chimique).

Participant d'une même vision à long terme, il développe des contacts avec les grands producteurs mondiaux de phosphate, en particulier avec l'Office Chérifien des Phosphates. Il propose des contrats *take or pay*, dans l'idée de contribuer aussi au développement des pays producteurs, une idée qui lui tient très à cœur et qu'il poursuivra activement dans ses mandats européens.

En Belgique, après le regroupement de l'ensemble des sociétés au sein de Tessenderlo Chimie, des investissements importants sont effectués : production de MVC en partenariat avec la société hollandaise DSM ; lancement de la construction d'une nouvelle électrolyse ; élargissement, par rachats, des activités liées à la gélatine.

Au Congo, la Compagnie des Potasses (CPC) rencontrant de grosses difficultés, Claude Cheysson n'hésite pas à en prendre temporairement la présidence pour faire face à la situation, en attendant le recrutement de nouveaux dirigeants.

Parallèlement aux opérations de restructuration et de modernisation, il mène une politique de développement et de diversification, lançant la préparation d'un grand plan d'investissement. Pour lui, l'Entreprise Minière et Chimique doit quitter peu à peu l'univers minier, à horizon forcément limité par l'épuisement du gisement alsacien, et son orientation quasi exclusive vers le marché des engrais, pour s'ouvrir davantage à la chimie. Il a l'ambition d'en faire un grand groupe chimique.

Toujours soucieux d'informer et de communiquer, il veille à la bonne circulation de l'information dans l'ensemble du groupe et pousse à la création de services de communication interne dans les sociétés à effectifs importants. S'affranchissant des circuits

hiérarchiques, lui-même n'hésite pas à diffuser des informations directement aux personnes concernées, leur demandant leurs réactions. Il s'attache en même temps à améliorer la communication extérieure, les relations avec la presse et les collectivités locales, particulièrement dans le bassin minier alsacien.

Autoritaire, mais d'une grande ouverture d'esprit, il sait écouter, dialoguer, négocier, notamment avec les syndicats (par exemple lors de la grande grève des Mines, fin 1972) avec lesquels il entretient des rapports suivis. Travailleur acharné, pétillant d'idées nouvelles (« Cent idées à la seconde » à mettre en œuvre aussitôt!) il est aussi exigeant avec ses proches collaborateurs, mais leur fait totalement confiance. Les tenant informés en permanence, il leur communique tout son courrier, reçu et envoyé.

Son caractère affirmé le conduit parfois à se montrer cassant et à tenir des propos qui peuvent être blessants. Ceci expliquera bien des jugements contradictoires sur son passage dans le groupe. Il n'a pas fait l'unanimité, conséquence inéluctable de l'action menée en profondeur par un homme à forte personnalité, prenant des décisions souvent difficiles, parfois visionnaires, entraînant donc des incompréhensions et des critiques. Mais le bilan de Claude Cheysson à l'Entreprise Minière et Chimique est au total largement positif. Pendant ses 40 mois de présidence, il a su faire de l'ensemble disparate et sans grand avenir trouvé à son arrivée, un véritable groupe industriel reconnu et en développement. Sous son impulsion, les réformes nécessaires ont été entreprises et pour la plupart menées à terme: réorganisation des structures, assainissement des comptes, redressement des marchés, diversification des produits, reprise des investissements... Il laisse à son départ une situation qui permet à l'Entreprise Minière et Chimique de devenir bénéficiaire, pour la première fois depuis sa création, et d'investir dans de nouveaux développements.

CLAUDE CHEYSSON

HUBERT VÉDRINE

Je le vois et l'entends comme si c'était hier. Il s'avance d'un pas assuré, me fixe de son œil étincelant, souriant, chaleureux, sûr de lui, me tend la main : « Claude Cheysson ». Nous sommes peu après le 10 mai 1981, à l'antenne présidentielle, rue de Solférino. Claude Cheysson exulte. Il vient d'être confirmé par François Mitterrand pour le Quai d'Orsay et a même obtenu le titre réinventé qu'il a suggéré : « ministre des Relations extérieures » (rien ne nous est « étranger »). J'ai 34 ans. Je ne sais pas encore (personne ne sait) de quoi je serai chargé à l'Élysée. Mais le président élu a dit à Bérégofoy que je serai dans l'équipe et je me retrouve à répondre aux messages de félicitations des chefs d'État. Je ne connais alors de Claude Cheysson que ce que j'ai lu dans la presse : le gaulliste, l'Algérie, le Tiers-Monde, le développement, son anti-giscardisme, son vote pour Mitterrand. Tout cela m'est sympathique. Je me réjouis que le président ait choisi pour le Quai non un politicien mais un grand professionnel, à la forte personnalité.

Cette nomination ne ravit pas tout le monde au Quai, ni à l'Élysée. Très vite, conforté comme conseiller diplomatique – dans le jargon de l'époque « consultant pour les relations extérieures » – je me retrouve à faire passer les messages du Quai d'Orsay à Pierre Bérégofoy et au Président, à leur présenter de la meilleure façon possible les initiatives et les déclarations (nombreuses !) de Claude Cheysson. Non pas que j'adhère à toutes ses conceptions. Déjà le Tiers-Monde n'est plus ce qu'il était après Bandoeng et je ne crois pas trop à son trépied Mexique, Algérie, Inde. Mais il y a chez lui une belle vision de la France et chaque

jour un élan, une conviction, une énergie, un optimisme en action que je trouve entraînants et convainquants pour jouer un rôle de messenger et de passeur. Je m'appuie pour cela en permanence sur François Scheer, son remarquable directeur de cabinet et sur Philippe Petit, son adjoint, et mon ami.

Je suis à plusieurs reprises en butte aux manœuvres de ceux qui veulent liquider soit « l'antiaméricanisme du général de Gaulle », comme si c'était le sujet en 1981, ou la « politique arabe » de la V^e République que Claude Cheysson est soupçonné de vouloir perpétuer, alors qu'il faudrait s'en débarrasser, ces pensées impies étant embusquées au Quai d'Orsay ! J'aide le Ministre, je le soutiens, je plaide pour lui. Il me prend je crois, en amitié. J'ai envie d'écrire : en affection. Il m'associe, alors que rien ne l'y oblige, à certains de ses voyages. Ainsi à Beyrouth, en pleine guerre civile où nous devons nous aplatir au fond des voitures pour franchir certains endroits de crainte des *snipers*.

En sens inverse, j'essaie de décrypter pour Claude, qui m'appelle de plus en plus souvent directement, la pensée, les arrière-pensées, les attentes de François Mitterrand, pour autant que cela soit possible, et infinies subtilités de son expression. Claude est impressionné, parfois fasciné par le Président, mais souvent ne le comprend pas, ou surinterprète ses propos. « Peut-être » ne veut pas dire « oui, d'urgence ». « Il serait souhaitable que » n'est pas un souhait mais une instruction, etc. Il se précipite là où le président voudrait temporiser. Le Président estime et respecte Claude Cheysson, mais souvent, ne le comprend pas. Ils ne sont pas sur le même tempo...

Un jour va venir où le Président se sentira assez au fait de son nouveau champ d'action international, et de ses interlocuteurs, assez expérimenté, pour mettre un proche dans ce poste clé, pas forcément un diplomate professionnel – et ce sera, en deux étapes, Roland Dumas – tout en veillant à ce que Claude ait une fonction importante adaptée à son talent, – et ce sera à nouveau la Commission.

Mais avant il y a ces trois années et demie, 1981, 1982, 1983, 1984, pendant lesquelles se met en place, non sans-à-coup, une politique étrangère renouvelée, non pas la politique simpliste récusant tout héritage de la V^e République que certains à gauche avaient à l'esprit en 1981, mais une synthèse originale de gaullisme et de mitterrandisme, enrichie de relance européenne à partir de mars 1983. Claude Cheysson n'est pas pour rien dans cette synthèse créatrice, et durable. D'ailleurs, en mars 1982 à Jérusalem, il est un de ceux, avec Jacques Attali, que le Président consulte et fait réagir tour à tour, au fur et à mesure qu'il écrit tard dans la nuit son discours à la Knesset, qui devait devenir si fameux.

Claude Cheysson était une personnalité remarquable et il a été un ministre inspiré et marquant. Il avait quelque chose d'unique. En écrivant ces mots, je ressens avec émotion, sa présence, sa personnalité, son intensité.

UN CABINET, À QUOI BON ?

FRANÇOIS SCHEER

Longtemps Claude Cheysson et moi nous sommes croisés sans nous rencontrer. En 1962, à Alger, le regard du tout-puissant directeur général de l'Organisme Saharien n'avait guère l'occasion de s'attarder sur le jeune secrétaire d'ambassade entré au Quai d'Orsay depuis tout juste un mois. Et nous ne ferons que nous entrevoir lorsque, quittant son poste d'ambassadeur en Indonésie, Claude Cheysson fera en 1970 escale à Tokyo, hôte de Louis de Guiringaud auprès duquel j'avais le bonheur d'exercer les fonctions de conseiller culturel.

C'est en 1976 que le déclic se produira.

Ambassadeur depuis peu à Maputo, dans un Mozambique nouvellement indépendant, je reçois, avec mes collègues des États membres de la Communauté européenne le commissaire chargé des relations avec les PVD. Claude Cheysson vient de mettre en place à Bruxelles les accords de Lomé, et sans perdre de temps, se rend au chevet du nouvel État africain. D'emblée, le contact est cordial. Alors que je le reçois dans une résidence encore en chantier (je n'avais à mon arrivée à Maputo ni chancellerie ni résidence, et j'émergeais à peine d'un long séjour à l'hôtel), j'ai encore en mémoire la phrase par laquelle il me dit son étonnement (heureux s'entend) de trouver dans cette partie d'Afrique très éloignée de « notre » Afrique, un chef de poste relativement jeune (à 42 ans, j'étais alors le plus jeune Ambassadeur de France : de quoi faire sourire la génération présente qui, à cet âge-là, aspire déjà aux plus hauts postes !) et non issu des cadres de la France d'Outre-Mer. Une autre complicité se noue alors entre nous : l'avion qui avait amené le commissaire européen à Maputo était

reparti avec sa valise ! La solidarité européenne n'étant pas un vain mot, les quelques représentants des États membres présents dans la capitale mozambicaine (dans mon souvenir, nous devions être 5) mirent au pot commun de quoi permettre à l'envoyé de l'Europe de tenir dignement son rang durant ses entretiens avec les autorités mozambicaines. Et la valise n'ayant pas réapparu, le commissaire quitta le Mozambique avec quelques-unes de mes chemises. Un lien solide était ainsi créé, d'autant plus qu'à quelque temps de là, je me retrouvai à Bruxelles représentant permanent adjoint de la France auprès des Communautés européennes, et à ce titre, en charge des dossiers que traitait Claude Cheysson. Même si deux ans plus tard, je fus inopinément contraint par un ministre, qui, pour des raisons que j'ignore encore, ne me voulait pas du bien, de rejoindre le Parlement européen pour diriger le cabinet de Simone Veil, première présidente du Parlement élu au suffrage universel, le fil qui me reliait à Claude Cheysson ne fut pas un instant rompu. Et c'est là qu'en mai 1981, quelques jours après l'élection de François Mitterrand, il vint me proposer, avec le plein accord de Simone Veil qui n'ignorait rien de mes engagements, de prendre la direction de son cabinet pour le cas où le Quai d'Orsay lui serait confié par le nouveau président de la République. Sans vain discours, ces cinq années avaient lentement tissé entre nous un climat de confiance réciproque que, ni nos relations de travail, ni les chemins séparés que nous suivîmes après 1984 ne purent assombrir.

Si j'ai tenu depuis le début des années quatre-vingt et jusqu'à ce jour un agenda précis de chacune de mes journées, je n'ai en revanche jamais rédigé le moindre journal de bord, ce qui me protège aujourd'hui de la tentation de prendre la plume pour livrer au grand public une histoire « véridique » de mes exploits diplomatiques. Pour suppléer cette absence de trace écrite, je pourrais, certes, en appeler à ma mémoire, en laquelle j'ai encore une relative confiance. Mais si celle-ci peut être une agréable

compagne dans une conversation de salon, elle est à coup sûr, pour qui prétend faire œuvre d'historien, mauvaise conseillère, toujours tentée de faire la part belle aux faits et gestes du mémorialiste, et prompte à transformer de modestes chapelles en vertigineuses cathédrales.

Pour l'occasion cependant, je ne crains pas de me fier à ma mémoire pour revivre les premiers pas de Claude Cheysson au Quai d'Orsay. Car pour s'en tenir aux grandes heures de notre République, cinquième du nom, celles que nous vivions étaient historiques : après deux longues décennies, un président de gauche entrait pour la première fois à l'Élysée. Comment le ministère des Affaires étrangères, tenu à tort ou à raison pour un temple de la tradition, allait-il vivre cette soudaine mutation ?

Le 21 mai 1981, alors que je me trouvais toujours à Luxembourg, siège de l'administration du Parlement européen, Claude Cheysson me demanda de gagner en hâte Paris. Nous nous retrouvâmes le lendemain matin à deux pas du Quai d'Orsay, au Sofitel de la rue Saint-Dominique (sur lequel l'Assemblée nationale a depuis lors fait main basse), et y passâmes la journée à compulser des dossiers, consulter des listes, communiquer avec la Présidence de la République et le ministère des Affaires étrangères. Convoqué à déjeuner à l'Élysée, où le président de la République mettait la dernière main au premier Gouvernement Mauroy, le futur ministre des Relations extérieures eut l'occasion d'y défendre sa vision de l'administration dont il aurait la charge. À nos yeux, il était en effet essentiel que l'Europe et le Développement demeurent dans le giron du ministère. Ce fut acquis sans grand débat. En revanche nous échouâmes – ce ne fut pas vraiment une surprise ! – à obtenir le rattachement de la direction des Relations économiques extérieures au ministère des Relations extérieures : il est dans l'Administration française des citadelles imprenables, fût-ce contre la raison. La journée ne s'acheva pas sans un dernier suspense, l'annonce de la composition du nouveau Gouvernement, qui devait intervenir

dans l'après-midi, ayant été retardée jusqu'en début de soirée. La répartition et les attributions des postes ministériels les plus en vue menaçaient-elles d'être remises en cause par quelque manœuvre de couloir? Claude Cheysson ne cachait pas son inquiétude. Vint enfin aux environs de 20h 30 la confirmation de sa nomination au Quai : précision qui n'était pas pour nous un détail... Nous pûmes aller dîner en paix.

Je n'ai rien oublié de la scène étrange qui marqua, le 23 mai, l'entrée en fonction du nouveau ministre au Quai d'Orsay. Dans le grand salon central de l'hôtel du ministre (redevenu le bureau du ministre du temps de Roland Dumas) nous attendait, entourés des directeurs du ministère et de membres de son cabinet, Jean François-Poncet, particulièrement tendu. Entre un Claude Cheysson, cordial et se gardant de tout triomphalisme, et son prédécesseur, visiblement désemparé, la cérémonie fut digne, mais brève. Se retirèrent-ils dans le bureau ministériel pour un entretien en tête-à-tête? Je n'en ai pas gardé le souvenir. Je me souviens en revanche qu'au moment de prendre congé, c'est Claude qui suggéra à l'ancien maître des lieux de serrer la main à ceux qu'ils avaient rassemblés pour cette cérémonie des adieux. Pour ma modeste part, je n'eus aucun problème pour recueillir les dernières consignes de mon prédécesseur, Jacques Viot, avec lequel j'avais toujours entretenu les meilleures relations au cours de ma carrière.

Et le cabinet? Le cabinet à cette heure n'existait pas. N'amenant au Quai que deux membres de son équipe bruxelloise, Danièle Josselin et sa fidèle secrétaire Monique Touplain, Claude Cheysson n'a battu le rappel d'aucun autre des collaborateurs l'ayant servi dans ses précédentes fonctions. Riche d'un considérable faisceau d'amitiés nouées tout au long d'une existence déjà bien remplie, Claude n'était de fait l'homme d'aucun réseau, d'aucune chapelle, d'aucun courant, d'aucun clan. Libre de toute attache partisane, c'est à moi, qui n'avais jamais travaillé avec lui, qu'il confiait le soin de constituer son cabinet. Une

fois réglé entre nous le choix du directeur adjoint de cabinet, Philippe Petit, j'avais carte blanche pour composer l'équipe qui accompagnerait au jour le jour le nouveau ministre des Relations extérieures.

Carte blanche pour donner forme à un objet que mes échanges avec Claude ne m'avaient pas permis de clairement identifier, mais dont je savais instinctivement qu'il ne pourrait sortir du moule classique. La personnalité de Claude Cheysson le commandait, et j'y trouvais d'autant moins à redire que mes dix-neuf années de carrière au Quai, entre administration centrale et postes à l'étranger, me portaient assez naturellement à tenter d'échapper à ce travers bien français : le cabinet-écran, dont l'omnipotence n'a d'égal que l'irresponsabilité, et qui, dans le cas particulier du ministère des Affaires étrangères, administration relativement légère, ajoute à une hiérarchie déjà pesante, un échelon qui n'a nul lieu d'être dès lors qu'une relation de confiance s'établit entre le ministre et son administration. À plus forte raison dans un ministère qui disposait encore d'un secrétaire général, espèce en voie de disparition dans l'Administration française, mais qui avait survécu au Quai pour une évidente raison : la fonction de ministre des Affaires étrangères étant par nature une fonction nomade, la présence d'un patron de l'administration chargé, de concert avec le directeur du cabinet, de garder la maison durant les fréquentes absences du ministre est indispensable. Et je savais que Claude Cheysson entendait s'appuyer sur un secrétaire général ayant toute sa confiance. Ce qu'il fit en allant le chercher hors de la maison.

Mais alors, le cabinet ? Pour moi, il était clair que sa fonction première était de constituer auprès du ministre une garde rapprochée, habilitée non pas à refaire jour et nuit le travail des bureaux, mais à s'assurer d'abord que ce travail était en harmonie avec la ligne politique définie par le ministre sous la haute autorité du président de la République. Pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, la gauche s'installait aux affaires.

Le changement n'était pas anecdotique, et ne pouvait rester sans effet sur la politique extérieure de la France. Claude Cheysson n'était-il pas le premier à soutenir que l'activité diplomatique d'un pays prolonge nécessairement sur la scène internationale la politique intérieure du Gouvernement en place ? Au cabinet d'assumer cette nouvelle donne auprès d'une administration peu encline au départ à faire bouger les lignes.

Ma tâche était donc bien de veiller à construire une équipe qui ajouterait à une évidente compétence, une sensibilité aux orientations nouvelles du Gouvernement de la France. Tâche d'autant plus délicate que les choix effectués ne devaient pas pour autant placer le cabinet sous la dépendance directe du parti majoritaire. Dans l'effervescence de la victoire remportée dans les urnes sur une droite qui en était venue, au fil des années, à se considérer comme le seul propriétaire légitime de la V^e République, maintenir cette distance n'allait pas de soi. Mais je savais que Claude Cheysson n'aurait pas admis la confusion des genres. J'avais donc à rassembler, non une équipe de militants (l'étaient-ils qu'il leur faudrait, pour un temps faire la part des choses entre cette militance et le service de l'État), mais un cabinet certes capable d'être à l'écoute des débats enfiévrés qui venaient battre jusqu'aux murs du ministère et de se faire l'écho de certaines impatiences légitimes, mais qui se garderait d'en faire une ligne de conduite. Un cabinet s'employant chaque fois que nécessaire à faire passer les bons messages aux services, sans pour autant remettre en cause l'autorité du secrétaire général. Un cabinet attentif aux échanges que le ministre entendait poursuivre directement avec les services, tout en veillant à ne pas imposer l'idée que l'autorité du ministre tiendrait tout entière au contrôle qu'exerceraient ses conseillers sur l'activité des bureaux. Un cabinet suffisamment charpenté et responsable pour entretenir un dialogue constant et utile avec les autres cabinets, et notamment ceux des départements ministériels, appelés à travailler en liaison étroite avec le ministère des Affaires étrangères

(je pense notamment à la Défense), sans omettre les contacts quotidiens, mais cela relevait plus particulièrement de ma responsabilité, avec les proches collaborateurs du Président de la République et du Premier ministre. Bref un cabinet entre ombre et lumière, suffisamment visible pour conforter l'autorité du ministre à l'intérieur et hors du ministère, suffisamment discret pour ne jamais être tenté, avec le temps, de couper le ministre de ses services.

Le tableau que je viens de dresser semble aller tellement de soi que je n'ai sans doute aucun mérite à soutenir que tel fut bien le profil et le mode de fonctionnement du cabinet dont Claude Cheysson m'avait confié la responsabilité. Je dois simplement à la vérité de dire qu'en fait, rien n'allait vraiment de soi dans cette manière de voir les choses, et que, sans la personnalité du ministre, sa liberté de parole et de mouvement, son peu de considération pour les règles inscrites de toute éternité dans le marbre, je n'ose affirmer que je serais seul parvenu à tenir jusqu'au bout la ligne ainsi fixée. Ce qui paraissait simple au départ recelait, de fait, une grande ambition. Et si ce cabinet a néanmoins tenu la distance, c'est parce qu'il était le cabinet de Claude Cheysson, et parce que tous ceux qui ont intégré progressivement l'équipe ont accepté de jouer le jeu.

Avons-nous pour autant fait école ? Certes non, mais cela est une autre histoire. L'intérêt de cette expérience est simplement d'avoir fait la preuve que cette tare de l'Administration française que constitue le cabinet écran (ou pire encore, le « cabinet bunker ») n'est pas irrémédiable. Encore faudrait-il que les responsables politiques ne considèrent pas d'emblée, lorsqu'ils accèdent à des fonctions ministérielles et prennent possession de leur administration, qu'ils entrent en territoire hostile, et qu'il leur faut dès lors s'entourer d'un cordon de sécurité pour travailler en paix.

QUELQUES SOUVENIRS

FRANCIS GUTMANN

J'ai rencontré Claude Cheysson à Genève en 1954. Il accompagnait Pierre Mendès-France venu pour la conférence sur l'Indochine. Je faisais partie (modestement) de la délégation française au Conseil économique et social des Nations unies. Nous nous croisâmes plus tard, au début des années soixante, quand il était chargé de la Coopération au sud du Sahara et qu'ayant rejoint Péchiney, j'avais les affaires africaines dans mes attributions. Mais c'est au début des années soixante-dix que nous nous connûmes vraiment. Il était président de l'Entreprise (d'État) Minière et Chimique, et, après la fusion Péchiney-Ugine Kuhlmann, j'étais devenu président des Produits chimiques Ugine-Kuhlmann. Nous nous vîmes alors souvent, faisant et refaisant ensemble la carte de la chimie française...

Puis Claude Cheysson partit à Bruxelles comme commissaire européen. Il m'y fit venir parfois pour des réunions sur les pays en voie de développement. Il me demanda aussi de conseiller, à titre privé, le Président rwandais Habyarimana pour ses « entreprises parastatales ». De temps à autre, nous déjeunions ensemble. La dernière fois fut quelques jours avant le premier tour de l'élection présidentielle de 1981. Claude Cheysson me dit qu'il venait de quitter Pierre Mendès-France, lequel lui avait déclaré que : « François Mitterrand semblait s'être mis aux affaires internationales... ».

Mai 1981, Claude Cheysson devient ministre. En septembre, il me sonde pour l'ambassade à Washington ou le poste de secrétaire général, en m'indiquant toutefois un peu plus tard sa préférence – qui était également la mienne – pour que

je prenne ce dernier poste. Dans la V^e République, observait-il, le président joue le rôle de ministre des Affaires étrangères, le ministre celui de secrétaire général, et le secrétaire général n'est plus qu'un conseiller. Il fallait, estimait-il, revenir à une situation plus normale, ajoutant que le secrétaire général devait être un pouvoir en soi et le cabinet, seulement l'ombre du ministre.

Claude Cheysson aimait la France et croyait en l'Europe. Mais primait sur tout autre sentiment son attachement aux droits de l'homme. Un jour, comme nous nous quittions à peine, il me téléphona en urgence pour m'annoncer qu'Houphouët-Boigny renvoyait Bokassa en France. Ma réaction fut lapidaire, faite de quelques lettres. Alors il se fâcha, s'étonnant que je ne trouve rien d'autre à dire, alors que ce « bourreau d'enfants » allait pouvoir toucher de nouveau le sol français.

Droits de l'homme, mais aussi justice, Claude Cheysson en avait profondément le souci. C'est ainsi qu'il voulait à tout prix que Barbie soit jugé et il joua un rôle déterminant dans le retour de celui-ci en France.

En Europe, tout en suivant attentivement les réunions et les travaux de Bruxelles, Claude Cheysson veillait à entretenir des relations bilatérales avec ses collègues européens.

Cordiaux, ses rapports avec Carrington étaient confiants à la mesure de la confiance qu'il estimait pouvoir accorder au Royaume-Uni. Avec Gensher, ils auraient été excellents, n'eussent été leur opposition de tempérament et la froideur du ministre allemand.

C'est avec Moran, l'Espagnol, qu'ils furent réellement amicaux. Comme François Mitterrand, Claude Cheysson était proche des États-Unis sans être exagérément atlantiste. Il appréciait hautement un homme comme Habib, il eut avec Haig des échanges faciles, il en alla un peu différemment avec Schulz.

En ce qui concerne l'Est-Ouest, il existait une grande communauté de vues entre le Président et Claude Cheysson. Ce dernier eut sa part dans le discours fameux de François

Mitterrand, en 1983, au *Bundestag*. Le début du septennat avait été marqué par un certain refroidissement avec Moscou, c'était alors un des temps forts de la guerre froide. Puis les choses étaient allées en s'améliorant. J'ai le souvenir de plusieurs entretiens de Claude Cheysson avec Gromyko, qui émettait en quelques mots des opinions tranchées, et aussi d'un déjeuner au cours duquel le ministre soviétique se mit à parler longuement de la passion d'un de ses petits-fils pour la littérature française...

Pour Claude Cheysson, l'affaire israélo-palestinienne était un drame humain, autant qu'un problème politique, et il était essentiel de lui rechercher activement une solution. Mais plus grave, d'un point de vue général, lui paraissait être le conflit entre l'Iran et l'Irak. On lui a fait parfois le reproche d'être par trop pro-irakien. Son soutien ne correspondait en fait à aucun penchant particulier, il était un soutien raisonné, tant il était convaincu qu'il fallait, par l'Irak, faire obstacle à un intégrisme dont l'Iran de Khomeiny constituait l'avant-garde.

Contrairement à ce qu'on a prétendu, Claude Cheysson n'était pas tiers mondialiste. Il était, certes, profondément attaché au Tiers-Monde, il avait pleinement conscience de sa misère, et aussi de l'importance qu'il prendrait à l'avenir. Mais il s'opposa à Jean-Pierre Cot, alors ministre de la Coopération, quand celui-ci entendit dissocier la politique de la France vis-à-vis de l'Afrique, de celle de la France dans le monde en général. Pour Claude Cheysson, il ne pouvait y avoir qu'une seule politique extérieure de la France.

En Asie, son attention se porta principalement sur le Vietnam et le Cambodge. Il s'intéressa également à des pays comme l'Inde, le Pakistan, la Thaïlande. Il était pleinement conscient du rôle croissant d'une Asie renaissante, mais elle n'était pas sans doute l'une de ses priorités.

Il en allait de même, dans une certaine mesure, pour l'Amérique Latine, encore que l'existence des régimes dictatoriaux qui y prévalaient alors, l'incitait à s'y impliquer davantage

et à appuyer l'action engagée depuis l'Élysée par Régis Debray. Passionné, profondément vivant, Claude Cheysson était en même temps d'une rare intelligence, doublée d'une grande intégrité intellectuelle et morale. Il portait sur les événements un regard exceptionnellement lucide. Peut-être eut-il quelquefois le tort – cela en tout cas lui fut reproché, y compris par le Président – de déclarer publiquement ce que, bien que tout-à-fait exact, il aurait pu être préférable de garder pour soi, comme, par exemple, que la mort de Sadate pourrait aider à une solution au Proche-Orient, ou encore qu'on ne pourrait rien faire contre Jaruzelski. Il reste que, de tous les ministres des Affaires étrangères de la V^e République, il est certainement celui qui eut le plus le sens de la prospective.

Sa grande franchise n'excluait pas la loyauté, en particulier vis-à-vis de François Mitterrand. Il n'avait pas été convaincu, tout en allant le négocier à Alger, qu'il fallait, pour améliorer nos rapports avec le Gouvernement algérien, lui consentir un prix du gaz élevé. Il l'était encore moins, je puis en témoigner, quand le Président lui prescrivit de passer avec la Lybie, puis de défendre publiquement, un arrangement qui devait théoriquement mettre fin à l'opération Manta au Tchad et qui ne donna pas, comme il l'avait prévu, les résultats escomptés. Mais, exécutant fidèle des initiatives présidentielles, Claude Cheysson ne laissa jamais paraître ses réserves à l'extérieur. Cette loyauté pouvait se doubler d'un certain courage. C'est ainsi que Claude Cheysson ne parvint qu'après une discussion très rude à convaincre François Mitterrand de l'obligation dans laquelle nous étions de livrer les Super Étendards à l'Irak, dès lors que Charles Hernu les lui avait imprudemment promis par écrit.

Il y a un trait enfin que je me dois de souligner. Une fois que Claude Cheysson avait donné sa confiance, il continuait de le faire sans réserve. Comme je lui reprochais (respectueusement) de partir toujours en voyage, il me répliqua : « Ne te plains pas puisque je te laisse tout ce qui ne concerne pas mon voyage. »

Quand à l'automne 1982, le Président, à défaut de pouvoir tenir, conformément à l'habitude, un entretien hebdomadaire avec le ministre souvent absent, prescrivit que Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Élysée et moi-même, nous nous voyions chaque semaine, Claude Cheysson, loin de s'en formaliser, se réjouit de la liaison ainsi assurée avec l'Élysée.

Une dernière remarque, celle-ci à propos de la vision que Claude Cheysson avait du département et du métier de diplomate. Il était profondément conscient que ce dernier devait évoluer, et qu'un ambassadeur, à l'avenir, outre ses fonctions traditionnelles, devrait être « rabatteur » d'un nombre de projets avec le pays de sa résidence, dans tous les domaines, politique certes, mais aussi économique, culturel, etc. Aussi décida-t-il, pour les y préparer, de détacher un certain nombre d'agents, pour quelques années, dans des entreprises récemment nationalisées.

Quand j'ai rejoint Claude Cheysson au département, nous étions de simples relations, anciens collègues notamment de l'industrie. Il n'était pas évident qu'à plus de 60 ans et 50 ans passés, nous pourrions travailler ensemble. Il fut mon patron, un grand patron. Nous devînmes des amis.

UNE FORCE DE CARACTÈRE

RÉMY PAUTRAT

Lorsqu'il m'arrive de me retourner sur les quarante-cinq années accomplies au service de l'État, et de revisiter les visages si nombreux que j'y ai rencontrés, celui de Claude Cheysson occupe une place privilégiée : forte et émouvante présence que la sienne dans ma mémoire.

Je me suis efforcé de l'accompagner dans l'exercice de sa mission au poste de chef de cabinet où il avait bien voulu m'appeler en mai 1981. Je n'ai pas seulement été impressionné, à cette époque, par les responsabilités éminentes qui lui étaient confiées dans des circonstances historiques, l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République, mais surtout par l'homme. Et maintenant qu'il nous a quittés, je mesure davantage ma chance d'avoir servi trois ans auprès d'un homme rare. Il ne m'a pas seulement inspiré le respect, mais au fil du temps une affection sincère qui ne s'est jamais démentie.

Au premier contact il n'engageait pas spontanément à la familiarité. Il fallait un long apprentissage et mériter sa confiance pour entrer un peu dans son univers intime. Mais trois traits de son caractère s'imposèrent très vite à moi : le courage, l'intégrité morale, la vision de l'Histoire et du rôle de la France.

Le courage trouvait assurément son illustration la plus remarquable dans son engagement précoce dans les Forces Françaises Libres au moment où le France était à terre, et le général de Gaulle à Londres pour entretenir la flamme de la Résistance. Mais, au-delà de cette grande circonstance de l'histoire, Claude Cheysson manifestait du courage dans sa vie quotidienne. D'abord il n'était pas courtisan et le souci de plaire

ne constituait pas sa préoccupation. Ce n'est pas si fréquent, la force de caractère. Elle suppose une forme de détachement à l'égard de ses intérêts personnels qui n'est pas toujours compatible avec l'accession aux plus hauts postes de l'État, ou au maintien dans ses fonctions.

J'ai bénéficié personnellement de cette force de caractère. En juin 1981, lorsqu'il me nomma chef de son cabinet, après que François Scheer, directeur de cabinet, et Philippe Petit, directeur adjoint, m'eussent généreusement ouvert la voie auprès du Ministre. Je ne les ai pas oubliés, non plus.

À cette époque, j'étais sous-préfet et dans l'alternance qui voyait la gauche arriver au pouvoir, le corps préfectoral n'avait pas les faveurs de la nouvelle majorité. On lui reprochait, la plupart du temps à tort, d'avoir servi la majorité précédente avec trop de complaisance et de zèle.

Comme beaucoup d'autres collègues, j'eus moi aussi, à connaître quelques désagréments sous la forme de mises en cause politiques que Claude Cheysson balaya d'un revers de la main en m'appelant à rejoindre son équipe dans ce contexte qui ne m'était pas favorable. Présenté par le ministre de l'Intérieur qui avait, naturellement, tenu à informer le Ministre de cette situation, il m'accueillit par ces mots :

— Je connais ce qui vous arrive, Maurice Grimaud m'en a prévenu et vous avez sa confiance. Cela me suffit, je vous garde !

J'éprouvais pour lui dans cet instant une reconnaissance indéfectible, car je savais d'expérience que tant d'autres m'auraient écarté sans état d'âme pour ne pas risquer de déplaire ou se compliquer la vie. Claude Cheysson était d'une autre trempe. Ce souvenir reste très fort en moi. Tout comme sa réaction lorsqu'il reçut dans les jours et les semaines suivant sa nomination au Quai d'Orsay, des lettres adressées au Parti Socialiste par des agents du département qui dénonçaient tel ambassadeur, tel directeur, ou autre membre de la hiérarchie pour connivence avec la majorité sortante et demandaient les « mesures appropriées ».

Les auteurs de ces correspondances n’imaginaient sans doute pas que le secrétariat aux affaires internationales du PS se contenterait de les faire suivre avec la mention « à toutes fins utiles », au ministre des Relations extérieures, lequel en éprouvait un vif courroux, exprimé en des phrases acerbes et définitives. Excédé il me donna ses instructions :

— C’est attristant. Ces lettres ne doivent pas être communiquées à la direction du Personnel. Mais vous saisirez l’occasion, ou vous la provoquerez, de recevoir leurs auteurs. Montrez-leur le courrier reçu et dites le mépris qu’il m’inspire. Ensuite, détruisez.

J’ai exécuté ces instructions et je garde en mémoire les entretiens avec les dénonciateurs, abasourdis que ces lettres destinées au Parti Socialiste aient pu finir sur le bureau du ministre sans autre précaution ! Mais je n’ai pas détruit toutes les correspondances, j’ai conservé les plus détestables, qui ont servi à l’édification de mes enfants, auxquels j’en ai fait une lecture commentée afin de mieux les préparer à la vie !

Claude Cheysson détestait le sectarisme et l’intolérance, autant qu’il aimait la vérité. En prenant mes fonctions, il me dit :

— Ne m’épargnez jamais la vérité, même, et surtout, si elle est désagréable à entendre. J’exige cela de vous. C’est la contrepartie de la confiance que je vous fais.

Et nous avons travaillé ainsi pendant les trois ans où j’ai eu l’honneur de servir à ses côtés avec trois chefs-adjoints de cabinet successifs, exemplaires de dévouement et de professionnalisme, Dominique de Combles de Nayves, Robert Leane et Alain Mauroy. D’autres plus qualifiés que moi donneront des exemples de courage et de la force de caractère de Claude Cheysson en des domaines plus importants que ceux relatés, ci-dessus.

Le chef de cabinet n’est pas dans le « stratégique », son rôle est plus modestement de s’assurer que tout est mis en œuvre pour permettre au ministre de se donner à l’essentiel, en lui évitant les tracasseries et les inquiétudes inutiles. Ce n’est pas une fonction ingrate, bien au contraire, elle est dense, vivante, nécessaire.

Les questions abordées entre le ministre et son chef de cabinet sont d'une nature et d'une portée différente de celles qu'il traite avec le directeur de cabinet, ses conseillers techniques, etc., elles sont souvent plus intimes et personnelles, mais elles le préoccupent et doivent aussi recevoir une solution.

Impressionnant par sa force de caractère, Claude Cheysson l'était aussi par son intraitable intégrité qui prenait parfois des formes inattendues.

À peine installé, il me demanda de fixer le montant du loyer qu'il tenait à acquitter pour l'occupation de son logement de fonction à l'Hôtel du ministre. Je lui expliquai que, du point de vue de l'éthique, il n'y avait rien de choquant à ce que les ministres, en particulier ceux « de souveraineté » soient logés. Mais il ne voulait pas en démordre et je lui proposai donc un loyer, dont il releva le montant, le jugeant insuffisant. Il m'adressait chaque mois un chèque tiré sur son compte personnel à l'ordre des œuvres sociales du ministère. Il s'inquiétait d'ailleurs régulièrement de la revalorisation du loyer, et je lui donnais chaque année l'évolution de l'indice du coût de la construction !

Mais la plus grande surprise qu'il eut en prenant ses fonctions fut lorsque je vins lui révéler qu'en plus des sources de financement habituelles – fonds spéciaux, fonds particuliers –, il existait aussi un compte secret ouvert dans une banque étrangère ayant une succursale à Paris, et qui était à la disposition exclusive et personnelle du ministre. Le département en ignorait complètement l'existence.

Ce compte était ouvert depuis longtemps, et résultait sans doute à l'origine d'un arrangement secret dont on avait prudemment effacé les traces. Les sommes en jeu avaient dû être importantes car lorsque Claude Cheysson, stupéfait de cette révélation, prit possession du compte, le montant du reliquat était encore très élevé.

Les instructions ne se firent pas attendre :

— Vous allez clôturer ce compte immédiatement, et n'en

révélez pas l'existence à l'extérieur. Les fonds retirés devront être affectés à des travaux utiles au département et à l'acquisition de matériels pour les services.

Je lui fis remarquer qu'il serait sans doute un peu compliqué de réintégrer au ministère des fonds provenant d'un compte secret dans une banque étrangère. Il en convint et termina la conversation sur un péremptoire :

— Ceci est votre problème. Faites pour le mieux. Vous avez ma confiance. Veillez surtout à ce qu'il n'y ait pas de fuites. Nulle part.

Le directeur de la succursale parisienne fut désappointé lorsque je vins lui annoncer la décision du ministre de clôturer le compte ouvert depuis tant d'années dans son établissement et qui avait bien servi. Je l'assurai que ceci ne mettait pas en cause la qualité de ses prestations mais qu'il s'agissait simplement d'une sorte de question de principe à laquelle le Ministre était attaché.

Le compte fut fermé et il ne resta plus qu'à réintégrer au Quai les fonds que je transportai dans une mallette en prenant congé de ce respectable établissement. Je me rappellerai toujours le visage des deux hauts fonctionnaires du département auxquels il fallut bien faire le récit de ce qui se passait, car leur concours actif était indispensable pour exécuter le deuxième volet des instructions du Ministre : réaliser des travaux et acheter du matériel. L'accablement fut leur première réaction. Mais en dépit de la complexité de la tâche, et grâce à l'ingéniosité de toutes les parties prenantes, un montage fut mis au point, les travaux réalisés et le parc de machines à traitement de texte miraculeusement augmenté, à la satisfaction générale.

J'ai choisi cet exemple parce qu'il exprime si bien le tempérament de Claude Cheysson. D'abord, il était inimaginable pour lui d'utiliser des fonds de cette sorte, illégaux, pour son usage personnel, son intégrité lui interdisant d'envisager un instant une telle hypothèse. Ensuite, on imagine facilement l'exploitation politique que la révélation de l'existence de ce compte

secret, aurait permise. Mais une telle manœuvre portant atteinte à l'image de la fonction et du département, était étrangère au sens de l'État qui habitait sa vie.

Plus de trente ans après les faits, je crois pouvoir révéler cet épisode, convaincu que beaucoup, à sa place, n'auraient pas agi comme il l'a voulu et fait. Je pourrais aligner nombre de récits tantôt amusants, tantôt graves, mais toujours significatifs de sa personnalité, recueillis pendant les trois ans de vie partagés avec cet homme exceptionnel. Il faut pourtant se limiter. Et je ne voudrais pas le faire sans rappeler tout ce que Claude Cheysson m'a permis d'apprendre et de comprendre de l'état du monde et de son avenir. Lorsque je l'accompagnais ou qu'il recevait au ministère, l'occasion m'a été donnée d'assister à des entretiens qu'il avait avec des personnalités étrangères de premier plan. Il y exposait, souvent en anglais qu'il maîtrisait à la perfection, sa vision de la « relation extérieure » de la France, qu'il jugeait encore porteuse d'une part de l'espérance du monde.

Avant bien d'autres, il avait compris par la diversité de ses fonctions à la Commission européenne notamment, que tout allait bouger et qu'il était nécessaire de déchiffrer les mutations qui s'annonçaient, qu'elles fussent économiques, sociales ou politiques, et d'en tenir compte car elles détermineraient le champ des possibles.

Pour moi, il représente aussi cette conscience aiguë de la fragilité de la pâte humaine, envers laquelle il éprouvait un immense respect. Il m'avait dit, avant de prendre mes fonctions de préfet des Hautes-Alpes :

— Dans vos responsabilités futures, n'oubliez jamais que nous ne marchons pas sur une chose inerte, mais que nos actions et nos décisions s'impriment dans une chair vivante.

Il croyait dans les grands principes. Convaincu qu'en fin de compte, ce sont ces grands principes de la conscience humaine qui symbolisent et résument le mieux les mouvements et le sens de la lutte des hommes.

Il avait la certitude confiante que la raison, le mouvement de l'esprit ou du cœur, y ramènent toujours.

Au fond, ma lecture personnelle me conduit à penser que Claude Cheysson avait une vision simple de la vie et de son sens. Il était convaincu de façon intime que quelque chose de nous, de notre personne, reste quand nous avons basculé. Quelque chose de, soit bien, soit mal, passe de nous en ceux qui nous voient et nous écoutent. Si ce n'est notre énergie morale, notre générosité, alors c'est notre faiblesse, notre sécheresse de cœur, notre pauvreté de pensée :

— Choisir ce qui survivra de nous est en notre pouvoir, me disait-il un jour.

Il avait choisi.

Tout l'engagement de sa vie dans l'action consistait à vouloir ajouter à la provision des générations qui nous suivent et feront le monde de demain.

Un peu plus de raison, un peu plus de respect de la justice et de la vérité, un peu plus de courage et de force morale, un peu plus de bonté et de solidarité.

DANS L'ORIENT COMPLIQUÉ, UNE POLITIQUE AUX FRONTIÈRES DE L'IMPOSSIBLE

BRUNO DELAYE

En juin 1981, je rejoignis le cabinet de Claude Cheysson, en qualité de conseiller technique en charge du Maghreb Moyen-Orient. J'avais 29 ans et les illusions inspirées par les circonstances : la première alternance de gauche dans la V^e République, une diplomatie qui s'annonçait innovante (le ministère des Affaires étrangères venait d'être rebaptisé ministère des Relations extérieures) et, à la tête de celui-ci, un homme que j'admirais à plus d'un titre. D'abord celui de son passé brillant au service de la décolonisation en Afrique du Nord, ensuite, celui de son combat réussi pour établir une nouvelle relation entre l'Europe et le Tiers-Monde à travers les fameux accords de Lomé.

Dans le même temps, j'avais bien conscience que mes espoirs trouvaient leurs limites dans une équation bien compliquée : comment concilier une diplomatie innovante et ouverte aux nouvelles forces émergentes au Sud, d'Amérique Centrale au Moyen-Orient, avec la contrainte de ne pas heurter de front, dans un monde encore dominé par le jeu Est-Ouest, notre allié américain alors fort crispé par la présence de ministres communistes au Gouvernement de la France.

Européen convaincu et héritier spirituel de Monnet et de Mendès-France, Claude Cheysson n'avait, ni dans son passé, ni dans sa culture politique, matière à donner de l'urticaire à nos amis d'outre-Atlantique. Pourtant, les premiers développements de la diplomatie menée par Claude Cheysson l'amènèrent

rapidement, sans que ce fût son intention première, à heurter les lignes rouges de l'hégémonie américaine, du Nicaragua au Liban, en passant par la question palestinienne.

Compte tenu de cette contrainte, il est remarquable de voir avec le recul du temps, comment Claude Cheysson a pu faire bouger les lignes et placer la France au premier plan du jeu international. Je porte aujourd'hui ce jugement pour la zone méditerranéenne, dont j'ai eu à m'occuper auprès de lui. Dans cet arc de conflits terribles, il a su faire gagner à la parole et l'action de la France, respect, confiance et crédibilité.

Sans faire un bilan exhaustif, j'ai plaisir à mentionner ce que je considère comme ses plus belles réussites dans cette région :

– Apaisement de notre relation avec l'Algérie, grâce au traitement réussi du fameux contrat gazier avec la Sonatrach (qui avait empoisonné la fin du septennat de Valéry Giscard d'Estaing).

– Maintien d'une relation confiante avec le Maroc (que Cheysson connaissait fort bien) avec une position intelligente sur le Sahara occidental (souveraineté chérifienne, mais avec large autonomie).

– Appui au développement économique et démocratique de la Tunisie de Bourguiba.

– Négociation réussie avec le régime de Kadhafi pour son évacuation complète du Nord-Tchad qu'il occupait militairement depuis 1979.

– Appui à l'Irak dans sa guerre avec l'Iran, non par sympathie pour le régime de Saddam, mais par calcul géopolitique : toute rupture de l'équilibre historique entre le monde sunnite et le monde chiite ne pourrait qu'avoir des conséquences désastreuses sur le reste du Moyen-Orient, en libérant des forces intégristes incontrôlables et provocant, à terme, la balkanisation de ses fragiles États-Nations.

– Appui résolu à l'intégrité du Liban, ami historique de la France, en proie à la guerre civile depuis 1975. La France, engagée dans la Finul, y a pris d'énormes risques dans la force

multinationale déployée à Beyrouth en 1982-1983. Notre ambassadeur, Louis Delamare y fut assassiné.

– Soutien à l'OLP de Yasser Arafat, pour préserver la survie du seul interlocuteur possible d'Israël, pour négocier un jour une paix fondée sur la coexistence de deux États (comme la manquèrent de peu les accords d'Oslo.)

– Après l'assassinat d'Anouar el Sadate en octobre 1981, établissement d'un dialogue permanent et approfondi avec l'Égypte pour garantir le maintien de la paix avec Israël et permettre à l'Égypte de retrouver un leadership modérateur dans le monde arabe.

Dans l'Orient compliqué, Claude Cheysson a choisi d'entrer avec courage et pugnacité, en n'hésitant pas à prendre des risques, mais il l'a fait avant tout avec quelques idées claires :

– Établir avec nos voisins maghrébins un nouveau partenariat, fondé sur le « codéveloppement » permettant de dépasser « par le haut » les vieilles rancœurs post-coloniales. Son passé militant comme son empathie personnelle avec ses interlocuteurs lui ont donné dès le départ toute la crédibilité et l'intelligence nécessaires pour en poser les bases solides.

– Se faire l'avocat de l'unité et de la laïcité du monde arabe. L'unité, parce que les divisions de celui-ci ne faisaient que le condamner à l'immobilisme et à l'alignement sur le « front du refus » d'Israël et de toute solution négociée du conflit israélo-palestinien. Il lui fallait retrouver la fierté de son unité pour se modérer et contenir la poussée des forces confessionnelles, déjà à l'œuvre. Seule l'unité de ce qu'il appelait « le triangle magique » entre Le Caire, Damas et Bagdad permettrait l'émergence d'une solution négociée de la question palestinienne, et éviterait au passage, le démembrement du Liban, comme la libération anarchique des forces intégristes de l'Islam politique.

– Être constamment à l'initiative et assurer une présence de tous les instants sur le terrain. Rarement un ministre des Affaires

étrangères français ne se sera autant déplacé dans la région, et pour l'avoir accompagné dans ses tournées ou m'y être rendu en son nom, je me souviens d'avoir passé plus de temps sur un siège d'avion que dans mon bureau du Quai d'Orsay.

– Savoir prendre des risques, en parole comme en action. Claude Cheysson parlait franc et vrai. Cela a valu quelques sueurs froides à son porte-parole et causé quelques agacements élyséens, mais il savait aller droit au but, et situer clairement pour nos interlocuteurs, comme pour les opinions publiques, la position de la France. Il a su aussi convaincre le président Mitterrand de prendre des risques sur le terrain. Aider militairement l'Irak fut risqué et critiqué en son temps, mais a sans doute raccourci la durée d'une guerre épouvantable, et a renforcé la place de la France dans le Golfe et le monde arabe. Envoyer une force multinationale – avec les Américains et les Italiens – à Beyrouth nous a cruellement exposés (attentat de Drakkar), n'a malheureusement pas empêché Sabra et Chatilah, mais évité l'extension à tout le Liban du conflit israélo-palestinien et l'explosion irrémédiable de ce pays.

Au-delà de ces quelques intuitions et principes simples, je crois que ce qui a donné à l'engagement de Claude Cheysson tout son impact a été la force inébranlable de sa conviction personnelle. Cette force intérieure, quasi « donquichottesque » l'amenait à ne jamais renoncer à trouver le point de passage, le terrain de compromis possible. Et alors, qu'importaient les sourires narquois des sceptiques blasés, s'il réussissait à faire bouger les lignes. Cet engagement militant de sa personne finissait par gagner le respect et la confiance de ses interlocuteurs. Parce que profondément épris de l'histoire de ces peuples, parce que capable de partager leur rêve de dignité reconquise, parce qu'idéaliste jusqu'aux frontières de l'impossible, il a su donner à la parole de la France une force et une densité charnelles inégalées.

L'épisode suivant me revient à ce propos. Quelques jours après que la diplomatie française eut pu sauver Yasser Arafat et

quelques milliers de ses fidèles de l'OLP des griffes de l'armée de Hafez el-Assad qui l'encerclait sous les bombes à Tripoli du Liban, je remis à Claude Cheysson, seul dans son bureau du Quai d'Orsay, le télégramme laconique du chef palestinien : « *to his Excellency Claude Cheysson/Thanks/Yasser Arafat* »

Le Ministre le lut sans un mot, mais au moment de me rendre le message, il essuya maladroitement une larme. Un soupir, puis il me dit :

— Vous savez, je crois qu'on a fait le bien. Et vous savez pourquoi ? Parce que nous avons sauvé le seul homme qui pourra un jour signer la paix avec Israël.

Un visionnaire, avec un cœur d'homme. Un homme d'État, avec une âme de combattant. L'habitait une passion simple : faire de son engagement public, le moyen de rendre le monde un peu meilleur.

L'AFFAIRE BARBIE

RAYMOND CÉSAIRE

À la fin de l'année 1982, le pouvoir change en Bolivie et une coalition de gauche présidée par Hernan Siles Zuazo dirige désormais le pays. En janvier 1983 Klaus Barbie dont tout le monde connaissait le passé criminel, est arrêté sous le prétexte mineur d'un reliquat de dette qu'il refuse de payer.

Informé, Serge Klarsfeld se rend à l'Élysée, rencontre Régis Debray et demande que Paris profite du changement de régime à La Paz pour exiger l'extradition de Klaus Barbie. François Mitterrand hésite, pèse le pour et le contre, se demande s'il est bien opportun de « rouvrir les plaies ».

Claude Cheysson, alors ministre des Relations extérieures ne l'entend pas ainsi et va demander à Danièle Mitterrand avec laquelle il entretient des rapports de confiance et d'estime, d'user de son influence sur le Président. « Il ne faut pas laisser passer cette occasion de ramener ce criminel de guerre devant la justice de Lyon. »

Le président de la République se laissa convaincre par la coalition Cheysson - Danièle Mitterrand. Le Président dit alors à Claude Cheysson : « Faites-le, mais ne m'en parlez plus jamais. »

La France demande l'extradition de Klaus Barbie le 26 janvier 1983. Le criminel nazi est expulsé le 5 février 1983 vers Cayenne sur un avion militaire bolivien, puis emprisonné à Lyon où son procès commence en 1987. Accusé de crime contre l'humanité, Klaus Barbie est condamné à la détention à perpétuité. Il meurt en prison le 25 septembre 1991, à l'âge de 77 ans.

Si Claude Cheysson n'avait pas pris l'initiative d'alerter Danièle Mitterrand et de faire le siège du président de la République, on peut craindre que les « hésitations » du chef de l'État n'aient permis à Klaus Barbie d'échapper encore à la justice.

Raymond Césaire, alors Ambassadeur de France dans ce pays, raconte :

Le 5 février 1983, un C130 des Forces armées Boliviennes atterrissait au petit matin à Cayenne pour y déposer Barbie, hagard de surprise et de fatigue après un passage rocambolesque d'une dizaine de jours dans les geôles boliviennes. L'opinion publique n'a retenu depuis que l'exemplarité du procès de l'ancien nazi en 1987, la défense de Maître Vergès et sa condamnation, acquise d'avance, à la réclusion criminelle à perpétuité. Son décès, survenu en 1991, est passé inaperçu à côté de ce qu'avait été le déferlement médiatique de son procès.

Trente ans après, il n'est pas inutile de rappeler, pour éclairer l'Histoire, la volonté politique, notamment celle de Claude Cheysson qui, au-delà de la mise hors d'état de nuire d'un nazi impénitent, a permis de faire progresser la justice internationale et l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité.

La Bolivie, qui avait connu quelque cent dix coups d'État en cent cinquante ans d'indépendance, vivait au début des années quatre-vingt une transition démocratique délicate mais pacifique. Si la perspective d'accession au pouvoir d'une coalition de gauche conduite par Hernan Siles Suazo inquiétait les milieux les plus conservateurs, la plupart des nombreux partis politiques et la population n'étaient pas disposés à voir des militaires, obtus, violents et corrompus, revenir au pouvoir. Avec la politique des droits de l'homme du président Carter, l'exemple désastreux de l'Argentine, la montée du trafic de drogue auquel les militaires paraissaient associés, l'environnement international leur était tout également hostile.

Durant les trente années qu'il avait passées, principalement au Pérou et en Bolivie, celui qui se faisait appeler à l'époque Altmann, n'avait jamais abandonné, à travers différentes activités de conseil ou d'import-export, et en rendant parfois quelques services à la CIA, sa vraie vocation d'officier de renseignement.

Les concélébrations d'anciens combattants solidaires dans le culte du Führer auxquelles s'adonnaient ses congénères ne lui suffisaient pas. Et ce n'est rien enlever au mérite de Serge et Beate Klarsfeld et de ceux qui, depuis les années soixante-dix, l'avaient localisé puis traqué, de dire que si Barbie a finalement été pris, c'est également parce qu'en nazi militant, il représentait un danger pour la vie politique locale.

En favorisant le coup d'État du général Garcia Meza de juillet 1980, comme il l'avait fait avec les régimes antérieurs, notamment ceux de Banzer et de Barrientos, il joua sans doute un mauvais coup de trop. En effet, tout en ne servant que les intérêts d'un groupuscule au sein de l'armée, le coup d'État de Garcia Meza eut aussi le grave défaut d'être sanglant. Marcelo Quiroga, le plus brillant des leaders de gauche, fut assassiné ; politiciens et syndicalistes de tous bords furent pourchassés. La présidente en exercice, Lidia Gueiler, dut se réfugier à la Nonciature avant de s'exiler en France.

À l'image de ce qui s'était passé sept ans avant au Chili avec Pinochet, non seulement les ambassades latino-américaines liées par leurs conventions sur l'asile, mais les ambassades européennes, accueillirent plusieurs centaines de personnes menacées. La représentation française ne fut pas en reste et reçut, pendant plusieurs mois, une trentaine de personnalités de tous les horizons politiques. C'est au cours de cette période très tendue et alors qu'il était intensément recherché, qu'Hernan Siles Suazo et l'un des plus hauts dirigeants du MIR furent hébergés pendant une semaine à la résidence à l'insu même des autres asilés. Les liens de confiance établis dans des circonstances aussi dramatiques entre ces « invités » et leurs hôtes sont évidemment de ceux que l'on n'oublie pas.

Altmann de son côté, dans les mois qui suivirent le coup, mit son professionnalisme au service du colonel Arce Gomez, ministre de l'Intérieur, pour éliminer les opposants politiques. La disparition de son fils unique dans un accident de deltaplane

à Cochabamba en mai 1982 et celle de son épouse, décédée d'un cancer en décembre 1982, l'affectèrent, dit-on, profondément, mais pas au point de réduire ses activités.

Pourtant, il apparut assez vite que, boycotté par les dirigeants politiques et par la communauté internationale, incapable de redresser une situation économique désastreuse, le général Garcia Meza ne tiendrait pas longtemps la route. Il n'eut d'autre solution, au bout de quelques mois, que de partager le pouvoir avec ses pairs. Dans les luttes de factions qui s'instaurèrent, Altmann s'en tira encore à son avantage. Il eut même l'audace de paraître sur le devant de la scène lorsque le général Vildoso, son protégé de Cochabamba et le dernier des militaires à se succéder au pouvoir de 1980 à 1982, assumait officiellement ses fonctions.

Tandis que le pouvoir militaire s'affaiblissait, Siles Suazo, qui s'était réfugié à Lima avec ses proches et que l'ambassadeur à La Paz continuait à aller voir régulièrement, reprenait le dialogue avec les syndicats, réorganisait ses troupes et multipliait ses contacts intérieurs et extérieurs. La crise s'intensifiant, il apparut progressivement à tous, y compris aux militaires, que la moins mauvaise façon d'éviter le chaos était de reprendre le processus de démocratisation interrompu en juillet 1980. C'est ainsi qu'en octobre 1982, Siles Suazo, appuyé par une coalition de gauche, retrouvait la présidence qui lui avait échappé deux ans plus tôt.

En France, depuis l'arrêt de la Cour Suprême de 1974 rejetant notre demande d'extradition, peu d'efforts avaient été faits pour récupérer Barbie que ses collusions avec les régimes militaires successifs rendaient intouchable.

Les choses commencèrent à changer à partir de 1982. Tandis que le régime militaire bolivien s'essouffait, Régis Debray, conseiller à l'Élysée, avait renoué le contact avec ses anciens compagnons de lutte. Robert Badinter, nouveau garde des Sceaux, voyait dans un élargissement de la définition de crime contre l'humanité la possibilité d'un procès exemplaire. Claude Cheysson et Francis Gutmann, secrétaire général, étaient très favorables à

une spectaculaire action de justice internationale. Si personne ne croyait qu'une opération contre Barbie fût possible dans un délai rapide, une instruction judiciaire pour crime contre l'humanité fut néanmoins ouverte en France contre Barbie, dès février 1982, et un nouveau dossier de demande d'extradition commença à être préparé. Un mandat d'arrêt international fut lancé en novembre, quelques semaines après l'entrée en fonction du président Siles Suazo. La France renouvela alors en forme officielle, mais davantage pour prendre date qu'en fonction d'une idée de manœuvre préconçue, son souhait que Barbie lui fût livré.

Les Allemands, soucieux de montrer qu'ils ne se désintéressaient pas du sort des anciens nazis, avaient déposé aussi une demande d'extradition de Barbie pour le meurtre d'un certain Kemler. Mais le dossier était mince et, même si la Cour Suprême déclarait le 15 janvier 1983 la demande allemande recevable, il y avait peu de chance qu'elle aboutisse. Au pire, Barbie aurait été relaxé en Allemagne sans pouvoir être transféré en France, tout ceci à la veille d'élections locales dans les deux pays, mais qui préoccupaient davantage Bonn que Paris.

Tandis que ces nouvelles actions judiciaires se préparaient à Paris, l'inattendu se produisit. Barbie fut convoqué par le contrôle de la République pour le paiement d'une dette ancienne de quelque dix mille dollars remontant à l'époque où il gérait une compagnie maritime gouvernementale. Un piège lui aurait-il été délibérément tendu comme l'ont soutenu certains? C'est possible, toujours est-il qu'il aurait pu l'éviter, en laissant un de ses séides régler l'affaire. Mais, c'était aussi bien le connaître en pensant qu'il pouvait se présenter lui-même devant une administration qu'il se croyait toujours en mesure d'intimider. Hélas pour lui, les temps avaient changé. Le fonctionnaire qui le reçut n'étant pas disposé à s'en laisser conter, la discussion s'envenima et Barbie, récalcitrant, fut placé en détention dans la prison de San Pedro qu'il connaissait parfaitement et où il savait qu'il ne courrait aucun risque.

L'incarcération de Barbie, le 25 janvier 1983, coïncida fortuitement avec le lancement en Europe et aux États-Unis d'une grande campagne médiatique, soutenue par les milieux israélites, pour rappeler le cinquantième anniversaire de l'accession au pouvoir d'Hitler et ses tragiques conséquences. Cette campagne eut un retentissement considérable en Bolivie où le retour de Siles Suazo aux affaires, avec l'appui de la France, fut salué comme une victoire sur la barbarie. Elle redonna momentanément au pays un lustre que l'histoire lui avait rarement accordé.

Alors commença une semaine un peu folle dont les péripéties, dignes d'un film policier, restèrent pourtant inscrites dans un cadre diplomatique. Trois séries de facteurs se sont conjuguées pour parvenir à l'expulsion de Barbie vers la France :

1. Le bénéfice moral et politique qu'allaient en tirer les deux Gouvernements.

Si réelle que soit cette perspective, elle était tempérée par le risque encouru d'une intervention brutale d'éléments fascisants liés à Barbie pour tenter de le récupérer. De même fallut-il écarter, pour son caractère irréaliste, l'idée d'un procès sur place avancée un court moment pour des motifs politiques par une partie de la coalition gouvernementale.

2. Les problèmes techniques posés par l'expulsion vers la France.

À partir du moment où, dans la perspective d'un futur procès, Paris souhaitait que tout vice de procédure fût évité, les problèmes techniques posés par l'expulsion de Barbie vers la France s'annonçaient difficiles à résoudre. Il était exclu qu'un avion français vienne le chercher, opération qui aurait été interprétée comme un kidnapping. Par ailleurs aucune ligne aérienne française ne touchait la Bolivie. Il aurait fallu effectuer un transit à Lima ou au Brésil pour retrouver un vol d'Air France. Les Péruviens, consultés, se montraient d'autant plus réticents qu'ils s'étaient vus refuser eux-mêmes, quelques années avant nous, une demande d'extradition de Barbie.

La Force aérienne bolivienne, dont les moyens en transport étaient limités, s'aventurait rarement au-delà des pays voisins. De plus, même si elle était redevenue, elle aussi, républicaine, sa fiabilité pour exécuter ce type d'opération paraissait douteuse. C'est pourtant cette solution qui fut choisie, sans doute par le président Siles Suazo lui-même, soucieux de bien affirmer son autorité retrouvée sur les militaires et de servir l'honneur international de son pays.

L'ambassade, dont la préoccupation majeure était d'éviter que Barbie ne s'échappe, étudia avec Paris les modalités d'un transfert sur Cayenne qui nécessitait néanmoins une escale technique à Manaus, au cœur de l'Amazonie brésilienne.

Les avocats de Barbie, qui avaient payé sa dette, avaient eu vent de son éventuelle expulsion. Ils savaient aussi que, pour obtenir sa sortie, quelques milliers de dollars restaient à payer qu'ils n'entendaient surtout pas régler tant qu'ils ne connaîtraient pas la destination réservée à leur client.

3. Les conditions du départ.

Tandis que la rumeur d'une libération ou d'une expulsion de Barbie mobilisait des dizaines de journalistes devant la prison, un incident de dernière heure entre les deux équipes auxquelles le président Siles avait confié la couverture médiatique de l'expulsion faillit bien faire capoter l'affaire.

Le départ lui-même fit l'objet d'une mise en scène remarquablement montée par les Boliviens. Ceux-ci firent sortir un faux Barbie encapuchonné de la prison pour le conduire sous bonne escorte à l'aéroport où attendaient deux avions de ligne dans lesquels des places avaient été réservées. Le convoi fut aussitôt suivi de dizaines de voitures de journalistes. Le vrai Barbie ne sortit qu'un peu plus tard pour être amené au ministère de l'Intérieur où il devait être interrogé sur certaines de ses complications dans le pays, se voir notifier son expulsion puis, être conduit en léger équipage jusqu'à l'aéroport militaire.

L'ambassade, qui s'était préoccupée du problème de la

levée d'écrou avait concouru, en maintenant son programme habituel, à donner le change. L'attaché de Défense, qui venait de Lima prendre contact avec les militaires, poursuivit ses visites. À l'heure même où Barbie était conduit à l'aéroport, l'ambassadeur se rendit ostensiblement à un cocktail en ville, au grand dépit des journalistes parisiens qui ne parvenaient pas à le joindre. Seul le conseiller de l'ambassade, Pierre Viaux, assista à l'embarquement de Barbie précédé de celui du groupe des journalistes boliviens.

La réaction des milieux politiques boliviens et de la presse fut, dès le lendemain, à peu près unanimement favorable. Seul, un journal de tendance conservatrice, *El Diario*, émit quelques réserves.

L'ambassade reçut du ministre Claude Cheysson un message élogieux, à la mesure de sa satisfaction et de son tempérament chaleureux.

ROMPRE L'ISOLEMENT DU CAMBODGE

GILDAS LE LIDEC

J'ai rencontré pour la première fois Claude Cheysson en mars 1983 alors que j'étais conseiller à notre ambassade à Hanoï et que le Ministre y faisait une première et rapide visite de travail. Sa présence pendant quelques heures avait été rendue d'autant plus facile et agréable que mon ambassadeur, Ivan Bastouil, avait été son conseiller à Djakarta, qu'il appréciait manifestement.

Dès l'abord, j'avais été impressionné par cette très forte personnalité, dont la détermination était évidente et le franc-parler tout autant. Deux qualités peu communes chez beaucoup des titulaires de ce portefeuille qui lui succédèrent. Mais surtout, Claude Cheysson les alliait, à une vraie familiarité du terrain asiatique, à travers ses expériences passées notamment au Vietnam ou en Indonésie. Après des années de désintérêt ou, à tout le moins, d'ignorance pour tout ce qui n'était pas la Chine, nous ressentions déjà depuis plus d'un an à Hanoï cette clarté montante dans la réflexion et la décision pour l'élaboration d'une diplomatie vis-à-vis de cette partie du monde.

Les instructions reçues du département dessinaient pour la première fois l'amorce d'une véritable politique vietnamienne. Nous sortions enfin d'une relation bilatérale en dents de scie, historiquement nourrie de méfiances, de détestations, de condamnations réciproques ou, chez certains, d'exaltations outrancières, pour tenter de trouver la juste mesure d'un partenariat dépassionné et si complémentaire. Après plus de deux décennies, la France se mettait enfin à rebâtir, à travers des outils de coopération hautement appréciés de nos partenaires vietnamiens, qui étaient encore largement isolés du reste du monde.

Le retour à la confiance dans le dialogue entre Paris et Hanoï, en ce début des années quatre-vingt, devait avoir des répercussions directes sur la question cambodgienne, principal abcès d'affrontement en Asie depuis que l'armée vietnamienne avait envahi le Cambodge en janvier 1979 pour renverser le régime de Pol pot et desserrer ainsi l'étau chinois.

En étant l'une des rares capitales occidentales à ne pas reconnaître la représentation khmère rouge aux Nations unies, Claude Cheysson savait que la France avait, volontairement ou non, gardé une position originale forte. Il pensait dès lors qu'elle pouvait en jouer et reprendre une place et un rôle en Asie du Sud-Est, trente ans après notre défaite en Indochine. Encourager ouvertement le retrait vietnamien tout en prenant en considération les conditions sécuritaires de Hanoï quant à sa hantise de l'encerclement chinois, telle allait être la ligne de conduite qu'il nous assigna.

Six mois après mon départ de Hanoï, affecté comme coordinateur Asie à la direction générale des Relations culturelles, scientifiques et techniques (DGRCST à l'époque), je fus un matin convoqué par le cabinet pour rencontrer le Ministre. Mon émoi fut grand : sa personnalité m'intimidait fortement et, de surcroît, il n'était pas de coutume dans la Maison qu'un simple rédacteur soit appelé à pareil niveau. Dans mes supputations, j'en arrivais à imaginer les reproches qu'il pourrait me faire sur telle subvention mal orientée ou sur telle action mal conduite...

Début janvier 1984, Claude Cheysson me reçut donc dans son bureau en tête-à-tête pendant près d'une heure. Non point de part et d'autre de sa table de travail comme la hiérarchie l'aurait normalement prévu, mais dans le coin canapé, comme le sont les visiteurs. J'ai gardé ce souvenir rare d'un « patron » à la fois totalement ouvert et totalement lui-même, à l'écoute de toute autre expérience d'un terrain qui lui était pourtant si familier. Il n'imposait pas ses vues mais cherchait, à travers une construction idéologique à la fois curieuse, créative et concrète,

à remonter le fil des dialogues probables qui aboutiraient à des situations inextricables, pour, au contraire, découvrir la bonne échappatoire.

Le Ministre conclut notre entretien en me disant que le temps était venu pour la France de bouger. Sachant que je devais participer à une très prochaine commission mixte de coopération à Hanoï, il me donna alors instruction de saisir cette « couverture » pour me rendre le plus discrètement possible à Phnom Penh. Selon ses termes exacts, il devait s'agir de « prendre la mesure des dispositions de l'équipe dirigeante à accueillir un développement de notre aide humanitaire et culturelle à ce pays et d'en identifier les champs d'application, ceci bien entendu dans le cadre de notre politique qui exclut toute reconnaissance des autorités de Phnom Penh ». En fait, Claude Cheysson, pour asseoir une diplomatie enfin responsable et pragmatique de la France en Asie du Sud-est, souhaitait à tout prix éviter un face-à-face exclusif du Cambodge avec le Vietnam et l'Union soviétique communistes, qui n'avait déjà que trop duré et qui nous ferait perdre irrémédiablement, s'il devait se poursuivre, nos positions historiques, culturelles et linguistiques dans ce pays.

En filigrane, le message était on ne peut plus clair : soyez patients, nous ne sommes pas encore en mesure sur le plan international de vous reconnaître immédiatement, mais cette reconnaissance ne doit pas constituer un préalable à l'engagement par la France d'actions de coopération, à travers des O.N.G. existantes ou à créer, ou bien encore des actions indirectes qu'entreprendraient de grandes institutions françaises.

Hun Sen, alors tout jeune ministre des Affaires étrangères, était en tournée en Afrique, mais ma mission fut préparée sous sa supervision directe, à la demande même de notre ministre. Je fus reçu au meilleur niveau par des interlocuteurs vivement intéressés, mais prudents, jouant parfaitement le jeu de la plus grande discrétion que nous leur avons imposée. Ressortirent de cette mission des retombées concrètes en matière de culture,

avec le retour de l'école française d'Extrême-Orient sur Angkor et la préservation du patrimoine culturel et artistique, en matière de santé et d'agriculture, enfin en matière d'éducation et de préservation de la langue française. Le Recteur My Samedy accepta d'abriter à la faculté de Médecine, en la dissimulant au départ afin de ne pas indisposer nos partenaires occidentaux soucieux du moindre geste que nous ferions à l'égard des trois pays indo-chinois, une structure souple de type Alliance française, qui saura préfigurer de façon dynamique et intelligente, quelques années plus tard, le retour officiel de la France à Phnom Penh. Je rendis compte au Ministre de ces résultats dans un rapport daté du 25 février 1984. Il ne prit pas la peine de m'en donner acte, ce qui était à mes yeux sa façon d'exprimer une pleine satisfaction.

Sans cette vision prémonitoire et cette initiative de Claude Cheysson, la France n'aurait sans doute pas pu, quelques années plus tard, se réimposer comme puissance naturelle dans cette région du monde et être en mesure de peser si significativement sur le retour à la paix. La confiance ainsi nouée avec les différentes parties cambodgiennes et le respect que nous avons su acquérir auprès de nos principaux partenaires nous auront permis d'accueillir, avenue Kleber, les négociations qui, menées en profondeur lors d'une première session à l'été 1989, aboutirent formellement aux accords de Paris d'octobre 1991. J'en fus le secrétaire général adjoint, et j'imagine ce pareil sentiment d'émotion et d'enthousiasme qu'a dû ressentir Claude Cheysson lorsque lui-même, plus jeune encore que moi, avait été membre de la conférence de Genève sur l'Indochine en 1954.

Je dois à Claude Cheysson, qui nous a quittés le même jour que le roi Norodom Sihanouk, cette aventure cambodgienne qui a profondément marqué ma vie et ma carrière. Au dernier jour de la mission secrète qu'il m'avait confiée, rendant une visite sur le Phnom à la Dame Penh, fondatrice de la capitale khmère, je faisais le vœu pour le moins convenu et banal que les relations diplomatiques reprennent rapidement entre la France

et le Cambodge. J'en confiais naturellement la teneur à mon interprète garde-chiourme pour qu'il la rapporte à ses autorités et qu'ainsi, il puisse se dédouaner de ce contact oppressant de quatre jours que nous avons eu. Il n'en reste pas moins que dix ans plus tard, jour pour jour, je présentais mes lettres de créance au Palais royal de Phnom Penh...

En fait et plus largement, je dois à Claude Cheysson d'avoir parfaitement justifié mon choix de l'Asie comme sésame pour épouser la carrière diplomatique. Il fut l'un des rares ministres des Affaires étrangères à savoir où se situait ce continent sur la carte du monde...

LE PATRON

MONIQUE TOUPLAIN

Claude Cheysson était un grand patron, un chef, un meneur d'hommes, sans le côté péjoratif que cela peut évoquer. Il était, en effet, charismatique, savait diriger avec fermeté, commander très poliment mais avec une autorité bien fondée donc généralement admise, organiser le travail, distribuer justement les tâches. Parfois, on pouvait presque lui reprocher de ne pas laisser assez d'initiative tant les ordres étaient clairs et précis, d'ailleurs difficiles à remettre en question sans provoquer une vive discussion pouvant aller jusqu'à l'emportement. L'altercation animée par la passion devenait violente et les dossiers volaient à travers le bureau. Quelquefois la colère venait sans même qu'il y ait un interlocuteur en face. Il fallait alors laisser l'énervement s'exprimer et le calme revenait aussi vite que l'explosion. Cependant, si un collaborateur maintenait une idée juste et sensée et s'il pensait que les décisions étaient trop vite arrêtées, insuffisamment réfléchies, Claude Cheysson était capable de mauvaise foi pour imposer sa prise de position. Il maniait aisément la contradiction, mais la supportait mal venant d'autrui. Pour se faire entendre, plutôt que de s'emporter, il fallait insister calmement, avec patience, ténacité, persévérance. On avait alors quelque chance d'entendre le patron renoncer de mauvaise grâce à son idée ou à une action trop osée et même parfois dangereuse.

Toutefois, on ne réussissait pas toujours et cela provoquait des réactions critiques, notamment de la presse qui qualifiait alors Claude Cheysson de maladroit, inconvenant, gaffeur. Je crois qu'il appréciait ces confrontations, ces joutes avec son entourage car il avait tendance à mésestimer les faibles, à mal-

mener les timides, il aimait avoir en face de lui quelqu'un ayant de l'assurance. Ainsi, d'après un témoin, les bizutages à l'école Polytechnique n'étaient pas tendres.

Son exaltation et son courage étaient communicatifs; c'est pourquoi, la plupart de ceux qui ont travaillé avec lui ont respecté, apprécié, estimé l'homme. En effet, il savait faire partager son enthousiasme pour la cause qu'il défendait avec force et conviction, donner à chacun l'énergie nécessaire et l'impression de participer au succès. Il séduisait autant les hommes que les femmes par sa fougue, fascinait par son discours enflammé quel que soit le sujet, toujours exposé avec brio. Il subjuguait son auditoire. Quand il était dans une période transitoire entre deux postes, il ne parlait plus de l'ancien, mais seulement du futur comme s'il en avait déjà fait une analyse approfondie et son nouvel enthousiasme devenait contagieux. C'est ainsi que, malgré certains aspects difficiles du travail avec lui, il entraînait ses collaborateurs parce qu'aussi il savait apprécier une tâche bien accomplie, remercier et être reconnaissant. De plus, il traitait tout le monde sans aucune discrimination, sans aucun propos machiste, il avait notamment absolument le même comportement vis-à-vis des femmes que des hommes.

Bien que sûr de lui, Claude Cheysson accordait une confiance totale à certains collaborateurs. C'est pourquoi nombre d'entre eux l'ont suivi dans plusieurs postes, parfois pendant plusieurs années tout au long de son atypique carrière de diplomate. Parmi les très diverses fonctions qu'il a exercées, la coopération lui a certainement procuré beaucoup de satisfactions parce que, dans les pays africains récemment indépendants, leurs dirigeants et leur population étaient évidemment très motivés, très passionnés, pleins d'espoir et stimulaient ainsi ceux qui voulaient les aider. Ce fut le cas à la commission de Coopération technique en Afrique au sud du Sahara alors que les pays d'Afrique noire accédaient les uns après les autres à l'indépendance. De même, la période algérienne, après les accords d'Évian, fut très dense, très riche. Dans un autre

contexte, Européen convaincu, Claude Cheysson, a mis toute son énergie pendant les années passées à Bruxelles, notamment pour aboutir à la signature des accords de Lomé.

Bourreau de travail, ce patron exigeait beaucoup de lui et des autres. Il fallait être efficace. Cependant, il savait aussi se détendre, même si cela était toujours de courte durée et rarement dans l'inaction totale. Il semblait alors oublier tous les problèmes liés à sa fonction : par exemple lorsqu'il faisait une méharée minutieusement préparée dans le Sahara, un de ses loisirs favoris. Il n'était pas du genre à se faire bronzer au bord de la mer, mais adorait la haute montagne l'hiver et le désert, sans doute parce que dévaler une pente à ski ou marcher dans le sable ou conduire un chameau rétif requièrent des efforts et que la simple contemplation ne suffit pas. Infatigable voyageur, il aimait le terrain, le contact avec les gens, mais il fallait rencontrer le maximum d'interlocuteurs dans un minimum de temps, donc forcer les emplois du temps pour obtenir les rendez-vous et veiller à la préparation des dossiers correspondants. L'organisation de ces déplacements était un vrai casse-tête, imposant de jongler avec les horaires d'avions, faire de véritables acrobaties, parfois très éprouvantes physiquement aussi pour le patron. En mission, comme partout : faire vite, surtout ne pas perdre une heure à visiter un lieu touristique. On ne peut pas le qualifier d'épicurien. Néanmoins, il appréciait la bonne chère et les bons vins qu'il dégustait, toutefois, au cours de repas d'affaires, car il faut rester actif à tout moment. Il travaillait dans des bureaux dont il avait personnellement et attentivement choisi la décoration et veillait scrupuleusement à l'exécution des travaux. Le cadre dans lequel il passait la majorité de son temps, en dehors des voyages, ne lui était pas indifférent. Des fleurs, aussi, égayaient continuellement son bureau.

Voilà, en vingt-cinq ans d'accompagnement, ce que je retiendrai de mon patron, Claude Cheysson.

CLAUDE CHEYSSON ET LA PRESSE

ALAIN DEJAMMET

Les ministres communistes du premier Gouvernement d'après mai 1981, traités de « garçons de courses », la mort du président Sadate, qualifiée certes « d'horrible », mais de nature à « faire disparaître un obstacle au rapprochement à l'intérieur de la Nation arabe », la sèche réplique au journaliste qui, tôt le matin, interrogeait sur les réactions de la France au coup de force en Pologne du général Jaruzelski :

— La France agira-t-elle ?

— Absolument pas ! Bien entendu, nous n'allons rien faire.

Autant de formules qui, dès l'entrée en lice de Claude Cheysson à la tête des Affaires étrangères, elles-mêmes rebaptisées « Relations extérieures », sans doute pour atténuer ce que l'expression « étrangères » pouvait avoir de distant, quasi d'inaltérable, claquèrent aux oreilles des gens de presse et, pour tout dire, firent leur bonheur. Enfin, auraient-ils affaire à un ministre qui dirait sans barguigner ce qu'il pense, quitte à froisser, heurter, embarrasser, attirerait l'attention tant sur lui-même que sur le sujet évoqué et – pourquoi pas ? – ce n'était pas le moindre intérêt sur les professionnels de la presse.

Bref, les journalistes, sourire en coin, micro-ouvert, caméra ronronnante, calepin et crayon dressés, étaient avides de rencontres avec Claude Cheysson. Le Ministre était populaire.

Et le Ministre lui-même ne se déroba pas. Non qu'il préférât s'échapper de son bureau et débattre avec des journalistes plutôt qu'avec des collègues étrangers ou des fonctionnaires de son département. Comme tant d'autres, enfoncé dans son siège

d'avion, il feignait de se révolter contre le flot de papiers que ses services lui avaient amoureusement préparés, pestait, réclamait des coupes, des têtes, mais l'atterrissage le surprenait, nez encore enfoui dans les dossiers, soulignant, annotant, travaillant d'arrache-pied comme l'y avait entraîné depuis des décennies sa carrière de haut fonctionnaire. Mais il est vrai que son visage s'éclairait, la joie était visible quand il pénétrait, à l'issue d'une discussion, négociation, en salle de presse, et qu'il allait, appelant ses interlocuteurs par leurs prénoms, répondre à leurs questions.

Claude Cheysson n'était pas dupe. Il parlait franchement, tout de go, sans précautions parce que tel était le fond de son tempérament : l'inaptitude absolue à la dissimulation. Mais il perçut vite que ses propos dérangent parfois au sommet de l'État où l'on aurait peut-être préféré un peu plus de contorsions de langage ou de ténébreux atermoiements. Il se douta bien que l'objectif de certains commentateurs était moins de comprendre ce qu'il entendait faire que de susciter la saillie, l'éclat qui capterait les feux de la scène et, sans autre procès, susciterait la bienvenue polémique où, à tout le moins, nourrirait la rubrique où se comptabiliseraient les « gaffes » du nouveau pouvoir.

De tout ceci, vite évident dans les premiers mois de son ministère, Claude Cheysson ne conclut pas à l'opportunité d'une précautionneuse retraite dans la bienséance. Assurément, il disciplina ses interventions publiques, incapable cependant de recourir aux pesants emmanchements de la langue de bois dont il laissa la pratique à ses collaborateurs du service de Presse, lesquels, de l'avis général, surent en faire un usage sans modération. Mais lui-même, tout de bon et tout le long de son parcours reste le partenaire fidèle, pédagogue, parfois surprenant, agaçant, mais toujours disponible de la presse.

De toute la presse, car Claude Cheysson était le moins sectaire, le plus impartial des hommes politiques. Il avait des convictions, celles qui l'avaient fait choisir par le président Mitterrand, mais le premier article de son credo était l'absolu

respect de la liberté de pensée et donc de presse. Rien ne le galvanisait davantage que de « disputer », y compris dans son entourage, avec des interlocuteurs d'avis différent. Que de fois, troublé ou rageant du tour pris par certaines affaires (le projet de vente de Mirages F1 à l'Irak, ou ses entretiens avec tel dirigeant Libyen, par exemple), il sollicita de son équipe la contestation, franche et nette, et tint compte des critiques ou reproches, au moins pour traiter le volet public du sujet. Par quoi s'explique l'éclectisme des auditoires de Claude Cheysson, car celui-ci traitait sur le même pied l'officiant le plus gourmé du journal télévisé et le correspondant sans prétention d'une modeste agence de presse.

— Ah non, que l'on ne me parle plus des ACP (initiales des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, bénéficiaires de l'aide européenne), s'exclama-t-il alors qu'on lui présentait, pour une interview, l'un des fins directeurs de l'Agence centrale de Presse.

Il n'avait ni favori ni – chose plus rare dans le milieu politique – favorites. Il ne recevait pas de visiteurs du soir, tirant plutôt informations ou impressions de l'extrême variété des gens qu'il accueillait ou rencontrait. On le surprit un jour, au terme d'un voyage présidentiel à Damas dont il n'était pas lui-même très heureux, entreprenant avec fougue, dans un coin de salon, à l'écart des dignitaires, un excellent homme médusé qui n'était autre qu'un simple huissier de la Présidence syrienne. Les presses étrangères, surtout américaine et moyen-orientale, piquaient spécialement son intérêt. La première, quoique sensible à sa parfaite maîtrise de la langue anglaise, ne désespérait pas, chez un ministre qu'elle soupçonnait d'être encore empreint des accents gaullois de sa jeunesse, de réveiller d'excitantes et dévastatrices rebuffades, à propos, par exemple, du contentieux franco-américain sur les achats de gaz russe. En bon polytechnicien au fait des problèmes d'énergie et s'en tenant aux aspects techniques, le Ministre déjoua facilement le piège. Devant les journalistes

du Proche-Orient, toujours impatients de savoir si la France était porteuse d'une « initiative », Claude Cheysson, pourtant peu avare de gestes spectaculaires (l'aide apportée à Arafat pour se dégager de Beyrouth, puis de Tripoli, le soutien courageux à l'indépendance du Liban), s'en tenait avec patience à plaider pour la négociation d'un règlement de paix équilibré. À la presse latino-américaine qui guettait le faux pas lors d'un voyage que le Ministre accomplit en Amérique centrale, accompagné d'un Régis Debray impassible et muet, il parla paix, réconciliation nationale, reconstruction, aide européenne et échappa au soupçon facile de complaisance pour les héritiers du castrisme. Cette équanimité de ton et de fond, qui surprit ceux qui escomptaient, pour s'en réjouir ou s'en scandaliser, une diplomatie de brutale rupture, était la marque de son comportement. Ainsi soutient-il son service de presse qui avait refusé de diffuser un document de stricte politique intérieure, et donc hors du domaine des « relations extérieures ».

Cette exceptionnelle disponibilité envers la presse n'était pas dictée par l'esprit de cajolerie ou la préoccupation tactique, mais elle tenait à la conviction, chez Claude Cheysson, que le devoir d'informer était partie intégrale de l'action diplomatique. Le Ministre voyait celle-ci comme la démarche d'un pays tout entier et il pensait nécessaire d'associer en permanence ses compatriotes, par le truchement de la presse comme par celui du Parlement, au déroulement des décisions. Le « message », quoique l'expression ne fût pas d'usage chez le Ministre, serait, semble-t-il, d'autant mieux reçu qu'il était clair, articulé sur quelques thèmes faciles à discerner dans la trame des discours, communiqués ou autres entretiens.

Sans doute posera-t-on ailleurs que l'attachement à la défense des droits de l'homme était l'un de ces axes majeurs. Et certes le Ministre tenait de son passé de Résistant, de sa mission en Palestine au lendemain de la guerre, de sa longue fréquentation des promoteurs de la décolonisation, un engagement très

fort pour toutes les causes d'émancipation et d'indépendance. Mais son discours aux journalistes n'avait rien d'un mantra psalmodié, éloigné des réalités. C'est au nom des réalités qu'il sut à temps prendre ses distances avec le régime du colonel Kadhafi, et surtout, sans illusion sur les lendemains d'une révolution, condamner avec la plus extrême fermeté la politique génocidaire des Khmers Rouges, au point d'ailleurs, lors d'une visite en Thaïlande, de ne pas hésiter à mettre en cause l'appui de Pékin à Pol Pot et de compromettre ainsi un voyage programmé du président français en Chine. Que d'heures passées par certains de ses collaborateurs à s'efforcer d'atténuer le langage plutôt explosif retranscrit sur ce sujet par le correspondant d'un magazine de Hong-Kong ! Mais qui a vu Claude Cheysson, le visage irradié de bonté, se pencher, au retour d'un long voyage, vers le visage heureux d'une petite fille asiatique qu'il avait adoptée, comprendre la passion qu'il portait au sort des rescapés d'Indochine.

Aux inclinations, qualifiées d'ailleurs justement par la presse de Bruxelles, de « tiers-mondistes » s'ajoutaient cependant chez Claude Cheysson des mouvements d'une autre nature : une mémoire vivante des années de guerre qui le menait à garder attachement et sympathie pour les anciens alliés, à prendre ainsi rapidement le parti du Royaume-Uni contre l'Argentine lors du conflit des Malouines, à honorer scrupuleusement les morts soviétiques lors de ses visites à Moscou ou Leningrad, à rétablir le contact avec l'URSS après la césure due à l'invasion de l'Afghanistan, mais à ne pas céder face aux menaces communistes, sur le maintien en Europe occidentale des missiles américains ni à ergoter sur le chiffre des diplomates et journalistes russes à expulser de France. Place enfin devrait être faite à des humeurs qui lui étaient propres : son horreur du fanatisme religieux qui le conduisit à faire fond sur l'Irak (sans jamais toutefois rencontrer Saddam Hussein) pour faire échec à ce qu'il appelait la « déferlante iranienne » ; sa sympathie, instinctive,

pour les Vietnamiens bien que ceux-ci eussent à leur tour porté la guerre au Cambodge ; son souci, marqué de tradition gaulliste, de préservation de l'équilibre entre l'Est et l'Ouest qui explique sa décision hâtive de recevoir Gromyko à La-Celle-Saint-Cloud alors que la chasse soviétique venait d'abattre un avion de ligne sud-coréen, sa conviction enfin, largement prématurée, que la volonté de réunification des Coréens, du Nord et du Sud, était irrésistible.

Ces singularités, éloignées parfois du courant traditionnel de la diplomatie occidentale et européenne en troublaient plusieurs. Et les journalistes aiguisaient leurs plumes. Claude Cheysson en fut contrit car il jugeait ses efforts pour tempérer ses élans (notamment en faveur un peu partout dans le monde des « combattants de la liberté ») mal récompensés. Une fois donc, exceptionnellement et tranchant sur ses habitudes de grande impartialité, il chercha, au cours d'une longue déambulation dans le parc de La Celle-Saint-Cloud, de faire revenir à des sentiments plus sereins le très respecté commentateur de politique étrangère, fin connaisseur de l'URSS, d'un quotidien du soir.

Mais l'ardeur à convaincre de Claude Cheysson tenait à sa certitude, immodeste peut-être, qu'il avait raison sur le fond. Ne trouvait-il pas, dans le cours des événements, la justification *a posteriori* de quelques-unes de ces brusques et incisives sentences qu'il avait égrenées ? Les ministres communistes n'avaient, en définitive, aucunement pesé, comme il l'avait pronostiqué, sur les orientations diplomatiques de la France. L'Égypte avait retrouvé, sous le successeur de Sadate, sa place dans la Nation Arabe qui, telle que l'imaginait le Ministre, avait ressoudé ses rangs. Et, bien sûr, ni la France ni aucun de ses alliés de l'OTAN n'avait le moins du monde tenté par la force de s'opposer au général Jaruzelski. Quoiqu'il n'eût lui-même aucune complaisance pour le régime irakien, l'aide fournie par la France à Bagdad aida à stopper l'expansion de la révolution iranienne. Il ne se trompa pas sur le succès anglais aux Malouines contre l'avis pourtant

aussitôt donné de certains spécialistes du Quai d'Orsay. Il ne se trompa pas non plus sur les infinies lenteurs d'un règlement de paix au Proche-Orient mais du moins parvint-il, aux moments les plus cruciaux, à sauver ce qui restait de la cause palestinienne ou de l'existence même du Liban.

Ainsi donc, l'action du ministre, étroitement balisée au demeurant par l'Élysée, et plutôt justifiée par l'Histoire, s'inscrivait-elle assez classiquement dans la durée, mais la méthode visant à frapper l'opinion d'abord, avant tout discours, par quelques-unes de ces « petites phrases » qui faisaient sursauter, était décidément originale, la marque, comme disaient les journalistes, d'un « personnage ». À ce train d'ailleurs, ses collaborateurs qui ne pouvaient tous attendre le passage des ans et vivaient l'instant, confrontés à l'étonnement de la presse, connurent des moments animés. Ainsi, de ce jour de novembre 1983 où Claude Cheysson, à Bruxelles, sur la foi de quelques signaux émis depuis Moscou et librement interprétés, jugea bon d'interrompre une séance du Conseil des ministres de la Communauté européenne et d'annoncer le décès de Léonid Brejnev. Stupeur chez ses comparses ministériels qui ne savaient rien, et tremblements incontrôlables tant à Bruxelles qu'à Paris et ailleurs de tourbillons de journalistes, aussi bien occidentaux que russes, qu'aucune dépêche ou information de Moscou n'avait alertés. Les heures furent délicates tant pour le Ministre, heureusement soustrait à la pression des micros et caméras, que pour ses collaborateurs sommés, en particulier à Paris, par de vigoureux correspondants de l'Agence Tass, tous vêtus et casquettés de cuir, de s'expliquer et qui en étaient bien incapables. On disait le président Mitterrand curieux de recevoir assez vite son ministre.

Trois heures après l'événement, Léonid Brejnev en personne eut la bonne grâce de décéder enfin – très officiellement et de manière rendue aussitôt publique – et de donner ainsi raison, une fois de plus, au ministre français des Relations extérieures.

EN AVANCE SUR SON TEMPS

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Claude Cheysson était un grand anticonformiste, avec un mélange de spontanéité et de brusquerie feinte. Les vérités provocantes ne lui faisaient pas peur. Il aimait déranger les certitudes, bousculer le prêt à penser. Il savait que pour un ministre des Relations extérieures, la parole était l'arme principale. Il s'en servait sans modération. Avec lui, on ne s'ennuyait pas. Je ne sais si c'est lui ou de Gaulle qui avait forgé cette expression ; « La France est l'embêteuse du monde ». En tout cas elle lui allait bien.

Plus profondément, Claude Cheysson était un militant engagé. Il le fut de toutes les grandes causes de son temps :

La France libre et la 2^e DB dans les combats de la Libération, puis la reconstruction des rapports franco-allemands, à Bonn au lendemain de la guerre où il se lie avec Adenauer.

Vint ensuite le compagnonnage avec Pierre Mendès-France qui le choisit comme chef de cabinet quand il devint président du Conseil, en raison de son expérience au Vietnam et de son engagement en faveur de l'indépendance de celui-ci.

Après Mendès-France, il servit Alain Savary, homme intègre entre tous, quand celui-ci fut – brièvement – ministre des Affaires marocaines et tunisiennes du Gouvernement Guy Mollet. Son engagement en faveur du Tiers-Monde s'enracine ainsi dans les guerres de décolonisation où il prit le parti des peuples qui était aussi celui de l'intérêt bien compris de la France.

Quand je le connus de plus près, il était ambassadeur en Indonésie. C'était en 1969. J'étais son conseiller commercial. Vincent Monteil, un ancien de la France Libre, arabisant original, son conseiller culturel qui prêchait, en « *babasa indonesia* »

dans les universités indonésiennes, une sorte de « gaullisme maoïste ». L'attaché de défense était le colonel Bœuf. Claude Cheysson, en bon polytechnicien, avait bien perçu les immenses potentialités de l'Indonésie. Il réunissait tous les jours à 7 heures du matin tout son petit monde dans son bureau, où un climatiseur poussif luttait contre une chaleur humide et pénétrante, et donnait des directives pour que la France affirmât sa présence dans tous les secteurs où le *Repelito* (plan indonésien) avait prévu d'investir.

C'est là qu'il me fit découvrir son engagement à gauche, mais pas pour n'importe quelle gauche : une gauche intègre, une gauche moderniste, où la vérité éclairerait les pas des hommes politiques. Au fond de lui-même, Claude Cheysson était un homme profondément engagé et d'abord au service du Tiers-Monde, en Algérie, au lendemain de l'indépendance à la tête de l'organisation commune des régions saharienne puis, de l'organisme de coopération industrielle, ensuite au sein de la Commission européenne où il fut, à partir de 1973, chargé des relations Nord-Sud.

C'est ainsi qu'il négocia la convention de Lomé avec les pays dits ACP ¹⁵, en obtenant pour ceux-ci des tarifs préférentiels, et en refusant qu'ils fassent en retour, les frais d'un libre-échange sans principe. Un système dit « Stabex » garantissait leurs recettes d'exportation. Nous étions encore loin du néolibéralisme de l'OMC !

Claude Cheysson était certes un Européen convaincu, mais ce n'était pas un adepte du néolibéralisme et pas davantage le religionnaire des traités. C'était un euroréaliste, un pragmatique. Le budget de Lomé, par exemple, était distinct du budget communautaire. Claude Cheysson était naturellement pour une Europe à géométrie variable : à chaque problème sa solution avec les pays concernés et bien sûr quand ils voulaient. Claude Cheysson était commissaire européen au Développement à Bruxelles, quand

15. Afrique, Caraïbes, Pacifique

François Mitterrand fit appel à lui pour en faire son ministre des Relations extérieures, en 1981. Choix habile en ce qu'il rassurait la Commission et les « milieux européens », mais constituait aussi, et sans doute d'abord, un signe à tous ceux qui, à gauche, souhaitaient une profonde réorientation de notre politique extérieure. Pour que la France se fasse le champion d'un nouveau tiers-mondisme non aligné sur les blocs qui se faisaient encore face, dans cette dernière période de la guerre froide, il n'y avait pas meilleur choix que celui de Claude Cheysson.

Ministre des Relations extérieures de 1981 à 1984, il démontra rapidement ce que peut être une politique inventive de la France : il fit le choix, dans le Tiers-Monde, de trois pays d'élection, avec lesquels la France s'efforcera de tisser une « relation spéciale » : le Mexique où François Mitterrand prononcera – à Mexico – son célèbre « discours de Cancún », l'Algérie, « coup de passion » retrouvé et accord gazier qui permet l'établissement de bonnes relations entre François Mitterrand et le colonel Chadli, l'Inde enfin, où la sûre prémonition de Cheysson distinguait le « grand émergent », milliardaire en hommes, dont le développement, plus tard, équilibrerait heureusement celui de la Chine.

Les fonctions que j'occupais alors, la Recherche, l'Industrie, l'Éducation nationale ne me tournèrent pas en priorité vers la politique extérieure, mais mon statut particulier au sein du Gouvernement me permettait d'intervenir. Je le fis avec modération. J'approuvais les initiatives que prenait Claude Cheysson pour permettre un jour le déblocage de la situation entre Israël et la Palestine. C'est lui qui sauva la mise de Yasser Arafat avec l'idée simple qu'il n'y avait pas d'autre interlocuteur pour une paix négociée. Qu'une telle paix ne soit pas intervenue dans la période où elle devint possible n'a évidemment pas tenu à Claude Cheysson.

Dans les relations Est-Ouest, la *perestroïka* de Gorbatchev intervint trop tard pour qu'il puisse influencer sur ses développements. Du moins sut-il en préserver la possibilité en coupant court aux émotions de ceux qui eussent applaudi à une inter-

vention à tous égards périlleuse, alors que l'improbable couple Jaruzelski-Walesa allait conduire la Pologne à retrouver progressivement sa liberté. Conscient avant tout des intérêts, à long terme de la France et de l'Europe en matière d'approvisionnement énergétique, Claude Cheysson sut s'opposer au blocus américain destiné à empêcher la construction du gazoduc reliant l'Europe aux immenses gisements sibériens. J'ai encore en mémoire le conseil restreint où, avec son appui, la décision fut prise de réquisitionner l'usine du Havre, où le groupe américain Dresser fabriquait les compresseurs du gazoduc. Le ministre de l'Industrie, que j'étais, apprécia son soutien.

À partir du tournant de mars 1983, également appelé « parenthèse libérale », l'Europe devint la grande affaire de François Mitterrand. Comme l'a très bien montré Hubert Védrine ¹⁶, alors conseiller diplomatique du Président, il s'agissait de substituer un paradigme à un autre. Claude Cheysson n'a pas été l'homme de cette réorientation, mais il œuvra à sa manière, pragmatique et efficace pour faire avancer les chantiers utiles : le déblocage de l'adhésion à la Communauté européenne de l'Espagne et du Portugal, restera, du point de vue de la France, comme un des acquis très positifs du premier septennat de François Mitterrand. Claude Cheysson contribua, à sa place, au règlement de l'affaire du « chèque anglais », entériné au Conseil européen de Fontainebleau de juin 1984.

Madame Thatcher lui ayant préféré, comme il le rapporte, Jacques Delors, pour prendre la tête de la Commission européenne en 1984, il n'est plus au Gouvernement l'homme dont François Mitterrand a besoin pour mettre en œuvre son « pari pascalien » sur l'Europe ¹⁷.

À la fin de 1984, Roland Dumas le remplace à la tête d'un ministère redevenu celui des « Affaires étrangères ».

Claude Cheysson était trop un homme de principes et

16. *Les mondes de François Mitterrand*, Hubert Védrine, Fayard

17. *La France est-elle finie ?* Jean-Pierre Chevènement, Fayard

déjà pas assez libéral pour épouser pleinement le tournant de l'« Acte unique », négocié en 1985, mais entré en vigueur en 1987 seulement. L'Acte unique, dit aussi traité de Luxembourg est le véritable acte de dérégulation, imposant sur le continent les principes du néolibéralisme thatchéro-reaganien (liberté de mouvement des capitaux, primat de la concurrence que la Commission se voit charger de faire respecter).

Une page se tourne; une époque succède à une autre. Claude Cheysson retrouve à Bruxelles, le fauteuil de commissaire européen chargé de la politique méditerranéenne et des relations Nord-Sud. Plus que jamais, Cheysson est convaincu que ce n'est pas l'Europe mais les Europe(s) qu'il faut construire. Mais il faudra attendre plus de vingt ans pour que cette idée réaliste commence à se faire jour...

Claude Cheysson fut ensuite élu au Parlement européen (1989) où il dirigea la délégation française. S'il n'y trouva pas les satisfactions qu'il était en droit d'attendre, la justice ayant peu de choses à voir avec la vie politique, sa philosophie optimiste sur l'Europe ne fut cependant pas ébranlée par sa mise à l'écart.

Je ne crois pas m'avancer trop, cependant, en disant que ce qui a passionné plus que tout Claude Cheysson, ce sont les relations Nord-Sud. Il aura été l'un des premiers hommes politiques français à discerner les potentialités des « pays émergents », et l'intérêt pour la France de privilégier ses relations avec eux. L'Algérie, chère à son cœur, le Maghreb, la Méditerranée, le Proche et le Moyen-Orient, l'Afrique bien sûr, étaient ses champs de prédilection. Mais il n'oubliait pas l'Amérique latine, l'Inde, les pays de l'Asie du Sud-Est, et d'abord le Vietnam qu'il aimait tant.

Claude Cheysson était une personnalité exceptionnelle. Mais un homme politique est d'abord ce qu'il fait: à cet égard, il laisse un riche héritage d'initiatives en avance sur son temps. C'est en les faisant fructifier dans le temps long que nous lui témoignerons le mieux la fidélité de notre souvenir.

LE GRAND FRÈRE

JACQUES DELORS

Quand j'ai fait connaissance, plus profondément, de Claude Cheysson, celui-ci était auréolé d'un grand prestige, à nos yeux : résistant, officier de char pendant la guerre, participant au Débarquement en Normandie et aux opérations des Vosges et de la campagne d'Alsace.

Nous avons une vision de ses multiples missions au service de l'État et surtout de sa participation au cabinet de Pierre Mendès-France, président du Conseil.

Or, certains d'entre nous sont passés par la vie associative et le syndicalisme. Mais c'est Pierre Mendès-France qui nous a orientés vers l'action politique.

Toutes raisons pour être heureux de pouvoir travailler avec Claude Cheysson, lui, membre important de la Commission européenne, moi, qui venais d'être élu au Parlement européen et qui étais avide d'apprendre et de comprendre. Il se trouve que la Commission européenne, présidée par Lord Jenkins, traitait très sérieusement des travaux de cette assemblée élue, pour la première fois, au suffrage universel. Des personnalités comme François-Xavier Ortoli, Lorenzo Natali et Claude Cheysson multipliaient les échanges, en séance et hors séance, avec les nouveaux que nous étions. Ils me guidèrent dans mes premiers pas. Mais Claude faisait davantage et se conduisait, en quelque sorte, comme un grand frère pour ses camarades socialistes français.

Les changements politiques en France firent que Claude Cheysson et moi fûmes appelés au premier Gouvernement du président Mitterrand. Durant les trois ans où j'exerçai les fonctions de ministre de l'Économie et des Finances, notre

compagnonnage fut constant et riche. Nous étions sur la même ligne, en cette période troublée, où l'alternance au pouvoir fit perdre à certains le sens des limites, où la lutte contre l'inflation et pour la défense du franc était impérative et difficile. Et puis vint l'époque où la musique de l'autre politique se fit de plus en plus forte. Il fallait tenir, convaincre, et Claude était en première ligne dans ce combat.

Nos échanges portaient bien entendu sur ce grand problème intérieur, mais aussi, sur la conception de la politique extérieure, terme qu'il préférait à politique étrangère. Il se situait au-delà des pratiques diplomatiques classiques qu'il connaissait très bien, donnant à sa mission une dimension militante que l'on ne retrouvera pas ensuite. Il prenait des risques calculés en maîtrisant sa fougue légendaire, expert qu'il était autant dans les affaires européennes que dans les relations avec ce que l'on appelait encore le Tiers-Monde.

La bataille pour la rigueur et la stabilité était également son combat. Il m'aida à mener, avec la Commission et nos partenaires, les échanges nécessaires pour aboutir, en fin de ce cycle 1981-1983, à la consolidation de notre situation monétaire, au maintien du franc dans le système monétaire européen et à l'application d'un programme de rigueur qui osait dire son nom.

Je ne lui serai jamais assez reconnaissant pour son appui constant, énergique et, en fin de compte, efficace.

1981 a été l'année où nous étions passés de Bruxelles et Strasbourg à Paris, 1985 nous voyait faire le chemin inverse.

L'un des exercices les plus redoutés pour la Commission européenne est la répartition des portefeuilles entre ses membres. Ce fut l'occasion d'un désaccord entre Claude et moi. Nommé président de la Commission, et voulant donner un élan à la politique de l'industrie et de la recherche, je la proposais à Claude, mais celui-ci, fougueux comme à l'ordinaire, refusa tout net. Son idéal le poussait toujours vers l'extérieur, une passion pour l'évolution du monde avec l'émergence de ces pays d'Asie

et d'Amérique du Sud, un paradigme en train de changer. Bref, la mondialisation en voie de se faire. Il accepta donc le portefeuille de la politique méditerranéenne et des relations Nord-Sud où il apporta sa compétence et la renommée qu'il avait conquise auprès des dirigeants de ces pays d'Amérique, d'Asie et d'Afrique.

Pendant ces quatre ans de ma première Commission, nous avons pu poursuivre notre itinéraire commun.

C'était le moment de la relance de la construction européenne après des années de stagnation et de querelles de famille. On discutait beaucoup, au sein de la Commission. Mais avec la compréhension de tous et l'appui de Claude dans les débats compliqués. Et c'est ainsi que l'on parle de cette époque comme marquée par l'esprit collégial et le sens de l'équipe de toute la Commission.

Début 1989, Claude Cheysson refit le voyage vers Paris alors que je poursuivais ma tâche à la Commission. Je regrettai son départ, mais le Président voulait faire jouer l'alternance gauche-droite.

La cause européenne était l'autre passion de Claude. Il se présenta en 1989 à l'élection au Parlement européen et fut élu pour un mandat qui se termina en juillet 1994. Nous eûmes ainsi l'opportunité de reprendre nos échanges, j'appréciais son dynamisme au sein du groupe socialiste qu'il fit bénéficier de sa compétence et de son expérience.

Les années suivantes, nos entretiens se firent plus rares avant que la maladie ne le saisisse. En dépit de cela, il continuait son action pour des causes qui en valaient la peine : la présidence de l'institut Pierre Mendès-France et de la fondation Arche de la Fraternité.

Mille regrets m'assailent quand je pense aux années d'une coopération fraternelle, puis au vide relatif pour celui qui fut, je le répète, un grand frère pour quelques-uns d'entre nous.

CONFIANT DANS LA NATURE HUMAINE

DANIÈLE JOSSELIN-DROUET

Témoin des bouleversements de l'après-guerre mondiale, acteur incontournable de la politique extérieure de la France, Claude Cheysson n'a jamais, à l'instar de son vieil ami Stéphane Hessel, voulu écrire ses souvenirs. Sollicité par de nombreux journalistes pour des livres d'entretiens, il remettait toujours à plus tard, jusqu'à ce que ce fût trop tard.

Après tous ces récits et témoignages variés qui dressent un portrait passionnant, forcément incomplet de Claude Cheysson, il est difficile d'apporter des éléments nouveaux à ce kaléidoscope. Je tiens seulement à souligner quelques traits de caractère de cette personnalité riche et souvent controversée qui nous a tous profondément marqués.

Pour avoir eu la chance de travailler avec lui pendant plusieurs années, je peux témoigner des qualités évoquées par les témoignages précédents : intelligence supérieure, énergie, puissance de travail, imagination créatrice, sur lesquels je ne reviendrai pas. Je tiens seulement à souligner quelques traits de caractère de cette personnalité riche et souvent controversée.

Lorsque j'ai pénétré pour la première fois dans le bureau de Claude Cheysson au 13^e étage du Berlaymont,¹⁸ j'ignorai que j'allais rencontrer celui qui allait donner un nouveau sens à ma vie professionnelle.

Pourquoi étais-je là ? En raison d'une qualité qui n'a pas été évoquée par d'autres témoignages. À une époque où le mot « parité » n'évoquait rien pour personne, Claude Cheysson tenait à avoir une femme dans sa petite équipe bruxelloise, non pas en

18. N.D.L.R : bureaux de la Commission européenne à Bruxelles.

qualité de « potiche décorative » mais parce que profondément féministe, il pensait que la présence d'une femme apporterait un regard différent sur les problèmes traités. Il s'agissait pour moi du budget européen et du contrôle financier, qui étaient alors dans son champ de compétence. Il ne faisait aucune différence dans sa façon de traiter ses collaborateurs, masculins ou féminins. Après la négociation de Lomé, il a tenu à faire nommer deux femmes comme chefs de délégation de la Commission, en Afrique, une Française, Francine Henrich et une allemande, Gabrielle von Brokovski. Les services de la Commission étaient atterrés et ont essayé de le dissuader avec des arguments tels que : « mais l'Afrique, c'est beaucoup trop dur pour une femme » en oubliant que le commissaire connaissait mieux l'Afrique que ses interlocuteurs. Ministre, il a également insisté fermement auprès de la direction du personnel pour que des femmes soient nommées à des postes de responsabilité.

Une autre de ses qualités peu connues : son honnêteté et son intégrité. Comme l'a raconté Rémy Pautrat, il faisait preuve d'une grande rigueur morale, mais sans ostentation. À Bruxelles où les lobbies sont nombreux et actifs, il prenait soin de ne jamais accepter de cadeau qui lui parût incompatible avec sa fonction. Et si par hasard, quelqu'un essayait de passer outre, j'avais la tâche ingrate de convoquer la personne concernée pour retourner le cadeau.

Bien que conscient de sa valeur, il ne se mettait pas en avant et ne racontait jamais ses faits d'armes, ni ses rencontres avec des personnes historiques. Avec humour, il disait être une des rares personnes, à avoir connu son vrai prix sur le marché mondial, lorsqu'« échangé » par les Espagnols avec son groupe de prisonniers contre une cargaison de phosphates, il avait calculé, en bon polytechnicien, le prix d'un prisonnier au cours du marché mondial des phosphates !

Homme pressé, son impatience a été largement illustrée. Il fallait que tout aille toujours très vite, ce qui expliquait parfois ses

colères qui en ont marqué plus d'un, mais il savait faire preuve, en cas de besoin, d'une très grande patience. Il était capable de rester des heures à une table de négociation, de prendre du temps pour aller à la rencontre des différents interlocuteurs à quelque niveau que ce fût, et où qu'ils fussent. Les récits de ses voyages indiquent clairement que la notion de fatigue et de décalage horaire était absente de son univers.

Comme Alain Dejammet l'a souligné, il avait un très grand souci de la transmission de l'information auprès de ses proches collaborateurs d'abord, et il faisait circuler dans son équipe les notes très claires et lisibles qu'il prenait au cours des réunions de la Commission ou des réunions auxquelles il participait. Toujours prêt à répondre à des questions de journalistes qui le sollicitaient souvent – car il ne pratiquait pas la langue de bois diplomatique –, son franc-parler suscitait bien des controverses. Il refusait, car il avait un grand respect pour la liberté de la presse, de revoir ses interviews. Pour lui, le meilleur canal était la radio où il excellait. Sa concentration, qui lui donnait un air soucieux, le desservait à la télévision, média qu'il n'a jamais su vraiment maîtriser.

Il n'y avait chez lui rien de l'arrogance que les étrangers reprochent si souvent aux Français.

Ni blasé, ni cynique comme peuvent l'être parfois les hommes politiques, il avait confiance en la nature humaine. Si les manquements et les trahisons à son égard le décevaient, il tournait rapidement la page. Il était resté fidèle aux idéaux de sa jeunesse: liberté, indépendance, sens de la justice... S'il a voulu le pouvoir, ce n'était pas par ambition personnelle, mais pour réaliser ses objectifs.

Sous son air rugueux, qui déconcertait ceux qui le voyaient rarement, c'était un affectif qui aimait être entouré même dans sa vie privée, de ses proches collaborateurs à qui il savait faire partager son enthousiasme et sa passion.

Il considérait que sa plus grande réussite et, dans tous les

cas, la plus aboutie, fut la négociation de Lomé, mais son univers ne se limitait pas à l'Afrique. Ayant réalisé le rêve de tout diplomate : devenir ministre des Affaires étrangères, sa pensée embrassait le monde. Il était fascinant de le voir exprimer sa vision de la géopolitique, car il donnait l'impression de tenir le monde comme une mappemonde dans sa main.

HOMMAGE À CLAUDE CHEYSSON, EN LA CATHÉDRALE SAINT-LOUIS DES INVALIDES,

LE 27 OCTOBRE 2012

FRANÇOIS SCHEER

Claude, le rebelle que tu n'as jamais cessé d'être, prend pour la dernière fois le maquis, nous laissant nombreux dans la peine, mais d'abord les tiens vers lesquels vont à cet instant toutes mes pensées. À vous, chère Danièle, à vous qui voyez s'éloigner un père, un grand-père, un arrière-grand-père, je veux dire avec quelle charge d'émotions et de souvenirs, je prends part à votre grand chagrin. Et dans l'expression de cette affectueuse sympathie me rejoignent, je le sais, nombre de ceux qui ont tenu pour un honneur et un bonheur d'être à tes côtés, Claude, dans la défense des causes que tu as embrassées avec passion, avec générosité, avec ténacité, au risque parfois, lorsqu'à tes yeux nécessité faisait loi, de bousculer la ligne ou la règle qu'un encombrant principe de précaution t'aurait recommandé de suivre.

Car tel tu étais, d'un bloc, et c'est ainsi que nous t'aimions, quand bien même parvenais-tu encore à nous surprendre, nous qui en collaborateurs attentifs, croyions tout savoir des projets que tu formais, des pensées qui guidaient ton action, des voies que tu avais reçu mission d'ouvrir ou décidé d'emprunter, nous surprendre par une décision, une démarche, un propos dont la spontanéité n'était en réalité qu'apparence. Le ministre des Relations extérieures que j'ai été fier de servir, brillant, généreux, courageux, talentueux interprète des orientations et des inflexions souhaitées par le président Mitterrand dans la conduite de la politique extérieure de la France, sans renoncer pour

autant, audace extrême dans les usages de notre République, à y imprimer çà et là sa marque, ce ministre-là lui arriva-t-il de regretter d'avoir délibérément ignoré le confort d'une langue de bois sans aspérité ou d'un silence lourd de sous-entendus ? Je puis l'attester pour le temps où je fus à ses côtés, jamais, à deux exceptions près. Lucide sur les risques du métier, Claude Cheysson les assumait avec une simplicité et une franchise qui pouvaient déconcerter, mais restent pour nombre d'entre nous qui furent à un moment ou l'autre ses compagnons de route, une leçon de vie, et un vrai sujet de méditation sur les grandeurs et les servitudes du service de l'État. Un État, et donc la France, au service desquels Claude Cheysson mit toutes les ressources de son intelligence et de son énergie, tout au long d'une vie et d'une carrière largement ouvertes sur le monde. Dans le choix qu'il fit d'être ministre des Relations extérieures plutôt que des Affaires étrangères, nulle ostentation, mais simplement l'affirmation d'une réalité dès longtemps vécue sur le terrain.

Cheysson l'Indochinois, Cheysson l'Africain, Cheysson le Saharien, Cheysson l'Européen, Cheysson le Méditerranéen, Cheysson le combattant infatigable des rapports Nord-Sud, toutes ces étapes, et j'en passe, furent autant d'engagements assumés avec feu, dans une fidélité sans faille aux idéaux de sa jeunesse, une jeunesse que marquèrent déjà les ruptures. Sorti des plus grandes écoles de la République pour entrer sans transition en résistance contre les ennemis intérieurs de cette République, combattant de la France Libre, ses choix furent d'emblée ceux d'un rebelle, rebelle à tout embrigadement qui lui ferait obligation à un moment ou l'autre de contraindre, d'ordonner, de ramener à une aune commune ses convictions. Aux hautes fonctions qu'il occupa, revendiquer une liberté de parole et de mouvement n'était pas sans risques : il arriva qu'il en payât le prix. Ce n'était pas une raison suffisante pour renoncer. Il ne renonça pas.

C'est cet homme-là, Claude, que j'ai admiré et respecté en toi, et plus encore lorsque sur le tard, acceptant enfin de jeter un regard sur cette vie riche en combats et en défis, tu en vins à t'interroger sur le sens de cette existence. Point de vains regrets dans cette réflexion : cela n'eût pas été toi. Plutôt un soupçon de nostalgie, quelques fureurs rentrées, des questions restées sans réponse. Et une interrogation : n'y avait-il pas dans ce retour en arrière la matière de Mémoires ? Nous t'en pressâmes, longuement. Pour les années que tu avais traversées à grands pas et les chantiers que tu avais arpentés en tous sens, quel témoignage irremplaçable ! Mais l'homme d'action que tu fus n'avait pour la plume qu'un intérêt distant.

Mais rassure-toi. À défaut de Mémoires, il me reste le souvenir, bien vivant, de l'homme, du patron, de l'ami. Et pour cette amitié qui m'a enrichi, je te dis, Claude, très simplement merci.

REPÈRES BIOGRAPHIQUES

- 1920 Naissance le 13 avril à Paris,
- 1940-1942 Polytechnique,
- 1943-1945 2^e DB,
- 1946-1948 ENA,
- 1948-1951 Secrétaire des Affaires étrangères,
ambassade de France à Bonn,
- 1952-1953 Conseiller du président du Gouvernement
du Vietnam à Saïgon,
- 1954-1955 Chef de cabinet de Pierre Mendès-France,
- 1956 Conseiller pour les Affaires marocaines
et tunisiennes, cabinet d'Alain Savary,
- 1957-1962 Secrétaire général de la commission
de la Coopération technique en Afrique
(CCTA) à Lagos,
- 1962-1966 Directeur général l'Orgnisme saharien (OS)
à Alger,
- 1966-1970 Ambassadeur de France en Indonésie,
- 1970-1973 Président du directoire de l'Entreprise
Minière et Chimique (EMC) à Paris,
- 1973-1981 Membre de la Commission européenne
à Bruxelles,
- 1981-1985 Ministre des Relations extérieures,
- 1985-1988 Membre de la Commission européenne
à Bruxelles,
- 1989-1993 Président de la fondation de l'Arche
de la Fraternité,
- 1989-1994 Parlementaire européen,
Président du groupe socialiste
- 2012 Décès le 15 octobre à Paris.

CONTRIBUTEURS

MAURICE ALLÈGRE :

Ancien directeur des mines de l'OS (Organisme saharien).

JACQUES BERNIÈRE :

Ancien ambassadeur, ancien conseiller diplomatique du Gouvernement.

SERGE BOIDEVAIX :

Ambassadeur de France.

PIERRE-LOUIS BOUTONNAT :

Proche collaborateur de Claude Cheysson à l'EMC, puis directeur de l'EMC (Entreprise Minière et Chimique).

BOUTROS BOUTROS-GHALI :

Ancien ministre des Affaires étrangères d'Égypte, ancien secrétaire général des Nations unies.

JAMES BURNET :

Ancien journaliste, notamment à Libération, spécialiste de la péninsule indochinoise.

RAYMOND CÉSAIRE :

Ambassadeur de France en Bolivie en 1983,
Ambassadeur de France.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT :

Conseiller commercial de l'ambassade de France
en Indonésie en 1969, ancien ministre.

PIERRE DEFRAIGNE :

Directeur général honoraire de la Commission européenne.

ALAIN DEJAMMET :

Directeur du service d'information et de presse du quai d'Orsay.

BRUNO DELAYE :

Conseiller technique en charge du Maghreb-Moyen-Orient, au cabinet de Claude Cheysson au Ministère des Relations extérieures.

JACQUES DELORS :

Ancien président de la Commission européenne.

ABDOU DIOUF :

Ancien président de la République du Sénégal.

JEAN-CLAUDE EUDE :

Conseiller financier au cabinet Claude Cheysson,
à la Commission européenne.

SID AHMED GHOZALI :

Ancien Premier ministre algérien, ancien ministre
des Affaires étrangères.

FRANCIS GUTMANN :

Ancien secrétaire général du Quai d'Orsay,
Ambassadeur de France.

STÉPHANE HESSEL :

Ambassadeur de France.

DANIÈLE JOSSELIN-DROUET :

Conseiller technique au cabinet de Claude Cheysson
à Bruxelles, au ministère des Relations extérieures
et à la fondation de l'Arche de la fraternité.

JEAN LACOUTURE :

Ancien journaliste au *Monde* et écrivain.

GILDAS LE LIDEC :

Ancien ambassadeur de France au Cambodge.

ANNE MARIE LIZIN :

Ancien ministre des Affaires étrangères de Belgique.

FRANCO NICORA :

Membre du cabinet Claude Cheysson, à la Commission
européenne.

RÉMY PAUTRAT :

Chef de cabinet de Claude Cheysson au ministère des Relations extérieures, préfet de région honoraire.

MARC PIERINI :

Membre du cabinet Claude Cheysson,
à la Commission européenne.

FRANÇOIS SCHEER :

Ambassadeur de France.

LEILA SHAHID :

Ambassadeur de Palestine auprès de l'U.E.,
la Belgique et le Luxembourg.

PHILIPPE SOUBESTRE :

Directeur du cabinet Claude Cheysson, ancien directeur
de la DG 8 (Direction générale du développement) à la
Commission européenne.

MONIQUE TOUPLAIN :

Collaboratrice de Claude Cheysson.

HUBERT VÉDRINE :

Ancien ministre des Affaires étrangères de France.

DANIEL VINCENT :

Directeur général honoraire de la Commission européenne.

REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont à :

Jacques-Alain de Sédouy,
qui a eu l'idée de cet ouvrage,

James Burnet, qui m'a accompagnée avec talent, finesse et patience,
porté par son estime et sa compréhension de Claude,

mon fils Thomas, qui, par son expérience,
a apporté sa vision d'ensemble,

Danièle Josselin-Drouet,
pour sa bienveillance et ses conseils avisés,

tous les contributeurs de cet ouvrage qui en font la richesse,

Christophe Cheysson,
pour son regard de photographe,

Amélie, Anatole, Arthur, Carole, Vanessa Cheysson
pour leurs participations et dépannages de dernière minute,

Isabelle de Bremond d'Ars,
pour sa collaboration efficace,

Éditions Actes Sud,

Revue *Autrement*.

SOMMAIRE

• <i>Un homme debout</i> , Jean Lacouture	7
• <i>Claude Cheysson</i> , Stéphane Hessel	9
I - L'ENGAGEMENT	
• <i>Récit de guerre : d'une prison espagnole à l'Allemagne</i> , Claude Cheysson	13
II - LE DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MÊMES	
• <i>Le peuple vietnamien : une passion</i> , James Burnet	27
• <i>Conférence de Genève : Mendès et l'Indochine</i> , Claude Cheysson	39
• <i>Rapport de mission au Vietnam post accords de Genève</i> <i>pour Pierre Mendès-France</i> , Claude Cheysson	45
• <i>Quelques données du problème algérien</i> , Claude Cheysson	53
• <i>Un pionnier de la coopération avec l'Algérie indépendante</i> , Maurice Allègre	61
• <i>Images de l'Erg occidental, entretien avec Claude Cheysson</i> , Joseph Barrat, revue <i>Autrement</i>	71
• <i>L'engagement pour la Palestine</i> , Leila Shahid	77
• <i>Discours de Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures</i> ,	
• <i>Berlin 1982 (Presskonferenz - extraits)</i>	87
• <i>Audition de Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures</i> , <i>par le Comité spécial contre l'Apartheid de l'ONU, New-York 1984</i>	93
• <i>Cérémonie en Saint Louis des Invalides, 27 octobre 2012</i> , <i>Hommage à Claude Cheysson</i> , Sid Ahmed Ghozali	107

III - UN ENGAGEMENT, AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COOPÉRATION

- *Un Européen et tiers-mondiste convaincu*, Abdou Diouf 113
- *Premiers contacts avec l'Afrique*, Danièle Josselin-Drouet 115
- *Rencontre avec le président John Fitzgerald Kennedy*,
Claude Cheysson 117
- *Le Commissaire européen du Tiers-Monde*, Philippe Soubestre 121
- *Souvenir d'un jeune idéaliste à Bruxelles*, Franco Nicora 127

• Cahier Photo I - XVIII

- *Un infatigable bâtisseur de l'Europe*, Daniel Vincent 133
- *Voyage au cœur de la politique extérieure de l'Europe*,
Marc Pierini, *Télégrammes Diplomatiques*© Actes Sud 2010 137
- *Union Européenne-Méditerranée : un modèle d'accord* (extraits),
Claude Cheysson 147
- *Voyages autour de la Méditerranée*, Jean Claude Eude 149
- *Escapade au Portugal*, Anne-Marie Lizin 157
- *De grandes affinités de pensée*, Boutros Boutros-Ghali 159
- *Cérémonie en Saint Louis des Invalides, 27 octobre 2012*,
Hommage à Claude Cheysson, Pierre Defraigne 163

IV - UN SERVITEUR DE L'ÉTAT

- *1948, de la guerre à la construction européenne*,
Claude Cheysson 171
- *Un stage en Allemagne fédérale sous la direction
de Claude Cheysson*, Serge Boidevaix 173
- *Un ambassadeur atypique*, Jacques Bernière 179
- *Une expérience industrielle*, Pierre-Louis Boutonnat 187
- *Claude Cheysson*, Hubert Védrine 191
- *Un cabinet, à quoi bon ?* François Scheer 195

~ SOMMAIRE~

• <i>Quelques souvenirs</i> , Francis Gutmann	203
• <i>Une force de caractère</i> , Rémy Pautrat	209
• <i>Dans l'Orient compliqué, une politique aux frontières de l'impossible</i> , Bruno Delaye	217
• <i>L'affaire Barbie</i> , Raymond Césaire	223
• <i>Rompre l'isolement au Cambodge</i> , Gildas le Lidec	231
• <i>Le patron</i> , Monique Touplain	237
• <i>Claude Cheysson et la presse</i> , Alain Dejammet	241
• <i>En avance sur son temps</i> , Jean-Pierre Chevènement	249
• <i>Le grand frère</i> , Jacques Delors	255
• <i>Confiant en la nature humaine</i> , Danièle Josselin-Drouet	259
• <i>Cérémonie en Saint Louis des Invalides, 27 octobre 2012, Hommage à Claude Cheysson</i> , François Scheer	263
• Repères Biographiques	267
• Contributeurs	269
• Remerciements	273

SITE INTERNET

Ce livre électronique est également disponible
en version papier sur le site :
<http://claudе.cheysson.fr>



ISABELLE DE BREMOND D'ARS - ÉDITION ET COMMUNICATION
SITE : [HTTP://WWW.IBACOM.FR](http://www.ibacom.fr)

DÉPÔT LÉGAL : JANVIER 2014

Claude Cheysson une force de conviction

Claude Cheysson jaillit des photos, portraits et souvenirs, corps ramassé, œil brillant, sourire ouvert, annonciateur il est vrai d'une assez terrible franchise. Tant d'énergie à brûler, de projets à mener ! Une vie y suffira-t-elle ? À l'origine, une blessure : celle ressentie par un très jeune homme, à l'annonce de la mort d'un frère aîné, tombé dans les combats en 1940. Dans la France vaincue, il rejette l'humiliation, gagne Londres, s'engage dans la 2^e DB et participe aux campagnes victorieuses de France et d'Allemagne. Mais à la différence de tant d'autres, Claude Cheysson ne garde pas pour lui seul le sentiment de révolte contre l'injustice. Il le perçoit ailleurs dans le monde, il comprend, partage. De cette vision, la cause de la justice, il tire son engagement pour les droits de l'homme, le combat contre les inégalités. Haut fonctionnaire, il sera partout où cette vision l'appelle : en Palestine, dès après la guerre, en Indochine, en Afrique, en Algérie. Quand, à Bruxelles, il participe à la construction européenne, c'est avec la volonté que l'entreprise ne soit pas égoïste, que l'Europe associe à son progrès celui des pays du Tiers Monde.

Cette action, Claude Cheysson la poursuivra à la tête du ministère français des Relations extérieures. Certes, il sera raisonnable et tiendra compte des grands équilibres stratégiques et économiques. Mais s'il est des gestes un peu fous (l'exfiltration d'Arafat d'un Beyrouth assiégé, l'extradition du criminel de guerre Klaus Barbie vers son procès à Lyon), s'il est des moments de générosité (les accords de Lomé avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) des rayons de lumière éclairant la marche de la France sous le premier septennat de François Mitterrand, c'est largement à Claude Cheysson qu'on les doit. En témoignent dans ce livre nombre de ses amis, ministres, hommes politiques... mais l'hommage vient aussi de collaborateurs, fonctionnaires ou autres, qui eurent le bonheur de travailler auprès de Claude Cheysson et qui puisent encore dans l'exemple qu'il leur a donné la meilleure des raisons de servir leur pays.